This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

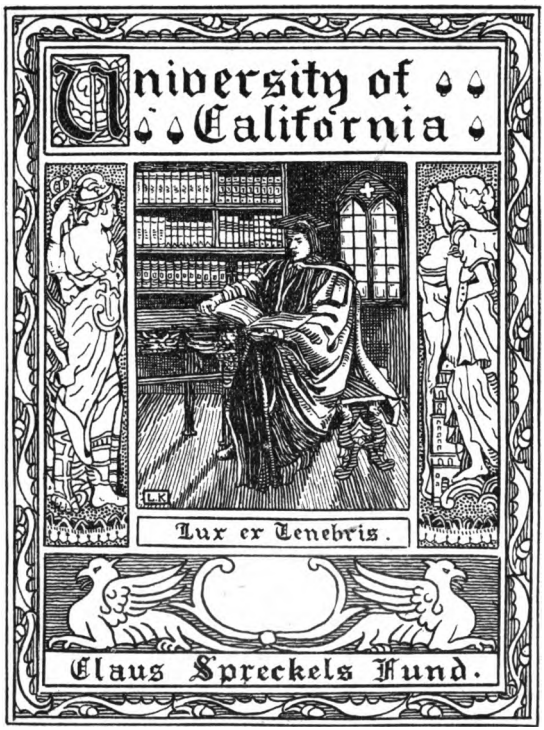
+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

UC-NRLF
$B 87 604

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

COURS

ÉCLECTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Digitized by Google

PARIS. — IMPRIMERIE DE P. DUPONT ET LAGUIONIE,
rue de Grenelle Saint-Honoré, n° 55.

Digitized by Google

COURS

ÉCLECTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

ÉCRIT EN ESPAGNOL

PAR

D. ALVARO FLOREZ-ESTRADA,

ET TRADUIT

sur les manuscrits originaux de l'auteur

PAR L. GALIBERT.

TOME SECOND.

PARIS,

CHEZ TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,

RUE DE LILLE, N° 17;

CHEZ L'AUTEUR, HOTEL DES ÉTATS-UNIS,

RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES.

1833.

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

HB169
.F63
v.2

Digitized by Google

TABLE

DES MATIÈRES.

SECONDE PARTIE.

DE LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

CHAP. I. Des diverses classes entre lesquelles se distribue le produit annuel d'une nation..... Page 1
II. De l'origine, de la nature et des causes de la rente que reçoit le propriétaire de la terre... 4
III. Est-il avantageux, pour la classe propriétaire, que la rente soit élevée par des moyens artificiels?..... 35
IV. Des différentes classes de cultivateurs..... 46
V. De la rente des mines..... 68
VI. Du salaire des travailleurs..... 71
VII. Le travail de l'esclave revient-il à meilleur marché que celui du travailleur libre?..... 113
VIII. De la quotité des utilités du capital..... 128
IX. La hausse du prix des matières premières tend toujours à diminuer le montant des utilités du capital agricole..... 161

Digitized by Google

TROISIÈME PARTIE.

DES ÉCHANGES DES DIVERS PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

CHAP. I. De la nécessité et des avantages des échanges des articles de richesse, et des agens qui interviennent dans ces échanges..... Page 169
II. De la valeur réelle des marchandises..... 179
III. De la valeur d'échange des marchandises... 192
IV. De l'effet que produisent sur la valeur conventionnelle des marchandises les variations qui ont lieu dans le prix des salaires et dans les utilités du capital..... 213
V. De la différence qui existe entre la richesse, la valeur et l'utilité..... 235
VI. Principes qui servent à fixer la valeur de la monnaie..... 252
VII. Des avantages qu'a procurés à l'industrie la création du numéraire, et de la matière qui convenait le mieux pour cet objet..... 264
VIII. Des principes qui servent à déterminer la quantité de numéraire dont une nation a besoin pour faire son commerce..... 285
IX. Des rapports qui existent entre la valeur de l'or et celle de l'argent, et des effets qui résultent de la fixation de ces rapports par le gouvernement..... 295
X. Des lettres de change..... 303
XI. Des banques de dépôt..... 328
XII. Des banques d'escompte ou de circulation qui émettent des billets de crédit..... 347
XIII. Du papier-monnaie..... 371
XIV. De la circulation des richesses..... 416

Digitized by Google

COURS
ÉCLECTIQUE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

SECONDE PARTIE.

DE LA DISTRIBUTION DE LA RICHESSE.

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE PREMIER.

Des diverses classes entre lesquelles se distribue le produit annuel d'une nation.

La richesse ne peut être produite sans travail, sans capitaux fixes et sans capitaux reproductifs. La propriété territoriale est le capital fixe le plus recherché; aussi n'a-t-on donné le titre de propriétaires qu'à ceux qui en sont les possesseurs. Le produit annuel ne se distribue qu'entre les propriétaires, les travailleurs et les capitalistes; dans cette dernière classe sont compris les possesseurs de capitaux immobiliers. Les autres

Digitized by Google

classes de la société, sans même en excepter celles qui produisent indirectement la richesse, ne participent en aucune manière à cette première répartition, quoique ensuite elles reçoivent une juste récompense de leurs services, ou même une plus forte que celle qu'elles devraient recevoir.

Il n'est pas vrai qu'indépendamment des possesseurs de la propriété territoriale, des capitalistes et des travailleurs industriels, il y ait, comme Storch l'avance, une quatrième classe qui participe à la distribution primitive de la richesse, dans laquelle seraient compris ceux qui forment des entreprises industrielles. Ces entrepreneurs, qui apportent leurs connaissances et leur travail, ou leurs capitaux seulement, ou bien tout à la fois le capital et le travail, doivent nécessairement appartenir à l'une des trois classes précitées.

L'adoption du numéraire, quoiqu'elle n'ait altéré en rien l'essence de la distribution primitive de la richesse, empêche qu'on ne se forme une idée exacte des lois de cette distribution. Il n'y aurait pas confusion si les articles produits étaient distribués en nature entre toutes les personnes qui ont coopéré à leur production. Un fermier, par exemple, qui ne produit que du blé, ne paie pas en blé la rente au propriétaire, ni les salaires des ouvriers, ni les instrumens dont il fait usage, ni les objets qu'il consomme;

Digitized by Google

mais il vend son blé pour effectuer en numéraire ces divers paiemens, et, par cette raison, il semble que ceux qui ont reçu le blé en échange de numéraire ou d'autres objets aient eu une part à la distribution. Elle n'a lieu cependant qu'entre ceux qui concourent directement à la production, soit par une propriété territoriale, soit par un capital mobile, soit enfin par leur travail. Participer à la distribution primitive de la richesse, et l'obtenir en échange d'une autre ou en retour d'un service quelconque, sont deux choses entièrement distinctes. On appelle *rente* la part que reçoit dans la distribution primitive le possesseur de la propriété territoriale; *intérêt*, celle que retire le possesseur du numéraire; *utilités*, *bénéfices*, ou *profits*, la part qui revient aux capitalistes actifs; et *journée* ou *salaire de l'industrie*, celle que reçoit le travailleur. Les classes entre lesquelles le produit annuel de la société est réparti étant connues, il reste à examiner les lois qui servent à préciser la part qui doit revenir à chacune d'elles. J'expliquerai d'abord les lois qui servent à déterminer la part qui revient au possesseur de la propriété territoriale, parce que, sans cette connaissance préliminaire, il serait difficile de se faire une idée juste de celles qui servent à établir les portions afférentes aux capitalistes et aux travailleurs.

Digitized by Google

CHAPITRE II.

De l'origine, de la nature et des causes de la rente que reçoit le propriétaire de la terre.

Les produits agricoles sont ceux qui servent plus spécialement à l'alimentation de l'homme; c'est donc par eux qu'il satisfait à son besoin le plus urgent, celui qu'il ressent à des intervalles plus rapprochés et auquel il lui est le plus difficile de satisfaire. Aussi, n'est-il pas surprenant que de tout temps la question importante et difficile de la rente des propriétaires fonciers ait été le sujet de vives discussions. Je ferai connaître, lorsque je traiterai de la dîme et de la contribution imposée sur la propriété territoriale, combien il importe de connaître la théorie de la rente de la terre, connaissance sans laquelle il est impossible de se former une idée exacte des effets que produisent ces deux contributions, ni de savoir au juste qui les supporte.

Le docteur Anderson, sir Édouard West et Malthus sont les premiers écrivains qui aient établi les bases de la théorie de la rente de la terre;

Digitized by Google

et Ricardo, qui passe en Angleterre pour le premier économiste, est celui qui a complété cette théorie qui constitue la doctrine caractéristique de son école, doctrine soutenue par tous les économistes anglais qui sont venus après lui. Say prétend que cette théorie avait été connue dès la publication des ouvrages de Quesnay. Il est vrai que Quesnay, Smith et Say avaient reconnu que dans l'industrie agricole, après que les frais de production sont couverts, il reste un produit net; mais ils n'avaient point spécifié que ce produit net, quel qu'il fût, était ce qui constitue la rente de la terre; ils n'avaient pas dit non plus que les terres qui ne produisent pas cet excédant ne paient pas de rente proprement dite. Une preuve plus convaincante du fait que j'avancé, c'est que Say, même dans son dernier ouvrage, intitulé *Cours complet d'Économie Politique*, soutient que la rente du propriétaire est comprise dans les frais de production, erreur qui est en contradiction manifeste avec cette théorie. Si la rente du propriétaire faisait partie des frais de la production, comment pourrait-elle être prélevée sur l'excédant qui reste après que les frais de culture et les utilités du capital ont été couverts? et quelles seraient alors les terres qui ne paieraient pas de rente? C'est comme si l'on disait que dans l'industrie agricole il existe un ex-

Digitized by Google

cédant après que les frais de la production ont été couverts, et que cet excédant est prélevé sur ces mêmes frais : en un mot, c'est comme si l'on disait qu'en même temps il y a et il n'y a pas d'excédant.

La rente de la terre est *cette partie du produit agricole qui reste après que les frais de la production ont été couverts* [1]. On doit observer que dans ces frais, en sus du salaire du travail, se trouve toujours compris le profit ordinaire du capital, tant fixe que reproductif.

Si de deux propriétés d'une même étendue, d'une fertilité égale, et toutes deux avantageusement situées, l'une contient des granges et autres bâtimens utiles à l'agriculture, et que le terrain soit protégé par des palissades, des murs ou des haies vives, et que l'autre propriété au contraire soit ouverte et sans aucun édifice, on

---

[1] Ricardo, Mac Culloch et Torrens disent que la rente est cette partie du produit de la terre que le fermier paie au propriétaire pour l'usage des facultés naturelles productives de la terre. Cette définition est loin d'être aussi exacte qu'on pourrait le désirer. Il est incontestable que ce que paie le fermier au propriétaire, pour l'usage de la terre, est rente; mais, comme le soutiennent ces mêmes auteurs, la rente existe, quoique ce soit le propriétaire lui-même qui cultive son domaine : en sorte que la définition est défectueuse, car la rente peut exister sans qu'il y ait de fermier.

Digitized by Google

donnera certes une plus grande somme d'argent, ou une plus grande quantité de tout autre article de richesse pour le fermage de la première que pour celui de la seconde. De la somme que l'on paierait alors pour la première de ces deux propriétés, une partie seulement serait pour l'usage des facultés naturelles de production, inhérentes au sol, l'autre pour le capital employé à la construction des bâtimens et des diverses clôtures. Dans le langage ordinaire on confond ces deux sommes, et l'on donne à l'une et à l'autre la dénomination de *rente;* mais comme elles sont réglées par des lois entièrement distinctes, il est impossible de se former une idée claire et précise de l'origine de la rente, si l'on n'établit aucune différence entre ce qui est donné ou ce qui reste au propriétaire comme simple propriétaire, et ce qu'il reçoit ou ce qui lui reste, en raison du capital qu'il a employé dans sa propriété.

Dans certains pays où il existe des terres vaines et vagues de première qualité, qu'il est libre au premier venu de s'approprier et de cultiver, et où le produit des seules terres cultivées suffit aux besoins de la population; dans ces pays, dis-je, on ne paie point de rente, par la raison que personne ne donne une part des fruits de son travail pour posséder ce dont il a le libre usage. La terre, alors, de même que l'air, l'eau, et les

Digitized by Google

autres dons spontanés de la nature, que nous employons à la formation de la richesse, n'a pas de valeur d'échange, aussi n'y paie-t-on rien pour la jouissance de la propriété territoriale. Les terres seraient-elles affermées, ce n'est pas une rente qu'on paie alors, puisqu'on peut en posséder librement d'autres aussi fertiles et bien situées; c'est l'intérêt du capital que le propriétaire a employé à l'engrais et à la clôture de ces mêmes terres, et à d'autres améliorations dont profite le fermier tout le temps du bail.

Si, comme l'air, l'eau et la lumière du soleil, la terre se trouvait en quantité illimitée, qu'elle fût partout d'une même qualité, et qu'elle donnât des produits sans soins, ni dépenses préalables, à tous ceux à qui il conviendrait seulement d'en user, on n'en paierait pas l'usage. Mais comme il n'en est pas ainsi de la terre, aussitôt que tout le sol d'un pays est possédé, il acquiert, à l'égal de tout autre article de richesse qui n'est pas banal, et dont l'homme tire de l'utilité, une valeur d'échange, tant à cause du droit de propriété que par l'usage qu'on peut en faire. La mer qui porte mes vaisseaux porte aussi ceux de mes voisins; mais la terre qui produit mes récoltes ne produira point en même temps celles de mes voisins. Mes soins et mes travaux préparatoires

Digitized by Google

sont en pure perte pour moi, si un autre a le droit de disposer de cette même terre.

Pour jeter plus de clarté sur cette importante matière, je présenterai trois exemples : dans le premier, je démontrerai dans quelles circonstances tout ce que le propriétaire reçoit est rente ; dans le second, j'indiquerai le cas où il n'y a qu'une partie de ce que le propriétaire reçoit qui soit rente; et dans le troisième je démontrerai qu'il est des cas où rien de ce que le propriétaire reçoit n'est rente.

I. Supposons qu'une propriété dans laquelle le possesseur n'eût point employé de capital produisît une moyenne par an de quinze setiers de blé, et que le prix de douze setiers suffît à payer les frais de culture, le fermier paierait trois setiers de blé, et ces trois setiers constitueraient la rente proprement dite. S'il n'en fallait pas moins de treize pour couvrir les frais de culture, la rente de cette propriété n'irait pas au-delà de deux setiers, et s'il en fallait quatorze pour payer ces frais, la rente ne serait plus que d'un setier. En sorte que la rente n'est toujours que l'excédant du produit agricole, après que les frais de production sont couverts; par conséquent, si cet excédant n'existe pas, il ne peut y avoir de rente.

II. Supposons maintenant qu'une propriété

Digitized by Google

produise régulièrement quinze setiers de blé, et que douze couvrent les frais de production, mais que le propriétaire y ait consacré un capital fixe dont l'intérêt ordinaire soit de deux setiers, le fermier donnera en paiement trois setiers, dont deux seront pour l'intérêt du capital, et le troisième constituera la rente proprement dite. Lorsque le propriétaire a employé dans les terres qu'il afferme un capital fixe, il doit être considéré sous deux points de vue, comme capitaliste et comme propriétaire, et il perçoit deux sommes distinctes quoiqu'elles soient comprises sous une même dénomination. Il reçoit comme capitaliste l'intérêt du capital qu'il a employé dans sa propriété, et dont le fermier profite tout le temps du bail; et, comme propriétaire, il reçoit tout l'excédant provenant du produit agricole après prélèvement des frais de production.

III. Supposons enfin qu'une propriété produise quinze setiers de blé, que le propriétaire y a employé un capital fixe dont l'intérêt ordinaire égale le montant du prix de deux setiers, et que les frais de production absorbent les treize setiers restans, le fermier paiera au propriétaire deux setiers pour l'intérêt du capital, et rien à titre de rente, puisqu'il ne lui reste point d'excédant après le prélèvement des frais de production.

Digitized by Google

Comme toutes les terres mises en culture, excepté celles qui sont le moins fertiles, ou plutôt celles qui se trouvent dans la situation la plus défavorable, donnent, les frais de production couverts, un excédant de produits qui constitue la rente proprement dite, cette rente n'en existe pas moins, que la terre soit cultivée par un fermier, ou que le propriétaire lui-même la cultive.

En général on ne paie point de rente dans un pays où les terres de première qualité sont les seules cultivées. Il n'est pas cependant absolument nécessaire pour qu'il y ait rente, ainsi que l'affirment les trois plus célèbres économistes de l'Angleterre, Ricardo, Mac Culloch et Mill, que l'on cultive des terres d'un second degré de fertilité. L'excédant des produits agricoles sur les frais de la production peut être partagé entre le capitaliste et le maître de la propriété territoriale, ou, ce qui est la même chose, il peut y avoir rente par cela seul que toutes les terres fertiles au premier degré sont déjà possédées. Lorsque les terres d'une même contrée ne sont point également fertiles, comme cela à lieu dans tous les pays, il suffit que les terres de première qualité aient un maître, sans que cependant celles de seconde qualité soient cultivées, pour qu'il y ait rente. Supposons que les terres de seconde qualité, dont les frais de culture corres-

Digitized by Google

pondent à une valeur de cent setiers de blé, en produisent cent dix, et que les terres de première qualité, dont les frais de culture s'élèvent à cent setiers, en produisent cent vingt; qu'une personne ayant un capital reproductif ne possède aucune propriété territoriale, tandis qu'une autre, possédant une terre de première qualité, se trouve au contraire n'avoir pas de capital reproductif; il est évident qu'il vaudrait mieux pour le capitaliste donner au propriétaire cinq setiers de rente pour le loyer d'une propriété de première qualité, qui, avec une dépense de cent setiers, lui en fournirait cent vingt, que de mettre en culture, sans payer de rente, une terre de seconde qualité, qui, avec une dépense de cent setiers, ne lui en rapporterait pas plus de cent dix. Il est évident aussi qu'il serait plus avantageux au propriétaire qui n'a point de capital reproductif pour cultiver sa terre, de l'affermer pour cinq setiers de blé, que de la laisser inculte. On voit donc clairement qu'il suffit que toutes les terres de première qualité soient possédées, sans que celles de seconde qualité soient mises en culture pour que l'intérêt du capitaliste et du propriétaire les porte à diviser l'excédant des produits agricoles sur les frais de la production en utilités et en rente. Par la même raison, il pourra se faire qu'on paie

Digitized by Google

une rente pour les terres de seconde qualité avant que les terres de troisième classe ne soient mises en culture, puisqu'il suffit qu'on se soit approprié les premières pour qu'elles donnent une rente. Le même raisonnement est applicable à toutes les autres classes de terres qui pourraient être mises en culture.

Quoique la valeur d'échange des divers articles de richesse ne soit point essentielle pour la rente, elle exerce cependant sur elle une puissante influence. Dans tout pays civilisé, quelque arriérée qu'y soit l'industrie, l'homme est contraint pour satisfaire à la plupart de ses besoins d'avoir recours aux produits des autres hommes, et la plus grande part du capital de chaque membre est remplacée, non par des objets qu'il a produits lui-même, mais par ceux qu'ont produits les autres membres, et qu'il obtient en échange de ceux qu'il produit. Par cette raison, la somme des utilités qui revient au capitaliste dépend non seulement des facultés productives de l'industrie qu'il exerce directement, mais encore des facultés productives des autres branches d'industrie, dont les articles forment une partie de son capital. Toute diminution dans les frais de production des matières premières que consomme l'artisan a pour effet d'accroître les utilités de l'industrie manufacturière, et toute amé-

Digitized by Google

lioration qui diminue le prix des articles manufacturés que consomme le cultivateur augmente les utilités de l'industrie agricole, ce qui suffit pour donner lieu à la rente, si elle n'existait pas, ou pour l'accroître, si elle existait déjà, comme on le verra bientôt.

Lorsqu'une société prospère, tous les ans un nouveau capital se forme, l'accroissement de ce capital augmente la demande du travail, et ce surcroît de demandes fait hausser le prix des salaires; l'augmentation des salaires multiplie la population, et ce développement de population rend plus considérable la demande des divers articles nécessaires à l'existence de l'homme. On devra remarquer cependant que l'accroissement de la demande des matières premières précède toujours celui de la demande d'objets fabriqués. Il résulte de là que les matières premières sont, dans toute société où l'industrie fait des progrès, les articles de richesse qui enchérissent les premiers, et que leur valeur surpasse dans ce cas les frais de leur production et les profits ordinaires du capital agricole; aussi les utilités de l'industrie agricole sont-elles plus élevées, pendant un certain temps, que celles que donnent les autres branches d'industrie, ce qui imprime au capital de la société une direction vers l'agriculture.

Dans cet état de choses, si des terres incultes

Digitized by Google

aussi fertiles que les terres cultivées donnent plus de matières premières avec les mêmes frais, on distraira bientôt une partie des capitaux engagés dans les diverses branches d'industrie pour les consacrer à l'agriculture, par la raison que tout le monde désire employer ses capitaux dans toute entreprise qui, à garanties égales, offre les plus grands bénéfices. La valeur des produits agricoles sera bientôt au niveau de celle des articles manufacturés; ainsi les utilités du capital agricole ne seront pas moindres que celles des capitaux des autres branches d'industrie. S'il n'y a point de terres à cultiver, ou s'il n'y en a point d'une qualité telle qu'on en puisse obtenir, sans augmentation de frais, une quantité plus grande de matières premières, la valeur des produits agricoles n'égalera point alors, comme dans le cas précédent, celle des articles manufacturés, et le capital agricole cessera de produire des profits plus grands que ceux que rapportent les autres capitaux engagés dans le commerce ou l'industrie. Par cette raison, les possesseurs de capitaux reproductifs, en dirigeant concurremment leurs fonds vers l'agriculture, feront payer sous la forme de rente, entre les mains du propriétaire, toute la différence qui existe entre les utilités de l'industrie agricole et celles des autres branches d'industrie.

La rente de la propriété territoriale varie

Digitized by Google

en raison inverse de la quantité du produit qu'on en obtient au moyen du capital et du travail y employés. Elle augmente quand les produits du capital et du travail agricole diminuent; elle diminue quand ces produits augmentent. Le produit du capital et du travail agricole ne sont nulle part aussi élevés que dans les pays neufs ou peu peuplés, où l'on ne cultive que les terres fertiles au premier degré. La différence totale existant entre l'excédant des utilités que donne le capital agricole dans les circonstances les moins favorables, et l'excédant des utilités du même capital agricole dans les circonstances les plus avantageuses, est ce qui constitue la rente.

Ainsi, moins les circonstances sous l'influence desquelles a été employée la partie du capital destinée en dernier lieu à l'agriculture sont favorables, plus la rente est élevée. La nécessité où l'on est d'employer un capital agricole quoique donnant des bénéfices moindres, et l'effet de la concurrence, qui, rendant égales les utilités des capitaux engagés dans les diverses branches d'industrie, convertit en rente toute la différence qui existe entre les utilités du capital agricole employé dans les circonstances les plus favorables, et celles du capital agricole employé dans les circonstances qui le sont le moins, por-

Digitized by Google

tent toutes deux un égal préjudice à la société. Les propriétaires sont les seuls qui tirent avantage de la nécessité qu'il y a de mettre en rapport les terres de qualité inférieure.

Les terres les plus avantageusement situées sont ordinairement celles que l'on cultive d'abord, et la valeur d'échange de leurs produits se règle alors, comme celle des autres marchandises ou articles de richesse, d'après le travail qu'exigent leur production et leur transport au marché. Mais dès que l'on cultive des terres moins fertiles, comme le prix des produits de différentes qualités de terres est toujours égal sur un même marché, et que le travail que ces produits exigent est plus grand sur une terre de qualité inférieure, que sur une terre de première qualité et mieux située, cette règle cesse d'être applicable. Alors, la valeur d'échange des produits agricoles n'est point fixée, comme celle des articles manufacturés, d'après le travail que demandent ceux qui sont créés dans les circonstances les plus favorables, mais bien d'après le travail qui a été nécessaire pour obtenir les produits dans les circonstances les moins avantageuses. Je vais m'expliquer en termes plus clairs: la valeur d'échange des matières premières est fixée d'après le travail qu'exige la production des matières de même espèce et de même qualité,

Digitized by Google

dont la production est la plus coûteuse; et la valeur d'échange des articles fabriqués s'établit d'après le travail qu'exigent ceux d'une même espèce et d'une même qualité, dont la production est la moins dispendieuse. La raison en est que, comme tous les articles fabriqués d'une même qualité et d'une même espèce peuvent être produits, quelle qu'en soit la demande, au même prix que ceux dont la production coûte le moins, si leur prix de vente dépassait ce taux, la concurrence amènerait bientôt de nouveaux capitaux aux fabriques, et ferait baisser ainsi la valeur de leurs produits jusqu'au point où ils ne feraient plus que balancer les utilités ordinaires du capital. Mais, pour obtenir des produits agricoles, en abondance, et en proportion de l'augmentation de la demande, il faut avoir recours à la mise en culture des terres les moins fertiles; or les matières premières n'ayant qu'un prix dans un même marché, si ce prix ne rapportait pas les frais de la production à ceux qui obtiennent ces matières premières dans des terres de qualité inférieure et plus mal situées, ils cesseraient bientôt de les produire[1], il y aurait disette de ces matières.

---

[1] *Nemo enim sanus debet velle impensam, ac sumptum in culturam, si videt non posse refici.* VARRO, *de Re Rustica*, lib. I.

Digitized by Google

Quant au consommateur, peu lui importe que la rente appartienne à un propriétaire qui n'habite pas le lieu où est située la terre qui paie cette rente, ou qu'elle appartienne à celui qui la cultive; ce n'est point parce qu'une rente est payée, puisqu'elle ne fait point partie des frais de production, que les matières premières sont chères; c'est parce qu'on ne peut produire et porter au marché, aux mêmes frais, une provision suffisante de produits agricoles; autrement dit, parce que la valeur d'échange des matières premières s'établit nécessairement d'après la valeur réelle des articles dont la production et le transport au marché coûtent le plus.

On voit par ce que je viens de dire de la nature et des causes de la rente, que l'industrie agricole et l'industrie manufacturière diffèrent entièrement. On entend tous les jours mettre l'agriculture au-dessus des autres branches d'industrie parce qu'elle fournit, sous le titre de rente, un excédant de produits que ne donnent pas les autres industries. Les machines qu'emploie l'industrie manufacturière, d'abord imparfaites, s'améliorent de jour en jour; les découvertes et les inventions nouvelles accroissent leur puissance; il en résulte, sans plus de frais, une plus grande quantité de produits; et comme on ne peut assigner un terme au perfectionne-

Digitized by Google

ment des machines, la concurrence qui s'établit entre les capitalistes réduit le prix des articles fabriqués au niveau de celui auquel peut les livrer le fabricant qui les obtient avec le moins de frais. Les résultats de l'industrie manufacturière sont en raison directe des efforts et des soins de l'homme ; les améliorations qu'il y apporte ont des effets d'autant plus durables qu'elles sont plus grandes. Le contraire a lieu pour l'agriculture ; les meilleures machines, c'est-à-dire les terres les plus fertiles, sont celles qu'on cultive d'abord ; on emploie ensuite successivement celles de qualité inférieure, qui rendent d'autant moins qu'il faut pour leur culture un capital plus considérable et un plus grand travail : la somme des produits de la terre est en raison inverse des soins de l'homme qui la cultive ; les fruits qu'il en retire sont d'autant moindres qu'il a aidé davantage la nature dans la production. Les améliorations introduites dans l'agriculture et le perfectionnement des instrumens agricoles ne sont pas comparables avec les améliorations qui ont lieu dans les autres branches d'industrie; car lors même qu'elles ont pour effet de diminuer le prix des matières premières, en faisant qu'une même quantité soit obtenue avec moins de travail et moins de frais, cette baisse qu'elles occasionnent dans le prix des pro-

Digitized by Google

duits agricoles n'a que peu de durée. Cette baisse procurant à toutes les classes en général une plus grande quantité de matières premières en échange du produit de leur travail, donne lieu à un accroissement de population, à une plus grande demande de matières premières, et à la culture d'une plus grande étendue de terre. Il résulte de là que le prix des matières premières augmente aussitôt, et que celles qui sont produites dans les circonstances les plus favorables acquièrent une valeur excessive, et par suite il s'établit une hausse dans la rente de la terre. Ainsi, quoique les améliorations agricoles arrêtent momentanément la culture des terres de qualité inférieure, et par conséquent empêchent l'augmentation de prix des matières premières et de la rente, leurs effets sont bien peu durables. Il est étrange que l'on s'appuie sur de semblables résultats pour proclamer la supériorité de l'agriculture sur les autres branches de l'industrie. S'il existait dans l'air et dans l'eau des qualités différentes, qu'on pût se les approprier et qu'ils fussent en quantité limitée, une rente serait offerte pour l'usage de ces agens, en raison de la nécessité où l'on serait d'employer ceux d'une qualité inférieure. Le prix des articles produits à l'aide des agens d'une qualité inférieure serait plus élevé, parce qu'un même travail produirait moins.

Digitized by Google

Malthus, lorsqu'il explique la différence qui existe entre l'industrie agricole et l'industrie manufacturière, s'exprime de la manière suivante : « Quelques personnes, dit-il, comparent « la terre à une grande machine dont la nature « a gratifié l'homme, afin qu'il s'en servît pour « se procurer sa subsistance et les matières « premières dont il fait usage pour satisfaire « ses besoins. Quant à moi, voulant aussi me « servir de cette comparaison, et lui donner « plus d'exactitude, je considérerai la terre, « non comme une seule et même machine, mais « comme un grand nombre de machines, toutes « susceptibles d'être incessamment améliorées « par l'emploi d'un capital, mais de qualités très « diverses.

« La grande disproportion qui existe entre les « forces des différentes machines destinées à pro- « duire les matières premières, est le signe le plus « remarquable qui distingue les machines de la « terre de celles qu'emploient les manufactures.

« Lorsque, dans l'industrie manufacturière, « une machine est inventée, au moyen de laquelle « une plus grande quantité d'ouvrage, et d'un « ouvrage plus achevé, s'obtient par un travail « et un capital moindres, on peut construire un « certain nombre de machines semblables, dont « le travail, sans qu'il soit nécessaire d'avoir re-

Digitized by Google

« cours aux anciennes, satisfait à la demande. Il « s'ensuit naturellement que le prix du produit « est réduit au niveau de celui de la meilleure « machine.

« Les machines qui produisent les matières « premières sont au contraire des dons gratuits « de la nature, et non l'ouvrage ou le produit « de l'homme; c'est à l'aide de l'expérience que « nous apercevons dans ces dons de la nature « des qualités et des puissances diverses. Les « terres les plus fertiles d'un pays, celles qui, « comme les meilleures machines dans les fabri- « ques, donnent une plus grande quantité de « produits avec moins de travail et de dépen- « ses, ne suffisent pas toujours à la demande « d'une population qui s'accroît. Le prix des ma- « tières premières augmente naturellement jus- « qu'à ce que le coût de la production de celles « produites par les machines de qualité inférieure, « coût qui devrait s'élever encore, ne puisse plus « être couvert; or, comme une même qualité de « blé ne peut avoir deux prix différens sur le « marché, il s'ensuit que toutes les autres ma- « chines dont l'emploi exige un capital moindre, « eu égard à la quantité de leurs produits, four- « nissent une rente relative au degré de leur qua- « lité productive.

« On peut remarquer que, dans tout pays d'une

Digitized by Google

« grande étendue, il y a des machines de différens « degrés servant à la production du blé et des « matières premières, dont l'échelle comprend « non seulement les différentes qualités de terres « stériles, qui sont généralement nombreuses dans « tout pays d'une vaste étendue, mais encore les « machines de degré inférieur, dont on peut dire « que l'emploi a lieu lorsqu'on contraint une « terre fertile à donner un plus grand produit. « Ces machines, de degré inférieur, sont em- « ployées tant que le prix des matières premiè- « res est élevé; on les délaisse, au contraire, à « mesure que ce prix baisse.

« Je n'hésite pas à affirmer que ce qui rend le « prix réel du blé plus élevé, et qui le fait con- « tinuellement augmenter dans les pays déjà ri- « ches, et dont la prospérité et le nombre d'habi- « tans s'accroissent, c'est que l'on est obligé d'a- « voir recours à la culture de terres plus pauvres, « ou à des machines qui exigent de plus grands « frais de production. »

Il résulte de tout ce qui précède qu'il y a trois circonstances qui contribuent à établir la rente de la terre.

Ces circonstances sont : 1° *Que les produits de l'industrie humaine remplacent, et au-delà, ceux que la production consomme ;* 2° *que la différence entre la production et les frais qu'elle*

Digitized by Google

occasionne n'est pas la même dans toutes les branches d'industrie; 3° que la concurrence a pour effet de niveler le montant des utilités des capitaux employés dans les différentes branches d'industrie. L'effet simultané de ces trois causes est si évident, qu'il est presque inutile de faire la démonstration de cette vérité. Si l'industrie agricole ne produisait pas une somme de richesse plus grande que celle qui a été dépensée, la terre ne serait pas cultivée, et, en conséquence, il n'y aurait pas de rente. Si l'excédant des frais de production était le même dans toutes les industries, ou dans toutes les propriétés, personne ne paierait pour jouir de la faculté d'employer son capital à la culture de telle ou telle terre; et la rente n'existerait pas. Si les capitaux ne pouvaient être employés avec avantage à des industries plus productives, personne, malgré la baisse des utilités du commerce et de l'industrie, n'emploierait son capital à l'agriculture; et, partant, il n'y aurait pas de rente.

On voit aussi par là que la rente doit baisser toutes les fois qu'il n'est pas nécessaire d'employer à la culture des terres un capital aussi considérable, ou lorsque le capital employé en dernier lieu est plus productif que celui qui l'était auparavant. Toute diminution qui survient dans le capital d'une nation produit le même effet.

Digitized by Google

Ainsi donc, de même que la rente s'élève à mesure que s'accroît le capital d'un pays où toutes les terres sont en culture, de même elle baisse à proportion de la diminution de ce capital. Elle diminuera encore quand même il y aurait accroissement de population et de richesse, si l'agriculture reçoit en même temps des améliorations telles, qu'il ne soit plus nécessaire, malgré l'accroissement de la demande des matières premières, de cultiver les terres stériles que l'on cultivait auparavant, ou qu'il ne soit plus nécessaire de dépenser la même somme de capitaux à la culture des terres qu'on faisait valoir autrefois.

Les améliorations que peut recevoir l'agriculture sont de deux sortes : les unes servent à augmenter les produits sans avoir recours à la culture de nouvelles terres; par les autres, on obtient les mêmes produits avec moins de travail et moins de capitaux. Les unes et les autres ont pour effet, quoique de diverses manières, de faire baisser la rente; parce que, les frais de la production des matières premières étant moindres, leur prix doit aussi diminuer.

Puisque, dans les années où la récolte est perdue, il n'existe absolument aucune différence entre l'excédant des utilités provenant du capital agricole employé dans les circonstances les plus favorables, et le surplus des utilités que

Digitized by Google

donne le capital dont l'emploi a lieu dans les circonstances les moins heureuses, différence qui constitue la rente; si les fermiers sont tenus de payer dans de telles années la même somme de produit ou d'argent qu'ils fournissent dans les temps ordinaires, ils éprouveront un préjudice que les récoltes des années suivantes ne pourront pas réparer. C'est une erreur de croire que cette perte peut être compensée par l'excédant de la production qui reste aux fermiers dans les années abondantes. Ces temps d'abondance indemnisent le fermier des frais qu'il a faits comme capitaliste, et dont il n'a pu se récupérer dans les années où la récolte a été mauvaise, ils ne l'indemnisent en rien de ce qu'il a payé comme rente. En voici la raison, c'est que la différence qui existe, dans les années abondantes, entre l'excédant des utilités du capital agricole employé dans les circonstances les plus favorables, et celui des utilités du capital employé dans les circonstances les moins avantageuses, est proportionnée à celle qui a lieu dans les années ordinaires, et que par conséquent le cultivateur paie, dans les temps d'abondance, tout ce qui forme la rente, sans qu'il lui reste rien qui puisse l'indemniser de ce qu'il a payé à titre de rente, l'année où la récolte a été perdue. Il est vrai que la rente n'a aucune influence sur l'augmentation du prix des matières premières,

Digitized by Google

parce qu'elle ne fait pas partie des frais de la production; mais toutes les fois que les propriétaires en exigeront le paiement dans les années où il y aura eu mauvaise récolte, ou qu'à ce titre ils prendront une partie de ce qui compose le salaire du cultivateur, ce dernier sera réduit à la misère, et le contre-coup s'en fera bientôt sentir au propriétaire; car après quelques années de mauvaise récolte, pendant lesquelles le fermier aura fourni la rente des années communes, un grand nombre de terres se trouveront délaissées, et la rente ne sera plus au même taux.

La culture des terres n'exige pas autant de capitaux que les autres industries, ni un aussi long apprentissage. Le nombre des travailleurs en état de s'appliquer à l'agriculture est toujours plus grand que celui des travailleurs propres au commerce et à l'industrie; par la même raison le nombre de ceux qui cherchent du travail dans cette branche d'industrie est aussi plus considérable que le nombre des travailleurs qui vont en demander ailleurs. D'un autre côté, la quantité des terres propres à la culture est limitée, même dans les pays où l'étendue en est le plus considérable; les capitaux au contraire n'ont aucune limite; la demande des terres labourables dans les pays très peuplés surpasse toujours l'offre qu'on peut en faire, et encore cette offre ne

Digitized by Google

comprend-elle pas toutes les terres, mais seulement celles qu'il ne convient pas aux propriétaires de cultiver. De tous les travaux mécaniques, ceux de l'agriculture sont les plus honorables, les plus sains, et ceux qui s'allient le mieux à tous les autres. Aussi, les propriétaires de terres, dans les pays où elles sont toutes possédées, exercent un monopole sur les fermiers, parce que la quantité de terres disponibles ne répond pas à la demande, et qu'ils peuvent ainsi faire la loi aux fermiers. Par ces divers motifs, les baux à ferme sont ordinairement très avantageux au propriétaire; ou, ce qui revient au même, le prix ou la quotité déterminée comme rente est plus élevé qu'il ne doit l'être, parce que le propriétaire perçoit une partie de ce qui devrait former le salaire du fermier. Les exceptions que l'on pourrait citer de propriétaires qui n'exigent pas le prix le plus élevé pour loyer de leurs terres, ne font point que ce qui précède n'ait généralement lieu.

Je crois nécessaire, à raison de l'importance qu'a dans la pratique la connaissance des vrais principes sur lesquels est établie la théorie de la rente, de signaler ici quelques erreurs que commet à cet égard Ricardo, erreurs qui ont été également commises par Mill et Mac Culloch. Ces écrivains affirment également que la différence qui

Digitized by Google

existe entre la quantité de produits d'un capital déterminé employé dans des terres éminemment fertiles, et celle de produits d'un capital équivalent, dont l'emploi a lieu dans des terres de qualité inférieure, est ce qui forme la rente. Par suite de cette erreur, ils soutiennent que les terres moins fertiles ne paient pas de rente, et que la nécessité de recourir à la culture de terres plus stériles que celles cultivées antérieurement, provient de la création ou de l'élévation de la rente. Je vais démontrer la fausseté de cette doctrine.

Supposons que les terres d'un pays mises en culture soient de trois qualités; et qu'avec la même somme et la même espèce de capitaux on obtienne de celles de première qualité cent setiers de blé, quatre vingt-dix de celles de la deuxième qualité, et quatre-vingts de celles de la troisième; si les terres de troisième qualité sont situées dans les environs d'une ville populeuse et manufacturière, et qu'il faille, pour en retirer un produit de quatre-vingts setiers, une dépense de trente setiers pour la subsistance des travailleurs et l'ensemencement, et qu'il faille en outre pour les instrumens et les vêtemens de ces travailleurs, une somme équivalant à trente autres setiers, l'excédant du produit sur les frais de culture sera à peu près de trente-trois pour cent.

Digitized by Google

Supposons ensuite que les terres de première qualité soient situées loin d'un marché important, et qu'il faille, pour en retirer un produit de cent setiers, une dépense de trente setiers pour les semailles et la subsistance des travailleurs, et que la quantité de vêtemens et d'instrumens agricoles soit la même que celle dont on a besoin pour la culture des terres qui en produisent quatre-vingts; comme le prix du grain serait nécessairement plus bas, et celui des instrumens et des vêtemens du laboureur plus élevé, au lieu de trente setiers il en faudrait cinquante pour subvenir à ces divers achats. Dans ce cas, les dépenses totales de la production équivaudront à quatre-vingts setiers de blé, et le produit total sera de cent setiers; par conséquent l'excédant des frais de production ne sera que de vingt-cinq pour cent, c'est-à-dire, huit pour cent de moins que l'excédant qu'on obtiendrait des terres; et comme la concurrence nivelle toujours les utilités des capitaux employés dans toutes les branches d'industrie, il s'ensuit que les terres stériles, dans ce cas, paieraient huit pour cent de rente de plus que les terres les plus fertiles. Il peut encore arriver que les terres les plus fertiles ne paient pas de rente; cela aura lieu si, dans le cas que je viens de citer ou dans tout autre, elles ne rapportent au cultivateur que le taux ordinaire des utilités du

Digitized by Google

capital affecté à leur culture. D'après cela il s'ensuit : que la différence existant entre la quantité de produits que donne un capital déterminé employé dans des terres fertiles à un degré supérieur, et la quantité de produits obtenue d'un capital égal employé à la culture des terres fertiles à un degré inférieur, n'est pas ce qui constitue la rente; car, dans le cas que je viens de citer, avec le même capital, c'est-à-dire, trente setiers, et avec une consommation égale de vêtemens et d'instrumens agricoles, les terres d'une qualité supérieure produiraient vingt setiers de blé de plus que celles de qualité inférieure, et cependant, au lieu de donner cette quantité de blé en paiement de la rente des premières terres, et rien pour les dernières, on paierait, comme on l'a vu, huit setiers de blé pour la rente des plus stériles, et rien pour celle des plus fertiles.

Il me reste à démontrer que la nécessité de recourir à la culture des terres de qualité inférieure, bien loin de concourir, comme le prétendent les trois auteurs précités, à l'accroissement de la rente, l'empêche au contraire de s'élever à la somme qu'elle atteindrait dans tout autre cas. Supposons que toutes les terres de première qualité soient possédées, et qu'elles soient les seules cultivées, que le profit ordinaire du

Digitized by Google

capital employé dans les diverses branches d'industrie soit de cinquante pour cent, mais que, la population s'accroissant et la demande des matières premières devenant plus forte, la valeur de ces matières, par rapport aux articles fabriqués élève les utilités du capital agricole, et que celles du capital industriel baissent de cinquante à quarante pour cent, il est alors évident que les capitalistes auraient intérêt à donner encore neuf pour cent de plus aux propriétaires de terres, pour l'usage du sol, sur les cinquante pour cent que les terres leur rapportaient, car il leur resterait encore un pour cent de plus que s'ils employaient leur capital à une industrie manufacturière, et un grand nombre de propriétaires, principalement ceux qui possèdent des terres d'une vaste étendue, les affermeraient plutôt que d'avoir à supporter les embarras qu'entraîne leur culture.

S'il y avait des terres de seconde qualité, non possédées, qui donnassent à celui qui en entreprendrait la culture un produit de quarante pour cent du capital, quoique la population et la demande des matières premières devinssent plus considérables, la possibilité de cultiver les terres de seconde qualité empêcherait la rente de s'élever, et les utilités du capital industriel ne baisseraient pas de quarante pour cent. Tant qu'il y aurait des terres de seconde qualité qui donneraient

Digitized by Google

quarante pour cent en sus des frais de production, les capitaux y affluéraient. Si elles ne fournissaient point au marché une quantité de matières suffisantes pour remplir la demande, le prix de ces matières, relativement aux produits fabriqués, commencerait à s'élever, et l'utilité du capital industriel baisserait aussitôt. Alors s'il y avait des terres de troisième qualité cultivables, et qui, une fois cultivées, donnassent au cultivateur un bénéfice de trente pour cent, et que déjà l'utilité du capital industriel eût baissé de dix pour cent, les capitaux seraient aussitôt consacrés à la culture des terres de troisième qualité, et arrêteraient l'accroissement de la rente et la baisse de l'utilité du capital. Il est donc évident que la nécessité où se trouvent les peuples de cultiver les terres de qualité inférieure, au lieu d'être cause de la baisse ou de la hausse de la rente, n'en est au contraire que l'effet.

Digitized by Google

CHAPITRE III.

Est-il avantageux, pour la classe propriétaire, que la rente soit élevée par des moyens artificiels?

Quoique les intérêts des propriétaires et des capitalistes semblent au premier abord être opposés, ils sont au contraire en harmonie parfaite. La rente de la terre et la valeur des matières premières ne s'élèvent qu'autant que les capitaux du pays s'accroissent ; car la rente, ainsi que l'utilité du capital, se compose du produit net de la terre. Ainsi, quoique la nécessité de recourir à des terres de qualité inférieure, ce qui arrive toutes les fois qu'il y a dans un pays accroissement de population et de capitaux, soit d'un très grand avantage pour les propriétaires, il n'est cependant pas de l'intérêt de ces derniers que des lois restrictives imposent cette nécessité. C'est le désir qu'ont les hommes, en général, d'améliorer leur position, qui leur fait rechercher, pour y employer leurs capitaux, les entreprises industrielles dans lesquelles ils espèrent obtenir le plus grand

Digitized by Google

profit; c'est ce désir qui produit le nivellement des utilités des capitaux, non seulement dans les différentes provinces d'une nation, lorsque l'industrie n'y éprouve pas d'entraves, mais encore dans les différentes contrées du globe. Que le taux des utilités en France soit de vingt pour cent, et en Espagne de dix pour cent; que la propriété jouisse dans ces deux pays des mêmes garanties, et que l'habitant y soit également considéré, les capitaux passeront inévitablement d'Espagne en France. Si la différence des utilités du capital dans les deux pays résulte de ce qu'on cultive en Espagne des terres de qualité inférieure à celles cultivées en France, la sortie des capitaux aura lieu jusqu'à ce que le développement de la population et de l'industrie oblige les habitans de ce dernier pays à cultiver les terres d'une qualité aussi inférieure que celles cultivées en Espagne. La tendance qu'ont les capitaux à passer des pays où ils sont peu productifs dans ceux où ils peuvent l'être davantage, fait qu'il n'est point de l'intérêt de la classe des propriétaires d'élever la rente de la terre au moyen des lois restrictives qui contribuent à augmenter le prix des matières premières, et qui en empêchent la libre concurrence sur le marché. Toute disposition qui tend à convertir en rente une partie de l'excédant du produit agricole sur les frais de la production,

Digitized by Google

diminue nécessairement les utilités du capital, et la réduction de ces utilités donne lieu à l'exportation des capitaux. Lorsque les possesseurs de la propriété territoriale obtiennent par l'emploi de moyens artificiels, quels qu'ils soient, une partie du produit net de la terre, plus grande que celle qui leur reviendrait naturellement, ils déterminent l'exportation des capitaux, et arrêtent les progrès de l'industrie qui peut seule leur assurer une rente constamment élevée.

Le bon marché des articles manufacturés qui servent à la culture de la terre et de ceux que consomme le cultivateur, n'influe pas moins sur l'accroissement de la rente que la plus grande facilité de produire les matières premières, et la plus grande fertilité de la terre. Toute diminution dans le prix des articles fabriqués qui servent à l'entretien du laboureur et à des instrumens agricoles, permet au fermier de payer une rente plus élevée. Je suppose qu'une ferme produise cent setiers de blé, et que les frais faits tant pour les semailles que pour la nourriture de ceux qui la cultivent soient de cinquante setiers, le fermier paiera une rente de vingt setiers, si le prix des objets fabriqués qu'il consomme, et celui des ustensiles dont il se sert, équivaut à trente setiers de blé; et si le prix ordinaire des articles manufacturés et des divers outils qu'il

Digitized by Google

emploie équivaut à vingt setiers, sa rente sera de trente setiers.

On voit par ces données combien il est de l'intérêt des propriétaires que l'industrie et le commerce fassent des progrès. Ce n'est donc que dans les pays très peuplés et très industrieux, où les produits manufacturés d'une consommation usuelle sont à bas prix, qu'on paie le blé cher et que la rente est élevée. Il ne sera point inutile que j'insiste ici sur la démonstration d'une vérité dont il importe à la classe des propriétaires de se convaincre.

Les matières premières d'une même qualité, dans toute ville, quelque populeuse qu'elle soit, ont le même prix de vente, qu'elles viennent d'un lieu voisin ou éloigné. Plus la ville sera riche et manufacturière, plus grande sera la quantité des matières qu'elle consommera, et plus élevé aussi le prix de ces matières. Si les terres qui l'avoisinent sont aussi fertiles que celles qui en sont éloignées, si les unes et les autres donnent, avec les mêmes capitaux, une même quantité de produits, les premières, en raison des frais moindres que coûtera le transport de leurs produits au marché, fourniront au propriétaire une rente plus élevée que celle que donneront les secondes. En supposant que les terres les plus rapprochées comme celles qui sont les plus éloignées du mar-

Digitized by Google

ché, produisent annuellement, avec un capital de cent setiers de blé, cent aunes de drap et une certaine quantité d'instrumens agricoles, trois cents setiers de blé; que le setier de blé et l'aune de drap aient un même prix dans la ville manufacturière; que le cultivateur du lieu le plus proche fasse une dépense de quatre setiers de blé pour transporter au marché les deux cents setiers qu'il y vend, et pour rapporter à la ferme les articles fabriqués qu'il a achetés, moyennant une somme égale à cent setiers; et que le cultivateur du lieu le plus éloigné dépense, pour effectuer ce double transport, vingt setiers, il est évident qu'il restera au premier un produit net de quatre-vingt-seize setiers, et que le second n'en aura de reste que quatre-vingts. Comme le taux des utilités se trouve balancé par l'effet de la concurrence, le fermier qui n'a dépensé que quatre setiers pour le transport de son blé au marché, devra payer une rente de seize setiers de plus que celui qui en a dépensé vingt pour le même objet. En évaluant à vingt-cinq pour cent l'intérêt du capital, il restera au fermier du lieu le plus proche, qui a dépensé cent setiers pour l'ensemencement et pour sa subsistance, cent autres setiers à l'achat des produits manufacturés, et quatre aux divers transports; il lui restera, dis-je, après le prélèvement des frais de production,

Digitized by Google

quarante-cinq setiers, qui composeront la rente du propriétaire, tandis que le cultivateur qui, ayant fait les mêmes débours pour les semences et les objets manufacturés, a dépensé pour le transport vingt setiers, les frais de production déduits, n'aura de reste que vingt-cinq setiers qui composeront la rente qu'il doit payer.

Je suppose maintenant que les propriétaires des terres les plus voisines du marché ne se contentant point de recevoir pour leur loyer, en sus de ce que recevaient les propriétaires de terres d'un même degré de fertilité, situées dans les communes les plus éloignées du marché, l'excédant du prix de transport de leurs produits à ce même marché, empêchassent par des lois restrictives qu'il ne se vendît dans l'endroit d'autre blé que le leur, le résultat de cette mesure, dictée par l'avarice et l'imprévoyance, causerait de graves préjudices à ceux-là même qui l'auraient provoquée. Il y aurait une diminution subite, au marché, des matières premières; les terres les plus stériles seraient mises en culture, s'il en existait dans les environs; la rente éprouverait une augmentation instantanée; les produits agricoles ne seraient plus en rapport avec les articles fabriqués, et les utilités du capital diminueraient. En admettant qu'avec des frais équivalant à trois cents setiers de blé ou à trois cents

Digitized by Google

aunes de drap, on obtînt un produit de trois cents setiers de blé ou de trois cents aunes de drap, et que les propriétaires obtinssent par la nouvelle disposition que dix setiers de blé eussent une valeur égale à celle de dix-neuf aunes de drap, les bénéfices du fabricant baisseraient de cinq pour cent, tandis que l'excédant des frais de production de l'industrie agricole s'élèverait de quatre-vingt-quinze pour cent. La concurrence ayant pour effet de niveler les utilités, toutes celles provenant du capital agricole, au-delà de cinq pour cent, deviendraient rente. Celle que recevrait alors le propriétaire de la ferme qui produisait les trois cents setiers de blé, moyennant une dépense de cent setiers et de cent aunes de drap, s'élèverait de quarante-cinq, taux où elle était auparavant, à cent quarante.

Les possesseurs de terres situées dans le voisinage de la ville manufacturière continueraient à jouir d'une rente si exorbitante, si cette ville conservait sa richesse et sa même population; mais cela est impossible. Comme le prix plus élevé des matières premières aurait diminué de vingt pour cent les bénéfices du capital employé dans les différentes branches de l'industrie, les capitalistes et les artisans passeraient nécessairement dans les pays où le prix modéré et naturel des matières premières procurerait des béné-

Digitized by Google

fices aussi élevés ou même plus grands que ceux qu'ils tiraient auparavant de leur capital; et la misère se répandrait dans une ville, riche et florissante jusqu'alors, car il y aurait absence de capitaux, et par suite manque de demandes du travail. Les possesseurs de la propriété territoriale seraient obligés d'abandonner une grande partie de leurs terres, et cela faute d'un marché dont ils auraient imprudemment causé la ruine en adoptant une mesure injuste. Leurs terres, qui auparavant avoisinaient ce marché où étaient recherchés non seulement leurs produits, mais encore tous ceux d'une même qualité, qui y arrivaient de points éloignés, circonstance qui donnait au premier un prix beaucoup plus élevé que le prix réel; leurs terres, dis-je, étant situées loin du marché, leur rente serait d'autant plus réduite, que les frais de transport des matières premières à ce marché, seraient plus elevés. Il n'y a point de théorème dont la démonstration soit plus évidente que celle des deux propositions suivantes : 1° la rente et la valeur de la propriété territoriale ne sont aussi élevées que là où prospère l'industrie manufacturière; 2° l'industrie manufacturière prospère toujours en raison directe des bénéfices que le capital produit. Aussi, comme la rente est l'excédant qui reste sur les frais de la production agricole, dans lesquels sont comprises les utilités du

Digitized by Google

capital y employé, et comme ces utilités doivent nécessairement être au niveau de celles qu'on obtient du capital comparé à toute autre branche d'industrie, il s'ensuit que l'intérêt des propriétaires et celui des capitalistes sont si étroitement liés entre eux, qu'ils se ressentent l'un l'autre des circonstances favorables ou défavorables qui atteignent l'un d'eux.

On sera bien plus à même de voir combien il est nuisible aux intérêts des propriétaires fonciers de donner une hausse factice à la rente, lorsqu'on fera l'application de la doctrine que je viens d'exposer à la rente que paient les terres employées à la production d'articles de luxe. La subsistance du travailleur, pendant une journée, ne peut constamment avoir une valeur plus grande que le produit du capital qui sert à payer le salaire qui lui est nécessaire pour subvenir à ses besoins d'un jour; si un prix plus fort était exigé, le capitaliste qui avancerait à un ouvrier la subsistance d'un jour, éprouverait une perte au lieu de faire un bénéfice, et il cesserait d'employer son capital à une entreprise ruineuse. Les utilités baissent nécessairement à mesure que s'élève la valeur d'échange des articles de consommation générale, comparativement à celle des produits d'un capital qui forme la subsistance d'un jour. L'augmentation de la valeur de ces articles consomme tous

Digitized by Google

les profits, mais l'augmentation de la valeur des articles de luxe, ou des produits qui ne sont pas nécessaires à la subsistance de l'ouvrier, n'a point cet effet. La raison en est claire; les articles de luxe n'étant pas des marchandises consommées pour la production de la richesse, et leur valeur s'augmentant dans le rapport de celle des articles consommés dans cette production, il peut y avoir un excédant, en sus des frais qu'elle occasionne, qui s'élève de dix à vingt, et même à cent pour cent, tandis que l'excédant ordinaire des produits de première nécessité a des bornes déterminées; mais la concurrence soumettant à son niveau les divers intérêts des capitaux, le cultivateur qui produit dans les terres les plus fertiles des articles de luxe, n'obtient pas une somme d'intérêts plus grande que celui qui produit dans les terres les plus stériles des objets de première nécessité. Toute la différence de l'excédant de valeur entre les articles que les deux cultivateurs produisent, passe comme rente au propriétaire de la terre où se cultivent les produits de luxe.

Il s'ensuit que dans un pays riche, les terres consacrées aux jardins, à des lieux de plaisance, aux vergers et à d'autres objets qui ne sont pas absolument nécessaires à la subsistance, et qui se vendent à des prix très élevés, peuvent fournir à leur propriétaire une rente beaucoup plus con-

Digitized by Google

sidérable que celle qui lui reviendrait de terres aussi fertiles, qu'il emploierait à produire du blé ou d'autres substances de première nécessité. Si l'introduction des matières premières était entièrement libre, la production eût-elle lieu dans le pays ou à l'étranger, tôt ou tard les diverses classes y gagneraient; les utilités s'élèveraient, l'accroissement du capital serait plus rapide, la demande du travail deviendrait plus considérable, le prix de la journée augmenterait, la population s'accroîtrait; enfin, la rente du propriétaire atteindrait son maximum, car on ne peut fixer l'élévation du prix payé pour l'usage des terres destinées à des objets de luxe et de fantaisie. Il est donc vrai que les propriétaires, les capitalistes, aussi bien que les travailleurs et les consommateurs ont intérêt à ce que le prix de la rente ne soit pas élevé par l'effet de lois restrictives.

Digitized by Google

CHAPITRE IV.

—

Des différentes classes de cultivateurs.

Les premiers hommes qui cultivèrent la terre furent ceux-là même qui se l'étaient appropriée, soit par leur propre travail, soit par celui de leur famille. Tant que la population ne prit pas un grand développement, et que l'agriculture fut dans l'enfance, on conçoit aisément qu'il dut y avoir une grande quantité de terres de première qualité incultes; les hommes à cette époque ne pouvaient attacher aucun prix au fermage, car chacun pouvait s'en procurer sans payer de loyer.

Ce n'est que lorsque les intérêts du cultivateur et du propriétaire sont réunis, que la société est alors à même de recueillir les avantages qui résultent de cette prise de possession; c'est alors seulement que le laboureur peut avoir la certitude de recueillir tout le fruit de son travail, de son activité et de ses connaissances. C'est en vain que, chez les nations les plus éclairées, pour donner plus d'impulsion aux progrès de l'agricul-

Digitized by Google

ture, les lois ont favorisé la longue durée des baux; il suffit qu'ils doivent avoir un terme pour que le fermier ne soit point aussi intéressé à la culture que le propriétaire cultivateur, et pour que la terre ne reçoive point tous les soins désirables. L'industrie agricole est de toutes les industries celle dont les résultats sont les plus tardifs. Il arrive quelquefois que le petit-fils ne peut pas couper le chêne planté par son aïeul, par la raison qu'il n'a point acquis tout son développement; le fermier ne peut avoir aucun intérêt à améliorer une terre qui ne lui appartient point, et dont les profits ne seront recueillis que dans un avenir lointain, et qui probablement ne seront pas le partage de ses petits-fils.

Lorsque la récolte appartient tout entière au cultivateur, il n'y a point d'intérêts opposés; alors seulement, le laboureur retire de son travail tous les profits qu'il a créés; et alors la culture des terres est libre et volontaire, comme cela doit être, pour que l'agriculture atteigne son plus haut degré de perfection, et pour que toutes les autres branches d'industrie fassent le plus de progrès possible. La méthode primitive, que Sismondi nomme *culture patriarcale*, est celle qui donne au droit de propriété sa plus grande force, qui apporte au cultivateur le plus d'aisance, fournit en abondance à toutes les clas-

Digitized by Google

ses des moyens d'existence, et donne plus de stabilité à l'ordre social.

Dès que la population s'accrut, que des guerres eurent lieu entre des peuples barbares et amenèrent avec elles l'esclavage, ce mode de culture cessa d'être en vigueur; on passa de l'un à l'autre extrême, du meilleur au pire. Les propriétaires, cessant d'être eux-mêmes cultivateurs, assujétirent leurs esclaves à la culture des terres; aussi l'étendue de terrain que chaque famille était en état de cultiver, et dont elle avait besoin pour la pâture du bétail, ne lui suffirent plus; en raison du plus grand nombre d'esclaves qu'elle pouvait posséder, le désir d'acquérir des propriétés territoriales n'eut plus de bornes. Cette innovation changea l'ancien système social, introduisit l'inégalité dans les fortunes, les distinctions dans les diverses classes de la société, et fit cesser tout rapport d'intérêts mutuels, de travail volontaire, toute liberté d'échanges, et priva l'industrie agricole de la juste récompense qui lui était due. La science rurale qui, tout le temps qu'avait duré la première méthode, avait fait de grands progrès dus entièrement à l'expérience, aux soins et à l'intérêt des propriétaires, déclina rapidement, ainsi que l'attestent Varron, Columelle, et plusieurs autres agronomes de l'antiquité, dès que l'agriculture passa entre les mains d'hommes op-

Digitized by Google

primés, qui ne recevaient rien du produit de leur industrie. Le système de contrainte et de force brutale, qui ne servait que les intérêts du propriétaire, et blessait ostensiblement ceux du cultivateur, fit décroître tellement les produits agricoles qu'on s'occupa bientôt de remédier à ces inconvéniens.

L'Italie, qui jadis avait été le pays le mieux cultivé de l'Europe, resta presque inculte, dès que le système de faire travailler la terre par des esclaves eut prévalu. Pour y remédier, dans le but plutôt d'améliorer la fortune du seigneur, que dans celui de soulager le sort du serf, on pensa à faire quelques changemens dans ce système. Ce fut sous le règne d'Octave qu'on songea à l'émancipation des esclaves, en substituant au système suivi jusqu'alors celui des serfs de corvée, propagé généralement au temps de la féodalité. D'après ce nouveau système, le seigneur donnait au serf un édifice rural et quelques terres labourables; il lui concédait aussi la faculté de mener dans ses pâturages le bétail nécessaire au labour des terres qu'il s'était réservées; il lui permettait de couper dans ses forêts le bois dont il pouvait avoir besoin, et tout cela sous la condition rigoureuse de ne travailler pour son propre compte que pendant certains jours de la semaine, dont le nombre le plus ordinairement se réduisait à deux, et d'en employer le reste

Digitized by Google

à la culture des terres du maître. Ce système, qui émancipait les esclaves destinés à la culture des terres, leur accordait cette faveur, afin qu'ils apportassent à leur travail un plus grand zèle; mais ils étaient attachés à la propriété par un service perpétuel, à raison duquel ils étaient appelés, dans le droit romain, *adscripti glebæ*, c'est-à-dire *inhérens à la terre :* la féodalité les nommait *servi casati*, s'ils labouraient la terre; *servi de capite*, s'ils soignaient les troupeaux. Si le maître vendait, ou par un contrat quelconque transférait sa propriété, les serfs y étaient compris; ils devaient au nouveau maître les mêmes services qu'ils rendaient à l'ancien. Personne ne pouvait recevoir à son service les esclaves d'autrui; s'ils prenaient la fuite, celui qui les avait reçus à son service était tenu, sous des peines très sévères, à les présenter dans les vingt-quatre heures. Il est certain que ce système donnait au serf, du moins en apparence, une certaine sécurité pour sa vie, et le faisait en quelque sorte participer au produit de son industrie; car les lois le voulaient ainsi : mais il s'en fallait cependant que le laboureur en obtînt tout ce que valait le fruit de son travail, condition sans laquelle on ne peut voir se développer la prospérité de l'agriculture et la richesse des nations. Quoique la loi de l'émancipation eût fait restitution aux esclaves de

Digitized by Google

certains droits sur leur industrie et sur leur personne, droits dont ils étaient privés auparavant, ils n'étaient pas cependant en mesure de les faire valoir : ils étaient continuellement froissés par les exactions arbitraires et vexatoires du maître; ils étaient tout aussi pauvres, ou même plus pauvres qu'auparavant; car leur existence était plus précaire : ils n'apportaient, par conséquent, aucun zèle à leur labeur; et quoique ce système ait été favorable à l'humanité, il n'a contribué en rien cependant à augmenter la reproduction de la richesse agricole.

Ce système cessa entièrement en Espagne, lors de l'irruption des Arabes, qui étaient alors plus avancés en civilisation que les peuples de l'Europe; car ils avaient connaissance du système des capitations, ou de tributs et cens féodaux, qui remplaça celui de corvées; et c'est par ce motif que le mot *corvée* n'existe pas dans la langue espagnole.

Une amélioration introduite, quelque faible qu'elle soit, manque rarement d'en amener successivement d'autres. Le maître, considérant le triste sort du serf corvéable, et combien peu d'avantages il en obtenait, se convainquit qu'il était de son intérêt de régler de différentes manières les services qu'il aurait à lui réclamer à l'avenir,

Digitized by Google

et la part qu'il devait retirer du produit de la terre qu'il cultivait.

Par ce nouvel arrangement, le serf, au lieu de travailler au profit du maître certains jours de la semaine, comme il y était contraint par l'ancien usage, demeura obligé de lui payer en argent ou en matières premières un certain cens ou tribut pour les terres, pour le bétail et pour les instrumens agricoles, le maître restant toujours libre d'augmenter le tribut. L'esclave était de plus astreint à de certains petits services personnels, en raison de son ancienne servitude; par exemple, à nettoyer une ou deux fois par an les fossés du château du seigneur, à le suivre à la chasse un jour déterminé, ou à lui faire une simple politesse dans un lieu et à une heure indiqués; il resta aussi soumis à de certaines étrennes, non à titre de rente, mais seulement comme témoignage de sa fidélité; par exemple, à offrir à son seigneur, le premier jour de chaque année ou le soir des rois, un porc, un chevreau, ou à lui présenter un verre d'eau ou un bouquet de fleurs. Voici les avantages qu'a ce système connu sous le nom de *capitation*, *cens* ou *tributs*, sur celui des corvées, tant sous le rapport de la richesse qu'en ce qui touche l'humanité :

1° Le serf censitaire ou tributaire (*servus tributarius*), comme on le voit par ceux qui existent

Digitized by Google

encore aujourd'hui dans le nord de l'Europe, se rapproche plus que l'esclave et le serf de corvée de la condition de l'homme libre; son sort du moins semble donner quelque réalité à cette fiction. Son activité n'est pas soumise à autant d'entraves que dans le système des corvées, où son seigneur requérait ses services alors qu'il s'y attendait le moins, où il ne lui était pas loisible de disposer d'un jour à son gré, et où le jour de pluie ne manquait pas de lui échoir. En un mot, avec le système de capitation, le serf n'était plus exposé aux mauvais traitemens auxquels il était assujetti lorsqu'il travaillait pour son seigneur.

2° Le serf censitaire est libre en quelque sorte de disposer de son travail sans attendre les ordres de son seigneur; il y apporte moins de répugnance, parce qu'il retire une part plus forte du fruit de son industrie; il est aussi plus intelligent et plus laborieux que le serf corvéable.

3° Le serf censitaire, obtenant un gain plus élevé que celui qu'a le serf corvéable, est plus à même que ce dernier d'économiser, et d'augmenter le capital national.

4° Le serf censitaire peut travailler à son gré pour quiconque lui offre de lui payer le prix de sa journée; ainsi se sont trouvés levés les obstacles qui s'opposaient aux progrès de l'industrie dans les pays où le système des corvées préva-

Digitized by Google

lait, parce que le serf corvéable n'avait pas la faculté de travailler pour d'autres que pour son seigneur.

La méthode de culture par les serfs censitaires, quoique bien préférable aux deux méthodes précédentes, ne pouvait cependant pas encore faire prospérer l'agriculture. Quelque faible que soit la gêne qu'éprouve le serf censitaire dans l'exercice de son industrie, elle est toujours trop forte puisqu'il ne peut adopter d'autre occupation que la culture de la terre, ce qui nuit au développement de ses facultés intellectuelles, à la division du travail, et aux progrès de l'industrie. Bien plus, quoiqu'il y ait quelque probabilité pour le serf censitaire de recueillir une partie des fruits de ses travaux, cette probabilité n'équivaut pas à la certitude qu'en a l'ouvrier libre; d'ailleurs il ne reçoit point tout ce qu'il mérite, puisque le seigneur peut à son gré augmenter le tribut qu'il lui a imposé; circonstances qui affaiblissent l'intérêt individuel, unique mobile de l'activité et de l'industrie de l'homme.

Au moyen-âge, de nouvelles circonstances, de nouvelles habitudes, et des besoins nouveaux donnèrent lieu à un nouveau système d'agriculture; je dirai même qu'ils firent naître une cinquième méthode, qui dut servir de règle aux intérêts respectifs du propriétaire et du fermier.

Digitized by Google

Les grands propriétaires de cette époque, n'ayant aucune idée des avantages et des jouissances que procure l'industrie, habitués qu'ils étaient à un état de guerre permanent, et à vivre presque dans une entière indépendance, dans le dessein de s'assurer les privilèges dont ils jouissaient, et que les rois travaillaient avec raison à restreindre, cherchèrent à s'attacher les esclaves qui cultivaient leurs terres. Ils convinrent, pour atteindre ce but, de partager avec les cultivateurs les fruits de la terre, en les exemptant de toute redevance à titre de vasselage, et, en résultat, au lieu d'esclaves, de serfs corvéables, et de serfs censitaires, il n'y eut plus, dans les pays les plus civilisés de l'Europe, pour travailler la terre, que des hommes libres, qui donnaient au propriétaire la moitié de la récolte : ces hommes étaient appelés en latin *coloni partiarii* (métayers). Cette méthode, qui existe encore dans les pays pauvres, eut pour résultat de partager également les produits agricoles entre le cultivateur et le propriétaire; mais aujourd'hui, si les terres sont fertiles, le cultivateur ne retire pas plus du tiers, quelquefois même du quart du produit de la terre, après le prélèvement de la dîme dans le pays où ce système d'impôts existe encore.

Le système de culture par les colons partiaires, de même que les méthodes précédentes, mettait

Digitized by Google

les frais de culture à la charge du propriétaire, avec l'obligation pour lui de fournir le capital nécessaire à l'industrie agricole; mais il y a cette différence essentielle relativement à l'état de colon partiaire, que ce dernier, jouissant de plus de liberté, recevant une part plus forte, et dépendant moins du propriétaire, a un plus grand intérêt que l'esclave, que le serf corvéable et que le serf censitaire, à ce que la terre soit mieux cultivée. Le système des colons partiaires, quoiqu'il indique l'absence de capitaux dans la classe laborieuse, n'en fut pas moins l'innovation la plus utile du moyen-âge, celle qui contribua le plus à améliorer le sort des cultivateurs, ce fut enfin la réforme qui aida le plus à l'accroissement des produits agricoles, à l'accumulation des capitaux, et qui donna le plus d'essor à l'industrie et à la civilisation. Je dirai, sans vouloir justifier la cause de cette heureuse réforme, qu'elle contribua puissamment à la prospérité publique, en élévant le serf à l'état d'homme libre sans froisser les intérêts du maître, et le seul moyen qui fût en rapport avec les faibles capitaux dont à cette époque pouvaient disposer les laboureurs, qui avaient supporté jusqu'alors un joug plus ou moins pesant.

S'il est vrai que le nouveau système de colons partiaires, comparé aux trois systèmes précédens,

Digitized by Google

contribua puissamment à la prospérité de l'industrie agricole, il était cependant encore très défectueux. Les grands propriétaires, entre les mains desquels se trouvait répartie la totalité des terres, ne connaissant point l'influence qu'ont les capitaux sur la production de la richesse, peu habitués d'ailleurs aux travaux de l'agriculture, et croyant que la possession de grandes terres suffisait à la production de grands revenus, se souciaient peu d'employer des capitaux suffisans à la culture de terres dont la moitié des récoltes revenait aux colons. Les cultivateurs n'avaient point de capitaux dont ils pussent disposer; en eussent-ils eu, ils ne les auraient pas employés dans une branche d'industrie dont ils ne devaient point recueillir la totalité des bénéfices. De semblables stipulations empêchaient que les produits agricoles ne fussent aussi considérables qu'ils l'auraient été si une avance suffisante de capitaux eût été consacrée à l'industrie agricole; et elles empêchaient en outre les cultivateurs d'employer comme capital à la terre qu'ils cultivaient les épargnes qu'ils pouvaient faire, qui, quoique faibles, ne laissent pas de former, dans les pays d'une population un peu considérable, une somme assez forte.

Quelques uns des peuples méridionaux de l'Europe, qui furent les premiers à devenir les plus

Digitized by Google

riches, substituèrent bientôt au système de culture à moitié fruits, celui du fermage de la nue propriété. Par cette méthode nouvelle, devenue la sixième, y compris celle dite patriarcale, le propriétaire concède l'usage de la terre, et le cultivateur fournit le capital nécessaire à sa culture. Dans ce système, le propriétaire, renonçant à participer aux travaux du cultivateur, lui prête la terre seule; il ne lui prête point la richesse qu'il lui faut pour la rendre productive; il se contente pour cette raison d'une rente moins forte et invariable, et le cultivateur, dirigeant seul tous les travaux, fait l'avance de tous les fonds nécessaires à l'achat du bétail, des semences, engrais, charrues, etc.; il vend les fruits pour son compte, et paie les contributions. Il fait une spéculation industrielle, d'où il espère obtenir, après avoir recueilli le prix de ses peines, un bénéfice relatif au capital qu'il a employé, et il évite en même temps l'inconvénient que présente la méthode de la culture des terres *à moitié fruits*. Le sort des fermiers de la nue propriété est généralement préférable à celui des cultivateurs partiaires, parce que, quoiqu'ils aient plus de soins à donner et plus de risques à courir que ces derniers, et quoiqu'ils aient à payer à jour fixe une rente et de fortes contributions, qui ne pèsent point, il est vrai, sur les co-

Digitized by Google

lons partiaires, et qu'ils soient en outre exposés à éprouver des pertes plus grandes, ils ont aussi plus d'espoir de s'enrichir. Le colon partiaire ou métayer n'est qu'un simple travailleur ou journalier; mais le fermier est en même temps travailleur et capitaliste; il prend à sa charge une entreprise industrielle; il a plus à gagner et plus à perdre; et cette réunion de plus grandes espérances et de plus grands risques est ce qui contribue le plus à rendre l'homme actif et industrieux.

Quoique le système des fermages soit plus avantageux à l'industrie agricole que celui de la culture à moitié fruits, il présente cependant deux inconvéniens qui, quoique accidentels, sont très ordinaires, et suffisent pour troubler l'accord entre les vrais intérêts du propriétaire et ceux du laboureur. L'un de ces inconvéniens a lieu au préjudice du propriétaire, l'autre lèse les intérêts du cultivateur. Si le capital manque au cultivateur, le propriétaire en souffre, parce que la terre, ne recevant pas le travail qui lui convient, dépérit. Si le cultivateur n'a point la certitude de pouvoir jouir des bénéfices résultant de l'emploi du capital affecté à la culture de la terre affermée, c'est pour lui qu'est le préjudice. La crainte seule du premier inconvénient fait que les propriétaires n'afferment leurs terres-

Digitized by Google

que pour quelques années; dès lors le laboureur s'abstient d'y faire aucune amélioration importante, car on ne peut pas, en agriculture, retirer de semblables améliorations des profits immédiats. La crainte du second inconvénient a également pour effet d'empêcher le cultivateur de faire, dans les terres dont il prend soin, aucune amélioration coûteuse. On préviendra ces deux inconvéniens en faisant des baux de longue durée, en donnant au cultivateur des terres suffisamment étendues pour qu'il puisse alterner les récoltes et procurer toute l'année de l'occupation à sa famille, quelque nombreuse qu'elle soit. Ces deux conditions, en mettant le laboureur à même de s'enrichir, feront qu'il sera porté à employer ses épargnes à la culture de la terre du propriétaire. Le cultivateur d'une terre de peu d'étendue n'a point de capital suffisant; il ne peut non plus faire d'épargnes pour accumuler. Il est contraint par la nécessité de vendre la faible part de la récolte qu'il ne consomme pas, sans pouvoir attendre l'époque où ses produits auraient plus de valeur; il lui faut acheter, dans des circonstances peu favorables, et à des conditions trop dures, les articles dont il a besoin, nécessité à laquelle doit se soumettre presque toujours le pauvre. La direction d'une ferme, quelle que soit son étendue, exige presque la même

Digitized by Google

somme de travaux et de soins. Celui qui dirige dix ouvriers pourrait tout aussi bien en diriger quarante. Si un même bail comprenait dix propriétés, et qu'un seul laboureur suffît à leur culture, on économiserait un grand nombre de chemins, de clôtures, beaucoup de temps et de frais, dépenses qu'il faudrait faire si les terres étaient cultivées par les soins de deux fermiers ou d'un plus grand nombre. Le cultivateur qui exploite sur une grande échelle économise beaucoup plus que ne peut le faire le petit cultivateur dans ses rapports avec le propriétaire, les journaliers et les consommateurs; avec le propriétaire, parce que celui-ci exige du cultivateur en grand, à égalité d'avantages, une rente moindre que celle qu'il exige du cultivateur pauvre, à raison de la plus grande certitude qu'il a d'en être payé; avec les ouvriers, à qui il doit fournir un salaire, parce que les articles qu'il est tenu de leur donner lui coûtent moins, car il est en mesure de les acheter à meilleur marché que le cultivateur en petit; et avec les consommateurs, parce qu'il attend, pour vendre ses produits, la saison où leur prix sera le plus élevé.

Ce ne sera que difficilement, et en portant une atteinte plus ou moins grave au droit de propriété, que le législateur pourra déterminer la durée du fermage, et fixer l'étendue des terres

Digitized by Google

que doit cultiver chaque laboureur; mais il est urgent, pour les progrès de l'industrie, de faire cesser les causes qui mettent en désaccord les intérêts du propriétaire et du fermier, et d'empêcher que la qualité de la richesse affermée n'exerce aucune influence sur la validité du contrat. Tant que les lois de l'amortissement civil et ecclésiastique subsisteront, il conviendra, afin de modérer ou de détruire, sinon tous, du moins quelques uns de leurs pernicieux effets, et de mettre ces différens intérêts en harmonie, de rendre illimité le fermage de la propriété vinculée, et de reconnaître au cultivateur le droit de réclamer le capital et le travail qu'il y a employés. Quoique de telles propriétés jouissent du privilège d'être invendues, il convient du moins qu'elles puissent être affermées dans les mêmes termes que toute autre propriété. S'il en est autrement, ces lois auront pour effet d'empêcher le cultivateur de faire aucune amélioration importante dans les terres qu'il cultive; car, au lieu de concilier ses intérêts et ceux du propriétaire, elles les désunissent et les engagent dans une lutte perpétuelle; elles ont enfin pour résultat d'empêcher le cultivateur d'obtenir de la terre tout le produit possible, et cela à son propre préjudice, à celui du propriétaire et de la société tout entière.

Digitized by Google

Pour terminer la revue des différentes méthodes d'affermer la propriété territoriale, je parlerai du système de l'emphytéose, ce système qui, créant en faveur du cultivateur une quasi-propriété, forme une classe d'individus aussi industrieux et aussi heureux que s'ils étaient propriétaires eux-mêmes. Ce système est le seul qui prévienne les inconvéniens que présente si fréquemment celui des fermages, dans les pays surtout où les lois de l'amortissement ont toute leur force. Le bail emphytéotique, qui rend le fermier co-propriétaire, a été l'invention la plus utile à l'industrie agricole. Ce système garantit au cultivateur la récompense complète du capital et du travail qu'il emploie dans les terres d'autrui, et le porte à donner à leur culture les soins qu'il prodiguerait aux siennes propres; c'est le seul qui puisse réunir dans une même personne l'intérêt du propriétaire au zèle du cultivateur. Il n'est aucune autre méthode d'affermer la terre qui offre au propriétaire plus de garanties pour le paiement de ses rentes, et au fermier pour la rentrée des utilités du capital et du travail qu'il y emploie; c'est encore elle qui donne au cultivateur le plus de moyens de s'enrichir, et qui le porte le plus à améliorer la terre qu'il cultive.

Ce système a cependant, dit-on, l'inconvénient de rendre deux personnes propriétaires perpé-

Digitized by Google

tuels d'une même terre, et de donner lieu entre ces deux co-propriétaires à des contestations et à des procès qui sont toujours déplorables. Mais la faute n'en est pas au système, mais bien au manque de précision de l'acte qui traite du domaine qui doit échoir à chacun d'eux. Une telle loi ne doit présenter aucune difficulté, soit qu'elle règle la volonté du maître du domaine direct dans la vente de son droit, soit qu'elle règle celle du possesseur du domaine utile dans la vente du sien.

En Angleterre, qui est un des pays où l'agriculture a fait le plus de progrès, et où, à ce qu'il paraît, les fermages à moitié fruits ont toujours été inconnus (puisqu'il n'y a point de mot dans la langue de cette nation qui rende l'expression de colon partiaire, métayer); en Angleterre, dis-je, le bail à emphytéose est plus en usage que dans aucune autre partie de l'Europe. Dans ce pays, la loi accorde, lors des élections pour la chambre des communes, le droit de voter aux *free-holders*, c'est-à-dire à ceux qui ont la jouissance du domaine utile d'une propriété territoriale dont le revenu annuel est de deux livres sterling; et elle prive de ce droit les *copy-holders*, c'est-à-dire ceux qui ont des cens sur une propriété territoriale, quelle que soit la rente qu'ils en retirent : elle le refuse également aux

Digitized by Google

lease-holders, qui ne sont que de simples fermiers. Le législateur a reconnu que plus la classe des fermiers prospère, plus aussi sont grands les avantages qu'en retire l'industrie, et que plus l'industrie fait de progrès, plus aussi s'élèvent la valeur de la rente et le prix de vente de la propriété foncière; de sorte que cette loi, en propageant les contrats emphytéotiques, sert en même temps les intérêts mutuels du propriétaire et du fermier.

L'emphytéose, ou bail *d'implantation* (ainsi nommé parce qu'il avait d'abord pour objet le fermage de terrains incultes dans lesquels le fermier ne se proposait que de planter des arbres) est le contrat le plus profitable tant au propriétaire, qu'au fermier, et même à la société entière. Malgré cela, comme il n'est pas facile que cette méthode de fermages s'étende, tant qu'elle ne sera pas encouragée par la loi, il conviendrait d'établir des emphytéoses de cent ans seulement au lieu d'emphytéoses perpétuelles. Il conviendrait aussi, pour prévenir les obstacles qui empêchent la circulation de la propriété foncière, d'abolir le lods (*laudemium*), institution contraire au mouvement rapide des richesses, qui seul peut assurer la prospérité de l'industrie.

Pierre Léopold, grand duc de Toscane, afferma à emphythéose pour quatre générations la plu-

Digitized by Google

part des terres de la couronne et une grande partie de celles du clergé, en accordant au fermier la faculté de renouveler le bail sous la condition qu'avant le jour de l'échéance il aurait à payer le montant de cinq années de rente fixé d'après le prix de vente de la propriété foncière. Les heureux effets de cette mesure allèrent bien au delà des espérances du législateur, car c'est par elle qu'a été soustraite à l'empire des eaux la contrée de l'Italie appelée *maremma* dont l'agriculture est aujourd'hui dans l'état le plus prospère. Je doute qu'on puisse concilier par une disposition plus sage les intérêts du propriétaire et ceux du cultivateur, et je ne crains pas d'affirmer que l'agriculture fera des progrès rapides dans les pays qui suivront cette méthode, car elle donne au cultivateur les moyens de s'enrichir, en lui garantissant ainsi qu'à ses descendans les utilités du capital et du travail qu'il emploie; il voit encore sans inquiétude arriver le terme de son bail, par la raison qu'elle lui donne la faculté de le renouveler. Les terres du propriétaire du domaine direct acquièrent en même temps plus de valeur; de sorte que ce dernier, loin de repousser un tel engagement, y voit au contraire pour lui de grands avantages. Il s'ensuit que cette loi concilie les intérêts du propriétaire, du cultivateur et du consommateur. Cette loi remplit en

Digitized by Google

tous points l'objet des lois primitives de la société puisqu'elle protège la propriété territoriale, non au profit exclusif du propriétaire, mais bien au profit de tous les associés ; non pour que le propriétaire par cupidité, obstination ou caprice, laisse ses terres incultes, mais bien pour qu'il retire de la terre tout le produit possible. C'est d'après ce principe d'utilité générale qu'ont été établies les lois relatives à la prescription, opposées, à quelques égards, aux droits de la propriété.

Digitized by Google

CHAPITRE V.

De la rente des mines.

L'homme, qui par son travail tire de la terre le blé, le seigle, l'orge et tous les autres fruits, obtient également des mines les métaux et les autres matières premières propres à son usage. Les terres où se trouvent des mines, de même que celles qui produisent des céréales, fournissent une rente à celui qui les possède; mais on remarquera que la rente que donnent les unes et les autres est constamment l'effet et jamais la cause de leur produit. S'il existait un grand nombre de mines également riches en métaux, qu'il fût permis à tout individu de se les approprier, ces mines alors ne donneraient point de rente. La valeur de leur produit dépendrait seulement du travail qu'exigerait l'extraction du minerai, sa fusion, son affinage, et son transport au marché; mais les mines, celles de fer exceptées, ne se trouvent pas en grand nombre; elles ne recèlent pas toutes non plus les mêmes richesses.

Les métaux qui s'extraient des mines pauvres

Digitized by Google

pourvu qu'elles soient exploitées, ont nécessairement une valeur d'échange qui suffit non seulement à couvrir les frais d'entretien des travailleurs et ceux du transport des produits au marché, mais encore à donner les profits ordinaires à celui qui fait l'avance des fonds nécessaires à l'entreprise. La part des produits qui constitue la rente des terres est la même que celle qui constitue la rente des mines : l'excédant du produit des mines exploitées dans les circonstances les plus favorables, sur celui des mines exploitées dans les circonstances contraires, est ce qui forme la rente qui revient au propriétaire. La doctrine qui a été établie dans les chapitres II et III de cette seconde partie, est également applicable aux mines; je m'abstiendrai en conséquence d'entrer dans de nouvelles explications.

On dira, peut-être, que si la valeur d'échange des métaux, du blé et de toutes les matières premières provenant des terres qui ne paient pas de rente, est proportionnée au travail qu'exige leur production, la règle qui vient d'être établie ne peut, dans ce cas, servir à déterminer la valeur d'échange des produits agricoles des terres qui paient rente, parce que leur valeur d'échange étant égale à celle des premiers doit nécessairement excéder les frais de production. Lorsqu'on dit que la valeur de tous ces produits, bruts

Digitized by Google

ou manufacturés, qui sont transportés au marché, se règle d'après le travail employé à leur production et à leur transport, on ne veut pas dire pour cela que la valeur de tel vêtement, ou de telle quantité de plomb, de blé, etc., soit déterminée d'après le coût de la production de ce même vêtement, de cette même quantité de plomb ou de blé; mais bien que la valeur des articles, bruts ou ainsi manufacturés, et qui sont transportés au marché, s'estime d'après un certain type, une certaine mesure, et que ce type est la durée du travail employé à produire, dans les circonstances les moins favorables, cette quantité de plomb ou de blé, et dont la production est nécessaire pour satisfaire à la demande du marché.

Si l'on venait à découvrir un nouveau métal qui eût cours dans le commerce, et qu'une mine unique le fournît, la rente de cette mine ne se règlerait point d'après les principes que je viens de poser, mais bien seulement par la concurrence des acheteurs.

Digitized by Google

CHAPITRE VI.

Du salaire des travailleurs.

J'ai démontré que la richesse de la société est répartie entre les possesseurs de la propriété territoriale, les travailleurs et les capitalistes; j'ai dit quelle part reçoivent les premiers; je vais maintenant indiquer celle qui revient aux seconds.

La production de la richesse se réalise au moyen du travail, mais d'ordinaire l'ouvrier reçoit préalablement la matière brute qu'il travaille, et les instrumens dont il se sert; cette matière et ces instrumens forment donc tout le capital. Certains travailleurs possèdent le capital nécessaire à leur travail; par exemple, le tailleur et le cordonnier ont ordinairement les instrumens de leur travail, ainsi que les étoffes et les cuirs qui sont les matières sur lesquelles ils travaillent. Dans ce cas, les marchandises appartiennent en totalité à celui par le travail duquel elles sont mises en état d'être vendues; mais il n'en est pas ainsi ordinairement dans les pays où fleurit l'in-

Digitized by Google

dustrie; le travailleur n'y est pas propriétaire du capital nécessaire à son travail. Le travailleur qui n'a ni les instrumens, ni la matière, ne fournit que la main d'œuvre, et le capitaliste met alors à sa disposition la matière et les instrumens; aussi doit-il en retirer un profit, car, autrement il ne ferait pas ces avances. Lorsque le cordonnier a fourni le cuir et qu'il possède les instrumens nécessaires à la confection de la chaussure, la récompense du travail et celle du capital que la chaussure doit produire, échoient à une même personne; mais quand la chaussure est le produit d'un capital étranger, la récompense de l'ouvrier et celle du capitaliste devant provenir de la même chaussure, et la somme totale de la chaussure devant couvrir ces deux récompenses, cette chaussure devient alors à la fois la propriété du capitaliste et de l'artisan. Lorsqu'un homme travaille pour le compte d'un autre, il doit recevoir de celui qui l'emploie, en échange de son travail, des articles de richesse, qui suffisent non seulement pour son entretien, mais encore pour celui de ses enfans qui feront dans la suite partie de la classe des travailleurs. Ceux-ci ne doivent pas se trouver dans la nécessité d'attendre que l'article soit confectionné et vendu pour que le montant en soit réparti entre eux et le capitaliste; il vaut mieux que l'a-

Digitized by Google

vance leur en soit faite, car, autrement, la plupart des travailleurs se trouveraient, faute de moyens d'existence, hors d'état de travailler. Aussi a-t-on pensé qu'il était plus convenable, dans l'intérêt du travailleur et du capitaliste, que le premier reçût un salaire pour la part qu'il devait avoir dans les produits. Ainsi donc, quand l'artisan a reçu le salaire convenu, il a déjà toute la part qui lui est due sur l'article qu'il a produit; l'article alors appartient en entier au capitaliste, qui a acheté et payé d'avance la part de l'artisan. Les articles de richesse que celui-ci reçoit en échange de son travail, prennent le nom de *salaire* ou *journées;* et lorsque la quantité des articles qu'il reçoit, pour sa consommation et celle de sa famille est abondante, on dit alors que les salaires sont élevés; lorsque cette même quantité est faible, on dit au contraire qu'ils sont bas. Les salaires du travailleur sont *naturels* ou *nominaux;* on les appelle *naturels*, lorsqu'on ne considère que la quantité de marchandises ou d'articles que peut acheter l'ouvrier en échange de son travail; on les appelle *nominaux* lorsqu'on ne considère que la somme de numéraire qui lui est payée, sans égard aux articles qu'il peut se procurer avec leur montant.

Il semble d'abord difficile d'établir des règles générales pour déterminer la différence des sa-

Digitized by Google

laires que doivent recevoir les travailleurs employés dans les diverses branches d'industrie, et la part qui doit revenir aux divers capitalistes dont les fonds soutiennent de différentes manières ces entreprises; mais la difficulté est plutôt apparente que réelle. Toute la difficulté provient des différens modes de paiement faits à l'artisan, et de la quotité des bénéfices que le capitaliste doit recevoir. Si l'on recherche les autres causes qui influent sur le salaire du travailleur, on verra que ce salaire est entièrement, ou à peu de chose près, le même dans toutes les industries, que le montant du profit net ne diffère point, ou que la différence est très peu sensible pour la classe laborieuse.

Si les travaux de tous ceux qui produisent de la richesse étaient également agréables et sains, qu'ils demandassent les mêmes efforts, qu'ils exigeassent la même adresse et les mêmes connaissances, que l'industrie n'éprouvât point d'entraves, il n'y aurait nulle part de différence sensible entre les salaires des travailleurs des diverses branches d'industrie. Si, dans cet état de choses, les uns gagnaient plus que les autres, il s'établirait alors une concurrence qui ne cesserait que par le nivellement des salaires. Si, au contraire, ceux employés dans un certain genre d'industrie gagnaient moins que d'autres, ils délaisseraient ce

Digitized by Google

genre de travail pour s'adonner à celui qui leur offrirait plus de profit, jusqu'à ce que les salaires, par suite de cette diminution du nombre de bras, se trouvassent portés au niveau de ceux payés dans les autres genres d'industrie; s'il en était autrement, ce travail cesserait. Quoiqu'il n'en soit point ainsi, par la raison que tous les hommes n'ont point des forces égales, ni la même habileté, ni les mêmes connaissances, et que tous les travaux n'exigent point ces qualités à un même degré, il n'en est cependant pas moins vrai que la variation dans le prix des salaires est insignifiante, car toutes les différences qui existent entre les salaires se trouvent compensées par les sacrifices qu'a dû faire le travailleur. Les salaires sont une compensation de ces sacrifices; ils varient donc en proportion des efforts plus ou moins grands du travailleur, de la plus grande étendue de ses connaissances, de la plus grande probité qu'il apporte dans l'exécution de ses travaux, et sans que pour cela la récompense qu'il en reçoit cesse d'être la même. Un joaillier, par exemple, ou un sculpteur, devront recevoir un salaire plus élevé qu'un valet ou qu'un balayeur; car, pour être bijoutier ou sculpteur, il faut plusieurs années d'apprentissage ou d'étude; et s'ils ne recevaient point, pour en couvrir les frais, un plus fort salaire que

Digitized by Google

celui du laquais ou du balayeur, qui n'ont ou aucun sacrifice à faire, les récompenses des différens travaux de ces individus seraient fort inégales, et personne alors n'embrasserait la profession dont l'apprentissage exigerait des frais coûteux.

Smith attribue aux cinq causes suivantes la différence, bien plus apparente que réelle, qui existe dans le taux des salaires :

1° Au plus ou moins d'agrément qu'offre le travail;

2° Au plus ou moins de facilité que présente l'apprentissage, et aux frais plus ou moins considérables auxquels il donne lieu;

3° A la continuité ou à l'interruption du travail;

4° Au plus ou moins de garanties qu'on exige de la part des travailleurs;

5° Au plus ou moins de probabilité des progrès qu'il est donné aux apprentis de faire dans la profession qu'ils embrassent.

1° *Au plus ou moins d'agrément qu'offre le travail.* L'agrément ou le désagrément que présente le travail résulte de causes physiques ou morales : de sa plus ou moins grande salubrité, de sa propreté, du plus ou moins de fatigue qu'il donne, du plus ou moins de cas qu'en fait l'opinion publique, etc. Les salaires doivent donc

Digitized by Google

varier à raison de ces différentes considérations. Il n'est personne en général qui connaisse assez peu ses intérêts pour se livrer à un travail signalé par l'opinion comme honteux et méprisable, ou à une occupation pénible, si le salaire n'en est pas plus élevé que celui que donne un travail convenable ou moins fatigant.

Le travail du laboureur n'est point malsain; il n'est ni ennuyeux ni pénible ; mais comme il est plus pénible que celui du berger, il procure une récompense plus forte. Les mineurs, les fondeurs de caractères, les forgerons, les distillateurs, ainsi que tous ceux qui exécutent des travaux insalubres, sales ou dangereux, reçoivent un salaire plus élevé que les artisans qui se livrent à des travaux plus sains, plus propres, et qui ne s'exposent point au même danger. L'idée défavorable qu'on a de certaines professions produit sur le salaire le même effet qu'un travail pénible et malsain : par exemple, la profession de boucher est regardée presque partout comme une des plus viles, et cette idée, bien que ce travail ne soit point malsain, a pour effet d'en éloigner beaucoup de gens à qui l'attrait d'un salaire plus élevé pourrait faire surmonter leur répugnance; par la même raison, le cabaretier et l'aubergiste, qui ne sont point maîtres chez eux, puisqu'ils

Digitized by Google

sont exposés à la brutalité et aux insultes des ivrognes et de la basse classe, reçoivent, à raison de leurs travaux, un prix plus fort que celui accordé à une occupation d'un autre genre. Les circonstances opposées ont des effets contraires; la chasse et la pêche, chez un peuple civilisé, sont mises au nombre des distractions les plus agréables des personnes les plus riches et les plus considérées : par cette raison, ceux qui en font profession, pour en obtenir des moyens d'existence, reçoivent un très faible salaire. Si les valets du cultivateur n'ont qu'un modique salaire, la cause en est au peu de fatigue qu'ils éprouvent dans leur condition, à ce que leur travail est sain et agréable, et qu'il exige peu ou point de connaissances.

La sévérité de la discipline, les fatigues qui pèsent sur le simple soldat, et le peu de chances d'avancement qu'il a, sont des circonstances défavorables qu'un salaire plus fort devrait, à ce qu'il semble, balancer ; peu de travailleurs, cependant, en reçoivent un aussi faible. Les causes de cette anomalie sont faciles à démontrer ; le soldat, si ce n'est en temps de guerre, mène une vie moins laborieuse et plus agréable qu'un journalier ou qu'un artisan, qui passe la journée dans son atelier ; en outre, l'éclat de l'uniforme et le spectacle imposant des revues et des évolutions

Digitized by Google

militaires exécutées au son d'une musique guerrière, exercent une puissante influence sur les jeunes gens. « Il n'est jamais plus facile, dit « Smith, de faire des recrues, qu'au commence- « ment d'une guerre. Les jeunes gens ne réflé- « chissent point sur le danger qu'ils vont courir, « et quoique n'ayant que fort peu de chances « d'avancement, ils s'imaginent que les occasions « d'obtenir des honneurs et des distinctions vont « s'offrir immédiatement à leur impatience; leur « sang n'a pour prix que ces vaines espérances. « Leur paie, par cette raison, est moindre que « celle des autres travailleurs, et la fatigue qu'ils « éprouvent, lorsqu'ils sont en activité de service, « est bien plus grande. »

Quoiqu'il y ait plus de probabilité pour le marin de faire fortune, que pour le soldat de l'armée de terre, on trouve, cependant, plus facilement des hommes pour l'armée de terre que pour la marine. Les marins n'ont point d'uniforme; leurs travaux sont plus périlleux, plus fatigans, plus sales et plus désagréables; à la mer, le bord est pour lui une sorte de prison; il ne peut, comme le soldat, exciter l'envie, faire l'admiration de ses camarades et de ses amis. Le salaire des marins est, pour ces motifs, supérieur à celui du soldat, et cependant les recrues se font plus difficilement pour la marine que pour le

Digitized by Google

service de terre. Les officiers, tant de terre que de mer, malgré leurs fatigues, leur responsabilité, les frais de leur état, sont moins rétribués que les employés civils, et cela par la raison que la considération et l'influence qu'ils acquièrent dans la carrière des armes, leur donnent en même temps plus d'éclat, et forment une partie de leur salaire, qui se trouve ainsi toujours balancé par les avantages qui sont inhérens au genre de travail que l'on professe.

2° *Au plus ou moins de facilité que présente l'apprentissage, et aux frais plus ou moins considérables auxquels il donne lieu.* Il y a différens genres de travaux pour l'exécution desquels une instruction préliminaire n'est point indispensable, ou qui n'exigent que des connaissances qui peuvent être promptement acquises; il en est d'autres au contraire pour lesquels cette instruction préliminaire est de toute nécessité. Dans ce cas, pour que le salaire réponde aux sacrifices, il faut tenir compte du temps et des frais qu'a exigés l'instruction ou l'apprentissage de ceux qui exercent ce genre de travaux; ainsi leur salaire devra être plus élevé que celui des travailleurs qui n'auront eu besoin de faire aucun apprentissage. Je suppose que le salaire d'un ouvrier à qui une certaine instruction n'est pas nécessaire soit de six cents francs par an; si

Digitized by Google

les frais d'études et d'entretien d'un sculpteur, jusqu'au jour où il obtient un premier salaire, se sont élevés à 6,000 francs, il est évident que le sculpteur n'obtiendra un bénéfice proportionné à celui de l'ouvrier sans instruction qu'autant que son salaire sera tel qu'il lui fournisse non seulement l'intérêt ordinaire des six mille francs, et de ce qu'il aurait gagné tout le temps qu'ont duré ses études, mais encore qu'il puisse rentrer dans son capital, à une époque déterminée.

La politique intérieure de la plupart des nations de l'Europe a eu pour effet d'augmenter les frais naturels ou nécessaires d'instruction des travailleurs, en les obligeant, dans le plus grand nombre des arts mécaniques, à un apprentissage plus long que celui vraiment nécessaire. Le salaire d'un travail quelconque doit être fixé non seulement à raison des connaissances et de l'habileté du travailleur, mais encore relativement au temps qu'il a passé à apprendre, aux difficultés qu'il a dû vaincre et aux dépenses qu'il a dû faire, pour être à même de gagner un salaire. Ainsi, il est de toute évidence qu'un individu qui se voit contraint de faire sept ans d'apprentissage lorsqu'il pourrait au bout de deux ou trois ans exercer convenablement sa profes-

Digitized by Google

sion, à droit, au terme de cet apprentissage, à une récompense plus forte que celle qu'il lui faudrait pour rentrer dans le capital qu'il aurait dépensé dans les deux ou trois ans de travail qui lui auraient été nécessaires pour obtenir le même degré d'habileté qu'il a au bout de sept ans d'apprentissage. Toutes les institutions, connues sous le nom de corporations, de maîtrises, qui exigent un apprentissage plus long que celui qui est réellement nécessaire, emportent avec elles deux inconvéniens très graves : 1° elles sont préjudiciables à ceux qui doivent employer ces artisans, car ces institutions ont pour effet d'élever artificiellement le taux des salaires; 2° elles nuisent aux artisans eux-mêmes, qui obligés de passer une partie de leur jeunesse dans l'inaction deviennent paresseux ou contractent de mauvaises habitudes.

3° *A la continuité ou à l'interruption du travail.* Certaines professions occupent l'artisan plus continuellement que d'autres, car quelques unes ne l'occupent que peu de mois dans l'année ; il est donc juste, si le travailleur ne trouve que difficilement à s'occuper le reste du temps, que son salaire augmente. Un orfèvre, un tisserand, un cordonnier, un tailleur, par exemple, travailleront toute l'année; mais le tailleur de pierres, le

Digitized by Google

couvreur, le paveur, et généralement tous ceux qui travaillent en plein air, sont exposés à de continuelles interruptions; il est donc nécessaire que ce qu'ils peuvent gagner, tant que dure la bonne saison, suffise à leur entretien tout le temps qu'ils passent, malgré eux, dans l'inaction; leur salaire en outre, comme Smith le fait observer, doit compenser en quelque sorte les inquiétudes attachées à un sort si précaire. Ceci servira encore à faire ressortir l'erreur où l'on est communément de regarder comme très élevé le salaire des portefaix, des cochers de fiacre, des porteurs d'eau, et en général de tous ceux dont le travail a peu de durée. Ces travailleurs doivent recevoir pour les deux ou trois heures que dure leur travail la même somme qu'on paie à ceux qui sont occupés toute la journée à un travail assidu.

L'interruption du travail occasionnée par les jours de fêtes, a sur l'augmentation des salaires le même effet que l'interruption naturelle dans les pays où les jours fériés, en sus des dimanches sont de vingt-cinq. Les salaires y sont de 1/16 plus élevés qu'ils ne le seraient si ces fêtes n'étaient pas chômées : cette augmentation empêche que les produits obtenus dans ces pays puissent entrer en concurrence avec les mêmes articles produits dans les pays où l'on observe un

Digitized by Google

moins grand nombre de jours, de fêtes, et qui ont les mêmes facultés naturelles de production.

4° *Au plus ou moins de garanties qu'on exige de la part des travailleurs.* Les salaires des orfèvres et des lapidaires, eu égard à ce qu'ils travaillent des matières précieuses, sont partout plus élevés que ceux des autres travailleurs, par la raison qu'on exige de leur part une plus grande probité. « Nous confions, dit Smith, notre santé au médecin, nos « biens, et quelquefois notre réputation et notre « vie à l'avocat; et comme cette confiance, dans « des cas semblables, ne peut être accordée à des « gens de bas aloi, la rémunération du médecin, « et celle de l'avocat doivent les mettre à même « de tenir dans la société le rang qu'exige une si « haute confiance; leurs longues années d'études « et les dépenses considérables qu'ils ont faites « pour leur éducation, viennent encore augmen- « ter le prix de leur travail. »

5° *Au plus ou moins de probabilité des progrès qu'il est donné aux apprentis de faire dans la profession qu'ils embrassent.* Cette considération influe principalement sur les salaires des travailleurs qui exercent les professions dites libérales. Si un jeune garçon se fait apprenti tailleur, ou cordonnier, ou forge-

Digitized by Google

ron, il est à peu près sûr d'acquérir dans sa profession les connaissances et l'adresse suffisantes pour s'entretenir le reste de sa vie; mais s'il devient apprenti avocat, peintre, sculpteur, architecte ou apprenti musicien, il y a dix chances contre une qu'il n'acquerra point une instruction et une habileté telles qu'il soit en état de gagner sa vie. Il faudrait, pour qu'on pût dire avec raison que ces professions sont généralement lucratives, que ceux qui s'y enrichissent y trouvassent des salaires qui pussent non seulement les indemniser des dépenses qu'ils ont dû faire pour leur propre instruction, mais encore couvrir les dépenses inutiles faites par le grand nombre de ceux qui ont embrassé ces professions et qui, en les exerçant, ne peuvent pas subvenir à leurs besoins. Il est incontestable que les salaires, quelque élevés qu'ils soient, ne couvrent point tous ces frais.

Les professions libérales offrent certainement des chances de succès; mais aussi elles comptent bien plus d'espérances déçues que celles dites mécaniques. « Que l'on évalue, dit Smith, ce que « gagnent dans chaque cité et ce que dépensent « par an les différens travailleurs et apprentis « dans les arts mécaniques, tels que les tailleurs, « les cordonniers, les couvreurs, etc., et l'on « verra que le montant du gain dépasse de beau-

Digitized by Google

« coup la somme nécessaire pour couvrir les frais « d'éducation et les intérêts de ce capital primiti- « vement dépensé. Que la même évaluation ait « lieu pour les avocats et pour les élèves en ju- « risprudence, et l'on verra que les gains an- « nuels, quelque élevés qu'ils soient, ne sont « point en rapport avec les frais qui ont été faits. « Cette profession offre donc peu de chances « avantageuses, puisqu'il en est d'elles comme de « beaucoup d'autres professions libérales et ho- « norifiques, qui, loin d'être profitables, sont « très peu rémunérées. »

L'amour de la richesse, du pouvoir, des distinctions, et la haute idée qu'ont ceux qui exercent des professions libérales de leurs facultés intellectuelles, où ils puisent des espérances de fortune, balancent les désavantages et les mécomptes de ceux qui embrassent ces professions. Ces divers appâts en rendront toujours le nombre considérable.

Les travailleurs qui reçoivent les salaires les plus élevés, en raison des frais de leur éducation ou du peu de probabilité des succès et des différens inconvéniens de leur profession, ne sont certainement pas mieux payés que ceux qui ne reçoivent que de faibles salaires. Ce n'est pas précisément quand un individu gagne la même somme d'argent qu'un autre dans un même espace de

Digitized by Google

temps qu'il y a égalité de salaires dans les diverses classes de travailleurs, mais bien lorsque c'est en raison de l'éducation qu'il a reçue, des connaissances que son travail exige et des avantages ou des désavantages qui l'accompagnent. Toutes les fois que le travail sera libre, on peut être certain que le prix du marché réglera, conformément aux principes précédemment établis, le montant des salaires de chaque genre de travail, et que ces différens salaires seront les mêmes ou différeront très peu. Si le salaire d'un travail quelconque éprouve une baisse artificielle, les ouvriers quitteront ce travail pour en rechercher un autre; s'il s'élève outre mesure, on verra s'augmenter le nombre des travailleurs qui le solliciteront, attirés qu'ils seront par un salaire qu'aucun autre travail ne leur offre, et cette plus grande concurrence aura pour effet de ramener l'égalité entre ce salaire et celui que donnent les autres industries. Il faut, pour que cette balance s'établisse, qu'il s'écoule un espace de temps plus ou moins long, à raison des circonstances qui influent sur chaque travail en particulier; mais il n'en est pas moins vrai que l'on trouvera que les salaires des diverses industries sont toujours les mêmes, si l'on prend en considération les diverses remarques que je viens de faire.

Digitized by Google

Des motifs analogues à ceux que je viens d'exposer font que les utilités des capitaux employés dans les industries agricole, manufacturière ou commerciale, eu égard à toutes les circonstances, sont nécessairement les mêmes ou diffèrent peu entre elles. Ainsi donc, tant qu'on ne tient pas compte des divers risques on ne peut pas dire qu'il n'y a pas parité entre les utilités des divers capitaux. Un capitaliste prudent évitera toute entreprise hasardeuse où son capital, en cas de succès, ne lui donnerait pas d'intérêts plus élevés que ceux fournis par toute entreprise sûre. Toutes les fois qu'il y a de grands risques à courir, le capitaliste exige, en sus de ce que tout capital doit fournir, et à raison de ces mêmes risques, une récompense qui y soit proportionnée; il en résulte qu'une différence doit être faite entre le produit total et le produit net. Le produit total varie à raison des risques, de l'importance ou de la facilité des différentes entreprises auxquelles est appliqué le capital, tandis que dans le produit net, il y a identité ou quasi-identité dans tous les cas et dans toutes les entreprises; un fabricant de poudre obtient de son capital un bénéfice aussi élevé que celui qu'il en obtiendrait s'il l'employait dans l'opération ou l'entreprise la plus sûre; il en retire en outre l'intérêt suffisant pour le couvrir des risques aux-

Digitized by Google

quels son capital est exposé dans une entreprise si périlleuse. Si son capital lui donnait un bénéfice plus grand, d'autres capitalistes formeraient bientôt des entreprises du même genre ; un bénéfice moindre, au contraire, l'obligerait à retirer son capital de cette entreprise. Le principe de la concurrence, si vigilant et si actif, ou, ce qui revient au même, l'intérêt individuel s'opposera toujours à ce que les salaires et les bénéfices des différentes classes, tant des travailleurs que des capitalistes, dans les circonstances susdites, restent long-temps plus élevés ou plus faibles que les salaires ou bénéfices des travailleurs employés et de ceux qui consacrent leur capital dans les autres industries. Comme les salaires du travail et les utilités des capitaux tendent constamment à se balancer, ils sont soumis à cette règle commune, sans qu'aucune déviation importante puisse avoir lieu.

On a vu jusqu'à présent que les salaires des travailleurs employés dans les différens genres d'industrie doivent être les mêmes ou à peu de chose près, en tenant compte cependant de toutes les circonstances indiquées. Les salaires du travailleur étant donc soumis à une règle unique, je rechercherai maintenant les principes qui servent à l'établir. Je diviserai, pour plus de clarté, cette matière en trois parties. Dans la

Digitized by Google

première je traiterai *des causes du taux des salaires sur un marché et à une époque donnée;* dans la deuxième je rechercherai *les causes qui influent sur la portion nécessaire des salaires, ou sur la somme d'argent nécessaire pour assurer la subsistance du travailleur et de sa famille;* je m'attacherai, dans la troisième partie, à rechercher *celles qui influent sur la portion de produit que reçoit le travailleur.*

I. DES CAUSES DU TAUX DES SALAIRES SUR UN MARCHÉ ET A UNE ÉPOQUE DONNÉE. La possibilité d'employer ou d'entretenir des travailleurs ne dépend point des avantages de la position du pays, ni de la fertilité du sol, ni de l'étendue du territoire; car, quoique ces circonstances soient fort importantes, cette possibilité dépend seulement de la somme du capital affecté au paiement des salaires.

Quelle que soit la fertilité du sol, avant qu'il soit en rapport, il faut un capital préalable pour nourrir et entretenir les travailleurs qui doivent le cultiver, ainsi que pour se procurer les instrumens nécessaires à sa culture, de même qu'on a besoin, avant qu'une fabrique donne des produits, d'un capital pour la construction des machines, pour l'acquisition des matières manufacturables et pour les articles que consomment les travailleurs.

Digitized by Google

La somme de la subsistance ou du salaire qui revient à chacun des travailleurs dépend de la proportion existant entre la totalité du capital et celle de la population laborieuse. Si la somme du capital augmentait sans que la population s'accrût dans le même rapport, il reviendrait à chaque travailleur une part plus forte du capital, autrement dit, il y aurait augmentation de salaire. Si, au contraire, la population s'accroissait plus que le capital, la part que recevrait le travailleur serait nécessairement moindre; ou, ce qui revient au même, il y aurait diminution dans le prix du salaire. Je suppose, pour rendre la démonstration plus évidente, que le capital affecté au paiement des salaires, évalué en blé, s'élevât à soixante millions de setiers; le nombre des travailleurs étant de deux millions, le salaire de chaque travailleur serait de trente setiers de blé, et ce salaire n'augmenterait qu'autant que l'accroissement du capital serait plus grand que celui des travailleurs, ou bien que les travailleurs diminueraient plus, proportionnellement, que le capital. Tant qu'il y aurait égalité entre le capital et la population, ou tant qu'ils diminueraient l'un et l'autre dans une même proportion, il n'y aurait rien de changé au prix du salaire ni au sort du travailleur; le prix des salaires n'éprouve de changement que lorsque le capital et la popula-

Digitized by Google

tion augmentent ou diminuent dans une proportion inégale. Les salaires augmenteront toutes les fois que le capital se sera accru, et que la population sera restée la même, ou lorsque l'accroissement du capital aura dépassé celui de la population; ils diminueront lorsque le capital seul aura diminué, ou bien lorsqu'il n'aura pas pris le même accroissement que la population.

Le bien-être, et l'aisance de la classe laborieuse dépendent donc de l'abondance et de l'augmentation du capital destiné à procurer de l'emploi aux travailleurs; le seul moyen de répandre parmi eux la plus grande somme de bien-être, est de favoriser l'augmentation du capital ou d'empêcher que la population prenne un accroissement plus rapide que le capital. Toute tentative que l'on ferait pour améliorer le sort de la classe laborieuse, et qui ne serait pas appuyée sur ce principe, serait tout-à-fait inefficace. C'est donc une erreur d'avancer que le prix du travail de l'homme est nécessairement en proportion directe avec le prix du blé. Aux États-Unis, le grain est à meilleur marché qu'en Angleterre et qu'en France, et cependant les salaires y sont plus élevés; la raison en est que le capital, chez cette nation, est, par rapport au nombre des travailleurs, plus considérable qu'en France et en Angleterre.

Digitized by Google

II. DES CAUSES QUI INFLUENT SUR LA PORTION NATURELLE ET NÉCESSAIRE DES SALAIRES. Le coût du travail, de même que celui des autres articles qui se vendent au marché, doit être payé par les acheteurs, car les travailleurs ne pourraient pas exister dès qu'ils ne retireraient pas de leur travail un salaire suffisant à l'achat des articles nécessaires à leur subsistance et à celle de leur famille, tout le temps que celle-ci est hors d'état de subvenir à ses propres besoins. Cette portion étant le taux le plus bas auquel puisse être réduit le salaire, je n'hésite point dès lors à le regarder comme le prix naturel et nécessaire, car un salaire inférieur ne pourrait pas assurer l'existence du travailleur.

La possibilité qu'a tout travailleur de pourvoir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa famille, ne dépend point de la quantité d'argent qu'il reçoit pour salaire, mais bien de la quantité d'alimens et autres objets de première nécessité que cet argent le met à même de se procurer. Il est donc nécessaire de faire une distinction entre les salaires vrais ou naturels du travailleur et les salaires nominaux. Si l'argent conservait la même valeur relativement aux articles qui sont nécessaires à la subsistance du travailleur, les salaires nominaux seraient toujours la mesure exacte des vrais salaires, et les uns et les autres augmenteraient ou di-

Digitized by Google

minueraient simultanément et dans la même proportion; mais la faculté qu'a le numéraire de pouvoir être donné en échange de tout autre article de richesse, est sujette à de continuelles fluctuations, et par cette raison les salaires nominaux s'élèvent souvent en même temps que les vrais salaires baissent; d'autres fois au contraire, les premiers diminuent alors que les derniers augmentent. C'est la subsistance que reçoit le travailleur de celui qui l'emploie, qui doit être le régulateur, car l'argent n'est autre chose que l'équivalent de cette même subsistance; par cette raison, le taux nécessaire et permanent des salaires est déterminé par le prix d'achat des alimens, des vêtemens, par la somme à payer pour le loyer de l'habitation, et pour les autres articles d'une nécessité indispensable. La valeur de tous les articles qui servent à la subsistance du travailleur, est sujette à de continuelles variations, mais comme ceux dont il s'alimente sont les plus considérables et dont le besoin est le plus urgent, et que leur prix, comme on l'a vu aux chapitres II et III de cette seconde partie, augmente toutes les fois que la richesse et la population s'accroissent, il s'ensuit que les salaires naturels des travailleurs baissent dans tout pays qui prospère.

Quoique l'augmentation du prix courant des

Digitized by Google

salaires ait rarement lieu en même temps que celle du prix des articles que consomme le travailleur, ces deux époques ne peuvent jamais être bien éloignées l'une de l'autre, si ce n'est dans le cas rare, où le prix courant des salaires sur le marché surpasse de beaucoup le prix nécessaire à la subsistance du travailleur. Quelque grande que soit l'augmentation du prix des articles que consomment les travailleurs, les salaires de ceux-ci devront nécessairement recevoir aussi une augmentation, qui suffise à leur entretien; car, s'il en était autrement, les travailleurs se verraient privés des moyens indispensables d'existence, et la population éprouverait une mortalité extraordinaire, qui ne serait arrêtée que lorsque les travailleurs gagneraient assez pour pourvoir à leur subsistance et à celle de leur famille.

L'opinion de ceux qui prétendent que le prix d'achat des articles que consomment les travailleurs, n'influe en rien sur le taux de leurs salaires, provient, sans aucun doute, de ce qu'ils confondent la cause du prix courant des salaires, autrement dit, le taux du marché, avec le taux naturel ou nécessaire de ces mêmes salaires. Le taux du marché, peut, pendant quelque temps, se trouver en rapport avec le capital et la population; mais, on ne doit point s'arrêter à ce qui a lieu dans un court espace de temps; on ne doit avoir égard qu'à

Digitized by Google

ce qui a lieu pour un temps de longue durée. Le prix des souliers, par exemple, en quelques occasions dépend de la plus ou moins grande abondance de cet article comparée avec la demande; mais il est évident que si le prix de cet article baissait au point de ne pouvoir plus couvrir les frais de production, cet article ne serait plus produit dans la suite; et ce résultat est le même pour tout autre article, ainsi que pour les travailleurs. Ceux-ci ne voudraient, ni ne pourraient, en eussent-ils la volonté, offrir leurs services, qu'autant que le prix des salaires suffirait à leur existence un temps déterminé. Quel que soit le point d'où l'on parte, on verra que le coût de la production est toujours le principe fondamental auquel il faut revenir de toute nécessité, car ce coût est la mesure du prix naturel et nécessaire des salaires, de même qu'il sert à fixer le prix courant des articles de richesse. Le prix des salaires s'élèvera nécessairement, encore que la demande se ralentisse, si le prix des articles de première nécessité vient à augmenter.

D'après ces principes, il est évident qu'une augmentation dans le prix des matières premières loin d'être profitable au travailleur, ainsi que l'affirme Malthus[1], lui est au contraire très pré-

[1] Dans un opuscule ayant pour titre: *Grounds on the policy of restricting importation of foreign corn.*

Digitized by Google

judiciable si les salaires n'augmentent pas simultanément dans une proportion égale. Si le travailleur reçoit son salaire en argent, l'élévation du prix des alimens et des autres objets de première nécessité ne peut, en général, lui être avantageuse, par la raison qu'il se procure, avec l'argent de son salaire, une quantité d'objets de consommation d'autant moindre que le prix de ces objets est plus élevé. Si le travailleur reçoit le montant de son salaire en articles de consommation, l'augmentation de ces articles pourra lui devenir avantageuse s'il n'est pas marié, ou bien si étant marié, il n'a qu'un très petit nombre d'enfans, car alors il pourra vendre l'excédant des articles qu'il ne consomme pas; mais s'il a un grand nombre d'enfans, cette hausse lui est préjudiciable. Toute augmentation de prix des matières premières cause une diminution dans le prix naturel des salaires qui très rarement est plus élevé que le prix nominal ou courant; or, rien n'est plus préjudiciable au travailleur qu'une diminution dans le prix naturel des salaires, quelque peu de durée qu'elle ait. En outre, toute augmentation de prix des matières premières a pour effet de diminuer le taux des utilités du capital, et par suite de cette diminution d'empêcher l'accumu-

Digitized by Google

lation des capitaux et de rendre plus faible la demande du travail. L'assertion de Malthus, que la cherté des matières premières est avantageuse à la classe laborieuse est donc généralement fausse; elle ne cause tout d'abord au peuple que privations et misère, et bientôt après il n'est pas un seul capitaliste qui n'en ressente les funestes effets.

Il résulte des différentes recherches qu'ont faites quelques auteurs sur les naissances, les mariages et les décès, que dans les années où le prix du blé a été le plus bas, le nombre des naissances et des mariages a été toujours plus grand qu'à l'ordinaire, et le nombre des décès moindre; qu'au contraire dans les années de disette, il y a eu presque toujours une diminution dans le nombre des naissances et des mariages, et une augmentation dans le nombre des décès. Ainsi, toutes les fois que la quantité des alimens augmente, ou que la facilité de se les procurer devient plus grande, la classe laborieuse s'accroît tant par l'augmentation des naissances, que par la diminution de la mortalité; tandis que la cherté des substances alimentaires arrête le progrès de la population, parce qu'alors le chiffre des naissances diminue, et celui des décès augmente. Enfin il en résulte évidemment que toute hausse dans le prix des matières premières a pour effet de

Digitized by Google

rendre le sort des travailleurs beaucoup plus misérable.

Quelques auteurs ont aussi remarqué que les salaires nominaux diminuent plutôt qu'ils n'augmentent dans les années de grande disette. Cette assertion paraît être en contradiction avec les principes qui déterminent le prix naturel et nécessaire des salaires; mais les causes de cette anomalie sont faciles à expliquer. Dans les années de grande disette, lorsque le prix des articles qui servent à l'entretien des classes laborieuses s'élève, le nombre des travailleurs, pourvu qu'ils puissent subsister, augmente quoique les salaires baissent. Alors un grand nombre de femmes et d'enfans, capables déjà de travailler, se voient dans la nécessité d'abandonner leurs demeures pour chercher de l'occupation, ou exécuter des travaux autres que ceux qu'ils avaient coutume de faire, et les ouvriers qui recevaient par pièce un prix déterminé, travaillent plusieurs heures afin d'augmenter la somme de leurs produits, et de pouvoir ainsi acheter la même quantité d'alimens qu'ils se procuraient auparavant. Il est donc incontestable que la cherté des articles d'une consommation générale occasionne la diminution subite des salaires; mais ce serait une grande erreur de croire que cet effet soit durable. La diminution de la quantité d'alimens suffisante,

Digitized by Google

et la plus grande quantité de travail qu'ont à faire les journaliers, dans cette circonstance, doivent nécessairement causer parmi eux une mortalité extraordinaire qui continuera jusqu'à ce que le capital et la population se trouvent dans des rapports tels que les travailleurs puissent recevoir des salaires plus élevés qui suffiront à leurs besoins et à ceux de leur famille.

En affirmant que le taux du marché ne peut demeurer long-temps au-dessous de celui des salaires naturels et nécessaires, ce n'est point dire pour cela qu'il soit fixe et invariable. Si une quantité déterminée de certains articles était absolument nécessaire à la subsistance des travailleurs, cette quantité ne pourrait éprouver de réduction, même momentanée. On n'entend pas seulement par salaires naturels et nécessaires les objets qui sont indispensables à l'existence de l'ouvrier, mais on comprend encore sous cette dénomination ceux dont la coutume du pays rendrait la privation flétrissante. Au reste il serait très difficile de signaler quels sont les articles dont l'usage est indispensable, car cela dépend essentiellement du climat, qui détermine les besoins divers, et qui occasionne une variation très considérable dans le prix naturel et nécessaire des salaires. Les travailleurs à qui, sous un climat froid, sont nécessaires des vêtemens

Digitized by Google

de drap, du feu dans leurs demeures, et des vitres à leurs fenêtres, n'auront point assez pour vivre du prix qui suffira à des travailleurs placés sous une douce température. Humboldt évalue à presque un tiers de moins la différence qui existe entre le prix de la main-d'œuvre dans les parties tempérées du Mexique, et celui payé en France; cette différence sera encore plus grande, relativement aux besoins et aux habitudes des travailleurs qui vivent dans des pays plus froids et plus industrieux que la France.

Il est donc évident que ce prix n'est pas une quantité fixe et invariable; et quoiqu'il soit incontestable que le prix du marché ne peut rester long-temps au-dessous du prix naturel, il n'en est pas moins vrai que le dernier prix baisse ou s'élève en même temps que celui du marché: cela vient de ce que les travailleurs sont en nombre déterminé, qui ne peut augmenter aussitôt que les salaires s'élèvent, ni diminuer quand ils baissent. Ce n'est qu'au bout de beaucoup d'années que l'on peut connaître ce qui a, dans le marché, donné lieu à cet accroissement de population. Les travailleurs, pendant tout ce temps, peuvent disposer d'un plus grand nombre d'articles; ils ont plus de moyens de satisfaire à leurs besoins et à leurs jouissances; ils s'accoutument, à raison de ces plus grands avantages, à mener une

Digitized by Google

vie moins misérable, leurs mœurs s'améliorent, et le prix naturel de leurs salaires s'élève en proportion : en sorte qu'ils regarderaient comme malséant de ne pouvoir satisfaire à plus de besoins qu'ils n'en satisfaisaient auparavant. Lorsque le prix des salaires du marché baisse au fur et à mesure de la diminution des capitaux affectés à leur paiement, ou de l'augmentation excessive de la population, le nombre des travailleurs ne diminue pas aussitôt dans la même proportion, tant qu'ils ne sont pas réduits à ne consommer que les alimens les plus grossiers, et en quantité strictement nécessaire à leur existence.

L'impossibilité qu'il y a de maintenir le nombre des travailleurs et la somme des capitaux qui sert à les payer dans une proportion toujours égale, est ce qui fait varier le prix des salaires, et ce qui donne lieu à l'influence considérable qu'exercent ces variations sur le sort des travailleurs. Si le nombre de ceux-ci augmentait dès que le prix de leurs salaires s'élève, cette augmentation ne leur serait aucunement profitable, par la raison que le plus grand nombre de bras qui se trouveraient en même temps disponibles rendrait cet accroissement momentané, et ferait baisser les salaires. Les travailleurs ne verraient point leur sort s'améliorer, parce qu'ils se trouveraient hors d'état de pouvoir

Digitized by Google

se procurer une plus grande quantité d'objets de consommation. Si le nombre des travailleurs diminuait dès que les salaires baissent, cette diminution rendrait leur condition plus heureuse, parce que les salaires reprendraient aussitôt le taux antérieur du marché. Quand la population n'est pas en rapport avec le capital, il faut beaucoup de temps pour que la manière de vivre des travailleurs s'améliore, car cette amélioration ne peut être l'œuvre d'un jour, ni d'un mois, ni d'une année. Aussi, lorsque la manière de vivre de la classe laborieuse s'améliorera, l'accroissement excessif de la population cessera, parce que cette population sera moins ignorante, et par cette raison, plus à même de reconnaître qu'il est avantageux pour elle que le nombre des mariages soit restreint. Si le nombre des travailleurs ne peut s'accroître dès que les salaires augmentent, ils ne peuvent pas plus diminuer lorsque les salaires diminuent, et par la même raison, la baisse du taux des salaires ne peut que leur être très défavorable. Si cette baisse devient considérable, il ne reste plus à la classe laborieuse qu'à restreindre sa consommation, et il est à craindre qu'elle ne s'habitue à ne faire usage que d'alimens malsains et en quantité très faible ; et ce qui est plus à craindre encore, c'est qu'elle ne se démoralise et ne néglige l'éducation de ses enfans.

Digitized by Google

Dans le cas où les travailleurs s'habitueraient à mener une vie misérable, le taux naturel et nécessaire de leurs salaires se réglerait d'après le coût de la faible quantité d'articles qu'ils consomment, type que suit le prix du salaire que le marché offre au travailleur. Il est très difficile par cette raison, que lorsque la classe laborieuse contracte ces habitudes, elle puisse, même avec le temps, améliorer son sort. L'accroissement du capital naturel donne seul lieu à l'accroissement du prix des salaires, et l'on peut affirmer qu'à moins que la classe des travailleurs s'abstienne de contracter des mariages, afin d'obvier à l'accroissement de la population, elle ne doit point espérer de mener désormais une vie moins misérable qu'auparavant.

S'il est de la plus grande importance que l'industrie prospère, il ne l'est pas moins que les salaires des travailleurs soient élevés le plus possible. Pour que l'industrie fasse des progrès, il faut que la classe des travailleurs soit instruite et appliquée, ce qui n'aura pas lieu tant qu'elle ne recevra qu'un salaire à peine suffisant à sa vie matérielle. L'expérience des siècles et l'histoire des différentes nations du globe, nous démontrent qu'une juste récompense de ses peines peut seule inspirer à l'homme le goût du travail; qu'elle seule l'excite à donner à ce travail

Digitized by Google

plus de perfection, à ses enfans une instruction convenable; qu'enfin la certitude qu'il a de recevoir cette récompense, fait qu'il se soumet volontiers à ce que lui imposent les lois du pays. Les artisans et les journaliers, qui gagnent un salaire convenable, ne sont jamais paresseux ni turbulens; leurs mœurs sont ordinairement douces. Encore qu'il existe quelques exceptions, elles ne peuvent cependant pas détruire cette règle générale : qu'*il est dans la nature de l'homme de chercher à améliorer sa position*. Dès qu'un individu reconnaît que l'industrie lui en offre les moyens, et que c'est par elle que son voisin se procure l'aisance dont il jouit, il s'efforce aussitôt de devenir industrieux lui-même. Mais lorsque cet exemple lui manque et que le travail même ne fait pas cesser sa misère, il tombe alors dans un état d'indifférence, qui n'est plus bientôt que de l'oisiveté.

III. DES CAUSES QUI INFLUENT SUR LES SALAIRES PROPORTIONNELS OU SUR LA PART DE PRODUIT QUE REÇOIT LE TRAVAILLEUR. La hausse et la baisse des salaires dépend de trois causes:

1° De la variation de la valeur de l'argent;

2° De la demande du travail;

3° Du prix des objets auxquels le travailleur emploie son salaire.

La première de ces trois causes est trop connue.

Digitized by Google

pour que je m'attache à la développer; je passe aux deux autres.

L'accumulation des capitaux ou des moyens d'employer le travail, est plus ou moins rapide, en raison de la plus ou moins grande civilisation ; mais, dans tous les cas , elle dépend des facultés productives du travail, qui sont généralement plus grandes, quand il y a beaucoup de terres fertiles. Dans ces circonstances, l'accumulation du capital peut être si rapide qu'il n'y ait pas un nombre suffisant de travailleurs, et alors les salaires augmentent nécessairement, parce que les capitalistes qui recherchent des travailleurs, sont plus nombreux que les journaliers qui demandent du travail.

Dans les pays nouvellement peuplés, où s'introduisent les arts, les connaissances des sociétés les plus avancées, et une grande somme de richesses, le capital peut d'abord augmenter plus rapidement que la population; et, si des travailleurs n'y affluaient pas des pays plus peuplés, les salaires seraient alors très élevés. Cependant, une augmentation de capital, plus grande que celle de la population, qui, d'ailleurs, arrive très rarement, ne peut être permanente, ni de longue durée; car, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre V de la première partie, le capital aug-

Digitized by Google

mente d'autant plus difficilement que la population s'accroît davantage.

Quand la civilisation ou la société fait des progrès; quand sa richesse et sa population augmentent, ses salaires baissent, parce qu'alors le nombre des travailleurs augmente dans la même proportion qu'auparavant, au lieu que les matières premières, qui sont les articles de richesse dont la consommation est la plus considérable dans toute société, augmentent dans une proportion chaque fois moindre, parce que, plus la population augmente, plus est grand le travail qu'exige la production de ces matières, par la nécessité où l'on est de recourir à la culture des terres moins fertiles. Si les salaires nominaux du travail baissent, et que le prix des articles que les travailleurs doivent se procurer, augmente, ceux-ci en éprouvent un double inconvénient; ils recevront une moindre somme d'argent, et cette somme représentera une moindre quantité d'articles nécessaires à leur subsistance. Il arrive cependant que les salaires nominaux augmentent; mais, comme l'argent perd proportionnellement de sa valeur, le sort des travailleurs est alors plus misérable que lorsqu'ils gagnaient un salaire nominal moindre. Je suppose, par exemple, qu'un artisan reçoive annuellement, pour son salaire, cinq cents francs; qu'il

Digitized by Google

les emploie à acheter la quantité de pain, viande, huiles, légumes, chaussures et vêtemens que lui et sa famille consomment, et que ces articles aient enchéri de trente pour cent : quoique ses salaires aient augmenté de dix pour cent, il s'en procurera deux dixièmes de moins que la quantité qu'il consommait auparavant. L'argent que reçoit le travailleur n'est pour lui que le signe représentatif des objets nécessaires à sa subsistance ; s'il les achète en quantité suffisante, au moyen du salaire nominal qu'il reçoit, pour pouvoir vivre à l'aise, quoique ce salaire paraisse faible, le salaire vrai est élevé ; et au contraire il est faible, si, quoique la somme d'argent qu'il reçoit soit forte, elle ne lui suffit pas à acheter les objets de sa consommation et de celle de sa famille, ou s'il est obligé de donner au travail quelques unes des heures ordinairement consacrées au repos.

Quelques auteurs considérant que l'élévation de la rente améliore toujours le sort du propriétaire foncier, en concluent, par analogie, que la hausse des salaires nominaux indique que le sort de l'artisan est amélioré : ceci est une erreur dangereuse. Le propriétaire de la terre, par l'effet de la hausse de la rente, ne reçoit pas seulement une plus grande quantité de blé, mais il reçoit encore pour chaque setier qu'il vend, un prix plus élevé que celui qu'il recevait auparavant.

Digitized by Google

Mais, quoique le travailleur, par suite de la hausse des salaires, reçoive une plus forte somme d'argent, il ne jouit point d'autant de bien-être qu'auparavant, en ce que l'augmentation de ses salaires nominaux n'est point suffisante pour balancer à la cherté des articles nécessaires à son entretien, qu'il achetait autrefois. On voit d'après ce que je viens de dire que ce n'est point par les salaires nominaux des travailleurs qu'on peut juger de l'aisance de cette classe; et que les salaires naturels peuvent seuls servir de règle pour parvenir à savoir au juste quel est le sort des travailleurs.

Quand le travail de l'artisan intelligent et laborieux ne le met pas à même de mener une vie commode, son existence est un combat continuel entre la misère et les tentations du crime. La richesse que cet infortuné acquiert pour la société, à force de sacrifices, est bien plutôt une calamité qu'un bienfait pour le pays. Partout les lois favorisent le propriétaire et le capitaliste; il n'en est pas qui aient pour objet le bien-être de la classe des travailleurs, qui, en définitif, est celle qui contribue le plus essentiellement à la production de la richesse. Il conviendrait que le législateur, dans le cas où il voudrait régler les intérêts de ces trois classes, qui sont celles qui ont le plus d'importance dans la

Digitized by Google

société car elles seules ont une influence directe sur la production de la richesse ; il conviendrait, dis-je, que le législateur s'occupât en premier lieu de la classe des travailleurs, qui est la plus nombreuse, la plus nécessiteuse, celle à qui l'ordre social offre le moins d'avantages, et qui, par là, est souvent victime des deux autres, par l'influence puissante de la richesse, de la force morale et des lumières. Le législateur devrait surtout ne pas oublier que toute contribution ou loi restrictive qui a pour effet d'augmenter la valeur des objets de consommation générale, diminue plus ou moins le taux des salaires. L'artisan est astreint, pour vivre, à un travail continuel; de là pour lui la nécessité de se soumettre aux conditions, quelque dures qu'elles soient, que lui imposent les deux autres classes ; mais il peut s'écouler un long espace de temps sans que le propriétaire et le capitaliste emploient le travailleur, si les propositions de celui-ci ne leur conviennent pas. L'inégalité extrême qui existe dans la répartition primitive du produit annuel de la société est l'origine de tous les maux qui accablent les pays civilisés, et ce qui justifie jusqu'à un certain point les assertions des auteurs qui prétendent que les lois protectrices du droit de propriété favorisent exclusivement la classe des riches. D'autre part, on doit se convaincre

Digitized by Google

que le seul moyen de concilier les intérêts tant du capitaliste que du propriétaire et du consommateur, qui forment la totalité des membres de la société est de faire en sorte que les salaires ou taux du travail soient toujours élevés. Les nations ne s'enrichissent qu'autant que les travailleurs sont actifs, intelligens et industrieux, ce qui ne peut avoir lieu si les salaires ne mettent point le journalier à même de vivre dans l'abondance; d'un autre côté, la rente du propriétaire et les intérêts du capital ne sont élevés que lorsque l'industrie prospère. C'est étouffer tout genre de richesse, et condamner à la misère et aux maux qu'elle enfante la classe la plus nombreuse et la plus utile, que de créer une opulence artificielle, aux dépens de la classe laborieuse. Le travailleur n'a d'autre revenu que son salaire, et ce salaire doit suffire à sa subsistance et à celle de sa famille, non seulement pendant les jours de son travail, mais encore pendant ceux consacrés au culte de la religion qu'il professe, et même tout le temps de sa vieillesse. Le travail dont le salaire ne fournit pas à ces besoins, loin de contribuer à la prospérité du pays, ne fera qu'augmenter le nombre d'une population misérable, inquiète, ennemie du système existant, et redoutable aux autres classes.

J'ai recherché dans ce chapitre quelle part du

Digitized by Google

produit de l'industrie doit être attribuée au travailleur, je traiterai dans le suivant des rapports du travail de l'esclave à celui de l'ouvrier libre, et ce sujet me fournira de nouvelles preuves pour démontrer combien il importe au propriétaire et au capitaliste que le travailleur ne soit pas privé de la juste récompense de son travail.

Digitized by Google

CHAPITRE VII.

Le travail de l'esclave revient-il à meilleur marché que celui du travailleur libre?

Quelques auteurs, admettant comme une vérité que l'entretien de l'esclave coûte moins que celui de l'ouvrier libre, en concluent que le prix du travail du premier est moins élevé que celui du second. Alors même que cette donnée fût exacte, elle serait insuffisante, et la conséquence serait fausse. Il faut en outre, pour pouvoir établir ce calcul, connaître au juste les quantités produites par le travail de ces deux espèces de travailleurs; car si l'artisan qui fait par jour trois chapeaux reçoit trois francs pour le prix de sa journée, et si un autre ouvrier qui n'en fait qu'un seul reçoit deux francs également par jour, il est incontestable que le travail de celui-ci est plus cher que le travail du premier, quoique le salaire, qui représente son entretien, soit plus bas.

A la honte de l'humanité, l'esclavage n'a pas toujours été le résultat de la guerre entre des peuples qui n'avaient aucune idée du droit des

Digitized by Google

gens, et qui disposaient de leurs prisonniers suivant qu'ils étaient transportés par leur férocité ou le désir de satisfaire leur vengeance. Une cupidité honteuse contribua aussi à propager l'esclavage, à tel point qu'au moyen-âge cette condition formait la base principale du système social de toute l'Europe. Durant cette longue période, le pauvre n'avait d'autre ressource pour exister que de se faire esclave, et la classe privilégiée saisissait avidement cette occasion pour accroître son opulence. En sorte que chez les peuples même où il n'est plus permis de faire esclaves les prisonniers de guerre, on y conserve encore l'esclavage inventé par des calculs de pur intérêt. Dans ces pays les lois ne considèrent l'esclave que comme une machine et une propriété du maître, que celui-ci peut employer de deux manières; ou à des services improductifs, ou à la production de la richesse; c'est-à-dire comme fonds de consommation immédiate, ou comme capital. Employé de la première manière, le prix des services de l'esclave est plus élevé que celui des services de l'homme libre; car rien n'est plus ordinaire, dans les pays où est établie l'odieuse coutume de l'esclavage, que de voir chez les propriétaires d'esclaves une multitude de serviteurs qu'on ne rencontre jamais en aussi grand nombre chez des personnes tout aussi riches et qui

Digitized by Google

n'emploient que des hommes libres. Le service que deux domestiques libres pourraient facilement exécuter occupera souvent plus de douze esclaves; aussi, résulte-t-il de ces frais énormes que les services improductifs de l'esclave coûtent plus que ceux des serviteurs libres. Le luxe des esclaves fut poussé si loin en Grèce, et surtout à Rome, qu'au rapport d'Athénée il y avait des chevaliers romains qui possédaient vingt mille esclaves, non pour les faire travailler à la terre ou exécuter certaines branches d'industrie, mais par pure ostentation, et pour faire parade de leurs richesses et de leur puissance[1]. De tout temps en Asie, et en Europe, pendant la féodalité, il y a eu des esclaves domestiques comme on en voit encore aujourd'hui en Russie, dont l'unique emploi consistait, pour les uns, à satisfaire les besoins du maître; pour les autres, à le divertir, ou simplement à servir d'ornement dans ses fêtes

---

[1] *Ad hæc reponens Laurensius ait: at Romanorum quilibet, ut tu ipse satis nosti, optime Masari, infinitam servorum alit multitudinem. Sunt enim multi admodùm, qui decem millia, atque etiam viginti, quin et majorem numerum possideant; et quidem non redituum causâ, ut ille Græcorum divitissimus Nicias; sed plerique Romanorum, cùm foras exeunt, maximum servorum numerum comites habent.* (ATHENEUS *Deinosophistarum*, lib. VI, cap. 104.)

Digitized by Google

d'apparat. Storch nous dit qu'aujourd'hui même plusieurs grands seigneurs russes entretiennent des esclaves qui jouent la comédie dans leurs palais, y font de la musique, ou des bouffonneries. Des dépenses aussi extravagantes n'ont jamais lieu dans les pays où l'on n'emploie comme domestiques que des hommes libres.

Lorsque le propriétaire emploie l'esclave comme capital pour en obtenir une rente, il peut y parvenir de trois manières : en l'occupant à un travail industriel exécuté pour son propre compte; en le louant à un capitaliste qui fasse quelque entreprise manufacturière ou agricole, et en recevant de lui un gain quotidien, les frais de l'entretien prélevés; ou bien en exigeant de son esclave un tribut, en retour de la liberté qu'il lui accorde de travailler pour le compte d'autrui ou pour le sien propre.

Les frais de l'entretien, c'est-à-dire, le coût du travail de l'esclave, sont les mêmes, soit que le propriétaire l'emploie, soit qu'il le loue; la seule différence est que, dans le premier cas, c'est le propriétaire qui fait l'avance de ces frais, et que dans le second, c'est celui qui prend l'esclave à loyer qui les avance. Il en résulte que le prix de loyer nécessaire de l'esclave équivaut à celui du salaire de l'ouvrier libre; et par consé-

Digitized by Google

quent, pour établir un rapport entre l'un et l'autre, et parvenir à connaître laquelle des deux espèces de travaux coûte le plus, il faut rechercher de quoi se compose le loyer nécessaire à l'esclave d'une part, et de l'autre le salaire nécessaire à l'ouvrier libre.

Le prix que le propriétaire doit exiger pour le loyer nécessaire de l'esclave, s'il veut éviter des pertes, se règlera d'après les cinq évaluations suivantes :

1° D'après l'intérêt du capital que lui ont coûté l'esclave, et l'instruction qu'il lui a donnée pour améliorer ses facultés productives, c'est-à-dire, pour lui faire apprendre un métier, et le mettre en état de travailler à une industrie quelconque;

2° D'après le remboursement de ce capital dans un intervalle de temps fixé d'après la probabilité de la durée de la vie de l'esclave, ordinairement plus courte que celle de l'ouvrier libre, à raison de ses plus grandes fatigues;

3° D'après les frais de son entretien;

4° D'après le remboursement, avec intérêt, de la somme affectée à l'assurance de la vie de l'esclave, s'il y en a eu;

5° D'après les frais d'administration qu'exigent l'entretien de l'esclave, et la surveillance de ses travaux, administration qui réclame plus de soins que celle de toute autre espèce de pro-

Digitized by Google

priété, et qui par cette raison doit être plus dispendieuse.

Les élémens qui constituent le salaire nécessaire de l'ouvrier libre, sont les frais de son propre entretien et de celui de sa famille.

Ces frais servant donc à établir le prix du travail de l'ouvrier esclave et de celui de l'ouvrier libre, et d'après des calculs très exacts, le capital employé à acheter et à instruire l'esclave, équivalant aux frais d'entretien de la famille de l'ouvrier libre, il est évident qu'en supposant que le travail de ces deux ouvriers produise les mêmes résultats, le prix du travail de l'esclave ne pourra être plus bas que celui du travail de l'ouvrier libre, à moins que l'entretien du premier soit moins coûteux que l'entretien individuel de l'ouvrier libre. Si même nous ne nous occupons que de rechercher le coût de l'entretien individuel de ces deux classes d'ouvriers, nous ne pourrons nous empêcher de reconnaître que c'est l'entretien de l'esclave qui est le plus coûteux. Les besoins matériels de l'esclave et de l'homme libre sont identiques; mais encore que les vêtemens et la nourriture de l'esclave soient plus grossiers que ceux de l'homme libre, son entretien doit être cependant plus coûteux, parce qu'il exige l'intervention d'un intendant ou d'un commis, le plus ordinairement négligent et infidèle,

Digitized by Google

tandis que l'ouvrier libre préside généralement seul à son entretien. L'esclave opprimé et mécontent n'a aucun intérêt à ce que son entretien soit peu coûteux; il est intéressé au contraire à faire éprouver à son maître tous les inconvéniens qui doivent résulter pour lui de ce genre de travail; aussi consomme-t-il plus que l'ouvrier libre, quoiqu'il ne soit pas mieux nourri que lui; il vole, il détruit et n'apporte aucune économie dans les frais de son entretien. L'ouvrier libre, au contraire, est intéressé à mener une vie frugale, et à éviter tous frais inutiles, parce que de cette économie, il en résulte une plus grande somme de bien-être pour sa famille. Il est donc évident que le taux nécessaire de l'entretien de l'ouvrier esclave est plus élevé que celui du salaire de l'ouvrier libre.

Une nouvelle preuve qui vient encore à l'appui de cette vérité, c'est que le taux courant des salaires des ouvriers esclaves n'est nulle part plus bas que le taux courant du salaire des ouvriers libres. Storch, qui a traité cette matière avec le plus grand soin, et qui y a apporté le plus de connaissances pratiques, assure que les esclaves loués à Saint-Pétersbourg, comme ouvriers ou domestiques, nonobstant leur grand nombre se contentent plus difficilement que les ouvriers libres du prix courant de la journée, et que

Digitized by Google

dans l'intérieur de la Russie, à l'exception des chefs-lieux de province, le prix de loyer des esclaves est plus élevé que celui de la journée des ouvriers libres. A la Havane, où quelques familles seulement n'ont pas, comme en Russie, le privilège d'avoir des esclaves, et où par conséquent ceux qui les louent n'exercent point de monopole, le loyer d'un ouvrier esclave, pour un jour, est égal au prix de la journée d'un ouvrier libre; s'il y a quelque différence, elle ne provient que de la plus ou moins grande habileté de l'ouvrier, sans que sa qualité d'esclave ou d'homme libre y influe en rien. On voit donc combien est faux le calcul de Say, qui évalue à sept ou huit mille réaux (près de deux mille francs) par an le salaire de l'ouvrier libre aux Antilles, et l'entretien annuel de l'esclave, y compris l'intérêt du capital employé à son achat et à son instruction à deux mille réaux seulement (cinq cents francs).

Nous nous sommes occupés jusqu'ici du prix du travail de l'ouvrier esclave comparé à celui du travail de l'ouvrier libre, en ce qui concerne seulement les frais d'entretien de l'un et de l'autre; et le résultat de cette comparaison nous prouve que les frais du premier ne sont pas moins coûteux. Mais, pour bien résoudre cette question il

Digitized by Google

nous reste encore à rechercher quelles sont la quantité et la qualité des produits de leur travail dans un temps déterminé. Sans cet examen, nous ne pourrions pas encore nous flatter d'avoir combattu victorieusement la funeste erreur, beaucoup trop accréditée, que le travail de l'esclave est moins cher que celui de l'homme libre.

Des hommes opprimés, châtiés, abrutis, et qui sont privés de la récompense due à leur activité et à leur industrie, loin de chercher à ce que le produit de leur travail satisfasse la cupidité de leurs oppresseurs, éprouvent toujours une joie intérieure en voyant déçues les espérances de fortune qu'avaient fondées leurs maîtres sur leur travail. Il est même probable qu'ils trouveront le moyen d'exécuter leur dessein, sans s'exposer au châtiment qui seul les arrête. L'industrie, pour le plus grand bien de l'humanité, ne prospère que lorsque la classe laborieuse est assurée de recueillir les fruits de son travail. L'esclave, avili, sans espoir d'améliorer son sort, et forcé de travailler pour le compte d'autrui, n'est excité par aucun des motifs qui rendent l'homme actif, intelligent, industrieux. L'ouvrier libre regarde comme une honte de passer pour négligent ou incapable; s'il se distingue par son activité et son adresse, il peut compter d'obtenir la préférence pour les travaux les plus lucratifs; cette

Digitized by Google

espérance est déjà pour lui une rémunération anticipée de ses peines ; mais rien de cela n'agit sur l'esclave; car, dégradé et contraint par de mauvais traitemens à un travail dont il ne retire point de fruit, tout sentiment de délicatesse lui est étranger. Il se fait un mérite, auprès de ses compagnons, de la haine qu'il voue à leur oppresseur commun, et de la répugnance qu'il apporte à l'exécution d'un travail qui ne sert qu'à enrichir l'homme qui le rend malheureux. Tout le temps qu'il peut soustraire à ce travail, est un bénéfice positif pour lui, par la raison qu'il a fait éprouver de la perte à celui qu'il regarde comme son ennemi. L'ouvrier libre, au contraire, est excité par l'attrait du bénéfice; il craint, en négligeant son travail, de perdre sa réputation, et de se trouver réduit, lui et sa famille, à la mendicité. L'esclave qui compte toujours sur la misérable pitance que le maître lui fournit exactement, intéressé qu'il est à sa conservation, ne perd rien à ce que son travail soit improductif; le soin de sa réputation le touche fort peu, puisqu'elle ne lui offre aucun avantage. La crainte du châtiment peut seule le forcer à travailler; mais plus ces châtimens redoublent, plus son insensibilité s'accroît. Quelle que soit l'influence qu'on attribue à la crainte du châtiment sur la conduite de l'esclave, elle n'aura jamais sur lui qu'un effet néga-

Digitized by Google

tif; elle l'empêchera bien de faire ce qu'on lui défend, mais elle ne lui inspirera pas le goût du travail. Il doit y être tout autrement excité; il faudrait lui accorder la faculté de jouir du fruit de ses peines, et de la liberté que la cupidité et l'inhumanité lui ont ravie: le châtiment, loin de rendre le travailleur vigoureux, actif, adroit, le rendra craintif, paresseux, stupide. L'expérience démontre que la satisfaction et le bien-être augmentent les forces du travailleur, et qu'ils lui rendent le travail plus facile. Aussi l'homme libre a-t-il sur l'esclave une grande supériorité, à égalité de force et d'intelligence, en leur supposant même une propension égale pour le travail. Toutes ces raisons nous prouvent, et l'expérience des siècles nous démontre que le travail de l'esclave ne saurait être comparé à celui de l'homme libre pour la quantité des produits. Si, sous ce rapport, le travail de l'esclave est de beaucoup inférieur à celui de l'homme libre, sous le rapport de la qualité, la différence est encore bien plus remarquable. L'esclave, avili, abruti, traité plus durement qu'une bête de somme, dans l'état de souffrance physique et morale où il vit, devient tout-à-fait incapable de méditer, d'inventer et de perfectionner. Sa position est si affreuse qu'il ne songe même pas au lendemain, tant il éprouve de dégoût et d'amer-

Digitized by Google

mertume. L'esclavage et la division du travail sont entièrement opposés l'un à l'autre; sans division de travail les échanges ne peuvent prendre d'extension, les instrumens et les machines qu'emploie l'industrie ne reçoivent point d'améliorations, et il n'y a point à espérer de perfectionnement pour les produits de l'industrie. C'est le travail qui se fait sans coërcition qui est toujours le mieux exécuté.

Ce que je viens de dire relativement à la qualité et à la quantité du produit du travail de l'esclave, est confirmé par l'histoire de tous les temps, sans qu'un seul cas d'exception puisse être signalé. L'agriculture fut florissante en Italie et fournit d'abondantes récoltes, tant que les Romains cultivèrent eux-mêmes les terres; mais, dès que la république romaine prit de l'extension, et que l'agriculture fut confiée aux esclaves, elle tomba dans un tel état de décadence qu'on fut obligé de tirer la plus grande partie du blé que consommaient ses habitans des pays conquis, principalement de la Sicile, de l'Espagne, et de l'Egypte. « Quelle fut la cause de si abon-« dantes récoltes? demande Pline, en parlant des « premiers temps de la république; c'est, ré-« pond-il, parce qu'alors les hommes consulai-« res ne rougissaient pas de devenir cultivateurs, « et qu'aujourd'hui la terre est cultivée par des

Digitized by Google

« misérables chargés de chaînes, dont le front est « stigmatisé de la marque flétrissante de l'esclavage. L'homme libre travaille non seulement « avec plus de goût, mais il donne à son travail « plus de perfection [1]. » Varron et Columelle, les plus grands agronomes de l'antiquité, dont on ne peut regarder le témoignage comme contraire aux propriétaires d'esclaves, puisqu'eux-mêmes en avaient un grand nombre, Varron et Columelle affirment que le travail de l'homme libre est bien préférable à celui de l'esclave. Ces deux auteurs font une peinture si naturelle de la paresse et de la mauvaise foi de l'esclave, et démontrent si clairement combien peu productif est le travail qu'il fait, que ce qu'ils en disent doit suffire pour nous convaincre qu'il n'y a point de travail plus coûteux, parce qu'il n'y en a pas de moins productif, et où l'intelligence ait une aussi moindre part.

Tant que dura le régime féodal, époque à laquelle il n'y avait d'autre travail que celui exécuté par les esclaves, le commerce avait peu

---

[1] *Quænam ergo tantæ ubertatis causa erat? Ipsorum tunc manibus colebantur agri; at nunc eadem vincti pedes, damnatæ manus, inscripti vultus exercent. Honestis manibus omnia lætius proveniunt, quoniam et curiosius fiunt.* (PLINE, *Hist. nat.*, lib. XVIII, cap. 3.)

Digitized by Google

d'extension. Les fabriques étaient en très petit nombre, encore ne produisaient-elles que des marchandises grossières, et les procédés agricoles étaient très imparfaits. L'époque de l'abolition du système féodal fut aussi celle où l'Europe moderne fit les premiers pas dans les arts, dans la civilisation, dans le commerce et les fabriques. « Le laboureur, dit Robertson, disposant dès « lors de sa propre industrie, et assuré de recueil- « lir les fruits de son travail, devint le fermier « des terres qu'il était forcé auparavant de culti- « ver pour le compte d'autrui. Les noms odieux « de maître et d'esclave furent abolis, et la liberté « du travail ouvrit une nouvelle carrière à l'in- « dustrie, en offrant aux peuples affranchis de « nouveaux moyens de l'exercer, car l'espoir « seul d'accroître sa fortune fut un mobile très « puissant pour exciter leur ardeur, et déve- « lopper leur intelligence. »

Dans le moyen-âge, dit Storch, l'agriculture était si peu florissante que le même espace de terre, chez les peuples qui abolirent un système si funeste, donne aujourd'hui trois ou quatre fois plus de produits qu'on n'en obtenait alors. Cet auteur assure que quelques propriétaires russes, polonais et danois, triplèrent en peu d'années leurs rentes, par le fait seul de la liberté qu'ils accordèrent à leurs serfs. Il conclut en affirmant

Digitized by Google

que l'esclavage en Russie est le plus grand obstacle à l'accroissement des richesses.

Je pense qu'il est de la plus grande importance de généraliser l'application des vérités que je viens d'établir. Tant qu'on ne se sera pas convaincu que le travail de l'esclave est plus coûteux que celui de l'ouvrier libre, on ne parviendra que difficilement, quelles que soient les lois qui y interviennent, à anéantir l'odieux système de l'esclavage, œuvre de la stupide avarice, aussi funeste à l'humanité, qu'incompatible avec les lumières du siècle.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII.

De la quotité des utilités du capital.

Après avoir démontré que tout le produit annuel d'une nation se compose de trois parties : la rente de la propriété territoriale, les salaires du travail et les utilités du capital; et après avoir indiqué quelle est la quotité de la rente et celle des salaires, il sera facile de connaître celle qui revient au capitaliste; car il est incontestable que ce qui reste après le paiement des deux premières constitue les profits du capital.

Nous avons vu, en traitant de la rente de la terre, qu'elle n'a aucun rapport avec les frais de la production, et que, lors même que le propriétaire de la terre céderait sa rente au fermier, cette cession ne contribuerait nullement à l'accroissement de l'industrie, et ne diminuerait en rien le prix des matières premières. Soit que les produits agricoles appartiennent en totalité à celui qui cultive la terre, ou qu'ils soient répartis entre le cultivateur et le propriétaire, il n'en résulte

Digitized by Google

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF

pour la richesse nationale aucune augmentation, ni pour les frais de production aucune diminution La part qui revient au propriétaire est éventuelle. Je suppose que toutes les terres mises en culture fussent de même qualité; que leur produit fût le même, à égalité de capitaux et de travail, et qu'un seul arpent fût plus fertile que le reste; tout ce que produiraient les autres arpens serait considéré comme la récompense du capital et du travail employés à leur culture. Les trois ou cinq huitièmes, par exemple, que produirait en plus l'arpent de la terre la plus fertile, ne seraient point considérés comme étant un effet du capital et du travail, mais bien comme un produit accidentel de la qualité inhérente à la terre de cet arpent. Ce qui est exact, dans cette supposition, l'est également dans tous les cas. Dès que le bénéfice du capital agricole, employé dans des terres dont la culture a lieu sans interruption, diminue, les autres capitalistes doivent se contenter des bénéfices que cette diminution leur laisse, et cela par les motifs que j'ai exposés dans les chapitres II et III de cette seconde partie; ce bénéfice, ainsi diminué, devient la règle nécessaire des salaires du travail et des bénéfices du capital employé à la culture des terres les plus fertiles.

Digitized by Google

Ainsi donc, sans nous occuper de la rente, il est évident que le produit que donne toute industrie doit être réparti entre les travailleurs et les capitalistes. Lorsqu'un produit doit être partagé entièrement entre deux individus, ce qui règle la part de l'un doit nécessairement régler celle de l'autre, par la raison que tout ce que l'un reçoit en plus, l'autre le reçoit en moins, et que ce qui augmente la part de l'un diminue celle de l'autre. On peut donc affirmer indifféremment ou que les salaires du travail servent à régler les bénéfices du capital, ou que ceux-ci servent à établir le taux des salaires ; en conséquence, les uns ou les autres peuvent être pris pour régulateurs. Cependant, comme les parts à répartir entre le capitaliste et le travailleur dépendent des rapports qui existent entre le capital et la population, qui a un accroissement plus rapide que le capital, et que, par cette raison, la proportion entre les deux parts doit en général être déterminée par l'augmentation ou la diminution qu'a éprouvée la population, je prendrai pour régulateurs les salaires.

Les bénéfices du capital devant provenir de son produit même et de celui du travail, ces bénéfices augmentent nécessairement quand les salaires baissent; et, par la raison inverse, ils baissent

Digitized by Google

quand ces derniers augmentent. Toutes les fois qu'il est question de produit à répartir entre le capitaliste et le travailleur, on ne doit entendre par là que le produit net qui reste après que le capital consommé a été remplacé. Le prix de quelque marchandise que ce soit se forme : 1° de la valeur du capital représenté par les matières premières, par les édifices, les instrumens et les animaux employés au travail; 2° de la valeur relative du profit ordinaire du capital engagé; 3° de la valeur relative des salaires du travail. La somme qui constitue le capital n'a aucun rapport avec les profits du capital, ni avec les salaires du travail. Si un capital de soixante piastres a été employé à la production d'une marchandise dont le prix de vente est de cent piastres, ce qui reste à répartir entre le capitaliste et le travailleur, à l'un comme bénéfice, à l'autre à titre de salaires, c'est quarante piastres. Comme la division de cette somme constitue les quotités respectives du travailleur et du capitaliste, ces parts varieront en sens inverse; l'une diminuera en proportion de ce que l'autre aura augmenté.

Quoique le capitaliste reçoive en même temps la part correspondante au capital consommé dans la production, ainsi que celle qui constitue ses profits, ces deux parts sont tout-à-fait distinctes. Le bénéfice consiste dans la plus grande valeur

Digitized by Google

dise par l'échange d'une autre, ni pour énoncer le prix qu'on donnerait pour telle marchandise, mais bien pour exprimer ce qu'elle a coûté à être produite. Si l'on s'en sert pour signifier sa valeur d'échange, ce sera alors comme si l'on disait que l'élévation et la diminution des salaires et des bénéfices représente une quantité plus ou moins grande d'autres articles. Lorsqu'on dit que le travailleur reçoit pour son salaire une plus grande quantité d'objets propres à sa consommation, ou qu'il reçoit, en échange de son travail, une plus grande valeur, on exprime par là une seule idée, mais qui est rendue d'une manière différente. Dans ce sens on ne peut pas affirmer que les bénéfices du capital augmentent quand les salaires diminuent, ou que ces bénéfices baissent quand ces salaires augmentent; car, quelle que soit la variation qui survienne dans la quantité des articles produits, les salaires du travailleur et les bénéfices du capitaliste augmenteront ou baisseront dans une proportion égale, ou les uns baisseront ou augmenteront, tandis que les autres resteront invariables.

Pour mieux faire connaître les lois qui règlent la quotité des utilités du capital, nous examinerons ce qui arrive dans une entreprise agricole. Personne n'emploiera de fonds dans une industrie de ce genre, s'il n'entrevoit point la proba-

Digitized by Google

bilité d'en tirer un bénéfice aussi grand que celui que lui donnerait toute autre entreprise également sûre. Il est évident que si l'agriculture offrait des bénéfices plus considérables que les autres industries, les capitaux employés ailleurs y seraient bientôt consacrés. Il en résulte que la récompense ou le bénéfice du capital qu'emploie l'industrie agricole doit être le même que celui que fournît toute autre entreprise; car là où il n'existe point de monopole, l'intérêt personnel cherche à niveler les bénéfices des capitaux employés dans les diverses branches d'industrie. Je prendrai donc comme type ou règle des bénéfices des autres capitaux, les bénéfices d'un capital employé dans l'agriculture. Je supposerai qu'un propriétaire de terres emploie dix mille piastres à leur culture; que cinq mille ou leur équivalent servent à l'achat des semences, à celui des bœufs, mules ou chevaux propres au labour, et des outils et instrumens nécessaires, et que les cinq mille autres soient absorbés par les salaires. Je suppose encore que les produits de cette entreprise soient de douze mille doubles décalitres de blé, ou de douze mille piastres, montant du prix des fruits vendus au marché, sans autres frais que ceux déjà compris dans les cinq mille piastres absorbées par les salaires; et que de ces douze mille piastres, dix mille soient destinées à

Digitized by Google

remplacer le capital consommé, et mille au paiement des contributions; et qu'il y ait pour bénéfice net, mille autres piastres, qui sont un dixième du capital employé. Il est évident que, dans ce cas qui renferme ce qui peut avoir lieu pour tous les capitalistes, la quotité des bénéfices ne peut s'accroître que d'une de ces trois manières : 1° par la baisse des salaires; 2° par une diminution des contributions; 3° par une augmentation des produits de l'industrie.

Quant à la baisse des salaires, s'ils ne s'élèvent qu'à quatre mille piastres au lieu de cinq, en admettant que les contributions et les produits soient les mêmes qu'auparavant, les bénéfices s'élèveront, de la somme de mille piastres, à laquelle ils se montaient auparavant, à celle de deux mille, ou de dix pour cent du capital employé à vingt pour cent.

Quant à la diminution des contributions du capitaliste, si elles sont réduites à cinq cents piastres, en supposant que les salaires soient toujours de cinq mille piastres, et que les produits se composent aussi des douze mille doubles décalitres de blé, les bénéfices seront de quinze cents piastres au lieu de mille, somme à laquelle ils se montaient auparavant, ou, ce qui revient au même, son capital lui donnera quinze au lieu de dix pour cent.

Digitized by Google

Quant à l'augmentation des produits de l'industrie, si, par l'adoption d'un meilleur système d'agriculture, les produits sont de treize mille doubles décalitres de blé, ou le montant de treize mille piastres au lieu de douze mille, en supposant que les salaires soient toujours de cinq mille piastres, et les contributions de mille, les produits étant ainsi augmentés, les utilités seront de deux mille piastres au lieu de mille; ou, ce qui revient au même, le capital produira vingt pour cent, au lieu de dix pour cent qu'il rapportait auparavant. Dans ce dernier cas, où les bénéfices se seraient élevés par suite du plus grand produit de l'industrie, quoique les salaires donnent une quantité moindre, en proportion des bénéfices, que celle à laquelle ils s'élevaient dans le produit total, la quantité moindre sera l'effet et non la cause de l'élévation des salaires. Dans ce cas, qui se présente souvent, il est certain que la baisse des salaires a été produite par l'élévation des bénéfices, tandis qu'il n'est pas certain que l'élévation de ces bénéfices ait occasionné la baisse des salaires. La cause de l'élévation des bénéfices n'a aucun rapport avec les salaires, elle leur est au contraire absolument étrangère, car ceux-ci sont réellement les mêmes qu'auparavant.

L'augmentation des profits, dans ce cas, prove-

Digitized by Google

nant de l'accroissement du produit de l'industrie, il est évident que la valeur réelle de ces treize mille doubles décalitres n'excédera point celle des douze mille obtenus auparavant au moyen d'un même travail et d'un même capital. Cependant les bénéfices, dans l'acception vulgaire, ne sont pas considérés d'après leur valeur réelle, mais bien d'après l'excédant du montant des produits relativement au coût de la production ; et toutes les fois que cet excédant augmente sans qu'il en résulte préalablement de baisse dans la quotité des salaires, l'augmentation de la somme des bénéfices provient d'une cause qui n'a aucun rapport avec les variations des salaires. Je dirai encore que la somme des bénéfices peut ne point éprouver d'altération, même quand la somme proportionnelle des salaires augmente. Je suppose, pour être mieux compris, que le propriétaire d'une terre emploie mille setiers de blé comme capital, dont cinq cents sont affectés par lui à l'achat de la semence, à l'entretien des bêtes de labour, à l'achat, aux réparations des voitures, charrues et autres instrumens, et à la construction et conservation des édifices ruraux ; et les autres cinq cents setiers aux salaires des travailleurs : si le produit était de douze cents setiers, et que les contributions que le propriétaire doit payer fussent de cent setiers, ses bénéfices seraient donc

Digitized by Google

de cent setiers, autrement dit, son capital lui rapporterait dix pour cent. En supposant maintenant que par l'effet des améliorations introduites dans la méthode de culture des terres, ou de l'invention de meilleurs instrumens de labour, le même propriétaire n'emploie à l'achat des semences, des charriots, etc., que quatre cents setiers de blé, mais qu'au lieu de cinq cents setiers, affectés primitivement aux salaires, il en dépense six cents et que le produit total soit le même qu'auparavant, c'est-à-dire, deux cents setiers; payant alors la même somme de contributions, ses bénéfices n'auront pas varié, quoique les salaires aient augmenté de cinq ou six douzièmes sur le produit total. Quand l'industrie, au lieu d'être plus productive, l'est moins, les bénéfices commencent à diminuer, avant que les salaires éprouvent le même effet. Il n'est donc pas exact de dire que l'augmentation des bénéfices ne peut avoir lieu que par suite de la baisse des salaires, et qu'ils ne peuvent au contraire éprouver une baisse qu'autant que les salaires augmentent; car cela n'arrive ainsi que lorsque le produit du travail n'éprouve aucune variation, et que les contributions restent les mêmes. Il est impossible, tant que la somme du capital employé est la même, que le montant des contributions ne change pas, et que la quantité de produits à ré-

Digitized by Google

partir entre les capitalistes et les travailleurs soit la même; il est impossible, dis-je, que la somme des uns augmente sans que celle des autres diminue. Si les bénéfices dépendaient de la proportion dans laquelle le produit de l'industrie est réparti entre les capitalistes et les travailleurs, l'augmentation des produits ne les ferait pas varier. La quantité des salaires servirait seule à les déterminer; mais il est loin d'en être ainsi, les bénéfices sont en raison de la proportion qui existe entre eux et le capital qui les produit, et non pas en raison de leur rapport avec les salaires.

Je suppose qu'un capital de mille setiers soit employé à la culture d'une terre, que le montant des salaires des travailleurs soit de cinq cents setiers, et que le produit qu'on en obtient soit de douze cents; il resterait, en ne payant pas de contributions, deux cents setiers de bénéfices, ou, ce qui revient au même, le capital donnerait dans ce cas vingt pour cent, et les salaires seraient avec les bénéfices dans le rapport de cinq à deux. Supposons maintenant que le produit de l'industrie soit doublé, ou qu'au lieu de douze cents setiers de blé que recueillait le propriétaire, il en recueille deux mille quatre cents, et que les douze cents d'augmentation de produits se répartissent entre le capitaliste et les travailleurs, selon la même proportion dans laquelle étaient répartis

Digitized by Google

les douze cents qui formaient la totalité du produit primitif, ou bien dans la proportion de deux à cinq. Alors, la part du capitaliste, dans les douze cents setiers d'augmentation, sera de trois cent cinquante-trois setiers, et la part des travailleurs sera de huit cent quarante-sept setiers. Dans ce cas, les parts respectives du capitaliste et des travailleurs garderont la même proportion qu'auparavant, si toutefois on ne s'arrête à aucune autre considération, et en faisant abstraction de l'augmentation des salaires comme de celle des bénéfices. Mais si, comme cela arrive généralement, on a égard au produit que fournit le capital à celui qui le possède, on reconnaîtra que, quoique les salaires ne soient point demeurés les mêmes, la somme des bénéfices s'est élevée de vingt à cinquante-trois.

On doit conclure de tout ceci, comme je l'ai déjà dit, que les bénéfices peuvent s'élever: par la baisse des salaires, par la diminution des contributions, ou par l'augmentation des produits; qu'ils peuvent baisser: par l'élévation des salaires, l'augmentation des contributions, ou la diminution des produits; et enfin qu'ils ne peuvent ni augmenter ni diminuer que par une de ces trois causes.

L'expérience nous démontre que les bénéfices tendent à diminuer de plus en plus, à

Digitized by Google

raison des progrès que fait la société. Smith en attribue la cause à la concurrence qui s'établit entre les capitalistes. « Lorsque le capital d'une nation augmente, dit-il, les capitalistes mettent tous leurs soins à se devancer les uns les autres dans l'emploi qu'ils peuvent faire de leurs fonds, et, pour atteindre ce but, ils offrent de livrer leurs produits à des prix plus bas, et de payer des salaires plus forts à leurs ouvriers, aussi cette double circonstance fait que les bénéfices sont moindres. Un grand nombre d'écrivains renommés soutiennent cette opinion; cependant il n'en faut pas moins reconnaître que la concurrence n'aura jamais pour effet d'occasionner une diminution générale dans les bénéfices. Elle empêchera qu'un ou plusieurs membres n'obtiennent le monopole d'une industrie quelconque, et réduira les bénéfices aux taux qu'ils ont dans les autres industries; mais ses effets n'iront point au-delà. La concurrence ne fera point diminuer les produits de l'industrie, ni augmenter les contributions et les salaires. Il est donc impossible qu'elle ait pour résultat la diminution des bénéfices, puisqu'elle ne peut produire aucun de ces trois effets. Tant qu'un capitaliste qui emploie un capital de mille piastres, obtiendra pour produits de son industrie une somme de douze cents piastres, sur lesquelles il aura à en prélever cent pour

Digitized by Google

le paiement des contributions, il lui restera un bénéfice de dix pour cent sur le capital employé; aurait-il deux mille concurrens, ils ne feront jamais diminuer ses bénéfices, parce que ces bénéfices seront au niveau de ceux que produisent les capitaux engagés dans les autres industries, car il n'est point de capitaliste qui mette de fonds dans une industrie dont les utilités seraient au dessous du taux ordinaire; d'où il faut conclure que si les bénéfices des capitaux employés dans les diverses industries baissent indistinctement, cette baisse générale n'a point pour cause la concurrence. La baisse des utilités d'une nation dont la population et l'industrie s'accroissent, ne provient que de l'augmentation des contributions, de nouvelles lois restrictives qui paralysent l'industrie, et de la nécessité de cultiver de nouvelles terres moins fertiles. Lorsque les terres mises en culture sont fertiles, il y a une plus grande quantité de produits à répartir comme bénéfice et comme salaires. Il s'ensuit que les uns et les autres peuvent augmenter; mais quand les terres à la culture desquelles. Il faut recourir, ne possèdent plus le même degré de fertilité, la quantité de produits qu'on obtient avec la même somme de travail et de capitaux, doit nécessairement diminuer, et cette circonstance tend à faire baisser de deux manières la somme des utilités :

Digitized by Google

d'abord elle diminue la quantité de produits à partager; en second lieu, elle augmente le taux des salaires.

La diminution de la fertilité des terres, tant en ce qui touche le bien-être de la société en général, que pour ce qui a rapport à la part afférente au capitaliste, produit un effet tel que je crois utile de le développer. On a vu, lorsqu'il a été question de la population, que la cause de son accroissement est si puissante que, non seulement elle la maintient en rapport avec les moyens de subsistance, mais que, généralement elle l'élève bien au-delà. Il est incontestable qu'il peut arriver quelquefois, par une rare combinaison de circonstances favorables, que le capital augmente plus rapidement que la population; les salaires s'élèveront alors, mais cette élévation a rarement de la durée, parce que le principe de la reproduction de l'espèce humaine fournit bientôt la quantité de travail proportionnée à la demande; aussi cette augmentation de travailleurs a-t-elle pour effet de ramener les salaires à leur taux primitif. Si un nouveau capital pouvait être employé, à avantages égaux, à la production des matières premières, à leur fabrication et à leur transport, il arriverait alors, en supposant que les contributions ne fussent ni augmentées ni diminuées, qu'aucune

Digitized by Google

casionner de baisse dans les fonds du capitaliste. Les utilités du capital n'éprouveront point de variations, tant que le travail pourra être obtenu au même prix, et que la faculté productive de ce travail, pas plus que celle du travail des autres industries, n'éprouvera de diminution. Il s'ensuit que l'augmentation du capital n'occasionne directement aucune variation, ni dans les salaires, ni dans la somme des bénéfices; car la plus grande somme possible de capitaux et de travail peut être employée à la fabrication et au transport des produits, sans que les utilités ni les salaires diminuent. L'intelligence de l'homme étant sans limites, il s'ensuit qu'on n'en peut fixer au perfectionnement des machines. Les découvertes des temps modernes, quelque degré de perfection qu'elles semblent offrir, seront certainement poussées plus avant dans les âges futurs. Il est donc évident que si un même capital et un même travail pouvaient produire la même quantité de matières premières, nulle augmentation du capital national ne pourrait affaiblir la faculté de l'employer avec le même avantage; mais la nature s'oppose à ce que nous produisions ces matières premières avec la même facilité, c'est-à-dire avec le même capital et le même travail que demandait leur production à

Digitized by Google

une époque antérieure. L'étendue de la terre et surtout sa fertilité sont limitées ; elle n'offre point toujours et partout ses dons avec la même prodigalité. Ces limites apportées à sa fertilité sont le seul obstacle naturel qui s'oppose à ce que nous obtenions des moyens de subsistance et des matières premières en quantité relative au développement de la population et de l'industrie ; mais ce seul obstacle est immense.

La diminution des bénéfices du capitaliste provient non seulement de la nécessité où se trouve une société industrieuse de cultiver des terres de plus en plus stériles, mais encore de la progression toujours croissante des salaires nominaux. Le prix des produits agricoles, qui forment la partie essentielle de la subsistance du travailleur, doit non seulement s'élever par suite de la nécessité où l'on est de recourir à la culture de terres de plus en plus stériles, mais il est aussi indispensable qu'en même temps les salaires du travailleur augmentent, car autrement il ne pourrait acheter les produits nécessaires à son entretien. Il est vrai que l'élévation des salaires a rarement lieu en même temps que l'augmentation du prix des objets de première nécessité, mais il ne peut y avoir entre elles un intervalle de longue durée. Le prix

Digitized by Google

de ces articles est en réalité le vrai prix du travail ou la mesure des salaires. L'ouvrier ne peut pas continuer à travailler, si, par son travail, il ne parvient pas à assurer son existence; et quoiqu'il s'écoule un temps plus ou moins long entre l'élévation du prix des articles de première nécessité et celle des salaires, ceux-ci finissent toujours par augmenter, ou bien la valeur des articles de première nécessité diminue.

Il est hors de doute que les salaires, dans un pays très peuplé, ne s'élèveront que lorsque la faculté productive du travail agricole diminuera. Trois causes concourent à déterminer les bénéfices que donne le capital : la qualité des terres qui produisent les alimens et les matières premières des articles fabriqués que consomme la classe des travailleurs ; le degré de connaissances apporté à l'exécution du travail industriel, et la quantité du capital payée à titre de salaires. D'un autre côté le peu d'abondance des terres mises nouvellement en culture, l'augmentation des contributions, et les lois restrictives qui s'opposent à la circulation de la richesse, sont les trois causes de la baisse des utilités, et ce n'est que par une, par deux, ou par le concours simultané de ces trois causes que peut avoir lieu la diminution de la quantité des produits qui forment la récompense du travail et du capital.

Digitized by Google

Quoique dans tout pays très peuplé, où l'industrie prospère, la nécessité de recourir à la culture des terres de plus en plus stériles cause une diminution dans les bénéfices du capital, ce résultat peut cependant être paralysé ou du moins atténué par des causes extrinsèques. La liberté d'importation des matières premières est une mesure qui peut prévenir la nécessité de cultiver des terres stériles, car elle produit le même effet qu'aurait l'augmentation des terres fertiles. Toute nouvelle découverte ou amélioration qui en agriculture a pour résultat de donner avec le même capital et le même travail, une plus grande quantité de produits, opère sur les bénéfices le même effet que produirait une plus grande fertilité des terres mises en culture, tant que la population n'est pas augmentée.

Dans un pays neuf et peu peuplé on ne cultive que les terres les plus fertiles et le plus avantageusement situées, et par cette raison les facultés productives de l'industrie agricole y sont très puissantes, et le prix des matières premières y est peu élevé; mais comme la division du travail ne peut y être aussi étendue que dans un pays industrieux et très peuplé, il s'ensuit que dans le premier de ces deux pays les facultés productives de l'industrie manufacturière sont très restreintes, et que le prix des objets fabri-

Digitized by Google

qués est très élevé. Dans toute société qui a fait des progrès, le prix des produits bruts, au contraire, s'élève incessamment, parce que l'augmentation des bénéfices, qui est un résultat du progrès des arts, en donnant lieu à une plus grande demande de travail, donne aussi une nouvelle impulsion à la population. Alors, comme la demande des matières premières devient plus grande, on est forcé de recourir à la culture des terres chaque fois moins fertiles, ce qui fait renchérir les matières premières. Mais, comme plus l'industrie et les arts font des progrès, plus les facultés des travailleurs sont productives, et plus les articles manufacturés sont à meilleur marché; les progrès de la civilisation paralysent en quelque sorte la tendance naturelle qu'a toujours le prix des matières premières à augmenter. A mesure que la nécessité de recourir à la culture de terres moins fertiles devient plus grande, le travail de l'industrie manufacturière est plus productif, et l'agriculture s'améliore par des découvertes importantes. Ainsi, il y a toujours dans toute société qui avance dans l'industrie et la civilisation deux principes directement opposés l'un à l'autre, qui servent à déterminer le taux des utilités; d'une part, l'accroissement de la population, en imposant la nécessité de recourir à la culture des terres de plus en plus stériles,

Digitized by Google

élève la valeur des matières premières et occasionne la diminution des utilités ; d'autre part, les améliorations que reçoivent les machines, la puissance de production qu'acquiert le travail, et la diminution des frais de production des objets manufacturés, donnent lieu à l'élévation du taux des utilités. En sorte que d'un côté la plus grande facilité de produire les objets fabriqués, fait augmenter les utilités du capital, tandis que de l'autre, une plus grande difficulté de produire les matières premières fait diminuer ces mêmes utilités.

Il résulte de ces principes que les perfectionnemens de l'industrie ou bien la diminution des frais de la production contribuent à rendre moins funestes et même à prévenir les effets que produit la nécessité de recourir à la culture de terres d'une qualité inférieure. Il en résulte encore que la quotité des bénéfices peut s'élever parfois, quand même les frais de production des matières premières seraient plus grands, ce qui aura lieu si la puissance des facultés productives du travail a éprouvé une augmentation plus forte que le coût de cette même production. Cependant le principe qui donne aux matières premières une plus grande valeur, est plus puissant que celui qui détermine la baisse de prix des objets manufacturés ; ainsi donc il est néces-

Digitized by Google

saire, dans tout pays industrieux où l'importation des matières brutes est prohibée, que leur prix éprouve une prompte élévation, et la quotité des bénéfices du capital une diminution proportionnelle.

La diminution des bénéfices, occasionnée par la nécessité de recourir à la culture des terres stériles, et qui est un obstacle invincible aux progrès de l'industrie, à l'accumulation des capitaux, et à une plus grande demande du travail, n'aura pas lieu si le commerce jouit d'une entière liberté. Ce n'est que par la division du travail que toutes les nations pourront tirer parti des avantages que la nature leur a accordés, que les denrées alimentaires auront un prix modéré, et que les utilités cesseront d'être menacées d'une baisse constante. L'abondance d'approvisionnemens qui existerait sur tous les marchés préviendrait les fatales conséquences qu'entraînent les années de disette, ainsi que la variation de prix des objets de première nécessité. Une nation qui adopterait de tels principes verrait infailliblement s'élever sa grandeur et sa puissance sur des fondemens inébranlables; car, non seulement les facultés productives de son sol la mettraient à même d'obtenir les matières brutes à un prix modéré, mais les facultés productives des autres nations y concourraient encore. La ré-

Digitized by Google

duction des bénéfices ne serait point alors sous l'influence d'une cause naturelle, permanente et nécessaire, à moins toutefois que les autres nations n'éprouvassent un accroissement de population tel qu'il y eût pour elles nécessité de cultiver des terres stériles, qui ne leur fourniraient point de produits suffisans. Aucune autre nation, dans ce cas, ne la surpasserait en industrie, car la cause qui arrêterait les progrès de l'une, aurait le même effet sur l'industrie des autres; et si un nouveau marché s'établissait sur quelqu'autre point du globe, il lui offrirait les mêmes avantages qu'y trouveraient les autres nations, et elle ranimerait ainsi son industrie déchue.

Je suppose que, dans les États-Unis, où l'on ne cultive que des terres de première qualité, cent ouvriers puissent produire la quantité d'alimens nécessaire à trois cent cinquante, et qu'il faille un travail de deux cents ouvriers pour fabriquer les articles que consommeront trois cent cinquante; les bénéfices du capital seront de seize pour cent. Je suppose également qu'en Angleterre, où l'on cultive des terres d'une qualité très inférieure, le travail de deux cents ouvriers soit nécessaire pour produire la quantité ordinaire d'alimens que consomment trois cent cinquante; et que le travail de cent ouvriers suffise à la fabrication des objets que

Digitized by Google

consomment trois cent cinquante, les bénéfices du capital seront aussi de seize pour cent. Si la liberté du commerce s'établissait entre ces deux nations, le fabricant américain, au lieu de continuer à employer le capital des alimens et des vêtemens de deux cents ouvriers à la fabrication des articles pour la consommation de trois cent cinquante, l'emploierait alors à l'agriculture, et il lui produirait la quantité ordinaire d'alimens que consomment sept cents ouvriers; le cultivateur anglais, au lieu de continuer à employer le capital des alimens et des vêtemens de deux cents ouvriers, à la culture de terres qui produisaient la quantité ordinaire d'alimens et d'articles fabriqués que consomment trois cent cinquante ouvriers, l'emploierait à fabriquer les objets nécessaires à la consommation ordinaire de sept cents de ces mêmes ouvriers. Une telle distribution dans le capital et le travail de ces deux pays, aurait pour effet d'élever le profit de leur capital respectif de seize pour cent, son premier taux, à soixante-quinze pour cent, sauf déduction seulement du montant du transport et de l'assurance. L'échange des différens articles de ces deux pays ayant lieu en proportion des frais respectifs de leur production, l'augmentation des bénéfices du capital serait telle que je l'ai dit, par la raison que le capital représenté par la quantité

Digitized by Google

ordinaire des alimens et des articles fabriqués que consommaient les trois cents ouvriers américains et les trois cents ouvriers anglais, et qui servait à la production de la quantité ordinaire d'alimens et d'objets fabriqués que consommaient sept cents ouvriers, dans chaque pays, produirait ensuite la quantité ordinaire d'alimens et d'objets fabriqués, pour la consommation de quatorze cents ouvriers.

Quoique les avantages qui résultent de la division du travail soient ici rigoureusement démontrés, les préjugés et les intérêts mal compris des classes productives s'opposent, en tout pays, à la liberté entière du commerce; et cela sous le prétexte de favoriser une production qui ne peut supporter la concurrence, et qui par cette raison est désavantageuse au consommateur, et en définitive aux producteurs mêmes, dont on se propose de servir les intérêts.

Une baisse dans les utilités a pour effet non seulement de diminuer le capital d'une nation et son industrie; mais en outre de donner une impulsion à l'exportation des capitaux. Le taux des utilités tend constamment à devenir partout le même. L'Espagnol, dont le capital ne produirait point autant en Andalousie qu'il pourrait produire en Catalogne, le ferait passer dans cette dernière province; et s'il n'obtenait point

Digitized by Google

de ce capital, dans son pays, des bénéfices aussi élevés que ceux que lui offrirait la France, il se rendrait alors dans ce dernier pays, en admettant toutefois que sa personne et sa propriété y fussent également protégées. Il est vrai que l'amour du pays, les liens sociaux, l'ignorance où l'on est des langues étrangères, et d'autres motifs encore, rendent plus difficile le déplacement du capital d'un pays à un autre, que de l'une à l'autre province; mais l'amour du pays et les autres motifs qu'on peut avoir pour ne point faire passer de capitaux d'un pays dans l'autre ont cependant des bornes. L'amour du gain, qui aiguillonne incessamment l'homme, et l'aisance qu'il procure, ont aussi pour lui des attraits bien puissans. S'il y a sécurité probable pour le capitaliste dans l'emploi de ses fonds à l'étranger, et s'il est certain d'en obtenir plus de richesse, une plus ou moins grande somme de capitaux sortira du pays.

J'ai presque toujours supposé, dans l'examen que je viens de faire, que les contributions n'ont pas varié; mais je dois faire observer qu'elles ne peuvent s'élever sans que les bénéfices ou les salaires en éprouvent une baisse alternative ou simultanée. Si c'est sur les bénéfices que pèsent les contributions, ces bénéfices éprouveront nécessairement une baisse proportionnelle à l'augmentation des charges que supporte le capitaliste; si

Digitized by Google

c'est sur les salaires qu'elle retombe, le sort de la classe laborieuse en deviendra alors plus misérable, et la société tout entière en souffrira. Smith dit avec raison que des contributions excessives ont sur la somme des bénéfices les mêmes effets qu'une extrême stérilité, ou que les accidens extraordinaires de la température.

La diminution des utilités qu'éprouvèrent les capitaux en Hollande, et la décadence de son commerce, n'eurent d'autre cause que l'augmentation des charges publiques. Les frais énormes que cette république fut obligée de faire dans la lutte qu'elle soutint contre l'Espagne, et dans les guerres que lui firent ultérieurement l'Angleterre et la France, la contraignirent, nonobstant la sévère économie de son gouvernement, à contracter une dette immense, et pour être à même d'en servir les intérêts, à faire peser sur les objets même de première nécessité de nouvelles contributions; elle mit entre autres un impôt énorme sur l'importation du blé qu'elle tirait en grande partie de l'étranger, sur sa mouture, ainsi que sur le pain à sa sortie du four. Les salaires devant nécessairement augmenter, pour que la classe ouvrière pût vivre, les capitalistes eurent à supporter le fardeau de ces énormes contributions; mais les capitalistes remarquant alors la différence existant à leur désavantage entre les bénéfices

Digitized by Google

des capitaux des autres pays et les leurs, ils en firent passer une grande partie à l'étranger, et le commerce de la Hollande reçut par-là une première atteinte. Luzac, dans son ouvrage intitulé *Richesse de la Hollande*, dit que l'augmentation des contributions devenant nécessaire pour la mettre en état de servir les intérêts de sa dette, causa, en restreignant les moyens de subsistance des travailleurs, la ruine partielle de l'industrie, la décadence de son commerce, et détruisit l'état de prospérité où s'étaient trouvés jusqu'alors ses habitans.

La baisse des utilités en Espagne fut, à mon avis, la cause principale de la décadence qu'éprouva subitement notre industrie après la découverte du Nouveau-Monde, dont le marché, loin de contribuer à la prospérité de l'Espagne, ne fit que causer sa ruine. Les gains immenses que procura le commerce du monopole national que fit l'Espagne avec l'Amérique, quoique ceci paraisse être une anomalie, donnèrent lieu à la diminution des bénéfices, et ruinèrent notre industrie. Durant deux siècles l'argent emprunté par les négocians espagnols pour faire le commerce avec l'Amérique produisit cinquante pour cent, et l'emprunteur était en outre obligé de rembourser le capital et les intérêts au retour de son voyage qui durait ordinairement une

Digitized by Google

année. Plus tard ce taux fut porté à trente-six pour cent pour six mois, qui étaient devenus le terme du voyage. Ce commerce absorbait nécessairement la totalité des capitaux, par la raison que personne n'emploie ses fonds à une entreprise qu'il sait devoir être moins lucrative que celle qu'on lui propose. Aussi, le cultivateur et le fabricant espagnols ne trouvant point de prêteurs dont ils pussent obtenir des fonds à l'intérêt ordinaire offert en pays étranger, l'agriculture, les fabriques et le commerce intérieur tombèrent dans une décadence complète. La plupart des écrivains attribuent la décadence de notre industrie, après la découverte du Nouveau-Monde, à la grande émigration qui s'opéra. C'est une erreur grossière. Les provinces de Catalogne, de Galice, de la Montagne et de la Biscaye, qui ont fourni plus d'émigrans pour l'Amérique que tout le reste du royaume, ont toujours été, cependant, beaucoup plus peuplées que les autres provinces. Le préjugé qui faisait alors considérer le numéraire comme la seule vraie richesse; l'opinion générale qui s'opposait à son exportation, et la persuasion où l'on était que le commerce exclusif faisait affluer en Espagne les métaux qui servaient à la fabrication du numéraire en Europe, firent qu'on ne remarqua pas que les mêmes profits excessifs que procurait ce monopole na-

Digitized by Google

tional détruisaient précisément la véritable industrie, en la privant des capitaux dont elle avait besoin. On ne pouvait prévenir le mal qu'en permettant aux autres nations de faire un commerce direct avec l'Amérique, sans autres restrictions que celles auxquelles était soumis le commerce espagnol, et en accordant la libre extraction de l'or et de l'argent : ces deux mesures auraient prévenu le mal, parce qu'elles pouvaient seules ramener l'égalité entre les bénéfices des capitaux employés dans les diverses industries; mais elles froissaient trop les préjugés de l'époque pour qu'on les adoptât. La possession de l'Amérique aurait donc causé la ruine de toute autre nation, comme elle ruina l'Espagne, par la raison que l'économie politique n'était pas alors connue. Les bénéfices artificiels que ce commerce exclusif procurait à la métropole étaient loin de représenter les produits agricoles et manufacturés qu'elle aurait obtenus, si ce commerce n'eût pas existé.

Aucune nation ne doit redouter la concurrence dans quelque genre d'industrie que ce soit; la compétence, au contraire, est toujours très avantageuse à la société; car c'est par elle que la production s'accroît, que les produits se perfectionnent et que le prix en diminue, avantages de la plus haute importance, que l'on n'obtient dans

Digitized by Google

toute son étendue que par une liberté sans bornes dans le commerce. Enfin ce n'est qu'en donnant au commerce extérieur toute sa liberté, qu'en brisant les entraves qui, à l'intérieur, arrêtent la circulation des richesses, et qu'en apportant de sévères économies dans les dépenses de l'état, qu'on prévient les effets funestes de la diminution des bénéfices, cause de la décadence et même de la ruine totale de l'industrie des nations.

Digitized by Google

CHAPITRE IX.

La hausse du prix des matières premières tend toujours à diminuer le montant des utilités du capital agricole.

De ce que le fermier retire de grands profits toutes les fois que la valeur des matières premières devient plus considérable par suite de l'augmentation des frais de la production, plusieurs écrivains ont pensé que cette augmentation n'a point pour effet de diminuer les utilités du capital agricole, mais qu'elle est plutôt profitable au fermier. Cette opinion est fausse; aussi, je crois qu'il est convenable d'éclaircir cette question, non seulement pour bien connaître la théorie des utilités du capital, mais aussi pour combattre le faux principe sur lequel on s'appuie lorsqu'on veut prouver que l'élévation du prix des matières premières est à la fois profitable au propriétaire et au fermier.

On a vu dans le chapitre précédent que les utilités du capital sont déterminées par la qualité des terres qui produisent les substances alimen-

Digitized by Google

taires et la matière première des articles qui doivent être manufacturés pour la consommation des travailleurs; par le degré de connaissances apporté dans l'exécution du travail industriel, et par la somme de capitaux qu'absorbent les salaires. Aussi, les profits du capitaliste qui emploie ses fonds à l'agriculture sont les mêmes que ceux de tout autre capitaliste, et les mêmes causes qui font élever ou baisser les bénéfices dans une branche d'industrie, exercent la même influence sur toutes les autres branches. Une baisse dans la valeur des denrées alimentaires et des articles de consommation générale, à laquelle la diminution du coût de la production donne lieu, n'est pas moins profitable au capitaliste cultivateur qu'au capitaliste fabricant ; et l'augmentation qu'éprouve la valeur de ces articles, par l'effet de l'élévation du coût de la production, est tout aussi contraire aux intérêts du premier qu'à ceux du second.

Je suppose qu'un cultivateur, au moyen d'un capital représenté par cinquante aunes de drap et cent setiers de blé, produise trois cents setiers de blé, et qu'un fabricant, possesseur d'un capital de même nature, produise cent cinquante aunes de drap, les bénéfices de ces deux capitaux seront également de cinquante pour cent. En effet, le coût de la production des trois cents se-

Digitized by Google

tiers de blé est le même que celui de la production des cent cinquante aunes de drap, et la valeur d'échange de cinquante aunes de drap est alors égale à celle de cent setiers de blé; en sorte que le cultivateur et le fabricant emploient un capital équivalant à la valeur de deux cents setiers de blé. L'un, en produisant trois cents setiers de blé, obtient cinquante pour cent de bénéfice; et l'autre en produisant cent cinquante aunes de drap, dont la valeur d'échange équivaut à trois cents setiers de blé, retire également de son capital cinquante pour cent de bénéfice.

Si les frais de la production du drap ne varient point, et que le coût de la production du blé augmente (parce qu'il aura fallu recourir à la culture de terres de qualité inférieure), de telle sorte qu'avec un capital de cinquante aunes de drap et de cent setiers de blé, on ne produise que deux cent cinquante setiers, le coût de la production de deux cent cinquante setiers de blé sera le même que celui de la production de cent cinquante aunes de drap, et la valeur d'échange de deux cent cinquante setiers de blé sera égale à celle de cent cinquante aunes de drap. La valeur des matières premières devant s'élever en raison des frais plus considérables de production, le montant des quatre-vingts setiers de blé suffira au cultivateur pour acheter les cinquante aunes

Digitized by Google

de drap, et il en résultera qu'employant à la production le même capital qu'auparavant, c'est-à-dire cent setiers de blé et cinquante aunes de drap, les bénéfices de ce capital seront moindres que ceux qu'il donnait autrefois. Auparavant un capital de la valeur de deux cents setiers de blé lui en produisait trois cents, et lui donnait cinquante pour cent de bénéfice; et maintenant un capital de la valeur de cent quatre-vingts setiers lui en produira deux cent cinquante, et ne lui offrira que trente-huit pour cent de bénéfice. Il est donc évident que toute augmentation de valeur des matières premières d'une consommation générale, occasionnée par l'augmentation du coût de la production, au lieu d'être profitable au capitaliste qui emploie ses fonds à l'industrie agricole, lui est aussi nuisible qu'au capitaliste qui emploie les siens dans toute autre entreprise industrielle.

Qu'on ne dise donc point que si l'augmentation de la valeur des matières premières n'indemnisait pas le cultivateur de tous les frais de la production, nouvellement accrus, il n'emploierait pas son capital à la culture de terres d'une qualité inférieure, et que l'emploi même qu'il en fait prouve que les bénéfices de son capital ne diminuent point en raison de la plus grande difficulté de production de ces matières premières. Il ne faut pas confondre l'idée: que tout

Digitized by Google

producteur doit nécessairement obtenir, pour continuer une entreprise industrielle, la quantité de produits nécessaire au paiement des salaires du travail et au profit ordinaire du capital, avec cette autre idée : qu'aucun capitaliste n'emploierait ses fonds dans des terres de qualité inférieure à celles cultivées jusqu'alors, parce que les bénéfices qui en résulteraient seraient moindres que ceux que procuraient auparavant aux capitalistes les fonds qu'ils employaient à l'agriculture ou à d'autres genres d'industrie. C'est par nécessité, et non par choix, que des capitaux sont employés à la culture de terres d'une qualité inférieure; ce n'est que parce qu'on n'en peut faire un emploi plus avantageux dans toute autre industrie. Lorsque toutes les terres les plus fertiles d'un pays sont mises en culture, et que leurs divers produits continuent à être demandés, de nouveaux capitaux ne peuvent être employés ni dans les fabriques, ni dans le commerce, à moins qu'on ne fasse produire aux terres de qualité inférieure une plus grande quantité d'alimens et de matières ouvrables. Comment serait-il possible de manufacturer une plus grande quantité de matières premières que celle qu'on manufacturait auparavant? Comment pourrait-on en acheter ou en vendre une plus grande quantité qu'auparavant,

Digitized by Google

s'il n'est pas produit une quantité plus considérable de matières brutes que celle qui était antérieurement produite? On voit donc clairement que toutes les fois que la population et la richesse d'un pays augmentent, une plus grande demande de produits bruts doit précéder une plus grande demande d'articles fabriqués, et que, par cette raison, de nouveaux capitaux ne peuvent trouver leur emploi que dans la culture de terres d'une qualité inférieure. Il résulte encore de cela que la valeur des produits agricoles augmente proportionnellement à celle des articles fabriqués, et que la valeur de ces derniers diminue jusqu'à ce que la culture des terres d'une qualité inférieure devienne l'entreprise qui offre l'emploi le plus avantageux pour les capitaux. De ce que l'on a recours à la culture de terres d'une qualité inférieure, il ne s'ensuit pas que les bénéfices du capital agricole soient moindres que ceux des autres capitaux; mais au contraire en raison de la décroissance des bénéfices des capitaux employés dans les autres genres d'industrie, cette culture de terres inférieures devient l'entreprise industrielle la plus avantageuse.

Qu'on ne dise pas non plus que la valeur des matières premières, se réglant d'après le coût de leur production dans les terres les plus stériles, toute augmentation de leur prix est avan-

Digitized by Google

tageuse aux fermiers qui cultivent les terres plus fertiles, et qui obtiennent leurs produits avec moins de frais. Toute augmentation de la valeur des matières premières qui proviendra de la nécessité où l'on est de recourir à la culture de terres plus stériles que celles cultivées dans le but d'obtenir une plus grande quantité de produits bruts, pour subvenir aux besoins d'une population croissante, sera d'abord profitable aux fermiers qui cultivaient des terres plus fertiles que celles mises nouvellement en culture, mais cet avantage n'aura de durée que celle du bail. A l'expiration de ce bail, et lorsque de nouveaux engagemens auront eu lieu, l'excédant des bénéfices résultant de l'augmentation de prix des matières premières, sera payé, comme on l'a déjà vu, sous forme de rente, aux propriétaires de ces terres, et l'augmentation de valeur des produits agricoles, au lieu d'augmenter les bénéfices des cultivateurs et des autres capitalistes, ne fera que les diminuer et rendre plus difficiles l'alimentation de tous les associés, l'accumulation des capitaux et la demande du travail.

J'ai exposé, dans cette seconde partie, tout ce que je considère comme se rattachant à la distribution des richesses, je consacrerai la troisième à l'explication des règles relatives aux échanges de cette même richesse.

Digitized by Google

Digitized by Google

COURS
ÉCLECTIQUE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

TROISIÈME PARTIE.

DES ÉCHANGES DES DIVERS PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

CHAPITRE PREMIER.

De la nécessité et des avantages des échanges des articles de richesse, et des agens qui interviennent dans ces échanges.

Le produit annuel de la société, comme on l'a vu par ce qui précède, est réparti en totalité entre les trois classes de producteurs; et les échanges qui ont lieu ensuite, n'exercent aucune influence sur les sommes proportionnelles que reçoivent les propriétaires de la terre, le travailleur et le capitaliste. Il s'ensuit qu'il

Digitized by Google

n'existe aucun rapport entre la distribution primitive de la richesse et les échanges dont elle est susceptible et la valeur qu'elle a, et qu'on doit rechercher séparément quelles sont les lois qui doivent régir cette valeur et ces échanges.

Il ne peut y avoir d'industrie, proprement dite, de reproduction progressive de richesse, ni de civilisation, sans qu'il y ait échange des produits du travail, car dans un pays civilisé, il n'est donné à aucun membre de la société de pouvoir produire seul les objets nécessaires à son existence. Comment se ferait-il qu'un individu pût se construire une maison, confectionner les meubles propres à son usage, qu'il fût à même de cultiver la terre qui lui produit le blé qui sert à sa subsistance annuelle, qu'il pût fabriquer les instrumens de labour et confectionner les matières brutes dont il a besoin pour se vêtir? Son travail aurait, dans tous les cas, peu d'utilité: chacun serait obligé d'apprendre ces différens métiers, ou bien il se verrait privé de l'usage de divers articles; il n'y aurait point d'ailleurs de maître pour enseigner, ni d'individu qui pût apprendre tous ces métiers. Quand bien même un des membres de la société y parviendrait sans le secours d'un maître, il n'acquerrait pas dans toutes ces professions la même habileté; il perdrait un temps considérable en quittant alterna-

Digitized by Google

tivement un travail pour un autre, et en changeant sans cesse d'instrumens et de lieu.

Certains travaux exigent la réunion des forces de plusieurs hommes; d'autres veulent une promptitude telle, qu'il faut pour leur exécution l'emploi simultané d'un grand nombre de bras; l'homme à qui manqueraient les moyens d'échange ne pourrait produire d'autres articles que ceux nécessaires à sa propre consommation et à celle de sa famille; isolé, il ne produirait point la centième partie de ce qu'il peut produire avec l'aide des autres hommes. Il y a des individus chétifs, infirmes, qui d'ailleurs très propres à l'exécution de certains travaux, ne pourraient en entreprendre d'autres utilement, et qui courraient même les risques d'y compromettre leur existence.

La difficulté qu'éprouverait tout homme dont le travail se fait isolément à se procurer les matières premières qu'il aurait à fabriquer, serait un plus grand obstacle que tous les autres réunis. Il ne faut pas croire d'ailleurs qu'il y ait un lieu sur la terre, où puissent se rencontrer et être produites toutes les matières premières nécessaires à la fabrication des articles les plus ordinaires que consomment les membres d'une société, quelque peu nombreuse qu'elle soit. Le fer, par exemple, qui est la matière première la plus nécessaire à

Digitized by Google

l'homme civilisé, ne se trouve qu'en un petit nombre de lieux, et dans ceux même où il abonde, il n'a point toujours les qualités qui le rendent propre à être employé utilement aux divers instrumens de labour. Et même le fer se trouvât-il partout en abondance, je demanderai, s'il ne se fait point d'échanges, et s'il n'y a point de réunion d'ouvriers pour l'exécution des travaux qu'il réclame; je demanderai, dis-je, quels avantages retirera l'homme isolé de l'abondance de ce minéral, qui exige pour passer à l'état de métal le travail simultané d'un grand nombre de bras, travail qui ne peut se faire si des échanges n'ont lieu.

L'absence des échanges ferait perdre à l'homme la plus grande somme de son travail, ou le mettrait hors d'état de satisfaire ses besoins, en admettant même qu'il pût produire les articles qu'il désire se procurer. Si, par exemple, il devait, pour confectionner sa chaussure, tuer un bœuf et en préparer la peau; si, pour construire une table il lui fallait couper et scier entièrement un arbre, quel parti tirerait-il des restes de cette peau et de cet arbre? Et quand bien même il en tirerait quelque parti, ce serait d'une manière moins avantageuse que s'il eût changé ces excédans contre d'autres articles. Le système des échanges, qui est aussi nécessaire que

Digitized by Google

le travail à l'abondance et à la perfection des produits, peut seul prévenir de semblables inconvéniens. Chacun des membres de toute société civilisée est également commerçant; tous vivent au moyen d'échanges; et toute société qui ne serait point commerçante ne ferait aucun progrès; aussi s'ensuit-il que la production et les échanges s'accroissent et multiplient simultanément. Un homme qui apporte plus d'habileté qu'un autre à l'exécution de certains objets; qui peut, par exemple, fabriquer de meilleur drap, faire de meilleurs chapeaux, ou élever de meilleures maisons; cet homme, dis-je, si rien ne s'oppose à l'échange de ses produits, s'adonnera au genre de travail qui lui convient et auquel il est le plus propre, sans avoir à craindre de perdre son temps à créer des produits inutiles, certain qu'il sera de pouvoir, au moyen des échanges, s'en procurer l'équivalent.

Ces avantages incontestables qui résultent du système d'échanges, suffiront pour convaincre qu'à proportion que ce système éprouve plus d'entraves, les produits deviennent plus rares, et que les lois restrictives du commerce extérieur sont tout aussi préjudiciables à l'industrie que celles qui régissent le commerce intérieur; car elles ont également pour effet de restreindre plus ou moins les échanges, et de paralyser l'intérêt indi-

Digitized by Google

viduel, qui est le seul mobile de l'industrie. Or donc, les peuples qui ont le moins d'aisance, et dont l'industrie a fait le moins de progrès, sont ceux-là même qui font le moins d'échanges. La sécurité personnelle elle-même est le résultat d'une convention; il n'y a pas de convention qui ne soit un échange, échange qui de sa nature est utile aux deux parties contractantes, et dont les effets ont pour avantages de produire le concours de deux forces : l'accroissement des lumières et la division du travail. Si l'autorité intervient directement ou indirectement par des prohibitions, des monopoles, des priviléges, des préférences, des taxes et des réglemens qui déterminent la manière, le temps et le lieu où devront se faire les échanges, loin de les ouvrir elle fermera ainsi toutes les voies d'abondance; elle fera élever les prix, et retardera la production de la richesse. La liberté d'échange des produits de l'industrie est aussi nécessaire aux progrès de la richesse que la liberté du travail; si l'une cesse, l'autre perd toute son utilité; et si la première n'est pas préférable, c'est elle du moins qui distingue l'homme de la brute, puisque celle-ci travaille et accumule afin de vivre du produit de son travail; mais le premier seul échange les produits de son industrie.

Lorsque deux individus possèdent une plus

Digitized by Google

grande quantité de certains articles que celle qui est nécessaire à leur consommation ; l'un, par exemple, plus de blé, et l'autre plus de drap qu'il ne lui en faut, et que le premier a besoin de drap, et le second de blé ; il est de leur commun intérêt que l'un donne une partie de son blé en échange du drap de l'autre. L'échange peut même devenir profitable à deux individus qui n'auraient d'un certain article que la quantité nécessaire à leur consommation, parce que chacun d'eux se procurerait ainsi un article encore plus nécessaire que celui qu'il possédait.

Pour faciliter et rendre plus économiques les échanges, il existe en tout pays civilisé, certains agens qui servent d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, et dont l'intervention est utile à l'un et à l'autre ; ces agens sont les voituriers, les débitans et les revendeurs. Dès que l'industrie a pris quelque extension, il est nécessaire qu'une grande partie ou le plus grand nombre des articles qui sont fabriqués, ou consommés à l'état brut, soient amenés de divers points au marché. Il convient, pour que le transport s'en fasse à moins de frais, qu'il y ait des voituriers de profession qui les charrient en quantité suffisante pour la consommation de tous les membres. Comme ces articles peuvent être conduits par terre ou par eau, il y

Digitized by Google

a deux espèces de conducteurs. Les uns ont besoin d'un capital pour l'achat de voitures, de chevaux, de bœufs, etc., il faut aux autres un capital destiné à l'achat de barques, et au paiement des salaires des gens qui les dirigent.

Il y aurait de grands inconvéniens, et l'on aurait à supporter de grands frais, si toutes les fois qu'on aurait besoin d'un article, on était obligé d'aller l'acheter auprès de celui-là même qui l'aurait produit, dont la demeure pourrait être fort éloignée. Le consommateur, qui trouve dans le lieu de son domicile une boutique où il peut acheter indifféremment tous les articles de sa consommation journalière, évite par là un grand dérangement. Telle fut l'origine de l'établissement des agens intermédiaires, si nécessaires dans toute espèce de commerce; c'est pour cela qu'une même boutique renferme, dans les petits endroits, tous les objets ordinaires de la consommation, tandis que dans les villes la vente en a lieu dans des magasins séparés.

Un préjugé général, que les ordonnances municipales, dans presque tous les pays, contribuent à entretenir, fait que les revendeurs y sont regardés avec mépris, quoique leur occupation soit la même que celle des détaillans, quelquefois aussi celle des voituriers, contre lesquels il ne s'élève aucune antipathie. Ces agens, qui sont les plus infé-

Digitized by Google

rieurs dans le commerce, vendent en détail à la classe laborieuse qui ne peut effectuer ses achats d'une autre manière ; aussi, doit-on les considérer comme très utiles parce qu'ils aident efficacement à la production de la richesse, en évitant de grandes pertes de temps et de travail aux producteurs et aux consommateurs. On leur attribue le renchérissement des marchandises, et cela bien mal à propos puisqu'ils doivent se contenter de faibles bénéfices, afin de faire des ventes multipliées, ce qui est la condition de leur existence [1]. Le marché sera d'autant mieux pourvu, que ces agens intermédiaires seront plus nombreux, et le consommateur obtiendra la marchandise à un prix d'autant moindre, que le producteur en aura reçu un prix plus élevé. Tels sont les seuls et véritables effets que produit la libre concurrence de l'acheteur et du vendeur ; or, le revendeur est alternativement l'un et l'au-

[1] Au moyen-âge, le préjugé contre les revendeurs était tel que Charles-Quint rendit une loi qui condamnait à la peine du fouet et au bannissement tout individu qui vendrait une livre de laine à d'autres qu'aux fabricans de drap. Philippe II, par une autre loi publiée en 1556, infligea un semblable châtiment à tous les revendeurs qui prélèveraient sur chaque setier de blé un bénéfice de plus de six maravédis (environ cinq centimes) et de cinq maravedis sur chaque setier d'orge.

Digitized by Google

tre. Le monopole et l'injustice peuvent seuls exercer une funeste influence sur les échanges qui sont sujets aux taxes et aux règlemens, mais jamais sur ceux qui sont entièrement libres et spontanés.

Digitized by Google

CHAPITRE II.

De la valeur réelle des marchandises.

Il est surtout nécessaire, dans la recherche des principes relatifs aux échanges des articles de richesse, de faire l'examen des lois qui règlent la valeur des produits de l'industrie de l'homme. Cette matière étant celle qui offre en économie politique le plus de difficultés, par conséquent celle qui a été la source d'un plus grand nombre d'erreurs, et contre laquelle échouent les gouvernemens même les plus éclairés, il convient d'en faire un examen attentif.

La valeur d'un article peut être considérée sous deux points de vue différens : 1° par rapport au coût de sa production, c'est-à-dire par rapport au capital et au travail qui ont été employés à le produire ; 2° par la comparaison qu'on peut en faire avec d'autres articles de richesse, ou avec la quantité du travail qu'il sert à acheter.

La valeur d'un article de richesse, dans le premier cas, prend le nom de *valeur réelle*, *valeur nécessaire* ou *valeur naturelle*.

Digitized by Google

Dans le second, on la nomme *valeur d'échange, valeur en vente, valeur conventionnelle* ou *valeur relative.*

Les articles de richesse ont une valeur réelle, car pour les produire ou les acquérir il faut une certaine durée de travail, ou, comme le dit Smith, une certaine durée de peines, ou d'inquiétudes; et par la même raison, le temps ou la quantité de travail préalable ou immédiat qu'exige la production d'un article de richesse, et non son utilité ou la demande qui en est faite, est ce qui sert à établir le principe d'après lequel sa valeur réelle est réglée. Les économistes les plus célèbres prétendent qu'un article ne peut avoir de valeur réelle sans avoir en même temps une valeur d'échange. Mais on reconnaîtra la fausseté de cette assertion, tant par ce qui précède que par les raisons développées au chapitre II de la première partie. Ces mêmes auteurs affirment encore qu'un article ne peut avoir de valeur réelle qu'en cas d'une demande préalable, cette demande devant alors être considérée comme donnant primitivement lieu à la valeur réelle; mais cette opinion est tout aussi erronée. Le chanvre et le blé que le laboureur cultive pour son usage, quoiqu'une demande préalable n'en soit pas faite, ont pour lui une valeur réelle; autrement, il ne perdrait point son

Digitized by Google

temps à les produire : et quand bien même ni lui ni d'autres ne les consommeraient, ils ne laisseraient pas d'avoir encore une valeur réelle ; car cette valeur provient du travail préalable et immédiat de leur production, et non de la demande ni de l'emploi qu'on peut en faire. On verra bientôt que lorsqu'il n'existe point de monopole, et que les marchés sont approvisionnés en raison de la demande, la valeur réelle des articles ne diffère point de leur valeur d'échange. Si, dans ce cas, la faculté qu'a tout article de pouvoir être donné en échange d'un autre devenait plus grande, par exemple, celle du blé relativement au drap, et que le travail de production du drap restât le même, on pourrait alors affirmer que la valeur réelle du blé se serait accrue, par la raison que sa valeur d'échange aurait augmenté.

La quantité d'articles produits par un travail d'égale durée n'est pas toujours la même, et en conséquence la valeur réelle d'un même article, d'un setier de blé par exemple, peut ne pas être la même que celle d'un autre setier de blé de même qualité, parce que la valeur réelle de chaque setier dépend de la durée du travail qui a été employé à sa production, et non de la manière dont ce travail s'est fait, ni de sa plus ou moins grande efficacité. Le travail d'un jour, dans toute société

Digitized by Google

où les arts ont fait encore peu de progrès, et où les instrumens du travail sont très imparfaits, donnera une moins grande quantité de produits et d'une qualité bien inférieure qu'on n'en obtiendra d'une journée de travail dans un pays très civilisé, et où les instrumens du travail sont meilleurs et les travailleurs plus instruits. La différence qui en résulte ne provient pas de la force physique ou du travail employé à la production, mais seulement de l'emploi de cette force ou de ce travail. Quelle que soit la différence qui existe entre la quantité des produits d'un même travail, le sacrifice d'un jour de travail sera le même dans un lieu que dans un autre; il s'ensuivra qu'en admettant que le produit du travail de vingt hommes ne soit pas, dans le pays le moins civilisé, et au bout d'une année, de plus de mille aunes de drap, il n'en aura pas moins la même valeur réelle qu'auraient deux mille aunes de drap d'une qualité égale que produiraient dans une année vingt ouvriers d'un pays où les machines seraient plus perfectionnées. Aucun article de richesse ne peut être produit sans un certain travail ou sans l'emploi d'une force physique, et le travail étant nécessairement le prix de tous les produits de l'industrie humaine, il est évident que la valeur réelle de tout article de richesse doit être fixée par le travail employé à

Digitized by Google

sa production, et non d'après la quantité des articles produits.

Tant que l'on n'aura point égard à la durée du travail, et à la quantité de son produit relativement à la peine que donne sa production, on n'aura point de règle fixe qui puisse servir à faire connaître les causes qui altèrent la valeur en vente des produits; et si la découverte de ces causes était impossible, la science de l'économie politique aurait alors peu ou point d'utilité. En vain rechercherait-on laborieusement les causes de la valeur des articles de richesse, si cette valeur était soumise au caprice et non à des principes invariables. Si, par exemple, l'on donne dans certains cas un setier de blé en échange d'une aune de drap, et de deux aunes dans un autre, cette différence provient de ce que la valeur réelle du blé n'est plus la même, ou que celle du drap a changé, ou bien que la valeur réelle de ces deux articles tout à la fois n'est plus la même. Comme chacun des deux articles comparés doit être la mesure de la valeur de l'autre, on peut dire avec la même justesse que la valeur réelle du blé a augmenté, ou bien que la valeur réelle du drap a diminué; que la valeur réelle du blé est restée la même et que celle du drap a diminué, ou que la valeur réelle du drap n'a point varié et que celle du blé a seule augmenté.

Digitized by Google

Il suffira de pousser un peu plus avant nos recherches, et d'examiner les circonstances qui influent sur l'augmentation ou la diminution de la valeur d'un article, pour reconnaître qu'une certaine durée de travail ne doit point être déterminée par la quantité de son produit; car, que la quantité d'articles produits dans un temps donné soit ou ne soit pas la même, la valeur réelle de cette quantité de produits ne varie point, et le producteur, quoique la quantité de ses produits soit plus grande, sera toujours disposé à en faire l'échange contre le produit d'un travail égal; et quoique cette quantité soit moindre, il ne la donnera en échange que pour des produits d'un travail égal. Je suppose qu'un laboureur ait produit dans une journée de travail, en 1830, *deux décalitres* de blé, et qu'aujourd'hui son travail d'un jour ne lui donne qu'un *décalitre*: la valeur réelle du *décalitre* sera aujourd'hui la même que celle qu'avaient en 1830 les deux *décalitres*, par la raison qu'un seul *décalitre* lui coûte le même travail et les mêmes fatigues que lui ont coûté autrefois la production des deux *décalitres;* et il ne vendra le décalitre de blé que pour une quantité d'autres articles, égale à celle qu'il aurait reçue primitivement en échange des deux décalitres, en admettant que les articles qu'il reçoit comme

Digitized by Google

équivalens sont le produit d'un travail égal à celui qui a eu lieu en 1830. Je suppose, dans un sens inverse, qu'un laboureur ait produit par son travail d'un jour, en 1830, un décalitre de blé, et qu'aujourd'hui, par l'emploi d'instrumens meilleurs, par l'application d'une meilleure méthode de culture, ou par toute autre cause, son travail d'un jour lui donne deux décalitres de blé; la valeur réelle de ces deux décalitres sera égale à celle qu'avait auparavant un seul décalitre, et il les donnera en échange d'une même quantité d'articles, pour lesquels il donnait autrefois un seul décalitre, pourvu toutefois que le coût de la production des articles qu'il reçoit en échange soit le même dans les deux cas.

Il s'ensuit donc que la valeur d'échange d'un article doit avoir pour règle la quantité d'un autre article dont la production exige le même travail, tandis que le travail nécessaire à sa production ou à son acquisition est ce qui règle ou détermine sa valeur réelle. La durée du travail qu'on emploie à la production des articles de richesse étant la seule règle qui serve à déterminer sa valeur réelle, si la production de quelque article exigeait dans tous les temps la même durée d'un travail tant préalable qu'immédiat, sa valeur réelle serait alors invariable. Cependant il est évident qu'il ne peut pas y avoir d'articles

Digitized by Google

semblables, parce que la fertilité plus ou moins grande des terres à la culture desquelles on est obligé de recourir, leur situation plus ou moins avantageuse, les perfectionnemens divers qu'on découvre tous les jours pour abréger le travail, et quelques découvertes accidentelles de matières premières, sont des causes qui déterminent des variations continuelles dans le travail nécessaire pour la production des articles de tout genre, et qui par conséquent influent sur leur valeur réelle. Ainsi donc, lorsqu'on veut avoir une mesure fixe et invariable de la valeur réelle de toutes les choses qui sont le produit de l'industrie de l'homme, il ne faut pas prendre pour base un seul article, mais bien la durée déterminée du travail.

Lorsqu'on dit que les produits de deux espèces de travail ont toujours la même valeur réelle, on ne dit point pour cela que ceux qui achètent du travail donnent toujours la même part du produit d'un travail déterminé; on entend par-là que lorsque le marché est libre, qu'il n'existe point de monopole, que la provision d'articles répond à la demande, le travail nécessaire à la production de ces articles sert à déterminer la proportion des produits dont on opère l'échange. Le drap, par exemple, qu'un ouvrier produira en deux jours de travail

Digitized by Google

pourra toujours être échangé sur un marché libre contre la toile qu'un autre ouvrier aura manufacturée également en deux jours; mais on ne trouvera jamais à échanger ce drap ou cette toile pour le travail de deux jours de celui qui fabrique ce drap, pas plus que pour le travail de deux jours de celui qui tisse cette toile. L'échange aura toujours lieu pour un peu plus de travail qu'il n'en a fallu à produire ce drap ou cette toile. Le capitaliste, s'il en était autrement, ne tirerait aucun bénéfice de l'emploi de son capital. Échanger le produit d'un travail d'une certaine durée déjà exécuté contre le produit d'un travail d'une même durée à exécuter, ne serait autre chose que prêter un capital sans en tirer aucun profit. Lorsqu'un capitaliste donne un article quelconque en échange d'un certain travail, il donne effectivement le produit d'un travail déjà fait pour un travail à faire. De ce que les seuls fonds, au moyen desquels une nation entretient et salarie les travailleurs, sont le capital et les richesses existans, il s'ensuit que la quantité de produits que ces travailleurs reçoivent en échange de leur travail doit nécessairement varier en raison de la quantité de ce capital et du nombre des travailleurs. Ceux-ci pourront se trouver, dans certains cas, en si grand nombre relativement au capital qui doit servir à leur entretien,

Digitized by Google

qu'il arrivera qu'un ouvrier offre le travail d'un jour à faire pour le produit d'une heure de travail déjà fait; tandis que, dans une autre circonstance où les travailleurs seront en petit nombre et le capital très considérable en proportion, il pourra se faire qu'un d'eux obtienne le produit d'un travail de douze heures, déjà fait, pour un travail de même durée à faire; mais ce dernier cas ne se rencontrera que très rarement. Ces variations ne portent ni sur la valeur réelle, ni sur la valeur d'échange des articles pour la production desquels un même travail est nécessaire. La variation n'est pas dans le principe qui la règle et la détermine, ni dans l'exécution matérielle, ni dans la fatigue et le travail de l'ouvrier, mais bien dans ce que ce dernier reçoit pour son travail. Ce qu'un ouvrier produit avec le même travail lui coûte toujours la même fatigue, et a toujours par conséquent la même valeur réelle, que le produit soit faible ou fort: car il donne toujours une quantité égale de travail et d'une même valeur, quoique la quantité qu'il reçoit en retour soit variable. Il importe, afin d'éviter un grand nombre d'erreurs et de fausses inductions, de faire en économie politique, cette distinction et de l'avoir sans cesse présente.

Smith considère la durée du travail nécessaire à la production d'un article quelconque comme

Digitized by Google

l'équivalent du travail à donner en échange de cet article; et il établit, en conséquence, que la valeur réelle d'un setier de blé, par exemple, est à la valeur réelle d'une aune de drap comme la durée du travail nécessaire à la production d'un setier de blé est au travail nécessaire à la production d'une aune de drap; ou bien, que la valeur réelle du setier de blé est à la valeur d'une aune de drap dans le rapport qui existe entre la durée du travail à donner en échange du setier et le travail à échanger pour l'aune de drap. La première de ces deux propositions est exacte; mais la seconde ne l'est point. Il est certain que la quantité des articles que produit le travail est ce qui détermine sa *valeur relative;* mais il ne l'est pas que la quantité de produits qu'on donne en échange du travail soit ce qui détermine sa *valeur réelle.* Ricardo a découvert le premier la différence existante entre ces deux propositions, et cette découverte a fait faire un grand pas à l'économie politique; car rien n'a donné lieu à autant d'erreurs que les idées vagues attachées au mot *valeur.*

Dire que la durée du travail nécessaire à la production d'un article quelconque est le seul principe qui serve à régler sa vraie valeur réelle, ainsi que sa valeur d'échange, c'est dire aussi que la durée est la mesure commune de tous les travaux. L'inégalité des forces physiques qui

Digitized by Google

existe entre les hommes n'offre point de différence sensible; et il n'en existe même pas lorsqu'on vient à les considérer sous un point de vue général. Ce qui fait que le travail dont l'exécution réclame certaines connaissances acquises par un apprentissage de quelques années, est plus rétribué qu'un travail grossier qui n'exige point de telles connaissances, dépend de causes qui, loin d'altérer la règle que je viens de poser relativement à la valeur réelle des produits de l'industrie, ne font que la confirmer, comme on le verra ci-après.

Le rapport de la valeur réelle à la valeur d'échange est très variable, en raison des monopoles et des différentes demandes des articles à échanger. Si un setier de blé et une aune de drap sont obtenus par un même travail, ces deux articles auront alors la même valeur réelle; mais un manque réel ou fictif de blé fera que la valeur d'échange du setier de blé excédera celle de l'aune de drap; et une extrême abondance de blé, qui aura lieu en même temps qu'une demande extraordinaire de drap, fera que la valeur d'échange d'une aune de drap sera plus forte que celle du setier de blé. Il en résulte que, s'il arrivait qu'un article exigeât dans tous les cas, pour sa production, la même durée d'un travail préalable ou immédiat, il ne pourrait servir à régler,

Digitized by Google

ainsi que l'ont cru quelques auteurs, les différentes espèces de travail nécessaires à la production des autres articles, ni à apprécier d'après sa valeur réelle sa valeur d'échange.

Les quatre propositions suivantes résument tout ce qui se rapporte à la valeur réelle des marchandises.

Première proposition. Aucun article, quelle qu'en soit l'utilité, n'a de valeur réelle qu'autant qu'un certain travail devient nécessaire pour le produire ou l'acquérir.

Deuxième proposition. La valeur réelle d'un article est toujours relative au travail nécessaire à sa production ou à son acquisition.

Troisième proposition. Un article qui a une valeur réelle n'a pas toujours une valeur d'échange; ce cas, cependant, se présente rarement.

Quatrième proposition. La demande des marchandises ne sert nullement à déterminer leur valeur réelle; cette valeur ne varie pas, que la demande soit forte, faible ou nulle.

Digitized by Google

CHAPITRE III.

De la valeur d'échange des marchandises.

Lorsqu'une marchandise est donnée en échange d'une autre, par exemple, un setier de blé pour une aune de drap ou pour quinze francs, il y a un motif qui fait que le producteur du blé accepte en échange de ce blé une certaine quantité de drap ou d'argent; il en existe également un qui détermine le producteur du drap, ou le possesseur du numéraire, à le donner en échange d'une certaine quantité de blé. C'est à l'économiste qu'il appartient d'expliquer pourquoi l'échange de ces produits a lieu dans une proportion déterminée, pourquoi l'un est donné et l'autre reçu comme équivalens.

La valeur relative d'un article de richesse n'est autre chose que la faculté, ou mieux la *capacité* d'acheter d'autres articles de richesse ou de travail; car, acheter du travail pour produire de la richesse, c'est réellement échanger une richesse pour une autre. Ce n'est qu'en comparant entre eux divers articles de richesse qu'il est pos-

Digitized by Google

sible de reconnaître les différens degrés de capacité qu'ils possèdent. On ne peut donner une explication exacte de la valeur d'échange d'un article de richesse qu'après avoir présenté la comparaison de cet article avec un autre, ou avec un certain travail, pris comme type ou mesure; car la qualité de cette valeur n'est pas une qualité absolue ou indépendante, inhérente à un article considéré isolément, mais bien une qualité relative à celle de tous les autres articles de richesse coexistans, par laquelle on connaît le rapport qui existe entre l'échange des uns et des autres. La valeur absolue en vente d'un article quelconque n'est pas moins absurde qu'une profondeur ou une élévation absolue. On démontre la valeur en vente, par exemple, d'une quantité de drap déterminée, en assignant en même temps la quantité de blé ou de vin donnée en échange, parce qu'alors cette quantité de vin ou de blé est la mesure ou le type de la valeur en vente de cette quantité de drap; et cette même quantité de drap est également la mesure de la valeur en vente de cette quantité de vin ou de blé.

Le désir commun à tous les hommes de donner le moins possible pour se procurer les articles qu'ils désirent, et de recevoir le plus possible en échange de ce qu'ils offrent, est ce qui établit une concurrence entre l'acheteur et le ven-

Digitized by Google

deur, concurrence d'où il résulte que personne ne reçoit comme équivalent ce qu'il pourrait produire avec un travail moindre que celui qu'a coûté la production de l'objet dont il se dessaisit. C'est là le motif pour lequel la valeur d'échange de toutes les marchandises se règle d'après la somme, tant du travail préalable que du travail immédiat nécessaire à leur production dans les circonstances les moins favorables. La concurrence qui a pour effet de niveler la somme des bénéfices des capitaux qu'emploient les diverses branches de l'industrie, quand cette industrie est libre, sert aussi à régler la valeur d'échange des marchandises en proportion du travail préalable ou immédiat nécessaire pour se les procurer; car l'une ne pourrait avoir lieu sans l'autre. Ainsi donc, toutes les fois qu'il faut une augmentation de travail pour produire un article de richesse, sa valeur en vente s'accroît; et toutes les fois qu'il faut moins de travail, sa valeur diminue.

De ce que la valeur d'échange est la faculté qu'a tout article d'être échangé contre un autre article ou contre un certain travail, il résulte que la valeur d'échange d'un article ne peut varier sans occasionner d'altération dans la valeur conventionnelle des articles avec lesquels on le compare. Si un setier de blé, en 1820, était donné en échange de deux piastres, et qu'aujourd'hui l'é-

Digitized by Google

change s'en opère pour quatre piastres, il est incontestable que le blé a doublé de valeur relativement à l'argent, ou que l'argent, par rapport au blé, a perdu la moitié de sa valeur. Le même résultat se présente dans l'altération de la valeur en vente de tous les produits. Si la valeur du drap augmente, cette augmentation a lieu nécessairement par rapport à la valeur d'un autre article, du fer, je suppose; et si la valeur conventionnelle du fer diminue, cette diminution a lieu aussi comparativement à la valeur d'un autre article, du drap, par exemple; en sorte qu'il est impossible que la valeur du drap varie relativement à celle du fer, sans qu'en même temps celle du fer varie relativement à celle du drap.

Il s'ensuit qu'il faudrait, pour qu'un article eût une valeur en vente invariable, qu'il pût servir en tout temps à acheter la même quantité de travail ou d'autres articles. Si une aune de drap est échangée pour cinquante livres d'huile, pour cent livres de riz, ou pour trois décalitres de vin, etc., la valeur de cette aune de drap sera invariable tant que ces rapports existeront entre elle et l'huile, le riz, le vin, etc., mais dans ce cas seulement. Ainsi donc, il faudrait, pour que la valeur en vente du drap fût toujours la même, que les circonstances dans lesquelles il est donné en échange de cinquante livres d'huile, de cent livres

Digitized by Google

riz ou de trois décalitres de vin, etc., conservassent la même influence relative sur les uns et les autres articles; mais l'expérience démontre qu'elles varient sans cesse à cause de la plus ou moins grande difficulté de la production, et qu'en conséquence la valeur conventionnelle de tous les produits de l'industrie éprouve de continuelles variations.

On avait cru jusqu'à présent, et beaucoup d'économistes croient encore, que la valeur conventionnelle des articles de richesse dépend seulement de leur rareté ou de leur abondance au marché, relativement à leur demande; mais quoique cette assertion puisse être accidentellement vraie, elle n'en est pas moins erronée. Il est incontestable que la proportion existante entre la demande et la quantité de la marchandise exerce une influence momentanée sur le prix conventionnel des produits de l'industrie. Si sur un marché on ne trouvait qu'une petite quantité de drap ou une faible somme d'argent à échanger pour du blé, et qu'on trouvât une provision abondante de ce dernier article, on obtiendrait alors pour une faible quantité de drap ou d'argent une quantité de blé proportionnellement considérable. S'il arrivait ensuite au marché une quantité plus grande de drap ou d'argent, sans que la quantité de blé qui s'y trouvait ordinairement fût aug-

Digitized by Google

mentée, une quantité moindre de cet article serait alors donnée en échange du drap ou de l'argent; mais ce n'est point là résoudre la question; car les approvisionnemens d'un article, à quelques rares exceptions près, doivent toujours être au niveau de la demande.

Si un article transporté au marché y était donné en échange d'une certaine quantité d'autres marchandises ou d'argent plus grande que celle nécessaire au paiement du coût de sa production, coût qui se compose du montant des salaires et des profits ordinaires du capital employé à mettre cet article dans l'état où le consommateur l'achète, ainsi que du prix de transport au marché; dans ce cas, dis-je, les producteurs de cet article obtiendraient un gain plus élevé que celui des autres producteurs. Cet excédant de profits déterminerait bientôt une plus grande concurrence de capitaux dans la branche d'industrie qui produirait cette marchandise, jusqu'à ce que la concurrence eût réduit sa valeur au taux auquel le capital employé à la produire donnerait les mêmes bénéfices que tout autre. Le cas contraire aurait lieu, si un article transporté au marché n'y était point échangé pour une quantité d'autres marchandises ou de numéraire qui suffît à couvrir les frais de production : les producteurs n'obtenant point le même gain que ceux qui pro-

Digitized by Google

duisent les autres genres d'articles, détourneraient bientôt leurs fonds de cette industrie, et cesseraient de produire cet article, tant que son prix ne viendrait point à s'élever, et jusqu'à ce que les capitaux qui seraient employés à sa production donnassent les mêmes bénéfices que ceux employés dans les autres industries.

Que la demande d'un article soit faible ou forte, si le coût de sa production reste le même, quelque altération que puisse éprouver son prix conventionnel, cette altération ne sera qu'instantanée. Si, par exemple, la demande du drap excède l'approvisionnement, l'élévation du prix du drap devra nécessairement s'ensuivre; mais elle n'aura pas de durée, parce que les grands profits qu'auraient faits les fabricans de drap engageraient d'autres capitalistes à appliquer aussitôt de nouveaux capitaux à la fabrication du drap. Dès-lors l'abondance de cet article, pourvu que le coût de la production restât le même, aurait pour effet de ramener le prix à son taux primitif et naturel. Si la demande du drap devient dix fois plus grande, et que le coût de sa production diminue en proportion, le prix du drap sera bientôt réduit au dixième de ce qu'il était auparavant. Si la demande du drap est moindre, et que le coût de la production augmente, son prix, quoique la demande ait diminué, s'élèvera de

Digitized by Google

telle sorte que les fabricans de drap obtiendront de leurs capitaux la même somme de bénéfices produite par les capitaux employés dans les autres industries.

Dans quelques unes de ces industries, dans l'agriculture, par exemple, d'où l'on ne peut que difficilement retirer le capital engagé, il s'écoule ordinairement un intervalle plus considérable que dans les autres branches d'industrie avant que le prix conventionnel et le prix de la production ne soient nivelés ; mais toujours ces deux valeurs finissent par se balancer. L'intérêt de ceux qui cultivent la terre, et la nécessité où est cette classe de vivre de son travail, empêcheront que les prix du marché ne restent long-temps au-dessous des frais de la production agricole ; et l'intérêt des consommateurs ne permettra pas qu'ils dépassent de long-temps ce taux, parce que, si les cultivateurs obtenaient de leurs capitaux des bénéfices extraordinaires, l'agriculture attirerait de nouveaux capitaux jusqu'à ce que leurs utilités descendissent au même niveau de celles des capitaux employés dans les autres branches d'industrie; car chacun désire employer ses capitaux dans toute entreprise qui, à garanties égales, offre des bénéfices plus forts.

Une livre d'or vaut au marché autant que quinze livres d'argent; on ne peut pas dire ce-

Digitized by Google

pendant que cette différence provient de ce que la demande du premier est plus considérable que celle du second, car c'est exactement le contraire. Le commerce du Levant, et la confection de divers meubles et de nos services de table, absorbent une plus grande quantité d'argent que d'or. On ne peut pas dire non plus que cette différence provient de la rareté de l'or, car ceux qui veulent faire achat de ce métal trouvent toujours la quantité qu'ils désirent. La différence qui existe entre le prix de ces deux métaux provient seulement de ce que la production d'une livre d'or coûte quinze fois plus que celle d'une livre d'argent. Il n'en restera aucun doute, si l'on réfléchit que les capitalistes qui emploient leur capital à l'exploitation des mines d'or n'en obtiennent pas, en général, de plus grands bénéfices que ceux qui s'occupent de l'exploitation des mines d'argent, de cuivre, de fer, ou de tout autre métal; car, s'il en était autrement, tous appliqueraient leurs capitaux à l'exploitation des mines d'or, en raison de la liberté dont jouit cette industrie dans les pays où elles sont le plus abondantes. Si des mines d'or étaient découvertes, et que leur exploitation ne coûtât pas plus que celle des mines d'argent, le prix de l'or serait bientôt réduit au niveau de celui de l'argent.

Digitized by Google

Toutes ces raisons tendent à démontrer que la demande d'un article, quelle qu'elle soit, s'il n'y a point de variation dans les frais de sa production, ne peut avoir d'influence permanente sur sa valeur conventionnelle. Si le coût de la production d'un article diminue, son prix de vente diminuera à proportion, quoique sa demande augmente; et si le coût de la production augmente, son prix conventionnel augmentera dans la même proportion, quoique sa demande diminue. Il est certain que le prix de vente n'est pas toujours en proportion du coût de la production d'un article, mais il ne tarde jamais à s'y rapporter; personne ne persisterait à produire des articles de richesse, s'il ne pouvait les vendre qu'à un prix inférieur au coût de leur production. Le prix d'un article ne peut être de beaucoup inférieur ou supérieur à ce taux, pendant un long espace de temps; s'il en était autrement la production de cet article donnerait lieu à l'emploi de nouveaux capitaux, jusqu'à ce que la concurrence des spéculateurs dans ce genre d'industrie eût réduit les bénéfices des capitaux employés à cette production à la quotité ordinaire de ceux employés dans les autres industries. Il est incontestable que toute variation subite dans la demande et l'approvisionnement d'un article produit une variation de

Digitized by Google

prix ; mais cette variation n'est toujours qu'instantanée. La valeur conventionnelle des articles de richesse dépend d'abord de la demande et de l'approvisionnement; mais bientôt elle ne dépend plus que du coût de la production. On voit donc que les frais de la production, autrement dit, la valeur réelle de tout article, servent en définitive à déterminer la valeur d'échange de tous les produits et donnent lieu à ce que ces produits puissent prendre un accroissement indéfini, par l'application à leur production d'un nouveau capital et d'un nouveau travail.

Le marquis de Garnier, dans son ouvrage intitulé *Histoire de la monnaie*, soutient la même doctrine. Je cite ses propres paroles : « Les pro-« ducteurs tendent constamment à régler la « quantité de leurs produits sur celle des de-« mandes; leurs offres ne seront pas moindres, « par la raison qu'il est de leur intérêt d'aug-« menter leurs produits; et ils ne produiront pas « plus, parce que ces produits seraient en pure « perte. Ces deux quantités, celle des produits et « celle des demandes, tendent toujours à s'éga-« liser, et à atteindre un point de repos, qui de-« vient leur niveau, et qui sert à déterminer le « prix naturel de toutes les choses mises en vente. « Quelle est la limite au delà de laquelle le pro-« ducteur est hors d'état d'écouler la quantité de

Digitized by Google

« ses produits ? Cette limite, c'est le prix naturel,
« parce que s'il ne peut atteindre ce prix pour
« quelque produit que ce soit, il éprouvera la
« perte d'une partie de son capital. Quelle est la
« limite que rencontre la demande du consom-
« mateur ? C'est encore le prix naturel, parce
« qu'il ne veut pas donner plus que l'équi-
« valent de ce qu'il reçoit. Si le producteur, par
« suite d'une découverte ou d'un perfectionne-
« ment apporté à l'industrie, se trouve à même
« de produire un article en moins de temps et à
« de moindres frais, le prix naturel de cet article
« baissera alors, et la demande s'en augmentera
« dans la même proportion, parce qu'un plus
« grand nombre de consommateurs pourra en
« fournir le prix. Le prix naturel d'un article
« quelconque mis en vente sera toujours la com-
« mune limite où s'arrêtera la demande de cet
« article ainsi que la quantité de sa production.
« Quand le prix courant du marché n'est autre
« que le prix naturel, le producteur et le con-
« sommateur se donnent réciproquement l'équi-
« valent identique de ce que chacun d'eux re-
« çoit; mais lorsque le prix courant s'éloigne du
« prix naturel, il y a désavantage pour le con-
« sommateur et avantage pour le producteur, ou
« bien désavantage pour ce dernier et avantage
« pour le premier. »

Digitized by Google

Ce principe, que la valeur d'échange de toutes les marchandises a pour règle le coût de la production, n'est applicable que tout autant que l'industrie est libre, c'est-à-dire quand la concurrence des capitalistes n'est pas en partie ou entièrement restreinte. La suspension de la concurrence des producteurs et des acheteurs prend le nom de monopole, et dans tous les cas où il y a monopole, la valeur conventionnelle est régie par des principes qui diffèrent de ceux précédemment indiqués. Toutes les fois que la provision des articles est limitée, leur prix n'est point alors réglé par le coût de leur production, mais par le degré de leur utilité, réelle ou imaginaire, comparée aux moyens et aux besoins des acheteurs. Une livre de pain, dans une ville assiégée ou dans un désert, peut avoir un prix supérieur à une livre d'or; et quoique les effets du monopole soient rarement aussi extrêmes, ils agissent toujours d'après le même principe. Quand un particulier ou une certaine classe de la société possède le privilège exclusif de la fabrication d'un article, la concurrence est sans influence sur la marchandise, objet du privilège, et alors le prix de cet article ne dépend plus que de son abondance au marché, par rapport à la demande qui en est faite et à l'utilité qu'il peut avoir. S'il arrivait que les producteurs privilégiés fournissent abondam-

Digitized by Google

ment le marché, il en résulterait que les articles privilégiés seraient vendus à leur prix naturel, et que le monopole ne produirait d'autre effet nuisible que d'exclure le public de l'exploitation d'une industrie où chacun avait le droit de s'employer. Mais ce qui arrive le plus ordinairement, c'est que les privilégiés approvisionnent insuffisamment le marché, et souvent de marchandises de mauvaise qualité. Alors, le prix de la marchandise privilégiée, si la contrebande ou la fabrication clandestine est impossible, s'élèvera aussi haut que la concurrence des acheteurs pourra le porter; il sera vendu alors dix ou vingt fois plus cher qu'il ne le serait si la concurrence de la production et de la vente était entièrement libre; en sorte qu'il n'y a que le manque de numéraire chez ceux qui ont besoin d'acheter, qui peut mettre des bornes à la rapacité des monopoliseurs.

On doit surtout établir une distinction entre les articles privilégiés purement de luxe, et ceux qui sont d'une consommation générale. Il est impossible de fixer la valeur conventionnelle de ces articles de luxe, dont l'approvisionnement ne peut être augmenté en proportion de la demande; mais il n'en est pas ainsi des objets de première nécessité : la valeur de ceux-ci, au contraire, a des bornes qui ne peuvent être constamment franchies. La valeur des articles qui

Digitized by Google

composent la subsistance d'un jour du travailleur ne peut excéder long-temps la valeur de ceux que produit le travail d'un jour, car autrement le producteur, loin d'avoir du bénéfice, éprouverait une perte. Je vais donner une explication plus étendue. La valeur du travail d'un jour ne peut être constamment moindre que celle des articles dont se compose la subsistance de l'ouvrier pendant un jour, car s'il en était autrement, le travailleur, au lieu d'être utile à celui qui l'emploierait, se trouverait hors d'état de produire ou de remplacer ce qu'il aurait consommé tout le temps de la durée de son travail. Il s'ensuit qu'en fait de monopoles, les articles de luxe sont les seules marchandises dont la valeur puisse être augmentée indéfiniment, tandis qu'il existe un point au-delà duquel la valeur des articles d'une consommation générale ne peut s'élever, relativement à celle des autres marchandises.

Outre les articles de monopole, il y a une autre espèce d'objets de richesse dont la libre concurrence ne peut avoir pour effet d'accroître la quantité, et dont le prix conventionnel, par la même raison, ne dépend point du coût de leur production. La valeur des peintures, des statues de professeurs célèbres, celle d'objets d'antiquités, de pierres précieuses et de vins exquis qui ne sont produits qu'en certains crus, ne dépend ja-

Digitized by Google

mais du coût de la production. Abstraction faite de ces exceptions qui, comparativement aux autres articles de richesse, sont peu importantes, toutes les fois que l'industrie sera entièrement libre, et que la concurrence n'éprouvera aucune restriction, le prix des différens produits, à quelques rares intervalles près, sera toujours au niveau du coût de la production. Lorsque la baisse du prix d'un article proviendra de la diminution du coût de la production, les producteurs n'en éprouveront aucun préjudice, et il en résultera un avantage pour le consommateur; mais si la baisse provient de toute autre cause, elle nuira aux producteurs.

On ne peut dire que la valeur en vente des marchandises dépend du coût de leur production, que lorsque la somme restante de deux capitaux égaux employés à la production de deux sortes de marchandises dont les valeurs sont déterminées l'une par l'autre, est égale; mais hors de ce cas ce principe n'est plus applicable. Si les bénéfices du capital sont de vingt pour cent, et que le capital intégral ait été consommé dans la production, la valeur en vente des produits doit être égale à la valeur de la totalité du capital, augmenté de vingt pour cent; s'il n'y a eu consommation que de la moitié, la valeur en vente des produits doit être égale à la valeur de

Digitized by Google

la moitié du capital augmenté de vingt pour cent.

Contrairement à la doctrine que je viens d'exposer, on dit souvent que le temps seul, sans l'intervention du travail, influe sur la valeur conventionnelle des marchandises, et que, par cette raison, afin d'évaluer exactement les bénéfices, on doit tenir compte du temps nécessaire pour que la marchandise soit produite et vendue. Si la production d'une barrique de vin, par exemple, est le résultat d'un travail égal à celui de la production de vingt setiers de blé, la barrique sera alors échangée contre les vingt setiers de blé; mais si le producteur du vin, au lieu d'en opérer l'échange, le garde deux ans, il aura au bout de ce temps une valeur supérieure à celle des vingt setiers, parce que les bénéfices qu'aurait produits dans ces deux années le capital qu'il emploie, doivent nécessairement être ajoutés à la valeur primitive du vin. Il y a, dit-on, dans ce cas augmentation de valeur, quoiqu'un nouveau travail ni de plus grands frais de production n'aient été faits; par conséquent la valeur en vente d'un article n'est pas déterminée par le seul travail employé à sa production.

Cet argument repose sur une idée fausse, tant en ce qui concerne la nature du capital que celle des bénéfices, qui sont en effet la mesure du travail, et la seule à laquelle nous devons re-

Digitized by Google

courir quand ce travail sert à déterminer le capital. Si deux fabricans emploient un capital égal, que les produits de l'un soient tels qu'ils puissent être vendus en un an pour la somme de mille piastres, et que les produits de l'autre ne puissent l'être qu'au bout de deux ans, le taux des intérêts ordinaires du capital étant de dix pour cent, il devient alors nécessaire que la vente s'en fasse pour la somme de onze cents piastres, afin que la valeur d'échange de ces deux produits soit en rapport avec le coût de la production. La différence du prix n'est qu'apparente, quoique les uns se vendent pour mille piastres, et les autres pour onze cents. Un capital n'est autre chose que le produit accumulé d'un travail préalable, et le bénéfice qu'il donne est la récompense de ce travail, de même que les salaires sont la récompense d'un travail immédiat. Le capital, tant qu'il a pour effet d'améliorer l'article à la production duquel il est employé, doit obtenir une récompense, par la raison qu'un travail immédiat a lieu, et qu'ainsi l'augmentation de valeur qu'acquiert le vin gardé deux années en cave ne doit pas être considérée, sous le point de vue économique, comme un effet du temps, mais bien comme le résultat d'un travail non interrompu. Si ce même vin était conservé deux années de plus, que pendant cet espace de temps sa qua-

Digitized by Google

lité ne se fût pas améliorée, et que l'action du capital n'eût pas opéré, il n'acquerrait point alors de valeur nouvelle. Ainsi donc, sa valeur d'échange, de même que celle des autres produits de l'industrie, est seulement déterminée par le coût de sa production, ou par la durée du travail que cette production a exigée.

Quelques écrivains anglais des plus renommés exposent une théorie de la valeur d'échange des marchandises, qu'on pourra croire opposée à celle qui précède; mais cette contradiction n'est qu'apparente. Ils prétendent que dans l'enfance de la société, lorsque chaque membre travaillait pour son propre compte, et que les capitalistes ne formaient point encore une classe distincte de celle des travailleurs, la valeur en vente des marchandises était fixée en raison du travail nécessaire à leur production; mais ils ajoutent aussi que dès que la société commence à faire des progrès, et qu'il y a distinction entre le capitaliste et le travailleur, la valeur d'échange des marchandises a pour règle, non le travail nécessaire à la production de ces marchandises, mais bien la somme des capitaux qui concourent à cette même production. Les produits de capitaux égaux, disent-ils, ne sont presque jamais le produit d'un travail de même durée; les marchandises produites au moyen d'un capi-

Digitized by Google

tal, et dans un temps déterminé, par exemple en soixante-dix jours de travail, ont une valeur d'échange égale à celle des marchandises produites par le même capital en quatre-vingt-dix jours ou cent jours; et, en conséquence, la valeur d'échange des marchandises ne doit point avoir pour règle la durée du travail qu'ont exigée leur production et leur transport au marché, mais bien la somme de capitaux employée à cette production et à ce transport.

Cette théorie, quoiqu'elle paraisse opposée à celle que j'ai exposée ci-dessus, est substantiellement la même; car, le capital n'étant qu'une accumulation des produits du travail préalable, la valeur d'échange des marchandises qu'un même capital produit, quoiqu'un même travail immédiat n'ait pas lieu, doit être la même, parce que le coût de la production de ces marchandises n'a point varié.

Le travailleur lui-même, par rapport à la production de la richesse, est une machine qui tient sa perfection d'un travail préalable, et qui fait aussi partie du capital national; et, partant, lorsqu'on veut parler du coût de la production des marchandises, il n'y a aucune différence à faire entre le travail préalable et le travail immédiat, car il ne peut y avoir de travail immédiat sans qu'il y ait eu travail préalable. Qu'un arti-

Digitized by Google

cle de richesse soit le produit du travail de l'homme ou le résultat du travail d'une machine, il n'y a donc point de différence essentielle; car, l'un comme l'autre font partie du capital national, et sont le produit d'un travail préalable. Or, affirmer que la valeur des marchandises a pour règle ou le coût de la production ou la durée du travail qu'a nécessitée cette production, c'est comme si l'on disait que la valeur d'échange des marchandises a pour règle la somme des capitaux qui ont été employés à leur production.

Lorsque j'ai traité de la valeur réelle et de la valeur d'échange des marchandises, je me suis abstenu de parler de la valeur de la monnaie. J'ai cru devoir lui consacrer un chapitre séparé, parce que la monnaie est la marchandise universelle au moyen de laquelle la plupart des échanges ont lieu chez les peuples civilisés, et qu'elle est regardée par le vulgaire comme l'unique et invariable mesure de tous les autres produits du travail de l'homme. Mais avant de m'occuper de cette matière, je terminerai l'explication de ce qui est relatif à la valeur des autres articles de richesse.

Digitized by Google

CHAPITRE IV.

De l'effet que produisent sur la valeur conventionnelle des marchandises les variations qui ont lieu dans le prix des salaires et dans les utilités du capital.

On doit conclure nécessairement de tout ce qui précède que les articles de richesse résultant de l'emploi du capital et du travail, sont le produit de deux espèces de travail : l'un immédiat, qui se réalise par le travail actuel de l'ouvrier; l'autre préalable ou antérieur, qui provient des produits accumulés, qui concourent ensuite à activer le travail immédiat, ou qui lui fournissent les matières premières. Deux choses sont à observer dans ces deux espèces de travaux; la première, que ces différens travaux ne reçoivent pas toujours une rémunération égale; ou, ce qui revient au même, que le prix de l'un ne s'élève pas précisément lorsque le prix de l'autre augmente, et que le prix du premier ne baisse point quand la diminution du prix du second a lieu : la seconde remarque à faire, c'est que ces deux espèces de travaux ne contribuent pas toujours également

Digitized by Google

à la production des articles de richesse. S'il y avait deux espèces de travail, dont la récompense ou le salaire n'augmentât ou ne diminuât pas dans une même proportion, et qui, concourant simultanément à la production des articles de richesse, ne contribuassent pas dans les mêmes termes à cette production, cette circonstance aurait pour effet la variation de la valeur conventionnelle des marchandises, dans tous les cas où les salaires éprouveraient quelque variation.

Je suppose qu'un homme, sans le secours d'aucune arme, puisse, dans une journée de travail, tuer un cerf, et qu'il faille à un autre homme un jour de travail pour fabriquer l'arme dont il fera usage pour tuer un castor, et un autre jour pour le tuer. Si cet homme était obligé de faire de nouvelles armes pour chaque castor qu'il aurait à tuer, de telle sorte qu'il en coûtât autant pour tuer un castor qu'il en coûterait pour tuer deux cerfs, la valeur de chaque castor serait alors nécessairement double de celle du cerf. La durée des armes de chasse, qui forment le capital qu'emploie le chasseur de castors, est un des principaux élémens qui doivent entrer dans l'évaluation du prix des castors; si les armes, au lieu de servir pour tuer un castor, servaient à en tuer vingt, le travail nécessaire pour tuer un castor n'excéderait que d'un vingtième celui néces-

Digitized by Google

saire pour tuer un cerf; et en conséquence le prix conventionnel d'un castor ne serait que d'un vingtième plus fort que le prix conventionnel d'un cerf; et si l'arme servait à tuer trente castors, la valeur d'un castor n'excéderait que d'un trentième celle d'un cerf.

Les articles de richesse peuvent être produits de trois manières différentes : 1° par un travail immédiat; 2° par un capital et un travail immédiats; 3° par le capital seulement, sans travail immédiat. Dans le premier cas, la valeur conventionnelle des articles sera proportionnée au travail, et ce travail sera seul régulateur. Dans le second cas, la valeur conventionnelle des articles sera réglée par les deux travaux; et dans le troisième cas, comme le travail qui a produit le capital déterminera cette valeur, le prix conventionnel des articles produits par ce dernier moyen doit être réglé par le travail préalable qui a eu lieu. Quoique personne ne veuille contester la vérité de ces principes, les opinions sur la vraie cause de la valeur conventionnelle n'en sont pas moins partagées, tant en considération de ce qu'un grand nombre d'artisans travaillent pour le compte des capitalistes, qu'en raison des variations qui surviennent dans le prix des journées, et même dans le prix des produits. La difficulté consiste à rechercher jusqu'à

Digitized by Google

quel point a lieu la combinaison des deux espèces de travail dans la production des divers articles de richesse.

Si une paire de bas, par exemple, fabriquée par les soins d'un artisan, travaillant à son compte, est échangée contre une paire de gants fabriquée par un autre artisan, travaillant également à son compte, l'échange de ces deux articles continuera d'avoir lieu dans cette même proportion, lorsque les artisans qui les fabriquaient à leur compte les fabriqueront pour le compte d'un autre, en admettant qu'il faille le même travail pour les produire. Dans le premier cas, les bas et les gants appartiennent entièrement aux artisans qui les fabriquent; dans le second, c'est aux artisans et aux individus pour le compte desquels ils travaillent que ces articles appartiennent. Dans le premier cas, le capital qui sert à la production de ces articles appartient aux travailleurs; et dans le second cas, ce capital leur est fourni par d'autres membres. La question se réduit alors à rechercher si l'abandon que font les travailleurs d'une partie de leurs produits, en compensation du secours qu'ils reçoivent par l'apport d'un capital étranger, est un motif pour eux d'élever la valeur de leurs produits. Il est évident qu'il n'en est point ainsi, car les bénéfices du capital n'étant autre chose que les salaires

Digitized by Google

du travail préalable, que le capital appartienne au travailleur lui-même ou à tout autre individu, cette circonstance n'occasionne aucune variation dans le prix de l'article. Quand le capital n'appartient pas au travailleur, l'article se divise en deux parties: l'une sert au paiement du travail immédiat, l'autre à celui du travail préalable; mais la valeur conventionnelle d'un article ne changera pas, tant que le travail et le capital nécessaires à sa production seront les mêmes, le capital appartînt-il à un seul ou à plusieurs.

De ce que deux individus distincts contribuent en même temps à la production par un travail préalable et immédiat, il n'en est pas moins vrai que la valeur d'échange de tous les articles de richesse ne dépend que du travail nécessaire à leur production. Il nous reste maintenant à rechercher quels effets produit sur le prix conventionnel des produits la variation dans le prix des travaux. Pour la plus grande intelligence de la matière, je diviserai cette recherche en deux parties; j'examinerai dans la première si la variation du prix des salaires exerce quelque influence sur la valeur conventionnelle des articles produits à l'aide de capitaux d'une égale durée, et, si elle en exerce, j'indiquerai quel est son effet; dans la seconde, je rechercherai si cette variation a quelque influence lorsque l'on

Digitized by Google

emploie des capitaux de durée différente, et, dans ce cas, quel en est le résultat.

Première partie. Si tous les capitalistes employaient des capitaux d'une même durée, ils se trouveraient tous dans le même état; tous perdraient ou gagneraient dans la même proportion, par l'augmentation ou la diminution du prix des salaires; cette augmentation ou cette diminution ne pourrait faire varier la valeur relative des articles de richesse. Je suppose que, lorsque les salaires étaient de deux francs, un chapeau d'une certaine qualité fût échangé contre une paire de bottes; si les salaires s'élèvent ensuite à trois francs, cette augmentation altérera-t-elle la valeur des chapeaux par rapport à celle des bottes? Il est évident qu'elle ne peut l'altérer, car la proportion du prix qui existait entre ces deux articles ne peut être en rien altérée par l'augmentation ni la diminution du prix de la journée, par la raison que la variation dans le taux de la journée ne peut avoir lieu pour une seule branche d'industrie. La concurrence aura pour effet d'augmenter ou de diminuer ce prix, jusqu'à ce qu'il atteigne le même niveau que celui payé dans les autres branches d'industrie. Si la journée d'un ouvrier chapelier augmente d'un franc par jour, l'industrie étant entièrement libre, la journée du cordonnier et des autres artisans éprouvera éga-

Digitized by Google

lement l'augmentation de un franc. Le fabricant de chapeaux ne pourrait alléguer, pour augmenter le prix de la journée de ses ouvriers, aucun motif plausible qui ne pût aussi être mis en avant par le maître cordonnier; en effet, le premier ne pourrait pas dire au second de lui donner un plus grand nombre de paires de bottes en échange de ses chapeaux. Il s'ensuit que si un chapeau était échangé contre une paire de bottes, avant l'augmentation du prix de la journée, la proportion dans laquelle l'échange de ces deux articles aurait lieu serait la même, après que l'augmentation du prix des journées aurait eu lieu, à moins que quelque variation ne survienne dans le travail de sa production. Tant que le travail nécessaire à la confection d'un chapeau sera le même que celui exigé pour la façon d'une paire de bottes, leur valeur relative ne variera point, et l'échange de ce chapeau contre cette paire de bottes aura lieu comme auparavant, que les producteurs de ces objets reçoivent cinq francs par journée, ou seulement cinq sous.

Peut-être dira-t-on que la variation du prix de la journée amène quelquefois celle du prix des articles évalué en argent, quoiqu'il n'altère point la proportion que doivent avoir dans les échanges les articles produits à l'aide de capitaux d'une même durée. Si la variation du prix de la

Digitized by Google

journée était réelle et non nominale, le travailleur ayant une part plus ou moins grande dans le produit, ou recevant une quantité plus ou moins grande de numéraire, la valeur de ce numéraire étant la même, cette variation, dans ce cas, ne pourrait avoir un tel effet. L'argent est un article dont la valeur dépend du même principe qui sert de règle à celle des autres articles de richesse. Si le pays possède des mines d'or et d'argent qui servent à la fabrication de sa monnaie, l'augmentation du prix de la journée, qui influe sur la production des autres articles de richesse, aura aussi une influence sur la valeur de l'or et de l'argent; mais si cet or et cet argent proviennent de l'étranger, ce pays ne recevra point en échange des articles produits par un travail plus cher, une quantité d'or et d'argent plus grande que celle qui était fournie auparavant, en échange des mêmes articles produits par un travail moins coûteux. La raison en est que si ceux qui exportent certains articles et en opèrent l'échange contre des métaux précieux, recevaient, après l'augmentation du prix de la journée, une plus grande quantité de ces métaux qu'ils n'en recevaient antérieurement, leurs bénéfices seraient supérieurs à ceux des travailleurs des nations voisines, dont la concurrence les pousserait par la suite à donner la même quantité d'articles qu'ils don-

Digitized by Google

naient avant que le prix des journées n'eût augmenté.

Tout ce qui précède est dit dans l'hypothèse que la valeur de la monnaie n'a point varié, et qu'un même travail suffit pour en produire une même quantité. Si la valeur de cette monnaie varie, et si la production en est plus ou moins difficile, le prix des salaires et celui de leurs produits varieront également; mais cette différence ne proviendra pas de ce que le travailleur gagnera un salaire plus ou moins élevé, mais bien de ce qu'il y aura eu variation dans la valeur de l'article d'après lequel s'évaluent le salaire et le prix des articles de richesse.

Quoique le prix des salaires soit ordinairement payé en argent, il se compose en réalité d'une partie du produit de l'industrie du travailleur; il en résulte qu'il est élevé quand il revient au travailleur une plus grande part du produit de son industrie, et qu'il est faible dans le cas contraire. Le salaire réel ou proportionnel, loin d'être le même que le salaire payé en numéraire, est souvent plus faible, comme je l'ai déjà dit, lorsque le travailleur reçoit une plus grande somme d'argent, et très souvent il s'élève quand le travailleur en reçoit une plus faible. Il convient, afin d'éviter toute erreur dans les recherches relatives à la distribution des produits, de considérer les

Digitized by Google

salaires comme une portion du produit de l'industrie; car l'habitude où l'on est de confondre la variation de la quantité d'argent employé au paiement de la journée, avec la variation dans la vraie quotité du prix de cette journée, donne lieu à de nombreuses erreurs. Si la valeur de l'argent baisse aujourd'hui de moitié, l'ouvrier qui recevait hier un franc pour son travail doit gagner aujourd'hui deux francs, pour qu'il y ait égalité de gain pendant ces deux jours; et la paire de souliers, par exemple, dont le prix était autrefois de quatre francs, doit être actuellement de huit francs. C'est donc une erreur de voir ici une augmentation dans le prix de la journée et dans celui des produits; c'est cependant ce qu'on affirme généralement. Le fabricant qui augmente de cinquante centimes le prix de la journée de ses ouvriers, et qui, dans cette proportion, vend ses marchandises plus cher, parce qu'une baisse a eu lieu dans la valeur de l'argent; ce fabricant, dis-je, n'assigne jamais à ces variations leur véritable cause; c'est à l'augmentation de la journée qu'il attribue l'élévation du prix des produits, sans avoir égard à la diminution de la valeur de l'argent, article qui sert à régler le plus ordinairement la journée et le prix des articles de richesse.

Seconde partie. Ricardo est le premier économiste qui ait démontré que la variation dans le

Digitized by Google

prix des salaires ne pouvait altérer la valeur en vente des articles à la production desquels sont employés des capitaux de même durée. C'est encore lui qui a découvert les effets de la variation du prix des salaires sur la valeur conventionnelle des articles produits par l'emploi de capitaux qui ne sont pas de même durée. Ses recherches, dans cette matière ardue, ont été d'une grande importance. Il a démontré non seulement qu'une augmentation des salaires ne pouvait avoir pour effet de produire une élévation dans les prix de tous les produits de l'industrie, mais encore que, dans un grand nombre de cas, l'augmentation des salaires a pour résultat la diminution du prix des marchandises, et qu'une diminution des salaires détermine une élévation dans la valeur des produits.

Cette proposition, quoique paradoxale en apparence, est cependant très exacte. Quelques articles de richesse sont seulement le produit d'un travail préalable, c'est-à-dire du capital; d'autres, le produit du travail immédiat ou personnel. Les premiers, pour la plupart, appartiennent au capitaliste; les seconds, au travailleur. Je suppose qu'un fabricant possède une machine d'une longue durée, de la valeur de vingt mille piastres, machine au moyen de laquelle il peut fabriquer des articles avec

Digitized by Google

très peu de travail immédiat : dans ce cas, il est incontestable que les articles que produit cette machine constituent les bénéfices du capital qui y a été employé, et que la valeur conventionnelle de ces articles, évaluée en numéraire, doit varier nécessairement par suite de chaque variation qui survient dans la somme des bénéfices. Si, sur le marché, le capital produit un bénéfice de dix pour cent, en admettant que la valeur de l'argent n'ait point varié, les produits de ce fabricant donneront en vente une somme annuelle de deux mille piastres, en sus de la modique dépense qu'auront nécessitée les réparations des machines; et si le capital employé dans les autres industries donnait un bénéfice de quinze pour cent, le fabricant devrait alors retirer trois mille piastres des produits de sa machine; autrement, il n'obtiendrait point de son capital les bénéfices ordinaires qu'obtiennent des leurs les autres capitalistes; et si les bénéficès se trouvaient réduits à cinq pour cent, la valeur des produits de ce fabricant ne serait, par la même raison, que de mille piastres. Tant que le travail nécessaire à la production des articles n'éprouve aucune variation, l'augmentation du prix de la journée, quelle qu'elle soit, doit avoir pour effet de diminuer les bénéfices, et par suite, la valeur en vente des articles à la production desquels l'emploi d'un ca-

Digitized by Google

pital fixe ou d'une machine concourt plus particulièrement. On voit, par ce que j'ai dit précédemment, lorsque j'ai traité du principe de la concurrence, que, quelle que soit l'augmentation du prix des journées, il n'est donné à aucune classe de producteurs d'obtenir une quantité d'articles plus grande que celle obtenue par les autres producteurs de la même classe, c'est-à-dire par ceux dont le capital peut être réalisé dans le même espace de temps. Il est donc évident que l'augmentation du prix des salaires ne peut faire élever le prix d'aucun article relativement au prix des autres; or, comme elle ne produit pas un tel effet, elle doit nécessairement amener une diminution générale dans les bénéfices. Je suppose que les salaires éprouvent une augmentation de dix pour cent, cette augmentation ne fera point que le fabricant qui emploie un nombre d'ouvriers moindre, relativement à son capital, obtienne une quantité de produits plus grande que celle qu'obtiennent les autres capitalistes qui emploient un même capital et un même travail, ou qu'il en obtienne une égale à celle obtenue par les capitalistes qui emploient une plus forte partie de leur capital au paiement des salaires. Ainsi donc, les bénéfices de ces fabricans, et ceux des autres producteurs, diminuent nécessairement par l'effet de l'augmentation des salaires; et, toutes les

Digitized by Google

fois qu'une semblable diminution aura lieu, elle portera également sur la valeur conventionnelle des articles à la confection desquels concourt principalement un capital fixe.

Je suppose que les divers capitaux, en raison de leur durée respective, soient divisés en sept classes; que ceux de la première dont la consommation et la reproduction s'opèrent le plus tôt soient employés en totalité au paiement des salaires; que dans la seconde soient compris ceux qui ont un peu plus de durée que ceux de la première et moins que ceux de la troisième, jusqu'à ce qu'on arrive ainsi à ceux de la septième classe, qui, se composant principalement de machines, ne sont affectés qu'en très petite partie au paiement des salaires, et dont la consommation et la reproduction sont par conséquent les plus lentes; je suppose que tous ces capitaux donnassent au propriétaire le même bénéfice, quel serait l'effet que produirait la variation dans le prix de la journée, sur la valeur des articles qui en sont le produit? Si le prix de salaires augmentait, il est évident que les propriétaires des capitaux de moindre durée, compris dans la première classe, en éprouveraient un plus grand préjudice que ceux de la seconde qui emploient un moins grand nombre d'ouvriers; ceux-ci plus que ceux de la troisième; et l'on arriverait ainsi à ceux de la septième, dont le

Digitized by Google

capital se compose de machines, et qui n'employant qu'un très petit nombre d'ouvriers éprouveraient très peu de préjudice par l'effet de l'augmentation. Si le prix des salaires augmentait de telle sorte que les bénéfices des capitalistes de la septième classe, qui, bien qu'employant peu de travailleurs, ne laissent pas d'en employer un certain nombre, diminuassent d'un pour cent, les bénéfices des capitalistes de la sixième classe, qui en emploient le double, diminueraient de deux pour cent; ceux de la cinquième de trois pour cent, et cette diminution successive s'étendrait jusqu'aux capitalistes de la première classe, dont les bénéfices diminueraient de sept pour cent. Il est certain que cette différence entre les bénéfices ne sera point de longue durée; mais elle existera jusqu'à ce que les propriétaires des capitaux de la première classe, qui employaient la totalité ou la plus grande partie de leurs fonds à payer des salaires, ayant remarqué que les capitalistes, qui avaient employé les leurs à la production des articles obtenus au moyen des machines, sont ceux qui ont le moins souffert de l'augmentation du prix des salaires, détournent leurs fonds de leur entreprise première, et les appliquent à la production des articles qui offrent plus de bénéfice. Il en résultera que la provision des articles que produisent les capitalistes des cinquième, sixième et

Digitized by Google

septième classes, s'élèvera au-delà de la demande, et que la provision des divers articles produits par les autres capitalistes ne pourra lui suffire; que la valeur de ces derniers articles augmentera, et celle des premiers baissera jusqu'à ce que tous les capitalistes retirent des bénéfices égaux.

Si, au lieu d'augmenter, les salaires baissaient, il en serait autrement. Les capitalistes qui emploieraient un nombre plus grand d'ouvriers, auraient des bénéfices plus grands que ceux qui emploieraient un plus grand nombre de machines et moins de bras. La concurrence entraînerait ces derniers à retirer leurs fonds et à les diriger vers les branches d'industrie qui emploieraient un plus grand nombre de bras, jusqu'à ce que les bénéfices des divers capitalistes parvinssent au même niveau.

Je déduis de ce qui précède, que l'augmentation des salaires ne peut produire une hausse générale dans le prix des marchandises, et que la baisse des salaires ne peut pas plus occasionner une baisse générale dans le prix des produits. En supposant que le travail nécessaire à la production soit le même, l'augmentation des salaires, au lieu d'une hausse produira quelquefois une baisse générale dans le prix conventionnel des produits ; et la diminution des salaires, loin d'occasionner la baisse du prix des marchandises, quelquefois produira une

Digitized by Google

hausse générale. Quoiqu'il soit difficile de déterminer exactement jusqu'à quel point la variation du prix des salaires influe sur la valeur conventionnelle des produits, cependant je crois que par les trois cas suivans on pourra connaître quel est l'effet de la variation des salaires, et quelle est la méthode à suivre pour graduer l'influence de cette variation d'après les bénéfices du capital et d'après les prix des produits de l'industrie.

Premier cas. Si tous les articles étaient le produit d'un travail immédiat, ou d'un capital employé au paiement des salaires, une augmentation de ces salaires, quelle qu'elle fût, produirait une baisse proportionnelle dans les bénéfices. Un capitaliste qui emploie mille piastres en journées, si les bénéfices étaient de dix pour cent, vendrait nécessairement ses produits onze cents piastres, dont mille pour le salaire des travailleurs, et les cent autres pour le bénéfice de son capital. Si les salaires s'élevaient à cinq pour cent de plus, le capitaliste devrait alors payer aux travailleurs mille cinquante piastres. Dans ce cas, il ne lui resterait que cinquante piastres de bénéfice, c'est-à-dire cinq pour cent, car il ne pourrait vendre ses marchandises plus de onze cents piastres, parce que, comme ceci a lieu dans l'hypothèse où tous les produits sont le résultat d'un travail immédiat, l'augmentation du prix des salaires au-

Digitized by Google

rait nécessairement sur le capital qui servirait à la production de l'argent monnayé le même effet que sur le capital des autres articles. Il est évident que, dans ce cas, toute élévation du prix des salaires aurait pour conséquence la diminution des bénéfices des capitaux employés dans les différentes branches d'industrie, et qu'une baisse du prix des salaires déterminerait une augmentation dans les bénéfices.

Second cas. Si tous les articles étaient produits tant à l'aide du travail immédiat que par l'emploi du capital, et qu'une élévation du prix des salaires eût lieu, la baisse des bénéfices serait seulement de la moitié de l'augmentation du prix de la journée. Je suppose qu'un fabricant emploie annuellement cinq cents piastres au paiement des journées des travailleurs, et cinq cents autres à l'achat ou à l'entretien des machines, les bénéfices étant de dix pour cent; les produits de ce fabricant se vendront nécessairement au prix de onze cents piastres, dont cinq cents piastres pour prix des journées, cinq cents autres pour renouveler les machines, et les cent restant pour les utilités du capital. Si le prix du salaire augmente de cinq pour cent, le fabricant devra payer en salaires cinq cent vingt-cinq piastres et cinq cents pour renouveler les machines; en conséquence il ne lui restera que soixante-

Digitized by Google

quinze piastres, et alors les bénéfices éprouveront une baisse de deux et demi pour cent.

Troisième cas. Si tous les articles étaient le produit d'un capital fixe de la plus grande durée, c'est-à-dire d'un capital dont seulement une faible part serait employée au paiement des salaires, si le prix de ces journées s'élevait alors, l'effet que produirait cette augmentation dans les bénéfices aurait lieu en raison de la modique partie du capital destinée au paiement des salaires.

Voyons maintenant quel serait l'effet qu'aurait sur la valeur relative des articles de richesse l'augmentation de cinq pour cent du prix des salaires, si au lieu d'être le produit d'un travail immédiat comme dans le premier cas, ou de la moitié du capital et de la moitié du travail immédiat comme dans le second, ou seulement du capital de la plus longue durée comme dans le troisième, les articles de richesse étaient produits en partie d'une de ces trois manières, et en partie d'une autre. Je distinguerai, pour plus de clarté les producteurs de ces trois espèces d'articles par les chiffres 1, 2 et 3. Une augmentation de cinq pour cent dans le prix des salaires aurait pour effet de diminuer les bénéfices du capitaliste N° 1, de deux et demi pour cent de plus que ceux du capitaliste N° 2, et de cinq pour cent de plus que

Digitized by Google

ceux du capitaliste N° 3. Si les salaires baissaient au lieu de s'élever, un résultat inverse aurait lieu; le capitaliste N° 1 obtiendrait par l'effet de cette baisse un bénéfice de cinq pour cent, celui du N° 2 un de deux et demi pour cent, et celui du N° 3 n'en aurait aucun.

Si les salaires s'élèvent, il y aura également augmentation dans la valeur conventionnelle de tous les articles régulateurs produits par le travail immédiat, et diminution de celle des articles produits au moyen de capitaux d'une plus longue durée; si les salaires baissent, il y aura diminution du prix des articles produits à l'aide d'un capital de moindre durée, et la valeur des articles produits au moyen d'un capital de plus longue durée augmentera; il en résulte que le prix de la totalité des produits industriels de la société ne peut être influencé ni par la hausse ni par la baisse des salaires.

L'effet que produit sur le prix conventionnel des marchandises la variation du prix des salaires dépend principalement de l'espèce de capital employé à la production de l'or et de l'argent; car ces deux métaux servent à la fabrication de la monnaie, qui est la mesure générale de tous les produits de l'industrie. Cependant, il est incontestable que l'argent peut seul offrir une mesure exacte, lorsque sa valeur n'a point

Digitized by Google

éprouvé d'altération. Si un article évalué d'abord à deux onces d'argent, l'est ensuite à trois onces du même métal et du même titre, on ne pourra douter que la valeur de cet article n'ait éprouvé quelque altération, si l'on sait que la valeur de l'argent n'en a subi aucune; mais comme la valeur de l'or et de l'argent est variable, de même que celle de tous les autres articles de richesse, il ne serait pas facile de savoir si c'est le métal ou l'autre article de richesse qui a éprouvé cette altération.

Quoique le prix des produits de l'industrie manque d'une mesure exacte, toujours est-il vrai, d'après ce qui a été dit, que le travail nécessaire à la production d'un article est la mesure la moins incertaine. Si l'on avait la certitude que l'article qu'on a choisi pour servir de règle à la valeur des autres, était constamment produit dans les mêmes circonstances, c'est-à-dire par un même travail, préalable et immédiat, on connaîtrait alors deux choses : la première, la différence qui aurait existé, à deux époques déterminées, dans le coût de la production d'un article quelconque; la seconde, la différence approximative qui aurait eu lieu entre les quotités diverses du capital et du travail.

On remarquera que, quoique l'altération survenue dans les salaires produise particulièrement

Digitized by Google

quelque variation dans le prix conventionnel de certains articles, il n'en résulte point d'augmentation ni de diminution dans la valeur totale de ces articles pris en somme. Si cette variation donne lieu à l'augmentation du prix des articles qui sont produits au moyen de capitaux de moindre durée, la valeur de ceux produits par des capitaux de plus longue durée diminuera dans la même proportion, et leur valeur totale sera conséquemment la même. Quoiqu'on ne puisse pas rigoureusement dire que la valeur en vente d'un article soit dans le rapport exact de sa valeur réelle, ou, ce qui revient au même, de celui du travail nécessaire à la production de cet article, on peut néanmoins affirmer qu'il en est ainsi pour la plupart des articles.

Il s'ensuit que la valeur d'échange d'un article de richesse, si l'industrie n'est point soumise à des entraves, est déterminée par le travail employé à sa production.

Digitized by Google

CHAPITRE V.

De la différence qui existe entre la richesse, la valeur et l'utilité.

Ricardo fait observer avec raison que la signification vague et peu exacte attribuée communément au mot *valeur* a donné lieu, en économie politique, à de graves erreurs. On en trouve la preuve dans la divergence d'opinions qui existe sur la manière d'entendre et d'expliquer les mots *richesse*, *valeur* et *utilité*.

Il est évident que tout article de richesse a plus ou moins de valeur et d'utilité; mais il ne s'ensuit pas de là que la valeur soit la mesure de la richesse, ni l'utilité la mesure de la valeur. Le seul moyen de s'énoncer avec clarté et exactitude, c'est de donner à chaque mot le sens qui lui est propre. Lorsque l'économiste emploie avec propriété le mot *richesse*, il n'attache à cette expression d'autre idée que *celle qui indique une quantité de produits de l'industrie, abstraction faite de leur valeur et de leur utilité*. Lorsqu'il emploie le mot *valeur*, il indique seulement *le pou-*

Digitized by Google

voir ou la capacité qu'a un article de richesse d'être échangé pour du travail, ou pour d'autres articles, ou bien il veut désigner *le coût de sa production*. Lorsqu'il emploie le mot *utilité*, il ne veut qu'exprimer *l'avantage qui résulte de l'emploi d'une richesse déterminée plutôt que d'une autre*.

La plus grande valeur d'une marchandise provient de la plus grande difficulté de sa production; la plus grande abondance des richesses provient de la plus grande facilité d'obtenir les produits de l'industrie. La valeur des marchandises augmente en raison de leur rareté, et de la plus grande difficulté de les produire; l'augmentation de la richesse a lieu en proportion de la plus grande quantité d'articles qui servent à satisfaire à nos besoins, et de la plus grande facilité de les produire. La valeur est une qualité imaginaire, qui, par elle-même, ne peut pas servir à notre subsistance, ni nous procurer les aisances de la vie. Lorsqu'un setier de blé vaut quarante francs, il ne satisfait pas un plus grand nombre de besoins que lorsqu'il ne vaut que dix francs. La richesse est un objet réel qui satisfait nos besoins en raison de sa quantité et de sa qualité, et non pas de sa valeur. Quatre setiers de blé qui vaudront vingt francs satisfont quatre fois plus de besoins qu'un seul setier, quoique la

Digitized by Google

valeur de celui-ci soit de quarante francs. L'utilité d'un article de richesse dépend plutôt de l'usage qu'on veut en faire que de sa valeur et de sa quantité : une paire de gros souliers qui vaut dix francs, et qui peut durer trois ou quatre mois, est plus utile pour un travailleur que des souliers fins qui coûteront dix francs, et qui ne lui dureront que huit jours. Un cheval normand, encore qu'il ne vaille que cinq cents francs, est plus utile au laboureur qu'un cheval arabe, quoique celui-ci vaille cinq mille francs. D'après ces exemples, il demeure, je crois, incontestablement établi que la valeur n'est pas plus la mesure de la richesse que l'utilité ne l'est de la valeur.

C'est donc une erreur de croire qu'une augmentation de richesse et une augmentation de valeur des produits soient une seule et même chose, ainsi que le prétend Louis Say, qui affirme : « que la somme des valeurs qu'une nation « possède est ce qui forme sa richesse, de même « que la richesse d'un individu se compose de « la somme des valeurs dont il est possesseur. » Une nation, de même qu'un individu, est riche ou pauvre, en raison de la quantité de produits dont elle peut disposer, soit que ces produits, échangés contre de l'argent, du blé ou du travail, aient une valeur forte ou faible. Croire que la somme des valeurs est ce qui constitue la somme

Digitized by Google

des richesses, lorsque la valeur augmente à proportion que les marchandises sont plus rares, et que leur production devient moins facile, et lorsque les richesses augmentent en raison de la plus grande abondance des produits, et de la plus grande facilité qu'il y a à les obtenir; c'est confondre la valeur avec la richesse. Cette proposition de Louis Say est tellement absurde, qu'elle revient à dire que la richesse augmente par la raison qu'elle diminue.

La somme des richesses d'une nation, ou la somme des produits du travail, peut être augmentée sans que la somme des valeurs augmente. Le travail d'un million d'hommes produira toujours des articles d'une même valeur, mais ne produira pas toujours une même quantité de richesse. L'invention des machines, l'amélioration de celles déjà en usage, les connaissances plus étendues, l'adresse plus grande des artisans, une meilleure division du travail, l'ouverture de nouveaux marchés, pourront faire qu'un million de travailleurs produisent une quantité d'articles de richesse double ou triple de celle qu'ils produisaient auparavant; mais la valeur des produits n'en augmentera point, car le prix de ces produits baissera nécessairement à proportion de la plus grande facilité de production, ou de la moins grande quantité de travail employée à la produc-

Digitized by Google

tion. Si, au moyen d'une nouvelle machine, avec le même capital et le même travail employés antérieurement à la production d'une paire de bas, on parvenait à en fabriquer deux paires, et qu'avant l'invention de cette machine on donnât quatre paires de bas en échange d'une aune de drap, on donnerait après, en échange d'une aune de drap de même qualité, huit paires de bas. Si auparavant le nombre de paires de bas confectionnés s'élevait à deux millions, dont la valeur était de quatre millions de francs, et qu'on en fabriquât ensuite, au moyen des nouvelles machines, quatre millions, la valeur de cette dernière quantité ne serait que de quatre millions de francs. La raison en est que la valeur des marchandises étant déterminée par le travail et non par la quantité des produits, le travail de mille artisans qui fabriquaient, avant l'invention des machines, deux millions de paires de bas par an, doit coûter autant que celui de mille artisans qui, à l'aide d'instrumens meilleurs, confectionnent quatre millions de paires de bas. Si la fabrication du drap, par suite de la création d'une autre machine, éprouvait une amélioration identique à celle qu'ont éprouvée les bas, ces deux espèces d'articles seraient alors échangées dans la même proportion qu'auparavant. L'aune de drap, échangée contre des bas, en vaudrait qua-

Digitized by Google

tre paires, et la valeur de ces deux articles diminuerait de moitié, si l'échange se faisait contre des chapeaux, contre du numéraire ou tout autre article dont le coût de la production n'aurait point varié; dans ce cas on donnerait en échange deux fois plus de bas et de drap qu'on n'en donnait autrefois. Si l'amélioration dans la production des bas et du drap s'étendait jusqu'à celle de l'or et de l'argent, et de tous les autres produits de l'industrie humaine, les bas et le drap seraient alors échangés contre de l'or, de l'argent ou d'autres produits, dans la même proportion qu'auparavant. La quantité des produits annuels du pays serait alors augmentée du double, et, par suite, sa richesse, sans que la valeur de la somme totale de ses produits augmentât.

Ainsi donc, M. Louis Say est tout-à-fait dans l'erreur, lorsqu'il dit que la somme des valeurs constitue la somme des richesses; et M. Jean-Baptiste Say commet la même faute lorsqu'il affirme que la *richesse consiste dans la valeur des produits, que la valeur de ces produits est relative à leur utilité, et que l'utilité des marchandises doit être déterminée par leur valeur;* en sorte que, selon cet auteur, l'utilité est tantôt la mesure de la valeur, et tantôt la valeur est la mesure de l'utilité. Comment serait-il possible de détermi-

Digitized by Google

ner, d'après son utilité, la valeur d'un beau diamant qui ne peut par lui-même satisfaire aucun des besoins réels de l'homme, quoiqu'il soit un des articles de richesse du plus grand prix? On peut établir comme principe la proposition contraire: qu'en général la valeur de la richesse est en raison inverse de son utilité. En effet, la plupart des articles que consomment les classes industrieuses ont moins de valeur que ceux exclusivement consommés par les classes riches; et cependant, les premiers sont plus utiles. On pourrait même ajouter qu'un article de richesse est plus utile qu'un autre, qui sert à satisfaire les mêmes besoins, par le seul fait qu'il a moins de valeur; car il est accessible à un plus grand nombre d'acheteurs. Le pain est plus utile en Europe que le riz, par cela seul qu'il est à meilleur marché; car le travailleur, avec la même somme d'argent qu'il dépense pour se nourrir avec du pain, ne pourrait pas le faire s'il ne composait sa nourriture que de riz. En Asie, le riz est plus utile que le pain, parce que le riz y est à meilleur marché que le blé. La doctrine que je viens d'attaquer est en contradiction avec ce que dit Say lui-même, dans le troisième volume de son *Cours complet*, alors que signalant les avantages qu'une nation aurait à importer des produits étrangers, il établit que *la cherté des*

Digitized by Google

articles de richesse est une des causes principales qui maintiennent la plus grande partie des habitans de l'Europe dans une condition qui se rapproche plus de celle du sauvage que de celle de l'homme civilisé. Si la valeur d'un produit était déterminée par son utilité, la cherté des articles de richesse ne pourrait jamais être préjudiciable.

Smith n'a pas eu des idées plus justes sur cette matière. « Un homme est riche ou pauvre, dit il, « en proportion des moyens qu'il a de disposer des « articles qui servent à satisfaire ses besoins et « à lui procurer les commodités et les jouissances « de la vie. » Combien d'hommes et de nations, qui possèdent de nombreux moyens d'être riches, sont arriérés et plongés dans la misère la plus profonde! Pour qu'un homme et une nation soient riches, il ne suffit point qu'ils aient les moyens de l'être, il faut qu'ils possèdent en abondance les articles qui servent à nos besoins, nous procurent l'aisance et les agrémens de la vie. On dira peut-être que l'idée de Smith est juste, quoique exprimée incorrectement, parce qu'on doit entendre par le mot *moyens* les articles eux-mêmes de richesse; mais, dans le développement qu'il fait ailleurs de cette même idée, il commet une erreur grave en affirmant « qu'un homme est né- « cessairement riche ou pauvre en raison de la « plus ou moins grande quantité de travail qu'il

Digitized by Google

« peut acheter. » Je suppose que la production des mines d'or et d'argent augmente, de telle sorte que la valeur de ces métaux diminue de moitié, en raison de la plus grande facilité de leur production, ou que le prix de la fabrication des draps devienne, par l'effet d'une nouvelle méthode, moitié moindre de ce qu'il était avant l'application de nouveaux procédés : après la diminution de la valeur de ces articles, ceux qui en posderaient une quantité double de celle qu'ils possédaient antérieurement, ne pourraient pas acheter plus de travail qu'auparavant; car deux onces d'or, deux onces d'argent et deux aunes de drap, n'auraient alors que la même valeur qu'avaient autrefois une once d'or, une once d'argent et une aune de drap; aussi, pour acheter avec ces articles un jour de travail, ils seraient obligés d'en donner deux fois plus qu'ils n'en donnaient auparavant pour acheter également un jour de travail. Il résulte évidemment de tout ce qui précède, que les richesses ne peuvent être déterminées par le travail qu'elles servent à acheter.

La richesse d'un pays peut augmenter de deux manières : d'abord, en consacrant au travail productif une plus grande partie du capital, et en occupant un plus grand nombre de bras; en second lieu, en obtenant de l'emploi d'un même capital et d'un même travail une plus grande quan-

Digitized by Google

tité de produits. Le premier mode a pour effet, non seulement d'augmenter la quantité de produits, mais encore la valeur de la somme totale des produits; l'effet du second est de rendre ces produits plus abondans, mais non de leur donner plus de valeur.

J'ai dit que la première méthode détermine, non seulement l'augmentation de la richesse nationale, mais qu'elle donne à cette richesse une valeur plus grande, parce que cette valeur, dépendant du travail employé à la production, et ce travail augmentant, la valeur de la somme totale du produit annuel devra nécessairement s'accroître. Le pays, par cette méthode, ne pourra devenir plus riche qu'autant que ses habitans deviendront plus sobres et qu'ils restreindront leurs dépenses de luxe ou même de commodité, pour convertir leurs économies en un capital applicable à la production.

J'ai mis en principe que la seconde méthode a pour effet d'augmenter la richesse, sans donner à cette richesse une plus grande valeur, parce qu'il n'y a point augmentation de travail; mais l'application d'une telle méthode ne peut avoir lieu que dans des établissemens industriels déjà formés, et après un certain temps, et non dans ceux qui viennent de l'être. La seconde méthode est préférable, car elle atteint le but sans

Digitized by Google

faire éprouver de privations, et sans qu'il soit nécessaire de resserrer le cercle de nos goûts et de nos jouissances, sacrifice qu'impose l'adoption du premier mode. L'extension des connaissances et le perfectionnement des machines ont autant d'influence sur l'augmentation des produits annuels d'une nation que si elle employait un plus grand capital, parce que la richesse dépend uniquement de l'abondance des produits, abstraction faite du coût de leur production, ainsi que des instrumens et des machines qui servent à leur fabrication. Qu'un million d'aunes de drap soit le produit annuel du travail de mille ou de deux mille bras, ce ne sera toujours qu'une même richesse; mais si le million d'aunes de drap est le produit du travail de deux mille artisans pendant un an, il aura toujours une valeur double de celle d'un même million d'aunes de drap, si celui-ci est le produit du travail de mille ouvriers, parce que la valeur du drap qu'auront produit ces derniers doit nécessairement baisser en proportion de la diminution du travail. La concurrence des producteurs, toujours attentifs à comparer le coût de la production avec la valeur des produits, ramène l'égalité dans les salaires du travail, et fait que les produits d'une égale durée de travail, quelque différens qu'ils soient, ont une même valeur. Comme

Digitized by Google

les machines et les agens naturels travaillent sans frais ni salaires, autres que ceux qu'exigent leur construction et leur entretien, et que ces dépenses sont de peu d'importance comparativement aux salaires des ouvriers qu'elles remplacent, ces machines et ces agens augmentent peu ou point la valeur de leurs produits, quoiqu'elles augmentent les objets de richesse.

La proposition de Louis Say : *que la somme des richesses d'un individu ou d'une nation doit être déterminée par celle des valeurs*, quoique erronée, prise dans sa généralité, ne l'est pas lorsqu'il s'agit de numéraire. Il existe une différence notable entre la richesse qui consiste en numéraire et celle des autres produits de l'industrie, y compris l'or et l'argent, considérés, non comme numéraire ou comme instrumens de la circulation, mais bien comme marchandise. De ce que le numéraire ne sert pas par lui-même à satisfaire à nos besoins, et qu'il est offert comme équivalent en échange des articles qui satisfont à nos besoins, la richesse *argent* n'est point déterminée par sa quantité, mais par sa valeur, tandis que la richesse qui se compose des divers produits de l'industrie qui servent par eux-mêmes à satisfaire à nos besoins, se règle, comme on l'a vu, par leur quantité, et nullement par

Digitized by Google

leur valeur. L'individu qui possède cent onces d'or monnayé est aussi riche que si, la valeur du numéraire ayant baissé de moitié, il en possédait deux cents; mais le laboureur, par exemple, qui possède cinquante vaches, cent brebis, dix pipes de vin et cent setiers de blé, dont la valeur en vente est de quatre mille piastres, ce laboureur est moitié moins riche que lorsqu'il a en sa possession cent vaches, deux cents brebis, vingt pipes de vin et deux cents setiers de blé, quoique la valeur de ces articles, estimés en argent, ne s'élève pas à deux mille piastres. En voici la raison : c'est qu'il possède des produits qui par eux-mêmes peuvent lui servir à satisfaire deux fois plus de besoins.

Il s'ensuit que si la masse du numéraire aujourd'hui en circulation venait à doubler, les peuples ne seraient pas plus riches pour cela, puisque la valeur de ce numéraire n'aurait pas augmenté, et qu'ils ne pourraient ainsi satisfaire à un plus grand nombre de besoins. On doit en outre tirer de ce principe la conséquence que si les pays qui produisent de l'or et de l'argent venaient à diminuer leur production actuelle d'un ou de deux tiers, il en résulterait pour ces pays un avantage notable, parce qu'avec cette moindre quantité d'or et d'argent, ils obtiendraient la même quantité de marchandises qu'auparavant;

Digitized by Google

et, employant alors, dans d'autres branches d'industrie, la somme du capital et du travail économisés, ils augmenteraient considérablement les autres produits et la richesse nationale.

Il s'ensuit encore que la production des métaux précieux est la seule branche d'industrie que le gouvernement du pays où on les trouve puisse monopoliser avec avantage pour la prospérité et l'industrie nationales, et même dans l'intérêt des pays étrangers. Comme la valeur de ces métaux, quand leur production n'est pas libre, est en raison de leur quantité, quelque modique que fût le capital que le gouvernement emploierait à l'exploitation des mines, et quelque faible que fût la quantité de métaux qu'il en tirerait, les produits obtenus auraient la même valeur que si leur quantité eût été cent fois plus grande. Ce monopole n'aurait donc aucun inconvénient, puisque les métaux produits auraient une valeur égale à celle qu'ils avaient auparavant, et que les capitaux particuliers auxquels, en l'absence de cette mesure, l'exploitation des mines eût offert un emploi, prendraient alors une direction vers les autres industries, et que la richesse nationale s'en augmenterait considérablement. Ce monopole rendrait en outre moins variable la mesure commune des valeurs, et cela par deux motifs : d'abord, parce que la valeur des métaux serait d'autant moins variable que la

Digitized by Google

quantité en serait plus faible; en second lieu, parce que la production des métaux précieux étant monopolisée, ceux-ci auraient une valeur supérieure au coût de leur production, qui serait ainsi moins sujette à des variations qui sont plus ou moins préjudiciables à l'industrie, et, par la même raison, ce monopole serait avantageux aux autres nations. Enfin, il en résulterait que les pays qui posséderaient des mines d'or ou d'argent régies par le monopole, imposeraient une contribution au commerce étranger; car ces métaux étant d'une consommation générale, et obtenant ainsi une valeur plus que nécessaire, ou autrement dit, supérieure au coût de leur production, ces pays recevraient en échange de métaux produits par l'emploi d'un capital et d'un travail moindres, une quantité d'autres produits égale à celle qui leur eût été donnée en échange d'une quantité plus grande de métaux, si l'exploitation des mines fût restée entièrement libre [1].

---

[1] Tant que l'Espagne posséda les mines d'argent qui alimentaient tous les marchés du globe, elle aurait pu prélever un impôt sur les autres nations, en exploitant pour son propre compte ces mines, et en vendant leurs produits à un prix plus élevé que ne coûtaient les frais de production. Mais, comme à cette époque, la science de l'économie

Digitized by Google

Si l'on objecte que ce monopole priverait les membres de la société de la faculté de choisir le genre d'industrie qui leur convient le mieux, je répondrai que cette privation serait amplement compensée par le dégrèvement des impôts. D'un autre côté, le capital ne serait pas moins productif dans quelque branche d'industrie qu'il fût employé, car les utilités que produisent ces diverses branches sont toujours les mêmes lorsque l'industrie est libre. Mais, même en admettant que ce monopole contraignît les particuliers à faire quelques sacrifices, il en résulterait un avantage beaucoup plus grand pour la société. Le particulier n'est pas libre non plus de battre monnaie : on ne doit cependant pas mettre en doute que la fabrication du numéraire doit appartenir exclusivement au gouvernement, en raison des

---

était peu répandue en Europe, l'Espagne adopta des mesures conformes au préjugé général. Le gouvernement espagnol, au lieu de donner au commerce d'Amérique une liberté absolue, au lieu d'accorder aux indigènes la faculté d'embrasser la branche d'industrie qui leur conviendrait le mieux, et d'exploiter pour son propre compte les mines des métaux précieux, fit tout le contraire; il concéda la libre exploitation des mines, défendit l'exportation des métaux précieux et prohiba toutes les autres industries. Quel fut le résultat de cette fausse politique? La ruine de l'industrie.

Digitized by Google

avantages qui en résultent pour la société en général.

Je terminerai ici l'examen des lois qui règlent la valeur des marchandises, pour m'occuper de la recherche de celles qui servent à régler la valeur de la monnaie, dont j'ai annoncé devoir faire un examen séparé.

Digitized by Google

CHAPITRE VI.

Principes qui servent à fixer la valeur de la monnaie.

La valeur de la monnaie *est déterminée d'après la quantité d'autres articles de richesse obtenus en échange, ou d'après la quantité d'argent donnée en échange de ces articles.*

Les lois qui règlent la valeur de la monnaie, lorsque la production et le transport au marché des métaux précieux qui servent à sa fabrication, ont lieu sans entraves, diffèrent de celles qui déterminent cette valeur, quand cette production et ce transport ne sont pas libres. Smith, pour n'avoir pas remarqué cette différence, ne présente qu'une théorie inexacte ou plutôt incomplète sur la valeur de la monnaie, matière sur laquelle on n'avait encore, il y a peu de temps, que des idées fausses. J'examinerai donc la question sous les deux points de vue dont je viens de parler.

Principes d'après lesquels est déterminée la valeur de la monnaie, lorsque la production et le transport au marché des métaux qui servent à sa fabrication, ont lieu sans entraves. Les métaux

Digitized by Google

qui servent à la fabrication de la monnaie, de même que les autres objets qui constituent la richesse, ne s'acquièrent que par le travail. La nature, à la vérité, produit, ou mieux, combine les minéraux, mais le travail de l'homme les tire du sein de la terre, les transforme en métaux et les convertit en monnaie. Locke et quelques autres écrivains ont soutenu que la valeur des métaux précieux est imaginaire, et qu'elle dépend du caprice des peuples qui les ont adoptés comme moyen de circulation. C'est pour avoir confondu les qualités qui rendent les métaux précieux propres à être monnayés, avec les circonstances qui déterminent leur valeur en vente, que Locke a commis une telle erreur. Lorsqu'il n'existe point de restriction, la valeur des articles de richesse, dont la quantité peut être augmentée en raison de la demande, ne dépend point des qualités que possèdent ces objets de richesse, mais bien du coût de leur production et de leur transport au marché. Si l'or a plus de valeur que le plomb ou le fer, ce n'est pas à son plus grand éclat, à sa durée, à sa ductilité plus grandes qu'il le doit, mais bien parce qu'il faut de plus grands capitaux et un plus grand travail pour produire un kilogramme d'or qu'un kilogramme de fer ou de plomb. Encore qu'on découvrît de l'or d'une nouvelle espèce, plus utile que celui qui existe,

Digitized by Google

s'il suffisait, pour produire un quintal de ce nouvel or, d'un capital et d'un travail égaux à ceux qu'il faut consacrer aujourd'hui pour obtenir la même quantité de l'or actuellement existant, dans ce cas, dis-je, le nouvel or n'aurait point une valeur supérieure à celle de l'or déjà connu; et si le travail et le capital nécessaires pour obtenir le quintal du nouvel or étaient moindres, sa valeur serait moins élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui, et sa plus grande utilité n'aurait aucune influence sur sa valeur. Aussi, Smith dit-il avec exactitude que la découverte et la richesse des mines d'argent du Nouveau-Monde firent baisser la valeur de ce métal, de deux tiers de celle qu'il avait auparavant.

La même règle qui sert à nous faire connaître la valeur réelle, ou, comme dit Smith, la valeur naturelle et nécessaire des autres matières brutes ou fabriquées, doit s'appliquer à la monnaie et aux métaux précieux; de sorte que la valeur naturelle, tant de ces métaux que du numéraire, n'a d'autre régulateur que le travail nécessaire à leur acquisition et à leur transport au marché. Si une livre d'or vaut autant que seize livres d'argent, et une livre d'argent autant que quatre cents livres de fer, c'est parce que la production d'une livre d'or requiert le même travail que celle de seize livres d'argent, et que la production d'une livre d'argent et celle de quatre cents livres

Digitized by Google

de fer exigent un même travail. On ne pourra douter de cette proposition si l'on observe que les bénéfices de ceux qui font le commerce de l'or, ne sont pas plus élevés que ceux des producteurs de l'argent, et que l'exploitation des mines d'argent et de fer offrent des bénéfices égaux. Il y a un grand nombre de pays possédant des mines d'or, où il est libre à chacun d'employer ses capitaux à la production de ce métal, et si ce genre d'industrie n'est point recherché, c'est parce qu'il n'offre point de bénéfices plus grands que la production de tout autre article ou de tout autre métal. Le principe de la concurrence, en l'absence de tout monopole, doit nécessairement obliger le producteur d'or à vendre son produit à un prix équivalent au coût du travail, et avec les bénéfices ordinaires de toute autre industrie, et rien de plus. Si l'on découvrait une mine d'or, qui donnât avec un même travail une quantité de métal égale à celle que donnent les mines d'argent, ou si l'on découvrait des mines d'argent qui, avec un même travail et un même capital, donnassent une quantité de métal égale à celle que produisent les mines de fer, la production de l'or deviendrait d'abord plus lucrative que celle de l'argent, et celle de l'argent plus que celle du fer; mais comme le marché recevrait en peu de temps la même quantité d'or que d'ar-

Digitized by Google

gent, et la même quantité d'argent que de fer, le prix de ces trois métaux atteindrait bientôt le même niveau. Je dois faire observer que lorsque je dis que la valeur de ces métaux est déterminée par le coût de la production, j'entends qu'il en est ainsi dans les circonstances les moins favorables, ou dans les mines les plus pauvres et les plus mal situées, et cela par les raisons que j'en ai données au chapitre II de la deuxième partie, lorsque j'ai traité du coût de la production des matières premières d'une consommation générale.

La valeur réelle du numéraire est sujette à des altérations, par la raison même qu'elle dépend du travail nécessaire à la production des métaux qui servent à la fabrication de la monnaie. Les instrumens et les machines employés dans les mines d'or et d'argent, peuvent recevoir des améliorations qui contribuent à abréger le travail nécessaire à l'extraction du minérai et à sa conversion en métal. De nouvelles mines, plus riches, peuvent être découvertes; et en conséquence, sans plus de travail qu'auparavant, une quantité plus grande d'or et d'argent peut être produite. Il peut, au contraire, devenir plus difficile d'obtenir la même quantité de produits qu'auparavant, avec le même travail, soit parce que les filons sont interrompus, soit parce que les mines sont inondées, soit enfin parce qu'il sur-

Digitized by Google

viennent d'autres accidens qui, exigeant un travail extraordinaire, augmentent la valeur naturelle de ces métaux, ainsi que la valeur en vente du numéraire.

Principes d'après lesquels se règle la valeur de la monnaie, lorsque la production et le transport au marché sont soumis à des restrictions. Il est évident que, s'il n'y a point une libre concurrence pour la production des métaux précieux, les principes que je viens d'établir ne devront pas déterminer leur valeur en vente. Toutes les fois que la provision du métal qui sert à la fabrication de la monnaie est limitée par le monopole ou toute autre restriction, c'est la somme totale de la monnaie en circulation qui détermine la proportion d'après laquelle l'échange du numéraire contre d'autres articles doit avoir lieu, ou, ce qui revient au même, la valeur en vente du numéraire. Je suppose qu'on voulût échanger tout le numéraire d'un pays contre la totalité des autres produits, il est incontestable que chaque dixième, centième, ou millième partie de ces articles serait alors donnée en échange de la dixième, centième, ou millième partie de la somme totale du numéraire, et que cette partie d'articles, quelle que fût sa quantité, serait en rapport avec la quantité totale du numéraire, quelle qu'elle fût. Si, par exemple, la somme totale du numéraire

Digitized by Google

d'un pays était de un million de piastres fortes, et qu'il n'y eût d'autre article mis en vente qu'un million de setiers de blé, la valeur de chaque piastre forte, ou la quantité de blé qu'on en donnerait en échange, serait d'un setier; si la quantité de blé n'était que d'un demi-million de setiers, la valeur de chaque piastre serait alors d'un demi-setier de blé; et si la quantité de blé était de deux millions de setiers, la valeur de chaque piastre forte serait de deux setiers de blé. Il résulte de ces faits incontestables que la valeur en vente de l'argent, lorsque la production et le transport au marché n'en sont pas libres, dépend seulement de la quantité comparée à la demande, parce qu'elle doit être au niveau de la valeur totale des autres articles. La valeur de la monnaie diminue à proportion que sa quantité augmente; et cette valeur augmente à proportion que la quantité de la monnaie est moindre.

Ce qui vient d'être dit se trouve confirmé par la pratique; seulement, cet échange de tous les produits d'une nation n'a point lieu en somme contre tout le numéraire qu'elle possède, mais bien par petites parties, dans des occasions différentes, et peu à peu dans le cours de l'année. La même pièce de monnaie, qui le matin est donnée en échange, peut, le soir même ou le len-

Digitized by Google

demain, servir à un nouvel échange. La circulation de certaines pièces est plus rapide que celle de quelques autres, et celles qui sont thésaurisées ne servent à aucun échange; mais, malgré cette différence, l'effet est le même que si avec chacune des pièces de monnaie on faisait un seul échange. Je suppose qu'il y ait dix pièces de monnaie; si chacune sert à dix achats, ce sera absolument la même chose, que si, après avoir multiplié ces dix pièces par dix, on faisait avec cette somme un seul achat. Chaque pièce de monnaie ayant une valeur égale à celle de l'article contre lequel elle est échangée, si chacune d'elles sert à dix échanges différens, dans l'achat de tous les articles, la valeur de ces articles est égale à dix fois la valeur de la totalité du numéraire.

Si la quantité du numéraire était telle que chaque pièce de monnaie, au lieu de servir à dix échanges ne servît qu'à un seul, toutes les fois que la somme totale du numéraire viendrait à augmenter, la valeur de chaque pièce de monnaie éprouverait une baisse proportionnelle. Si la quantité du numéraire augmente d'un dixième, la valeur de chaque pièce diminuera nécessairement d'un dixième. Je suppose que le numéraire en circulation, qui était de un million d'onces d'argent, ait augmenté d'un dixième, la diminution de la

Digitized by Google

valeur, survenue dans la quantité totale du numéraire doit porter nécessairement, dans une proportion égale, sur chaque fraction; car le même rapport qui existe entre un million d'onces et ce dixième, existe aussi entre l'once et cette même fraction d'once.

Si, pour acheter tous les articles du marché, il faut faire dix échanges, la totalité de la monnaie devra être donnée, à chaque échange, pour la dixième partie des articles. Dans quelque proportion qu'ait lieu l'augmentation ou la diminution du numéraire, les échanges et les produits restant les mêmes, et la rapidité de la circulation ne variant pas, la valeur de la somme totale et de chaque pièce de monnaie diminuera ou augmentera toujours en raison inverse. Cette valeur baissera d'autant plus que la quantité du numéraire deviendra plus grande; elle s'élèvera en raison de la diminution du numéraire. Si la quantité des autres articles diminue, et que la quantité du numéraire ne change pas, l'effet sera le même que si la quantité du numéraire eût augmenté; si, au contraire, la quantité des autres articles a augmenté, et que celle du numéraire n'ait pas varié, l'effet sera le même que si la quantité du numéraire eût diminué.

Les variations qui surviennent par la rapidité de la circulation, quelles qu'elles soient, ont en-

Digitized by Google

core les mêmes effets, en entendant toutefois, par la plus ou moins grande circulation, le plus ou moins grand nombre de mains par lesquelles le numéraire doit passer, pour que la vente de tous les articles du marché s'opère. Les propositions précédemment établies ne comprennent que les produits dont l'échange a lieu dans le cours d'une année; si quelque fraction du produit annuel n'est point échangée, comme cela a lieu pour tout ce qui est consommé par le producteur de la marchandise, et pour tout ce qui est échangé contre tout autre objet que du numéraire, on ne tient point compte de cette fraction, car ce qui n'est point échangé contre du numéraire est, par rapport au numéraire, comme s'il n'existait pas.

Les diverses circonstances que nous venons d'indiquer sont celles qui servent à déterminer la valeur de la monnaie, lorsqu'il y a liberté absolue de produire et de vendre les métaux précieux, de même que lorsque cette industrie est frappée d'un monopole ou restreinte de quelque manière que ce soit. Dans le premier cas, la valeur de ces métaux, de même que celle des autres produits de l'industrie, dépend du coût de la production; dans le second, elle ne dépend que du rapport de la quantité en vente, comparée à la demande. Ces principes, qu'il est important de connaître pour se faire une idée exacte

Digitized by Google

de la théorie de la valeur de la monnaie, restèrent inconnus jusqu'à ce que Ricardo en eût fait la découverte; car l'opinion générale des économistes qui le précédèrent, était que la valeur de la monnaie dépendait seulement du rapport existant entre la quantité et la demande des métaux précieux.

Il s'ensuit que la valeur d'une même monnaie n'est pas constamment la même, et par cette raison, les auteurs qui règlent, en monnaies de notre temps, la valeur des monnaies anciennes, quoiqu'ils aient comparé avec précision la quantité et la qualité de métal des unes et des autres, relativement à leur valeur respective, ces auteurs, dis-je, ne font ainsi qu'induire le public en erreur.

Quoique la valeur réelle et la valeur conventionnelle de l'or et de l'argent soient, par les raisons données, sujettes à varier, il est nécessaire cependant de reconnaître qu'il n'y a pas de produit de l'industrie moins sujet à varier, ou qui ait une valeur plus constante que celle de ces deux métaux. Cette circonstance résulte de la rareté des mines d'or et d'argent, et de ce que, si quelques mines nouvelles sont découvertes, d'autres aussi s'épuisent ou sont délaissées; la volonté de l'homme n'a d'ailleurs que très peu d'influence sur la quantité de leurs produits, aussi

Digitized by Google

leur valeur est-elle la moins variable. La valeur de la monnaie ayant dû être encore plus fixe avant la découverte du Nouveau-Monde qu'elle ne l'est aujourd'hui, par la raison que le nombre des mines exploitées était moins grand, il n'est pas étonnant que l'on ait cru jusqu'à cette époque, où la science de l'économie politique n'était pas connue, que la monnaie était une mesure invariable de la valeur de tous les produits de l'industrie, préjugé accrédité par l'emploi qu'on en faisait comme marchandise générale et par le peu de connaissance qu'on avait alors des frais de sa production.

Digitized by Google

CHAPITRE VII.

Des avantages qu'a procurés à l'industrie la création du numéraire, et de la matière qui convenait le mieux pour cet objet.

La monnaie étant le principal agent de la circulation, ou l'instrument qui contribue le plus efficacement à faciliter les échanges, et conséquemment à accroître la production de la richesse, il importe de connaître le mécanisme de sa circulation, et de savoir de quelle manière elle concourt au développement des progrès de l'industrie. Une monnaie *est une pièce de métal dont le poids et la qualité sont déterminés par la loi et authentiqués par l'emblême de la nation ou l'effigie du chef de l'état dont elle porte l'empreinte.* Ainsi poinçonnée, chacun la reçoit en échange de son travail ou d'autres produits de l'industrie sans la peser ni l'essayer.

L'échange d'un article de l'industrie contre un autre produit présenterait de grandes difficultés, s'il n'y avait point un article de richesse que cha-

Digitized by Google

cun désirât également se procurer, dont la valeur fût bien connue, et qui servît d'instrument pour faciliter les échanges. Si quelqu'un, par exemple, qui aurait en sa possession un grand nombre de chapeaux, désirait en faire l'échange contre du vin, de l'huile ou du riz, dont il aurait besoin; si, dans ce cas, dis-je, il n'y avait point de marchandise universelle, qui pût être donnée en échange de tous les produits dont on voulût se dessaisir, il pourrait en résulter une des deux difficultés suivantes, qui empêchât d'opérer l'échange désiré. Il pourrait arriver, en premier lieu, que les possesseurs du vin, de l'huile ou du riz, voulussent échanger leurs marchandises contre du blé, du drap ou de la toile, et non contre des chapeaux; en second lieu, que quand même les possesseurs de ces marchandises consentissent à en faire l'échange, ils ne pourraient le réaliser, parce que le marchand de chapeaux n'aurait besoin que d'une quantité très limitée d'huile ou de riz, qui ne représenterait point la valeur entière d'un chapeau; or, comme un chapeau ne peut pas être utilement divisé, les échanges qu'eux tous désireraient effectuer, ne pourraient point s'opérer.

On dut d'abord, afin d'obvier à ces inconvéniens, rechercher un article de richesse que chacun voulût recevoir en échange des produits

Digitized by Google

dont il lui convînt de se défaire, et qui non seulement fût généralement recherché, mais qui pût être divisé en quantités si petites que la valeur de chacune de ces parties équivalût exactement à la valeur de la quantité des produits recherchés. L'article de richesse qui réunit ces qualités étant connu, l'individu qui voudrait se dessaisir de ses chapeaux pour recevoir en échange du vin, de l'huile ou du riz, au lieu de s'exposer à perdre du temps à en faire l'offre aux possesseurs des marchandises qu'il recherche, les donnerait en échange de la marchandise que tous sont prêts à recevoir, et il aurait la certitude avec elle de se procurer la quantité de vin, d'huile ou de riz qu'il désirerait. Ce dut être là le vrai motif qui porta les hommes à créer un article qui, étant généralement désiré, facilitait les échanges.

De tous les produits de l'industrie de l'homme, aucun ne réunit au même degré que l'or et l'argent les qualités nécessaires à l'objet indiqué. La valeur considérable de ces deux métaux est antérieure à leur usage comme monnaie; et, par cette raison, ces métaux, avant de devenir monnaie, étaient des marchandises ou articles de richesse généralement estimés. L'abondance de ces métaux dépend moins du travail que de la nature; aussi, leur valeur est elle

Digitized by Google

moins sujette que celle de tout autre produit à éprouver des variations. Leur grande ductilité fait qu'ils peuvent être divisés en quantités minimes, sans que ces quantités perdent en rien de la valeur qui leur est propre; ils renferment une grande valeur dans un petit volume, et sont en conséquence d'un transport facile; ils ont enfin plus de durée que presque tous les autres produits de l'industrie. En outre, l'or et l'argent n'étant pas nécessaires par eux-mêmes à l'existence de l'homme, ni à la satisfaction de ses besoins physiques, pas plus qu'à la fabrication des instrumens qui servent à la production de la richesse, et ayant en même temps plus de durée que presque tous les autres articles; ces métaux, dis-je, semblent être destinés par la nature à la circulation et aux *besoins factices* de l'homme social. Les autres articles de richesse cessent tôt ou tard d'être marchandise, et deviennent objets de consommation; le numéraire seul est toujours une marchandise, à moins que sa matière ne soit employée à un autre usage. Enfin, il est, contrairement aux autres articles de richesse, stérile entre les mains du possesseur; pour qu'il produise, il faut qu'il cesse de lui appartenir, car ce n'est qu'en circulant qu'il est productif.

Quelque incontestables que soient ces avanta-

Digitized by Google

ges, qui portèrent tous les peuples civilisés à donner la préférence à ces deux métaux, pour les choisir comme marchandise universelle, on dut cependant remarquer deux inconvéniens que n'aurait peut-être pas eus tout autre article. En effet, il n'était pas facile de connaître exactement ni leur qualité ni leur quantité, inconvénient de la plus haute importance, parce qu'ils devaient empêcher ou ralentir la célérité des échanges; or c'est la plus grande accélération des échanges qui contribue efficacement aux progrès de l'industrie. Leur qualité n'était pas facile à connaître, car elle pouvait être altérée par leur fusion ou leur alliage avec d'autres métaux de qualité inférieure, et il n'y avait que les chimistes qui pussent les éprouver et reconnaître la présence de cet alliage. Il n'était pas non plus facile d'avoir sur tous les marchés ou dans tous les lieux d'échange une balance assez juste qui pût servir à faire connaître exactement la quantité d'articles d'une si grande valeur, divisés en parties extrêmement petites. Quand bien même il eût été possible de s'assurer de leur justesse, cette opération souvent répétée aurait trop entravé le commerce et la circulation des richesses, comme cela a lieu dans quelques pays où la civilisation est peu avancée, et comme il advint au patriarche Abraham pour les cinquante sicles d'argent qu'il

Digitized by Google

donna à Éphron pour le prix du champ qu'il lui acheta.

Dès les temps les plus reculés, on eut l'idée, pour obvier à ces inconvéniens, d'employer un sceau ou une marque qui attestait non seulement la quantité de ces métaux, mais aussi leur qualité. Pour prévenir la contrefaçon et afin de rendre le témoignage de leur quantité et qualité plus authentique, on confia, chez la plu part des peuples, cette opération délicate aux soins et à la vigilance du chef de l'état. La fabrication du numéraire produisit à l'industrie et à la circulation des avantages incalculables. Quoi qu'en dise un écrivain anglais, qui prétend qu'on ne jouira d'une liberté parfaite que lorsque chaque individu pourra à son gré fabriquer de la monnaie, comme il le fait pour toute autre marchandise; et nonobstant l'opinion de Storch, qui considère la fabrication exclusive du numéraire par les gouvernemens comme un monopole, on doit reconnaître que, si le chef de l'état n'était pas seul chargé de lui donner cours, on ne pourrait éviter les deux inconvéniens du pesage et de l'essayage de la monnaie, dans les échanges; car le poids et la qualité de la monnaie n'inspireraient alors aucune confiance.

Deux circonstances rendent la monnaie préférable à tout autre article pour l'accélération des

Digitized by Google

échanges, ou la circulation de la richesse. La première : c'est que celui qui offre de la monnaie a la certitude qu'elle est une marchandise qui peut convenir à tout le monde, car elle sert à procurer au possesseur, par un seul échange, appelé achat et vente, les articles dont il a besoin. S'il présentait une autre marchandise, il ne serait pas aussi sûr de pouvoir satisfaire les possesseurs des différens articles qu'il désire se procurer ; la plupart du temps il serait obligé, pour les obtenir, de faire divers échanges, quand bien même il parviendrait à surmonter la difficulté résultant de la différence qui existe entre les prix des divers articles à échanger, et de l'impossibilité de les diviser. La seconde : c'est que l'argent monnayé peut toujours être divisé en fractions équivalentes à la valeur de l'article qu'on désire acheter, circonstance qui obvie à beaucoup de retards et de difficultés, et qui ne peut manquer de convenir au vendeur, car elle le met à même d'acheter de suite l'article ou la partie de l'article qui lui convient. Plus une société fait de progrès, plus est grande la division du travail, plus s'étendent aussi les besoins de ses membres, plus nécessaires sont les échanges, plus rapide est la circulation, plus détaillées sont les quantités des articles échangés, et en conséquence plus l'usage de la monnaie est avantageux.

Digitized by Google

Le premier effet direct de la monnaie, c'est de faciliter les échanges, mais ce n'est pas le seul avantage qu'elle procure ; elle contribue d'une manière très active, quoique indirecte, à la production de la richesse ; car la division du travail étant la circonstance la plus essentielle aux progrès de l'industrie, et cette division ne pouvant avoir lieu sans que les échanges augmentent simultanément dans la même proportion, il s'ensuit que le numéraire étant l'instrument qui les facilite, il aide aussi à la production de la richesse. Plus la valeur du numéraire est grande, comme marchandise universelle, moins il est difficile à un membre de la société de se livrer exclusivement à une seule occupation. Ainsi, comme on l'a vu au chapitre IV de la première partie, le travail commun devient beaucoup plus efficace, par la certitude qu'acquiert le travailleur, qu'en donnant ses produits en échange du numéraire, cette richesse suffira pour le mettre à même de se procurer tous les articles qui lui conviennent.

L'invention de cette marchandise universelle a contribué aussi à faciliter l'accumulation du capital ou de la richesse productive. Avant l'invention de la monnaie, il était difficile, pour ne pas dire impossible, d'accumuler d'autres richesses que celles applicables à une consommation immédiate et à la production des matières pre-

Digitized by Google

mières, mais non de celles nécessaires à l'exploitation des fabriques et aux transactions du commerce, sans les progrès desquels l'agriculture resterait elle-même très arriérée. D'un autre côté, comme les richesses qu'on eût pu réunir, avant la création du numéraire, étaient périssables, leur accumulation n'était pas recherchée; mais dès que l'usage du numéraire fut connu, le désir d'accumuler des capitaux dut s'accroître. Il devint en même temps plus facile de capitaliser, par la raison que le métal qui sert à la fabrication de l'argent, est la richesse la moins sujette à varier et celle qui a le plus de durée. Le numéraire a donc rendu facile l'accumulation des capitaux, et a mis la société en état d'économiser jusqu'aux moindres parties des richesses, dont la perte était auparavant inévitable.

La création du numéraire fut encore utile à la société, parce qu'elle rendit possible le prêt des richesses à intérêt, sorte de contrat qui devait être entièrement inconnu, ou du moins très difficile avant l'invention du numéraire; et sans lui les richesses seraient rarement productives. Avant cette époque, l'individu qui ne pouvait par lui-même faire produire ses richesses, devait trouver difficilement à prêter son capital à intérêt, si toutefois même cela ne lui était pas absolument impossible. Il ne lui suffisait pas de

Digitized by Google

rencontrer quelqu'un qui lui empruntât ses richesses pour les faire produire, il fallait encore que l'espèce de celles qu'il avait à offrir pût convenir à l'emprunteur. Celui qui eût offert du drap et des souliers n'aurait peut être rencontré que des négocians qui ne voulaient que du blé et du seigle. L'introduction du numéraire leva toutes les difficultés que présentaient les prêts à intérêt, comme elle avait levé les difficultés que présentaient les échanges. Sans les prêts, le commerce serait presque nul, et l'industrie manufacturière se réduirait aux ouvrages les plus grossiers exécutés par ceux-là même qui s'adonnent aux travaux de l'agriculture, parce que la division du travail ne pourrait être pratiquée.

La nécessité seule et les qualités inhérentes à l'or et à l'argent firent de ces métaux une marchandise universelle, sans l'intervention préalable d'aucune loi positive. C'eût été léser ouvertement le droit de propriété, et bouleverser l'ordre social, que d'établir comme marchandise universelle, un article quelconque de richesse; c'eût été commettre la même injustice que d'obliger les citoyens à échanger du blé contre du drap. Alors même qu'il y eût un pays sur la terre où une loi aussi injuste existât, elle n'aurait aucune influence sur les habitans des autres contrées; ainsi donc, si l'or et l'argent n'avaient pas une

Digitized by Google

valeur intrinsèque, et si toutes les nations n'étaient pas intéressées à les recevoir en échange de leurs propres richesses, ils n'auraient pas été adoptés comme marchandise universelle. Les négocians des différens pays furent donc déterminés spontanément, par leur intérêt réciproque, à recevoir de l'or et de l'argent monnayés en échange de blé et d'autres produits; ce qui n'aurait pas eu lieu si la matière du numéraire n'était point une vraie richesse, et en quelque sorte préférable à toute autre. Ainsi donc les lois ne peuvent régler la valeur du numéraire, car comme je l'ai dit, elle suit les mêmes règles qui déterminent la valeur des autres articles de richesse.

En Espagne, la faculté de frapper monnaie fut de tout temps une des prérogatives des rois, qui pour rentrer dans les frais de fabrication augmentèrent la valeur de la monnaie. Cette augmentation, connue sous le nom de *braceaje*, est aussi juste qu'utile à la société. Une once d'or monnayé a une valeur plus grande qu'une autre once d'or du même titre en lingot; celui qui donne et celui qui reçoit cet or monnayé évitent, au moyen de l'empreinte qu'il porte, les frais de pesage et d'essayage, frais qui sans elle, se renouvelleraient toutes les fois qu'ils auraient à l'échanger contre d'autres marchandises; le gouvernement est donc fondé à se couvrir des frais de la fabri-

Digitized by Google

cation de la monnaie; il est juste qu'il y ait rémunération pour lui de l'utilité qu'il donne à la monnaie qu'il frappe.

Indépendamment du *braceaje*, il est perçu en Espagne un autre droit, appelé *señoreaje* (plus exactement *seigneuriage*). L'ordonnance qui régit l'Hôtel de la Monnaie, à Madrid, fixe les droits de *seigneuriage* et de *braceaje* cumulativement à six un quart pour cent de la valeur totale intrinsèque du métal, impôt excessivement élevé et préjudiciable, car toutes les fois que le prix de la monnaie est plus élevé que la somme rigoureusement nécessaire pour couvrir la valeur du métal et les frais de main-d'œuvre, la fabrication d'une monnaie de bon aloi aura lieu à l'étranger, ou dans le pays même pour le compte des particuliers, et le droit de *seigneuriage* sera alors perçu au préjudice de la nation par ceux qui frappent la monnaie.

Quelques auteurs ont inféré de la sage mesure qui accorde seulement au chef de l'état la faculté de frapper monnaie, qu'il pouvait déterminer la valeur de cette monnaie; en effet, à des époques où les principes de l'économie politique étaient encore inconnus, les gouvernemens, dans des circonstances difficiles, eurent constamment recours à ce moyen aussi violent que chimérique. L'altération du titre et du poids de la monnaie

Digitized by Google

ne fut pas le moindre des maux sans nombre qui affligèrent l'Europe durant le moyen-âge. On ne rencontre pas un chef d'état, dans l'espace de quelques siècles, qui n'ait violé les lois imprescriptibles de la nature, par des décrets qui prononçaient l'altération de la monnaie et la fixation arbitraire de sa valeur, décrets aussi insensés que celui qu'ils rendirent contre Galilée démontrant le mouvement de la terre. Encore que la loi dise que telle chose a une valeur fixe, lorsqu'elle est de sa nature variable, elle se joue des dispositions du législateur. Tantôt avec la même somme de monnaie, on achetait un plus grand nombre d'articles, et tantôt on en achetait moins; mais comme le numéraire était la marchandise universelle, on le regardait comme la mesure fixe d'une valeur invariable, on croyait que la valeur des autres objets pouvait seule varier, et qu'il dépendait du législateur d'assigner à la monnaie une valeur quelconque[1]. On n'observa

[1] En Espagne, où, avant la découverte du Nouveau-Monde, l'on exploitait des mines de métaux précieux, on eut souvent recours au funeste expédient d'émettre du numéraire qui n'avait ni le poids ni le titre requis. Cet abus fut tel que le pape Innocent III défendit sous peine d'excommunication, aux rois d'Aragon, de frapper de la monnaie fausse, et que Pierre d'Aragon déclara et fit la guerre au roi de

Digitized by Google

pas que, quand même la valeur de la monnaie eût été invariable, celle des autres articles ne l'étant pas, la loi ne pouvait avoir l'effet qu'on en attendait; car la valeur du numéraire n'a point pour régulateur le numéraire même, mais bien la quantité d'articles donnés en échange de ce numéraire. D'un autre côté, l'intérêt personnel fait remarquer bientôt que la marchandise que l'on reçoit, vaut moins que celle qu'on donne; on trouve alors le moyen d'éviter des échanges désavantageux, lorsqu'on est contraint d'accepter la monnaie pour une valeur qu'elle n'a pas.

Mayorque, qui avait répandu dans ses états une monnaie fausse ou de bas aloi. En Castille, il y eut également fabrication et émission de monnaie sans titre, sous les règnes d'Alphonse X, de Sancho IV, d'Alphonse XI, d'Henri I, de Jean I, de Jean II, d'Henri III, de Charles-Quint, de Philippe III, de Philippe IV et de Charles II. « *Les maux qui « résultent de l'altération de la monnaie sont si grands qu'on « ne peut les énumérer* » : tel était le langage des cortès assemblées en 1469. Quelques auteurs italiens affirment qu'une des principales causes de la ruine de l'industrie dans le royaume de Naples, et surtout dans le duché de Milan, qui jusqu'alors avait été un des pays les plus florissans de l'Europe, fut l'émission des écus d'or sans poids et sans titre que Charles-Quint fit frapper en 1540 à Madrid. Cet abus était devenu si général à cette époque que le comte Sacaruffi, nommé par ce prince directeur de l'hôtel de la monnaie de Reggio, dit « que

Digitized by Google

Avant que le système des contributions ne fût établi, les gouvernemens trouvaient peut-être dans l'altération de la monnaie, et dans la diminution de sa quantité nominale, quelque utilité momentanée; car ils fabriquaient toute la monnaie mise en circulation et n'en recevaient point. Mais ensuite comme ils recevaient à titre de contribution une quantité de numéraire plus grande que celle qu'ils fabriquaient, ils avaient un bénéfice momentané à frapper de la monnaie qui eût une valeur intrinsèque plus forte que celle nominale; aussi eurent-ils quelquefois recours à ce moyen. Les avantages qu'offrent des actes si

---

« la fabrication de la fausse monnaie qui avait lieu chez toutes « les nations était un incendie qui consumait et réduisait le monde entier; » et dans son ouvrage intitulé: *Discorso, sopra le monete, e della vera proporzione fra l'oro e l'argento*, il propose, pour remédier à cet abus, l'établissement d'une fabrique unique où une monnaie unique serait frappée pour toute l'Europe. C'était à ses yeux le seul moyen d'empêcher que les gouvernemens n'altérassent la monnaie. Rien ne contribua tant à exciter la haine contre le comte-duc d'Olivarès, qui fut ministre et favori de Philippe IV pendant vingt-deux ans, que d'avoir altéré la monnaie, faute qui causa l'appauvrissement de la nation et la ruine totale de l'industrie. En Espagne et ailleurs, toutes les fois que les rois ont accordé à des particuliers la faculté de battre monnaie, comme cela a souvent eu lieu, le titre en fut toujours altéré.

Digitized by Google

illégaux ne sont que passagers, tandis que les maux qui en résultent sont seuls de longue durée. De tels moyens font perdre aux gouvernemens tout leur crédit; ils les exposent à de grands risques; ils portent préjudice aux intérêts des créanciers; ils entraînent la diminution des revenus publics; ils occasionnent de fréquentes variations dans l'article qui sert de mesure commune aux valeurs, fluctuations qui sont toujours la source de nombreuses injustices; enfin, de tels moyens, en ralentissant la circulation, anéantissent l'industrie. Altérer de quelque manière que ce soit le type des valeurs, est ce que peut faire de plus blâmable un gouvernement quelconque, même dans les circonstances critiques, et ceux qui agissent ainsi sont en même temps les plus immoraux et les moins habiles. « Cette altération des types, dit Smith, « occasionne un bouleversement fatal dans les « fortunes individuelles, parce qu'elle enrichit « presque toujours les oisifs et les débiteurs pro- « digues, aux dépens du créancier économe et « industrieux, et qu'elle transporte une grande « partie du capital national des mains qui le fe- « raient accroître, dans d'autres qui le dissipent « et le perdent. Lorsqu'un gouvernement se « trouve dans la nécessité de faire banqueroute, « il doit la faire, comme le fait tout honnête par- « ticulier, franche, patente, avouée; car celle-là

Digitized by Google

« blesse le moins l'honneur du débiteur et les « intérêts des créanciers. »

Un gouvernement sage ne diminuera jamais la valeur intrinsèque de la monnaie; il ne lui assignera pas de valeur arbitraire; il ne cherchera pas à établir le rapport qui peut exister entre les métaux précieux; il n'émettra pas de monnaie de billon, il ne rendra point obligatoire la circulation du cuivre; et si la monnaie est rognée, détériorée par l'usage ou par quelque autre cause, il devra la refondre aussitôt et en frapper une nouvelle. Tout gouvernement qui suivra de pareils principes, n'aura à craindre ni la falsification, ni les autres inconvéniens qu'entraîne toujours la circulation de la monnaie de bas aloi.

Il est étrange que Say, qui a reconnu à l'or et à l'argent les diverses qualités que je viens d'exposer, et qui a senti la nécessité d'une marchandise universelle pour faciliter les échanges des articles de richesse, ait émis la doctrine suivante: « Si, comme on l'a vu, dit-il, l'usage de la mon- « naie se borne à servir d'intermédiaire dans l'é- « change de la marchandise que l'on veut ven- « dre contre celle qu'on veut acheter, *le choix de « la matière importe peu.* Cette marchandise n'est « pas un objet de consommation : on ne la re- « cherche point pour s'en servir, comme d'un « aliment, d'un meuble ou d'un abri; on la re-

Digitized by Google

« cherche pour la revendre, pour ainsi dire, pour « la redonner en échange d'un objet utile, de « même qu'on l'a reçue en échange d'un objet « utile; comme on l'a redonnée sans altération « sensible, et comme il suffit qu'une autre per- « sonne consente à la recevoir sur le même pied « qu'on l'a reçue soi-même, elle pourrait être « *indifféremment d'or, d'argent, de cuir ou de* « *papier, et remplir également bien son office.* »
Si l'or et l'argent n'avaient point une valeur intrinsèque supérieure à celle des métaux communs et à celle des autres articles de richesse, si leur durée n'était pas plus longue, si leur divisibilité n'était pas plus grande, ils n'obtiendraient pas généralement la préférence qu'ils ont sur tout autre produit comme marchandise universelle et moyen d'échanges. Si ces circonstances sont dépendantes de qualités inhérentes à leur matière, sur quoi Say se fonde-t-il pour dire que la matière de la monnaie est de peu d'importance ? D'un autre côté, cet auteur, en disant que la matière de la monnaie est de peu d'importance, contredit lui-même la doctrine qu'il a voulu établir, lorsque, avec raison, il affirme que le numéraire n'est pas un signe de richesse, qu'il est une véritable richesse, qu'il sert non seulement à faciliter les échanges, mais encore à acheter d'autres richesses, parce qu'il a en lui-même une

Digitized by Google

valeur égale à celle de l'article contre lequel il est échangé. Puisque l'or et l'argent sont une vraie richesse et d'une valeur équivalente à celle de l'article ou des articles contre lesquels ces métaux sont échangés, et puisque ces qualités inhérentes à leur matière déterminent les possesseurs des autres richesses à les échanger contre du numéraire, n'y a-t-il pas contradiction à avancer *que le choix de la matière pour rendre un article instrument ou moyen d'échange est de peu d'importance?*

La monnaie n'est, proprement dit, ni le signe ni la mesure de la valeur ; son introduction n'a point altéré la nature des échanges; on donne également aujourd'hui, comme cela avait lieu avant l'usage de la monnaie, équivalent pour équivalent, lorsque de la monnaie d'or ou d'argent est échangée contre d'autres articles de richesse. L'échange d'un bœuf contre une once d'or monnayé est un échange aussi réel que celui d'un bœuf contre une barrique de vin ou contre une once d'or en lingot: de ce que l'once d'or, avant le contrat, reçoit l'empreinte du sceau public de l'autorité suprême, la nature de ce contrat n'est point altérée. L'empreinte ne sert qu'à éviter les lenteurs du pesage et de l'essayage du métal brut. Ces remarques, quoique très simples, n'ont pas été faites, et au lieu de considérer l'ar-

Digitized by Google

gent comme toute autre marchandise, on le regarde comme un article de richesse à part, seulement parce qu'il porte en lui le témoignage de son titre et de son poids; et de là on est arrivé à dire qu'il était le signe et la mesure de la valeur des autres articles de richesse, assertions qui sont également fausses. L'argent n'est pas un signe, mais bien une marchandise; c'est l'équivalent de celle dont on fait l'échange, car l'individu qui donne de l'argent en échange d'un autre article de richesse, ne fournit point à celui qui reçoit cet argent une autre valeur, ainsi qu'il devrait le faire s'il n'eût donné qu'un signe et non un équivalent. Il n'est pas proprement dit une mesure, parce que si l'or et l'argent servent à mesurer la valeur de quelque autre article, cet article détermine à son tour la valeur de l'or et de l'argent. Cette faculté qu'a l'argent d'être la mesure de la valeur ne lui est pas particulière; elle est inhérente à toute marchandise; mais les métaux précieux, par la raison que leur valeur est moins sujette à être altérée que celle des autres marchandises, sont plus propres à devenir le type auquel on puisse rapporter la valeur de tous les produits de l'industrie humaine.

Toute monnaie d'or ou d'argent contient un mélange ou alliage de cuivre qui a été jugé nécessaire pour rendre moins grande la perte que

Digitized by Google

lui fait éprouver le frottement de la circulation. La proportion dans laquelle cet alliage a lieu est, relativement au métal fin que contient la pièce, ce que l'on nomme le titre de la monnaie. Son titre est d'autant plus élevé qu'il contient une plus grande quantité de métal fin, et il est d'autant plus bas, qu'il entre plus de cuivre dans sa composition. Le cuivre contenu dans une pièce de monnaie d'or ou d'argent n'augmente pas sa valeur, parce que celle-ci, considérée comme monnaie, n'a d'autre valeur que celle que lui donne le métal précieux; et considérée comme marchandise, l'opération qu'exigerait la séparation du cuivre d'avec le métal fin coûterait plus qu'il n'a de valeur.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII.

Des principes qui servent à déterminer la quantité de numéraire dont une nation a besoin pour faire son commerce.

J'ai démontré que la quantité du numéraire est prise pour règle de sa valeur, lorsque sa production n'est pas entièrement libre; mes recherches auront actuellement pour objet de connaître ce qui peut donner lieu à ce que ce numéraire soit en quantité plus ou moins grande. Il semble au premier coup d'œil qu'il dépende des gouvernemens de fixer cette quantité, puisque ce sont eux qui fabriquent le numéraire. Il est des gouvernemens qui convertissent en monnaie tous les métaux que les particuliers veulent faire monnayer, sans tenir compte de la quantité mise en circulation; d'autres, au contraire, déterminent les quantités qui doivent être monnayées. Dans le premier cas, il est à présumer que les particuliers apporteront leurs métaux à l'état brut, pour être monnayés toutes les fois qu'ils espéreront en tirer quelque avantage, qui ne peut provenir que de ce que les métaux convertis en

Digitized by Google

monnaie auront une plus grande valeur qu'en lingots. Cela arrivera lorsque l'individu recevra en échange de cette monnaie une quantité d'articles plus grande que celle qu'il obtiendrait s'il donnait en échange une quantité égale en lingots. La valeur conventionnelle de la monnaie dépendant, comme on l'a vu, de la quantité mise en circulation, lorsque cette quantité est moindre qu'elle n'était auparavant, elle a une valeur plus grande que le métal dont elle est formée. Dans de telles circonstances, lorsque le prix de la monnaie est élevé, comparativement au prix du métal en lingots, il est de l'intérêt du particulier de faire convertir ses lingots en monnaie; mais comme, au fur et à mesure que la quantité de la monnaie augmente, sa valeur diminue, le prix de l'argent, lorsque le gouvernement le frappe au gré de l'individu, se trouve bientôt au niveau de la valeur des lingots. Aussi résulte-t-il de cette liberté qu'il y a constamment en circulation une quantité de monnaie suffisante pour que sa valeur se trouve au niveau de la valeur ordinaire des métaux dont elle est formée. Il peut arriver quelquefois que la monnaie soit en si grande quantité, que sa valeur soit inférieure à celle des lingots; l'intérêt individuel a pour effet alors d'en diminuer aussitôt la quantité. Qu'un

Digitized by Google

particulier ait en sa possession une quantité d'argent d'une valeur moindre qu'une quantité égale de lingots, il y aura alors avantage pour lui à fondre les pièces de monnaie et à les réduire en lingots, jusqu'à ce que, par l'effet de la diminution de la quantité de la monnaie, le prix devienne au niveau de celui du métal en lingots, et alors il n'y aura plus de motifs pour convertir la monnaie en lingots. La quantité de la monnaie, lorsque le monnayage est libre, se règle d'après la valeur du métal en lingots; car alors l'intérêt des particuliers les porte à en augmenter ou à en diminuer la quantité, suivant que la valeur du numéraire est plus ou moins élevée que celle du métal en lingots.

Il nous reste à rechercher quels peuvent être les résultats de l'intervention du gouvernement dans l'augmentation ou la diminution de la quantité de la monnaie. Lorsque le gouvernement ne permet pas qu'il y ait en circulation une quantité de monnaie égale à celle qui circulerait si la fabrication du numéraire était libre, sa valeur augmente, et les particuliers ont intérêt à fabriquer clandestinement de la fausse monnaie; les particuliers ayant un grand intérêt à cette fabrication, le gouvernement ne parviendra à l'empêcher, qu'en prononçant contre elle des peines très sévères. Si le gouvernement met ses

Digitized by Google

soins à maintenir en circulation une quantité de monnaie plus grande que celle qui s'y trouverait lancée, si la fabrication et le commerce de l'argent étaient libres, la valeur sera plus faible que celle du métal brut; et pour en empêcher la diminution ou la refonte, il devra également avoir recours à l'application de châtimens sévères; mais on doit faire observer que les lois qui ont pour but d'empêcher la fabrication et la refonte de la monnaie, sont sans effet, toutes les fois que l'on trouve, en les éludant, de grands bénéfices.

Lorsque, par le fait du gouvernement, la monnaie est en quantité moindre que si la fabrication en était libre, il impose indirectement une contribution ou *seigneuriage* monétaire; cette imposition a lieu directement, toutes les fois qu'il fabrique de la monnaie d'un titre plus bas ou qui contient une quantité moindre de métal que celle nominale. Lorsque le gouvernement fabrique ainsi de la monnaie, il fait un bénéfice égal à la différence qui existe entre la valeur du métal monnayé et celle du métal en lingots; mais la monnaie, si le *seigneuriage* est très élevé, n'aura pas long-temps un prix plus fort que celui qu'elle aurait si la fabrication était libre, parce qu'alors les risques que courra le particulier à fabriquer seront compensés par le bénéfice qu'il espère en tirer, et qu'il se rencon-

Digitized by Google

trera des individus qui ne craindront point de s'exposer aux risques de la fabrication ; mais un gouvernement éclairé n'inspirera jamais la tentation du crime.

Il en est de la monnaie et de la matière qui la compose comme de toute autre marchandise et de la matière qui entre dans sa fabrication. Il y a un rapport naturel entre la valeur de la marchandise fabriquée, et celle de la matière première qui la compose; mais il peut arriver quelquefois que la matière première ait une valeur relative plus forte que la marchandise fabriquée, et d'autres fois que cette marchandise soit plus chère comparativement que la matière première. Par exemple, il peut se faire que parfois les cuirs qui servent à la confection des chaussures soient à bas prix, tandis que les chaussures auront un prix élevé; d'autres fois, que les prix de ces cuirs et de ces chaussures soient dans un rapport inverse. Les métaux précieux sont consommés en lingots par les arts, mais ils ne sont pas moins nécessaires au renouvellement de la monnaie pour remplacer celle qui est consommée par le frottement, celle qui se perd, et celle enfin qui, thésaurisée, sort de la circulation. Leur prix augmentera toutes les fois qu'une de ces deux quantités diminuera, comme cela a lieu pour toute marchandise qui devient rare; il baissera, au contraire, s'il y a

Digitized by Google

exubérance; et quoique la différence qui existe naturellement entre la valeur de la monnaie et celle des lingots ne soit point importante, elle le devient si, par le fait du gouvernement, il y a une abondance plus grande de métaux sous une forme que sous l'autre.

L'argent n'est effectivement que la marchandise dont la vente et l'achat s'effectuent le plus souvent, tant dans le commerce intérieur que dans le commerce étranger; et les marchandises qui sont à meilleur marché sont aussi celles dont l'exportation a lieu dans les pays où leur prix est plus élevé. Il s'ensuit que si le numéraire est en Espagne à un prix plus bas qu'en France et en Angleterre, il sera exporté d'Espagne; si au contraire ce prix est plus faible en France et en Angleterre, l'Espagne le recevra de ces deux pays, quels que soient les obstacles mis à sa sortie. Lorsque le prix de l'or et de l'argent est bas, celui des autres articles de richesse est élevé; car ces deux métaux étant la marchandise universelle, leur prix est considéré comme bas lorsqu'il en faut une quantité plus grande pour acheter les autres marchandises. Il en résulte que plus la quantité d'argent exportée sera grande, moins l'exportation des autres articles sera considérable, car le bas prix de l'argent devra nécessairement rendre celui de ces articles plus élevé

Digitized by Google

qu'il ne l'est à l'étranger. Il est donc évident que l'exportation des produits indigènes aura lieu en quantité d'autant plus grande, que la valeur de l'argent sera plus élevée, et que l'importation d'articles étrangers sera d'autant plus considérable que le prix de l'argent sera plus bas. L'augmentation des métaux précieux ne pouvant avoir d'autre effet que de diminuer leur valeur, rend aussi plus difficile l'exportation des autres produits, et la diminution de la quantité de ces métaux, ayant pour effet nécessaire d'augmenter leur valeur, rend plus facile l'exportation d'une plus grande quantité d'autres articles nationaux.

L'argent, chez les peuples où l'industrie a fait des progrès comme chez ceux où elle est peu avancée, a une circulation plus rapide que les autres marchandises. Comme il n'est point un objet de consommation, l'individu qui le reçoit en échange d'une marchandise l'emploie à l'achat d'une autre; et celui qui a vendu cette dernière marchandise l'emploie à son tour à un nouvel achat, et ainsi de suite; de manière qu'on ne reçoit presque jamais d'argent, sans que cet argent ne soit aussitôt employé à un achat quelconque. L'argent est continuellement en circulation, tandis que les autres marchandises ne circulent que durant le court trajet qu'elles ont à parcourir des mains du

Digitized by Google

producteur à celles du consommateur. Dans toute société industrieuse les onze douzièmes des consommateurs achètent la plupart de leurs alimens et des autres articles de consommation au moyen de l'argent qu'ils ont reçu la veille. La circulation de l'argent n'est suspendue que lorsqu'il se trouve entre les mains des riches consommateurs, ou de ceux qui accumulent des capitaux; mais la somme qui demeure entre les mains des individus de ces deux classes, est faible, relativement à la circulation générale; d'ailleurs le numéraire que l'individu entasse ou retire de la circulation doit être considéré comme s'il n'existait pas pour la société.

Il s'ensuit qu'il n'est pas nécessaire qu'une société ait en numéraire, pour faire ses échanges, une valeur égale à celle des marchandises qu'elle a à échanger, car la valeur de toutes les richesses se multipliant en raison de la rapidité de leur circulation, et celle de l'argent étant incontestablement plus rapide et plus continue, la société pourra opérer ses échanges avec une somme d'argent d'une valeur très inférieure à celle des autres marchandises. Si l'on supposait que la valeur de tous les produits d'une nation vendus dans un an s'élevât à un milliard de francs, et que la somme totale de l'argent mis en circulation fût employée à faire vingt achats,

Digitized by Google

cinquante millions suffiraient à cette nation pour payer toutes les marchandises, quand bien même ces marchandises ne seraient pas payées par d'autres marchandises, retour qui économiserait encore une somme considérable de numéraire. Henri Thorntont, qui fut un des premiers banquiers de Londres, affirme, dans un ouvrage où il traite de la nature et des effets du crédit du papier de la Grande-Bretagne, que douze ou treize millions de livres sterling suffisaient aux maisons anglaises établies en Russie, à payer annuellement la somme énorme de seize cent quarante-trois millions de la même monnaie; en sorte que chaque livre sterling payait annuellement une valeur de cent trente-deux livres sterling. On peut donc affirmer que le numéraire n'augmente point précisément dans le rapport des autres richesses, et que très souvent plus un pays est riche, moins il a d'argent comparativement à un pays pauvre où la circulation est très lente. Si la somme du numéraire des différentes nations du globe était le double de ce qu'elle est, une quantité double d'or et d'argent serait nécessaire pour payer les autres articles et les salaires du travail, et l'industrie n'en retirerait aucun bénéfice. Quelque faciles que le numéraire rende les échanges, et quoiqu'il contribue indirectement à la production de

Digitized by Google

la richesse, ce serait une erreur de croire que son abondance excessive n'est point préjudiciable aux progrès de l'industrie, puisqu'elle a pour effet d'augmenter le prix des autres marchandises, et par conséquent de les empêcher d'entrer en concurrence avec celles des pays où l'argent est plus rare.

Digitized by Google

CHAPITRE IX.

Des rapports qui existent entre la valeur de l'or et celle de l'argent, et des effets qui résultent de la fixation de ces rapports par le gouvernement.

Le rapport qui existe entre la valeur de l'or et celle de l'argent, n'est pas le même partout; il varie très fréquemment dans un même pays. Cette proportion, peu avant la découverte du Nouveau-Monde, était dans le rapport de un à douze, le plus souvent dans celui de un à dix; de sorte qu'avec une livre d'or fin, on pouvait se procurer quelquefois douze, d'autres fois dix livres d'argent, également fin. Quoique la valeur réelle et conventionnelle de ces deux métaux ait considérablement diminué depuis cette époque, la valeur de l'or comparativement à celle de l'argent a été établie dans la proportion de quinze à quinze et demi; et quoique cette dernière proportion soit aujourd'hui commune à ces deux métaux, cette valeur éprouve cependant des variations journalières sur les divers marchés de l'Europe.

Digitized by Google

Quelques gouvernemens adoptèrent indistinctement l'or et l'argent comme type ou mesure légale de toute espèce d'article de richesse; et à cet effet ils fixèrent la valeur respective de ces deux métaux, en déclarant qu'un certain poids de l'un d'eux en monnaie équivaudrait à un certain poids de l'autre; ou que tel nombre de pièces d'argent serait l'équivalent de tel nombre de pièces d'or. Cette loi n'aurait aucun inconvénient, si la valeur relative de ces deux métaux monnayés était la même que celle du marché; mais comme cette dernière varie d'un jour à l'autre, encore que son évaluation légale soit exacte le jour où elle est faite, le lendemain elle peut cesser de l'être.

Toutes les fois qu'un gouvernement établit que telle pièce d'or vaudra un tel nombre de pièces d'argent, ou qu'il autorise les débiteurs à payer indistinctement en pièces d'or la valeur d'un certain nombre de pièces d'argent, il fixe ou détermine la valeur relative de ces deux métaux; il déclare invariable une valeur qui, de sa nature, est sujette à varier; il ordonne que les métaux précieux n'aient ni la valeur conventionnelle, ni la valeur réelle que leur assignent le marché et le prix de leur production, mais bien qu'ils aient celle arbitraire que la loi leur assigne.

Je suppose que le législateur établisse qu'une

Digitized by Google

once d'or monnayé équivaut à seize onces de monnaie d'argent, et que le lendemain du jour où cette fixation aura eu lieu, cette once d'or soit échangée au marché contre dix-sept onces d'argent; quelles en seraient les conséquences? Un individu qui devrait cent onces d'or, trouverait un avantage à fournir en paiement seize cents onces d'argent, avantage qu'il n'aurait pas s'il donnait cent onces d'or; car il pourrait, avec ces cent onces d'or, acheter au marché une quantité suffisante d'argent en lingots, qu'il convertirait en dix-sept cents onces d'argent monnayé, et, après s'être acquitté, il lui resterait cent onces d'argent monnayé; et partant la perte du créancier serait équivalente au montant de la valeur des cent onces d'argent, tandis que s'il remboursait ce qu'il devait en monnaie d'or, il n'aurait point d'excédant. Il y aurait encore d'autres inconvéniens: la quantité de monnaie d'argent mise en circulation augmenterait, et, en conséquence, sa valeur diminuerait. Le prix de l'or monnayé serait moins élevé que celui de l'or en lingots; et les possesseurs de la monnaie d'or en opéreraient la fusion pour la vendre en lingots; elle resterait ainsi en dehors de la circulation, jusqu'à ce que la valeur de l'or monnayé et celle de l'or en lingots eussent atteint sur le marché le même niveau.

Digitized by Google

Mais le cas inverse peut également se présenter: la valeur de l'or peut venir à baisser et celle de l'argent à augmenter; la valeur de l'argent comparativement à celle de l'or, peut se trouver dans le rapport de quinze à un, au lieu d'être, d'après la loi, comme seize est à un. Dans ce cas, l'individu qui devrait une quantité de monnaie d'argent, trouverait un avantage à payer en or, et non en argent; alors la quantité de la monnaie d'or viendrait à augmenter, et celle d'argent serait mise au creuset.

Il s'ensuit que l'évaluation des métaux déterminée par le législateur donne lieu à deux grands inconvéniens: le premier c'est qu'au lieu de contribuer à rendre aussi fixe et invariable qu'il est possible la valeur de la monnaie courante, il l'expose à une nouvelle variation qu'elle ne devrait point éprouver; le second, c'est que l'évaluation artificielle offrant un bénéfice à celui qui fond la monnaie évaluée au-dessous de son prix, parce que sous cette forme ce métal obtient au marché toute sa véritable valeur, oblige le pays à supporter les frais d'une nouvelle fabrication, qui devient nécessaire toutes les fois qu'il survient une altération dans la valeur relative de l'or et de l'argent, car, alors la monnaie du métal évalué au-dessous de son prix, cesse infailliblement de circuler.

Digitized by Google

Lorsque le gouvernement ne détermine pas la valeur relative de l'or et de l'argent, le métal qui prédomine au marché intérieur, sert à fixer le prix de toutes les marchandises sans exclure de la circulation celui des deux métaux dont la valeur est réglée par le commerce. Si, par exemple, la monnaie d'argent est celle adoptée sur le marché, sans que le gouvernement y intervienne en rien, le prix des marchandises sera réglé, dans toute espèce d'affaires, d'après la valeur de l'argent monnayé, sans que pour cela l'or cesse de circuler, car il sera reçu pour toute espèce de paiement, toutes les fois que son prix sera fixé comparativement à celui de l'argent, d'après le cours qu'il aura le jour où le paiement devra s'effectuer. Aucune des deux parties contractantes ne trouvant alors d'avantage ni de désavantage à recevoir ou à payer plutôt en monnaie d'or qu'en monnaie d'argent, il est donc indifférent à chacune d'elles que la monnaie soit de l'un ou de l'autre de ces deux métaux. L'agiotage, auquel le gouvernement donne lieu lorsqu'il fixe la valeur relative de ces deux métaux, et qui s'exerce toujours au préjudice de l'homme de bonne foi, cesse d'avoir lieu, et ces deux métaux circulent alors sans que la valeur de l'un ait aucune influence préjudiciable sur la valeur de l'autre.

Lorsqu'un gouvernement fixe la valeur relative

Digitized by Google

de la monnaie d'or et d'argent, et que le cours du commerce a fait varier ce rapport, le métal auquel la loi a assigné un prix très élevé devient alors le régulateur de la valeur de toutes les marchandises, et fait sortir de la circulation le métal évalué à un prix plus bas que celui qu'il a sur le marché. La loi autorisant alors à payer indistinctement en monnaie d'or ou d'argent, l'acheteur profite de cette faculté pour donner en paiement la monnaie dont la valeur a été fixée par la loi à un prix plus élevé que celui du cours du marché. Le vendeur, qui s'attend à recevoir cette monnaie en paiement, établit son prix de vente en raison de celui de cette monnaie, et il s'ensuit au préjudice de tous les consommateurs en général que le prix des marchandises augmente et que la monnaie qui a un prix élevé reste seule en circulation.

L'effet de l'évaluation de la valeur des métaux précieux que la loi détermine, est le même que lorsque le gouvernement établit un droit de *seigneuriage* sur la fabrication de la monnaie. Je suppose qu'un impôt de dix pour cent soit établi à titre de seigneuriage; la valeur relative de ces deux métaux sur le marché étant dans le même rapport que celui fixé par la loi de quinze à un, les cent onces d'or donneraient les moyens non seulement d'acheter une quantité d'argent suffisante pour fa-

Digitized by Google

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF

briquer quinze cents onces du même métal, mais encore un dixième en sus; et si la proportion, d'après les prix courans, était dans le rapport de seize à un, tandis que la loi établirait un rapport de quinze à un, on achèterait alors non seulement la quantité d'argent suffisante pour fabriquer seize cents onces, mais encore le métal nécessaire à la fabrication d'un dixième en sus.

Toutes ces variations sont extrêmement préjudiciables, parce qu'elles font renchérir les marchandises, qu'elles sont un obstacle à ce que le commerce ait la stabilité qui lui est nécessaire, et qu'elles retardent les transactions. Si le gouvernement portait aujourd'hui la valeur de l'argent à dix pour cent de plus que ce qu'il valait hier, toute combinaison deviendrait impossible, parce qu'on ne pourrait compter, comme cela est nécessaire, sur la stabilité naturelle de la valeur de la monnaie. Ces inconvéniens sont à peine sensibles, lorsque le gouvernement s'abstient de déterminer par une loi la valeur relative de ces deux métaux monnayés, et qu'il s'abstient également de considérer l'un comme prix de toutes choses, et l'autre comme une simple marchandise. Il ne doit au contraire les regarder tous deux que comme marchandise, et ne s'attacher qu'à surveiller s'ils possèdent la quantité et la qualité qu'ils sont réputés avoir.

Digitized by Google

Il s'ensuit que le gouvernement ne doit pas fixer la valeur relative des deux métaux précieux dont se compose la monnaie, car cette valeur éprouve sur le marché de continuelles fluctuations. La loi serait en contradiction avec les principes qui règlent à la fois la valeur naturelle et la valeur conventionnelle des marchandises. De même que la société n'éprouve aucun préjudice de ce que ce n'est point le gouvernement qui fixe le rapport des prix du vinaigre et du vin, et que les échanges dont ces deux marchandises sont l'objet, ont lieu sans inconvénient, de même elle n'en éprouverait aucun si le gouvernement s'abstenait de déterminer quelle quantité d'or devra être donnée en échange de telle quantité d'argent, ou quelle quantité d'argent il faudra donner pour telle quantité d'or.

Digitized by Google

CHAPITRE X.

Des lettres de change.

Il est nécessaire, pour l'explication du mécanisme de la circulation de la monnaie, de parler de l'espèce d'obligations ou de promesses écrites, qu'on nomme *lettres de change*. Ces obligations sont une substitution de numéraire, non seulement parce qu'elles servent à acheter des marchandises ou à *payer des dettes*, mais parce qu'elles contribuent à faciliter les échanges: raison pour laquelle on leur a, avec justesse, donné le nom de lettres de change, car c'est par elles que les habitans de différens pays échangent leurs produits, et remplissent leurs engagemens réciproques, sans qu'il soit nécessaire, pour qu'il y ait échange et balance de crédits et de débits mutuels, de déplacer le numéraire, transport qui serait dispendieux, lent, incommode, et qui exposerait à des risques nombreux.

Si les commerçans espagnols, par exemple, qui importent des marchandises françaises ou russes, étaient obligés d'envoyer en France ou en Russie

Digitized by Google

le montant du prix de ces marchandises en numéraire, et s'il fallait que les commerçans français ou russes, qui achètent des produits espagnols, envoyassent en Espagne leur valeur en numéraire, il en résulterait des frais considérables pour les uns et pour les autres, et leurs échanges ne seraient effectués qu'après un terme très long. L'opération au moyen de laquelle on prévient les inconvéniens du transport de l'argent est très simple : qu'un commerçant de Madrid doive à un commerçant de Paris mille piastres, et que ce dernier doive également au premier, pour un autre objet, une pareille somme de mille piastres; dans ce cas, ce qu'ils auraient à faire pour balancer leurs comptes, sans qu'il soit nécessaire de transporter un seul maravédi, serait d'échanger leurs obligations réciproques. Ce qui s'exécute entre deux individus, peut avoir également lieu de nation à nation : si l'Espagne devait fournir un million de piastres, en paiement de marchandises françaises qu'elle aurait achetées, et qu'elle eût à recevoir de la France un autre million de piastres pour les produits qu'elle lui aurait vendus, les négocians espagnols éviteraient des embarras et des frais, en consignant à leurs créanciers français les crédits qu'ils auraient en France, et les négocians français, qui devraient aux négocians espagnols un million de piastres, trou-

Digitized by Google

veraient un bénéfice à recevoir de ces créanciers l'ordre de payer en France ce qu'ils devraient payer en Espagne.

Les obligations écrites, de payer une certaine somme d'argent, sont de deux espèces : *directes* et *indirectes ;* les premières sont *celles par lesquelles le débiteur promet payer, par un acte qui lui est propre, le montant de ce qu'il doit ;* les secondes *ont pour objet l'abandon ou la cession faite par le débiteur à son créancier du débit d'un tiers.* Une lettre de change suppose toujours quatre personnes contractantes, tandis qu'une simple consignation n'en suppose que trois. Pour qu'une lettre de change sur Paris puisse être négociée à Madrid, il faut qu'il y ait deux créanciers et deux débiteurs : un créancier à Madrid, qui ait son débiteur à Paris ; et un créancier à Paris, dont le débiteur se trouve à Madrid. Le créancier de Madrid, qui est le vendeur de la lettre, donne à son débiteur à Paris l'ordre de payer à l'acheteur, ou à la personne à laquelle ce dernier l'a transférée ; cet ordre signé du vendeur de la lettre est remis à l'acheteur, qui est le débiteur à Madrid, lequel l'endosse au profit de son créancier à Paris, et ce dernier, du moment qu'elle lui est parvenue, en devient le porteur, autrement dit, celui qui doit en faire le recouvrement. Dès que la présentation

Digitized by Google

en a été faite par lui au débiteur de celui qui l'a vendue, et que ce débiteur l'a acceptée, il est reconnu devoir en faire le paiement. Le nombre des endosseurs d'une lettre de change est illimité; celui qui l'achète, l'endosse au profit de son créancier, ou de l'individu entre les mains duquel il veut que le montant en soit versé; celui-ci peut également l'endosser au profit d'un autre; ce dernier d'un quatrième, et ainsi de suite. Les trois contractans qui concourent à une simple consignation, sont : l'un, simplement créancier, l'autre débiteur, et un troisième qui est tout à la fois créancier et débiteur. Lorsque, par exemple, un commerçant de Madrid qui a une créance et une dette à Paris, fait remise à son créancier d'une lettre contre son débiteur, il y a alors simple assignation de crédit.

L'acheteur d'une lettre de change en paie quelquefois le montant en faisant l'achat; d'autres fois il convient avec le vendeur de n'en payer le montant qu'après que l'avis lui aura été donné du remboursement. Dans le premier cas, la lettre porte les mots : *valeur reçue*, et alors si le montant n'en est pas payé, l'acheteur a non seulement le droit de réclamer auprès du vendent le prix qu'elle lui a coûté, mais encore des dommages, pour le paiement desquels les lois de toutes les nations civilisées accordent avec

Digitized by Google

raison des moyens plus efficaces et plus péremptoires qu'à toute autre espèce d'obligation ; parce que l'acheteur de la lettre n'en a point fourni le montant à titre de prêt, mais bien comme devant le recevoir immédiatement dans un autre lieu. S'il en était autrement, le commerce éprouverait de grands dommages, qui porteraient atteinte à la prospérité publique.

Les lettres de change ne sont pas payables à présentation; elles restent un plus ou moins grand nombre de jours entre les mains du porteur; ce délai lui est quelquefois incommode, et, dans ce cas, afin d'en recevoir par anticipation la valeur, il endosse la lettre au profit d'un capitaliste, qui lui en fournit le montant, moyennant un intérêt qu'on nomme *escompte*. Sur toutes les places de commerce, l'escompte des lettres de change est le principal et quelquefois le seul trafic que font divers individus et différentes corporations. Le prix de l'escompte est déterminé : premièrement, par le montant des lettres à escompter comparativement à la somme de capitaux destinés à faire les escomptes; secondement, par la garantie que les lettres offrent à celui qui en fait l'escompte, garantie qui est en raison du nombre et de la solvabilité des endosseurs. On emploie, pour énon-

Digitized by Google

cer le prix de l'escompte, les mêmes termes que pour exprimer l'intérêt de l'argent ou le prix du change. On dit que l'escompte est à deux, à trois, à quatre, à six pour cent.

Lorsque deux places font un commerce continu, il s'établit entre elles un grand nombre de créances et de dettes réciproques; dès-lors les lettres de change sont recherchées, par la raison que le créancier trouve de l'avantage à échanger une créance qu'il a sur une place éloignée contre une autre dont le montant lui est payé au lieu de son domicile; et parce que tout débiteur a également un avantage à payer chez lui une dette dont il devrait fournir le montant sur une autre place. Lorsque les deux places qui échangent ainsi leurs créances et leurs dettes, font usage d'une même monnaie, l'évaluation des sommes à balancer ne présente aucune difficulté. Le commerçant de Madrid, qui doit payer mille piastres à un commerçant de Cadix, estimera sans peine ce qu'il devra payer à Madrid à celui qui fera à Cadix les fonds du montant de sa dette, parce que la monnaie que doit recevoir son créancier à Cadix est de la même espèce; mais lorsque, par exemple, il doit payer à Madrid en monnaie espagnole, cent livres sterling qu'il doit à Londres, il est obligé de connaître le rapport exact de la

Digitized by Google

valeur de l'argent des deux pays, afin de savoir ce qu'il devra payer à Madrid pour faire solder sa dette à Londres.

La monnaie des divers pays diffère de poids et de nom ; le langage concis qui est actuellement en usage dans le commerce en Europe, ne fut introduit qu'après qu'on eut comparé les quantités diverses de métaux précieux que contenait une certaine espèce de monnaie dans chacun des différens pays : ces monnaies seules servent aujourd'hui à régler les comptes des commerçans entre eux, en leur évitant toute confusion et toute perte de temps. Lorsqu'un commerçant qui doit faire un paiement à une maison étrangère n'a pas besoin de débourser une somme d'argent plus ou moins grande que celle fixée d'après le calcul primitif, on dit que le change est au pair. En supposant que, d'après ce calcul, dix florins de Hollande correspondent précisément à une livre sterling d'Angleterre ; lorsque le commerçant qui réside en Hollande paie à celui qui habite l'Angleterre, au moyen d'une lettre de change qu'il a achetée à Amsterdam pour la somme de dix mille florins, celle de mille livres sterling que lui ont coûté les marchandises qu'il a exportées d'Angleterre, dans ces circonstances, dis-je, le change est au pair entre les deux nations ; et dans le langage concis du commerce

Digitized by Google

on dit alors que le change entre l'Angleterre et la Hollande est à dix. Lorsque, pour payer la même somme, le commerçant hollandais est obligé de débourser douze mille florins, alors le change est défavorable à la Hollande, parce que la quantité de métal que contiennent dix florins étant égale sous le rapport du poids et du titre à celle que contient une livre sterling, il lui a fallu donner douze florins en Hollande pour le paiement en Angleterre de chaque livre sterling, dont la valeur intrinsèque est l'équivalent de dix florins; par rapport à cette monnaie qui sert de type, l'on dit alors que le change entre l'Angleterre et la Hollande est à douze. Par la même raison, si le commerçant achète à Amsterdam pour huit mille florins une lettre avec laquelle il recevra à Londres mille livres sterling, le change est favorable à la Hollande, car ce pays a fourni une moindre quantité de métal que celle qui doit être payée à Londres; dans ce cas l'on dit que le change entre ces deux pays est à huit.

Afin d'énoncer la différence qui existe dans le change, et au lieu d'exprimer le rapport des deux valeurs, pour plus de concision et sans qu'il y ait obscurité dans l'idée exprimée, on considère la monnaie de l'un des deux pays comme le prix et celle de l'autre comme la marchandise achetée. En ne faisant mention que de celle qui

Digitized by Google

sert de prix, qui est la valeur variable, et sans exprimer la quantité de celle considérée comme marchandise, qui reste invariable, on connaît le taux du change. Pour indiquer, par exemple, quel est le taux du change entre Madrid et Londres, la valeur relative des deux monnaies ayant été déterminée par un calcul primitif, qui a assigné à la piastre de quinze réaux la valeur de quarante penny, il suffit d'exprimer le nombre de penny donnés pour une piastre; car dans ce cas, les penny sont considérés comme le prix, et la piastre comme la marchandise. Dans le langage commercial, on dit que le change entre Madrid et Londres est à trente-quatre, à quarante ou à quarante-six, etc.; ce qui veut dire que, pour chaque piastre donnée à Madrid, on peut disposer à Londres de trente-quatre, quarante ou quarante-six penny; et *vice versa*, que pour disposer à Madrid d'une piastre, Londres doit fournir trente-quatre, quarante ou quarante-six penny. On dit aussi, en style commercial, que celui des deux pays dont l'argent indique les variations du change donne l'incertain, et l'autre le certain. Dans le change entre Madrid et Londres, Londres donne le prix ou l'incertain, que représentent les penny, dont la quantité varie, et Madrid donne le certain ou la marchandise, qui est la piastre, dont la quantité est fixe.

Digitized by Google

Les commerçans espagnols, par exemple, qui exportent en Angleterre des vins, de la laine, de la soude et des fruits, ne sont pas ordinairement ceux qui importent en Espagne des draps, des cotons, de la quincaillerie et d'autres produits anglais. Par cette raison, ceux qui ont de l'argent à recevoir en Angleterre, ne sont pas ordinairement les mêmes qui y ont des paiemens à faire; et ceux qui ont à payer les marchandises anglaises, afin d'éviter les frais que leur coûterait l'envoi en Angleterre du montant de ces marchandises, le remettent aux commerçans espagnols qui y ont exporté les vins, la laine, la soude et les fruits. Ces derniers, payés par anticipation, donnent des lettres de change sur leurs débiteurs en Angleterre, à ceux qui ont exporté les cotons, la morue, la quincaillerie et les autres produits anglais.

On voit donc qu'il y a deux classes de négocians : les uns qui ont à recevoir des fonds de l'extérieur, les autres qui doivent payer à l'étranger. Ces derniers recherchent ceux qui ont des créances à l'étranger; et ceux qui sont porteurs de lettres, ou qui ont de l'argent à recevoir, recherchent également ceux qui en ont à payer à l'extérieur, parce qu'au moyen de ces lettres, les uns évitent le préjudice que leur causerait le recouvrement éloigné de leur

Digitized by Google

créance, et les autres les frais d'envoi d'argent au lieu où ils doivent payer. Ces individus, qui ne se connaissent point, et qui s'occupent d'autres affaires, s'en remettent du soin de chercher des vendeurs de lettres de change pour les uns, et des preneurs pour les autres, à une troisième classe d'individus, nommés *courtiers*, qui se livrent exclusivement à cette recherche.

Lorsque la somme d'argent qu'une nation doit recevoir d'une autre est égale à celle que celle-ci doit lui payer, ou lorsque les lettres à tirer forment une somme égale à celles des lettres à recevoir, chaque individu qui désire vendre une lettre, en trouve un autre à qui il convient de l'acheter; les lettres alors ne jouissent d'aucune prime, ni ne subissent aucun escompte, et le change entre les deux pays est au pair. Lorsque les dettes et les créances de deux pays ne se balancent pas, c'est-à-dire lorsque l'un des deux a importé plus qu'il n'a exporté, les individus qui ont besoin d'acheter des lettres sont en plus grand nombre que ceux qui ont besoin d'en vendre, et ceux qui n'en trouvent point à acheter, sont obligés de faire des dépenses pour transporter l'argent qui doit servir à payer leurs dettes. Toutes les fois qu'il en est ainsi, les lettres sont recherchées; on offre des primes qui égalent, ou à peu près, le coût du transport de l'argent, car par elles on évite

Digitized by Google

les risques de ce transport. Supposons que ces deux nations soient l'Espagne et l'Angleterre; que la première ait importé une quantité de produits anglais plus forte que celle des produits espagnols exportés en Angleterre; le change sera défavorable à l'Espagne, parce qu'il y aura un plus grand nombre de commerçans espagnols qui rechercheront des lettres sur l'Angleterre, qu'il n'y en aura pour vendre. Le commerçant anglais et le commerçant espagnol, qui introduisent en Espagne des marchandises anglaises tomberont dans le découragement parce que sur leurs bénéfices ordinaires ils seront obligés de payer la diminution qu'aura subie le montant du prix des lettres de change [1]; tandis que le commerçant espagnol sera encouragé à exporter ses marchandises en Angleterre, parce que, en sus de ses bénéfices ordinaires, il recevra une prime pour les lettres qu'il fournira sur l'Angleterre.

Le prix que l'on donne en sus de la valeur des lettres de change est presque toujours peu élevé; parce que, dans les temps ordinaires, il ne peut pas excéder les frais de transport du numéraire. Lorsqu'un négociant achète une lettre de change,

[1] Lorsqu'un négociant exporte des produits nationaux dans un pays étranger, les frais de recouvrement sont à sa charge; et, dans ce cas, c'est sur lui que retombe le change défavorable du pays où il trafique.

Digitized by Google

c'est parce qu'il est obligé de payer une dette dans toute autre ville que celle où il réside. Le commerçant espagnol, par exemple, qui a contracté une dette en Angleterre, peut la payer sans faire usage de lettre de change, en envoyant l'argent. Mais, comme le transport entraîne quelques frais et plus ou moins de risques, s'il peut se procurer une lettre de change qui lui coûte moins que ne lui coûterait le transport, ou qui ne lui coûte pas plus, il l'achètera. Cependant, comme la prime de la lettre ne peut pas excéder les frais de transport de l'argent, et que ce coût n'est pas considérable, parce qu'une très grande valeur peut être transportée sous un petit volume, le prix du change n'est jamais très élevé dans les temps ordinaires, parce qu'alors le transport présente peu de risques.

Au moyen des lettres de change, une nation paie à une autre ce qu'elle lui doit, en lui cédant les créances qu'elle a sur une troisième; ce qui est avantageux pour toutes les trois. Si l'Espagne, par exemple, doit un excédant de compte à l'Angleterre, et que la Russie soit débitrice de la même somme envers l'Espagne, les individus qui peuvent vendre à Londres des lettres sur l'Espagne, ne les enverront pas dans ce dernier pays, où elles ne jouiront d'aucune prime, mais bien en Russie où

Digitized by Google

elles en auront nécessairement une, si l'Angleterre ne doit rien à la Russie. Les commerçans espagnols qui ont importé des marchandises anglaises en paieront le montant aux commerçans espagnols qui auront exporté en Russie des produits nationaux, et ceux-ci fourniront des lettres sur les commerçans russes, qui auront acheté les produits espagnols, en faveur des commerçans anglais qui auront vendu les marchandises consommées en Espagne; ainsi cette dernière paiera à l'Angleterre, en lui transmettant sa créance sur la Russie, et cela à l'avantage des unes et des autres. Les commerçans espagnols éviteront le prix du change, ou les frais de transport de l'argent qu'ils auraient à envoyer en Angleterre pour payer leurs dettes; les commerçans anglais obtiendront un bénéfice, en vendant leurs créances sur l'Espagne, et les commerçans russes paieront une prime moins élevée pour les lettres de change sur l'Angleterre que pour celles sur l'Espagne, parce que les frais de transport de l'argent de Russie en Angleterre coûteront moins, l'Espagne étant à une plus grande distance de la Russie que de l'Angleterre.

La valeur relative de la monnaie des deux pays, qui ont des créances et des dettes réciproques, peut être la même ou varier depuis que le calcul primitif a été établi. Supposons que la

Digitized by Google

quantité de métal contenue dans la livre sterling ne soit plus aussi grande que celle que renferment les dix florins de Hollande, de telle sorte que, au lieu d'avoir un poids et un titre identiques au poids et au titre des dix florins, comme cela eut lieu lors du calcul primitif, la livre sterling ne contienne plus qu'une quantité de métal égale à celle contenue dans huit florins; le change alors sera réellement au pair, puisque avec une livre sterling donnée à Londres, on pourra disposer de huit florins à Amsterdam. Les commerçans, malgré cette altération essentielle de la monnaie, qui sert d'échelle pour évaluer celle des autres pays, ne changent point pour cela de langage; ils disent toujours que le change entre l'Angleterre et la Hollande n'est pas au pair lorsqu'il est à huit, mais bien quand il est à dix. Un tel langage est inexact, car il semble exprimer l'idée que le change est au préjudice de l'Angleterre, dans le rapport de huit à dix, ou de vingt pour cent. Ce change n'est que défavorable en apparence, car il est en réalité au pair, parce que la livre sterling ne contient pas dans ce cas plus de métal que n'en contiennent huit florins; et si auparavant on disait avec raison qu'il était au pair, quand il était à dix, parce qu'alors la livre sterling contenait autant de métal qu'en contiennent dix florins, maintenant que la livre sterling ne

Digitized by Google

contient que la même quantité de métal que renferment huit florins, le change est au pair lorsqu'il est à huit.

Il ne peut y avoir d'altération dans la valeur relative de la monnaie métallique des deux pays, à moins qu'il y ait variation de poids ou de titre, car la différence qui provient simplement du change, ne consiste que dans le coût du transport des métaux du pays débiteur au pays créancier. Le papier-monnaie, non convertible en bonne monnaie métallique à la volonté du porteur, peut également éprouver cette variation. Supposons qu'il soit mis en circulation en Angleterre du papier-monnaie non convertible en monnaie métallique, et que la valeur de chaque livre sterling en papier monnaie baisse de vingt pour cent par rapport à la valeur du métal que contient une livre sterling métallique; dans ce cas, une lettre de change de cent livres sterling à payer en papier-monnaie, aura exactement la même valeur qu'aurait une lettre de change de la même somme en métallique, si le métal de la livre sterling perdait vingt pour cent, non en raison du change, mais de l'alliage que le métal contiendrait. Dans ces deux cas, une lettre de change de cent livres n'est pas l'équivalent de cent fois dix florins, mais de cent fois huit florins; parce que cent livres de papier monnaie en Angleterre ne procureraient que la quantité de métal

Digitized by Google

équivalente à cent fois huit florins. En conséquence, le change en ayant lieu au pair, ne s'effectuerait pas contre une lettre de mille florins, comme cela arriverait si chaque livre sterling en papier-monnaie procurait en Angleterre la même quantité de métal précieux que celle que contiennent dix florins, mais contre une lettre de huit cents florins, qui contiennent la même quantité de métal précieux que celle que vaudraient à Londres cent livres sterling de papier-monnaie.

La valeur d'une lettre de change tirée sur un pays quelconque, parvenue à destination, est égale à celle des métaux précieux que procurerait sur le marché la somme de numéraire à laquelle elle se monte. La valeur, par exemple, d'une lettre de cent livres sterling, tirée d'Amsterdam ou d'ailleurs sur Londres, est égale à la quantité, quelle qu'elle soit, de métal précieux que donnerait le marché de Londres pour cent livres sterling. La perte de la valeur du papier-monnaie est égale à la différence qui existe dans la quantité de produits qu'on peut se procurer avec une somme métallique égale à la valeur nominale du papier-monnaie. Il en résulte que le change sur un pays quelconque ne peut jamais excéder les deux sommes suivantes : 1° la différence qui existe entre la monnaie altérée et la monnaie de bon aloi; 2° les frais de transport du métal que

Digitized by Google

doit recevoir le porteur de la lettre. On est ainsi conduit à reconnaître l'inexactitude de cette assertion avancée par quelques auteurs, que non seulement le change nominal, mais encore le change réel peut excéder les frais de transport des métaux précieux du pays débiteur au pays créancier.

Il suffit, pour se convaincre de la fausseté d'une telle assertion, de considérer quel serait le résultat, si le vendeur et le porteur des lettres, au lieu d'en recevoir le montant en argent monnayé, le touchaient en métal en lingots. Si une lettre de change était fournie à Madrid pour payer à Londres cent livres d'or brut, et que le vendeur dût également en recevoir le montant en or brut, déduction faite des frais de transport des cent livres d'or, personne ne donnerait pour cette lettre qu'une quantité égale d'or brut. Il est vrai que quelquefois cette même quantité d'or serait tantôt achetée par une quantité d'or monnayé égale, et que, dans d'autres cas, il faudrait, pour son achat, une plus grande quantité d'or monnayé. Ces variations ne proviendraient pas du change, mais de la différence entre le prix de la monnaie et celui du métal brut, qui, comme je l'ai déjà dit, n'est pas toujours le même.

Le cours du change entre deux nations n'est pas déterminé par la totalité de leurs créances et

Digitized by Google

de leurs dettes, mais bien par les dettes de l'une exigibles dans le moment, ou par les crédits de l'autre remboursables aussi sur-le-champ. Les dettes et les crédits qui ne doivent pas être payés et remboursés de cette manière, n'influent en rien sur le change du jour, car il peut arriver qu'une nation doive à une autre, et que le change lui soit favorable. En supposant que l'Espagne doive à la France, et que le gouvernement espagnol, à titre de prêt, dans le cours de deux années reçoive des banquiers français une somme d'argent considérable; dans cet espace de temps, les banquiers français devront fournir à l'Espagne une quantité d'argent plus grande que celle qu'auront à payer les commerçans espagnols pour solder la balance résultant des transactions ordinaires du commerce. Dans ce cas, le change sera favorable à l'Espagne, quoiqu'elle soit débitrice, et défavorable à la France, quoiqu'elle soit créancière; mais la règle générale est que le change est toujours favorable à la nation créancière, au ment de la nation débitrice.

Quelques auteurs, tout en prétendant que le pays auquel le change est favorable, vend ses produits à un prix plus avantageux que celui auquel il est défavorable, et que le premier achète les produits du second à un prix plus bas qu'il

Digitized by Google

ne les achèterait dans le cas contraire, ces auteurs, dis-je, soutiennent que le change n'a aucune influence sur la richesse nationale. Pour soutenir cette opinion, ils affirment que les bénéfices et les pertes du change retombent toujours sur les individus d'une même nation; que si quelques uns d'entre eux perdent, les autres gagnent, car si ceux qui achètent les marchandises d'un pays auquel le change est défavorable, gagnent, ceux qui en achètent d'un pays qui a le change pour lui, perdent; de sorte que les producteurs de l'un et de l'autre pays ne font ni perte ni gain. Rien de tout ceci n'est exact. La richesse augmente en raison des moyens qu'on a de réunir un plus grand capital; ainsi donc, si un pays, parce que le change lui est favorable, peut, par exemple, acheter annuellement pour la somme de cent mille piastres les produits étrangers qu'il paierait cent dix mille si le change lui était défavorable, et s'il peut vendre cent dix mille piastres les produits qu'il ne vendrait que cent mille si le change ne lui était pas favorable, il est évident que l'avantage du change lui procurera une économie de vingt mille piastres : dix mille par la vente et dix mille par l'achat. Par conséquent le change a toujours une influence plus ou moins grande sur la prospérité et la

Digitized by Google

richesse d'un pays, suivant qu'il lui est plus ou moins favorable. D'un autre côté, le bénéfice que procure le change motive l'exportation des produits du pays auquel ce change est favorable, et fait qu'il s'en exporte d'autres qui en l'absence de ce bénéfice ne pourraient être exportés. Il y a en tout pays des produits dont l'élévation du prix au dessus du taux auquel ils offriraient des bénéfices à l'exportateur, en empêche l'exportation ; quelques uns de ces produits pourraient être exportés s'ils étaient de un pour cent moins chers ; d'autres, de deux ; d'autres encore de trois pour cent, et ainsi de suite. Il est donc incontestable qu'un bénéfice de un pour cent sur le change mettrait le commerçant à même d'exporter avantageusement les produits de première classe ; celui de deux pour cent, les produits de la deuxième ; et enfin un bénéfice de six pour cent, ceux des deux ou trois classes qui auparavant n'étaient pas exportées. Comme la plus grande exportation des produits concourt nécessairement à développer la production de la richesse, c'est donc une erreur d'affirmer que les producteurs ne gagnent ni ne perdent à ce que le change soit favorable ou non au pays qu'ils habitent.

Les lettres de change présentent de nombreux avantages, tous d'une grande importance ; elles

Digitized by Google

servent a solder sans frais la plupart des dettes réciproques des nations; elles facilitent extraordinairement l'échange de leurs produits et par conséquent l'industrie; et elles tiennent lieu de numéraire, sans produire aucun des effets pernicieux que le papier-monnaie occasionne, comme on le verra plus loin. Le commerçant qui reçoit une lettre de change qu'il doit recouvrer un certain temps après sa présentation, s'il a une dette à payer, ou quelque achat à faire avant de pouvoir en toucher le montant, peut, au moyen de cette lettre, et sans fournir de numéraire, effectuer ce paiement ou cet achat. Aussi, les lettres de change, dans tout pays industrieux, passent presque toujours, avant leur échéance, au moyen de l'endos entre les mains de plusieurs individus, et circulent comme du numéraire. Lorsqu'on peut compter sur le paiement d'une lettre de change à son échéance, elle a une valeur égale à la somme qu'elle exprime, moins l'escompte, et elle est reçue sans difficulté dans toute espèce de transactions; les lettres de change remplacent donc le numéraire. Leur circulation s'opère de deux manières: comme marchandises, pour acheter de l'argent; et comme prix, pour acheter des marchandises. Leur grand nombre ne fait pas diminuer la valeur de l'ar-

Digitized by Google

gent, comme cela arrive lorsqu'il y a une grande abondance d'argent ou de papier-monnaie : la raison en est qu'elles ne sont point une richesse comme l'argent, ni un signe représentatif du numéraire comme le papier - monnaie. Elles ne font que conférer au porteur la faculté de pouvoir disposer à leur échéance de la somme d'argent ou de papier-monnaie qu'elles expriment; aussi, est-ce avec raison que l'on peut dire que les lettres de change n'augmentant ni le numéraire ni le signe représentatif n'altèrent jamais la mesure des valeurs, quel que soit leur nombre. Leur circulation n'est pas aussi rapide que celle de l'argent, parce que celui qui escompte une lettre de change retire un intérêt d'autant plus grand qu'il la conserve plus longtemps en portefeuille, tandis que l'argent restant en caisse ne rapporte aucun intérêt.

Si l'on considère les innombrables échanges de richesse que font les négocians des différentes places de commerce, sans se servir de numéraire, on se convaincra de l'immense économie que procurent les lettres de change; car sans elles une multitude de vaisseaux, de chariots et de bêtes de somme, seraient continuellement occupés au transport de l'or et de l'argent.

On n'est pas encore certain de l'origine des

Digitized by Google

lettres de change; quelques auteurs croient en retrouver les premières traces dans l'ancienne Grèce; d'autres en attribuent l'invention aux Arabes, à l'époque de leur splendeur; quelques uns affirment que les Portugais, à leur première arrivée dans l'Indostan, trouvèrent l'usage des lettres de change établi parmi les habitans de ce pays; d'autres soutiennent que les Juifs, persécutés en France au douzième siècle, les inventèrent pour cacher leur richesse mobilière et la soustraire à la rapacité des agens du gouvernement, en la transportant en d'autres pays. Il en est qui en attribuent l'invention aux Gibelins, persécutés en Toscane au treizième siècle, dans le but de conserver une partie de leur richesse pour aller vivre à l'étranger; d'autres croient que ce fut la rigueur des lois qui prohibaient en tous pays l'exportation du numéraire qui leur donna naissance; enfin, Macpherson, dans son ouvrage ayant pour titre: *Annales du commerce*, dit qu'en 1255 les commerçans de Sienne et de Florence furent les premiers qui firent usage des lettres de change dans le but de recevoir de Henri III, roi d'Angleterre des sommes considérables d'argent, dont le pape avait fait l'avance au prince Edmond, second fils de Henri, pour lui fournir les moyens de faire la guerre à Manfred, roi de Sicile, et le dépouiller

Digitized by Google

de ses états. Quoiqu'on ne puisse pas affirmer que les lettres de change n'étaient pas connues avant cet événement, il est incontestable que les commerçans de ces deux pays tirèrent sur l'Angleterre des lettres de change que le roi Henri paya exactement.

Digitized by Google

CHAPITRE XI.

Des banques de dépôt.

La création des premières banques de dépôt eut lieu sans doute dans le but d'établir une mesure fixe et courante de la valeur des articles de richesse; et par ce moyen de prévenir les inconvéniens qui résultent de la nécessité de recevoir des pièces de monnaie étrangères dont la valeur est peu connue, ou bien des pièces nationales détériorées ou dont la frappe n'est pas bien conservée. Ces institutions durent aussi être formées dans le but d'éviter les frais, les risques et les inconvéniens qu'entraîne toujours le transport du numéraire d'une ville à l'autre, et d'en économiser l'emploi. Ce fut donc pour aplanir les obstacles qui entravaient les opérations commerciales, qui compliquaient et embarrassaient les stipulations des particuliers, et qui rendaient toujours le change défavorable au pays dans lequel il circulait de la monnaie décréditée, que se formèrent les premières banques de dépôt. Ces banques sont exclusivement consacrées à ac-

Digitized by Google

créditer la monnaie des actionnaires, comme celles d'Amsterdam et de Hambourg; ou servent en outre à des spéculations mercantiles entreprises par les banquiers, comme celles qui sont formées à Londres, et dont je parlerai dans ce chapitre.

Pour économiser l'emploi de l'argent, et pour empêcher que le commerce ne languît faute de numéraire, long-temps avant la création des banques, les négocians de l'Europe étaient dans l'usage de faire leurs paiemens à des époques fixes, en se réunissant une ou plusieurs fois l'année, pour apurer et solder leurs comptes au moyen de reviremens et de transports de crédit, en sorte que, par ce moyen, ils n'avaient besoin que de très petites sommes pour payer les appoints. Supposons que Pierre dût à Jacques, Jacques à Antoine, celui-ci à Dominique, et Dominique à Henri; si ce dernier devait aussi à Pierre, après la liquidation et le transport du crédit, tout le monde s'était acquitté sans bourse délier. Si Henri ne devait rien à Pierre, ce dernier était le seul des cinq commerçans qui eût à solder Henri; et ainsi par ce seul paiement se trouvaient soldés cinq comptes divers dont la somme totale pouvait être très considérable. Suivant quelques économistes, cette ancienne habitude de transporter les crédits donna l'idée de l'établissement des premières banques de dépôt connues en Europe.

Digitized by Google

Storch présente une autre conjecture qui paraît plus vraisemblable. « La banque de Venise, « dit-il, est la première qui ait existé en Europe, « quoiqu'on ne sache pas d'une manière certaine « la date de sa fondation. Les historiens de ce « pays rapportent qu'en 1171 la république se « trouvant forcée de soutenir à la fois deux « guerres très coûteuses, exigea un emprunt forcé « des citoyens les plus riches; pour les couvrir « de leurs avances, elle consentit à leur profit une « rente perpétuelle de quatre pour cent. Les prê- « teurs instituèrent une commission appelée « *chambre*, qui fut chargée de recevoir et de ré- « partir les intérêts. Ce fut cette chambre qui « depuis établit la banque; mais à quelle époque « et sur quelles bases? personne n'en dit rien. A « défaut de documens historiques, on peut, avec « quelque fondement, avancer les conjectures « suivantes :

« Comme les intérêts de l'emprunt se payaient « toujours régulièrement, chaque crédit inscrit « sur les livres de la chambre pouvait être consi- « déré comme un capital productif; et partant, les « inscriptions ou le droit de percevoir l'intérêt « devait fréquemment changer de main. Cet usage « dut nécessairement bientôt faire connaître aux « prêteurs combien il était facile de solder toute « espèce de comptes par le moyen du transport

Digitized by Google

« des crédits; aussi, dès que l'on reconnut les « avantages que pourrait retirer le commerce de « cette méthode, la monnaie de banque fut in- « ventée. Quoi qu'il en soit, il est certain que la « chambre des prêteurs fut convertie en une « banque de dépôt, dont les opérations consis- « taiénts à effectuer le paiement des lettres de « change et des contrats des particuliers. »

Comme le but de ces établissemens n'était pas seulement, ainsi que nous l'avons dit plus haut, d'économiser l'emploi du numéraire, mais aussi d'en déterminer la valeur avec toute l'uniformité possible; et comme l'accomplissement de cette dernière condition était beaucoup plus urgent pour les petits états que pour les grands, il est assez vraisemblable que par cette raison les seules villes qui établirent ces banques en Europe furent Venise, Gênes, Amsterdam et Hambourg. Ces petits états se trouvant en communication constante avec des individus qui résidaient en divers pays, ils recevaient chaque jour beaucoup d'argent étranger dont le gouvernement ne pouvait pas empêcher la circulation; et comme la valeur de ces pièces, à cause de leur hétérogénéité, était peu connue, ces petits états souffraient beaucoup de la difficulté ou plutôt de l'impossibilité d'avoir en circulation une monnaie de bon aloi et bien accréditée. Lorsque nous avons traité des

Digitized by Google

lettres de change, nous avons vu combien il était pernicieux pour un pays d'avoir le change défavorable. Or, de toutes les causes qui contribuent le plus à ce désavantage, la plus générale, la plus constante, et celle qui a le plus d'influence, c'est l'incertitude de la valeur de la monnaie qui constitue le montant des lettres de change. Une monnaie dont la valeur n'est pas aussi positivement fixe que celle du métal dont elle est composée, et qui n'est pas bien connue, perd toujours et souvent plus qu'elle ne devrait, surtout en pays étranger. Aussi, toutes les fois que des lettres de change sont tirées sur des pays où circule une monnaie décréditée qui doit servir à leur acquittement, la négociation est toujours désavantageuse au tireur, tandis que celles qui sont tirées de ce pays sur des places étrangères, où elles doivent être soldées avec une monnaie dont la valeur est fixe et bien connue, sont négociées contre de la monnaie mésestimée à un taux plus élevé qu'il ne le serait si la valeur de la monnaie donnée en échange était bien connue. En un mot, la monnaie mésestimée ne s'échange jamais au pair contre celle dont le cours est bien établi, encore que la première soit intrinsèquement aussi bonne que celle-ci.

Lors de la création de la banque d'Amsterdam, en 1609, la monnaie étrangère qui était en

Digitized by Google

circulation dans cette ville, perdait par rapport à celle de l'état neuf pour cent, parce que celle-ci ayant un titre plus élevé, était retirée de la circulation aussitôt après avoir été frappée ; en sorte qu'on ne voyait sur la place que de la monnaie étrangère. Aussi, les négocians ne pouvaient jamais payer avec la monnaie de l'état les lettres de change tirées de l'étranger sur Amsterdam, circonstance qui rendait toujours le change défavorable à cette place.

Pour faire cesser ces inconvéniens, et fixer la valeur de la monnaie, les négocians des capitales des petits états ou villes anséatiques établirent une banque ou caisse publique dans laquelle chaque négociant déposait une valeur quelconque soit en monnaie de l'état, soit en lingots, soit enfin en monnaies étrangères essayées et reçues comme métal en barre [1]. La banque ouvrait ensuite un compte à chacun des déposans, dans

[1] La banque de Hambourg, qui est la mieux constituée de celles qui existent en Europe, ne reçoit pas d'argent monnayé; elle n'admet que des lingots d'un titre déterminé : par ce moyen, elle évite à ceux qui font le dépôt les frais de monnayage, et parvient à mieux accréditer à l'étranger la valeur des lettres de change tirées sur cette place. De cette manière les crédits de cette banque, au lieu de présenter des sommes d'argent monnayé, représentent des quantités d'or ou d'argent en barre à un titre déterminé.

Digitized by Google

lequel était consignée l'importance de leur dépôt. Lorsque quelqu'un de ces négocians voulait effectuer un paiement, sans toucher à son dépôt, et sans débourser de l'argent, il ne faisait que transporter en faveur de son créancier une partie du crédit qu'il avait à la banque, égale à la somme due; et la banque enregistrait ce transport en augmentant le crédit de l'un et en diminuant celui de l'autre.

Comme dans les paiemens faits au moyen de crédits ou d'inscriptions de banque, l'argent ne circule pas de main en main, et que la somme primitive reste toujours déposée dans les caisses de la banque, l'argent monnayé ne subit aucune espèce de dépréciation, et conserve toute sa valeur intégrale. Aussi, lorsque la monnaie courante ou qui circule s'échange contre la monnaie, ou plutôt contre des inscriptions de la banque, elle perd en proportion de la défaveur qui pèse sur elle; la différence du prix entre la valeur intrinsèque de l'une et de l'autre est ordinairement de cinq pour cent, quelquefois plus; c'est cette différence qui s'appelle agio.

D'après ce qui précède, on reconnaîtra facilement que les lettres de change payables en monnaie d'aussi bon aloi, et qui jouit d'autant de crédit que celle de ces banques, doivent se négocier à un taux plus avantageux que celles qui sont

Digitized by Google

payables en une autre espèce de monnaie. Il s'ensuit de là que le change doit être favorable aux pays qui possèdent de semblables établissemens, pourvu toutefois qu'ils ne dépassent pas les bornes de leur institution primitive, tandis qu'il est défavorable aux pays qui ne peuvent payer les lettres tirées de l'étranger qu'avec la monnaie en circulation, dont le poids et le titre sont continuellement exposés à subir des altérations. La stabilité de la monnaie de banque est un avantage pour la société en général, et en particulier pour les négocians qui y résident.

Les banques de dépôt offrent aux négocians des avantages encore plus importans. Leur argent est plus en sûreté dans ces établissemens qu'il ne le serait dans leurs propres maisons, parce que l'état les protège contre les vols, les incendies et tous les autres accidens; d'ailleurs les négocians s'affranchissent ainsi de tous les tracas, de tous les soucis, de toutes les pertes de temps qu'entraînent l'encaissement et le paiement journalier de sommes considérables; car au moyen des transports de crédit, on paie sans être obligé de compter l'argent, de s'assurer de son poids ni de son titre, et sans crainte de commettre la moindre erreur. Les négocians qui avaient des dépôts dans les banques de Hambourg et d'Amsterdam jouissaient d'un bien grand

Digitized by Google

avantage. Par une disposition de la loi, aucune somme déposée dans ces banques ne pouvait être saisie en vertu d'un jugement ou de tout autre acte; aussi, des prérogatives si favorables au commerce ne manquèrent pas d'attirer de grands capitaux dans ces banques.

Les négocians d'Amsterdam et de Hambourg qui avaient déposé leurs capitaux dans ces banques, ne l'avaient fait que dans le but de donner à la valeur de la monnaie toute la stabilité possible. Aussi, ne doit-on pas les considérer comme des actionnaires qui s'étaient défaits de leurs capitaux pour en tirer parti au moyen des opérations mercantiles de la banque; car celle-ci ne faisait aucune espèce de négociations; elle se bornait seulement à veiller sur le dépôt qu'on lui avait confié. Chaque négociant avait à la banque l'argent qu'il aurait conservé chez lui pour les besoins journaliers de son commerce, et comme sans retirer son dépôt, il s'en servait pour solder tous les achats qu'il faisait, le dépôt ne l'empêchait pas de réaliser tous les profits qu'il aurait pu faire s'il eût gardé son argent chez lui. Le commerçant qui, dans la journée avait fait un dépôt, en opérait le lendemain le transfert en faveur d'un autre, et le jour suivant un second commerçant passait à son crédit une nouvelle inscription. Il est aisé de reconnaître, d'après ce mouvement

Digitized by Google

de rotation, qu'aucun des déposans n'était en droit de réclamer des intérêts pour son argent ; car tous s'en servaient avec la même facilité que s'il eût été entre leurs propres mains, avantage qui dans le commerce est de la plus haute importance.

Les sommes confiées à ces banques n'en sortent presque jamais, parce que l'individu qui a besoin de son dépôt peut, sans le retirer, le vendre à chaque instant avec avantage, par rapport à la valeur de la monnaie qui est en circulation. S'il retirait au contraire son dépôt pour payer ce qu'il doit, il serait obligé de donner la somme qui le compose au même taux que celui de la monnaie courante; quoique la valeur de celle-ci fût bien moindre. Ce résultat serait inévitable ; car, à cause de la similitude des pièces de monnaie, il lui serait impossible de constater que son argent est d'un meilleur titre que la monnaie courante, ou du moins si, pour en administrer la preuve, il voulait recourir à l'essayage et au pesage, les frais qu'entraîneraient ces opérations minutieuses dépasseraient la valeur qu'il aurait voulu faire reconnaître. En un mot, comme il réaliserait un bénéfice, en vendant son dépôt, tandis qu'en le retirant il perdrait, ou du moins il s'exposerait à perdre, il est bien rare qu'on retire de la banque l'argent qu'on y a déposé. Cependant il arrive quelquefois que les propriétaires de dépôts

Digitized by Google

les retirent, mais ce n'est que dans des circonstances très rares: par exemple, lorsqu'on appréhende l'invasion d'un ennemi, parce qu'alors le simple particulier a plus de facilité de cacher son argent que l'établissement lui-même; ou bien lorsqu'on commence à s'apercevoir que la banque abuse de la confiance qu'on avait en elle. Aussi, un établissement de cette espèce ne doit jamais se livrer à des entreprises contraires aux règles de son institution, dont la principale est de conserver intacts, dans ses caisses, les dépôts qu'on lui a confiés, pour assurer l'intégralité de la valeur de la monnaie du pays. Ces banques ne doivent jamais prêter sur d'autre hypothèque, quelque sûre qu'elle soit, que sur des lingots d'or ou d'argent: toute autre spéculation serait contraire à leur principe. Le meilleur moyen d'éviter de semblables abus, c'est de donner aux affaires de la banque la plus grande publicité possible, et de renouveler tous les ans, ou au moins tous les deux ou trois ans, par le vote libre des actionnaires, les administrateurs qui doivent la diriger.

Si les directeurs et les autres employés de la banque sont choisis par les dépositaires; si ceux-ci peuvent en outre vérifier les écritures et les restans en caisse, et si la loi rend responsables les chefs de l'administration, on ne doit craindre aucune espèce d'abus, parce qu'il n'est pas probable que les actionnaires veuillent leur propre

Digitized by Google

ruine, et laissent tomber en discrédit un établissement d'où dépend une grande partie de leur fortune. Mais si sa bonne administration n'a d'autre garantie que la parole des directeurs et leur haute position sociale, et si leurs opérations sont environnées de mystère, on finira tôt ou tard par découvrir de nombreux abus. L'omission de ces formalités dans la banque d'Amsterdam est son défaut capital, tandis que leur rigide observance dans celle de Hambourg a toujours été sa sauvegarde. Les directeurs de la banque d'Amsterdam étaient toujours pris parmi les officiers municipaux, et la loi s'opposait à ce que les actionnaires vérifiassent par eux-mêmes la situation de la banque. Les directeurs de celle de Hambourg, ainsi que leurs subordonnés, sont élus chaque année par les actionnaires, et leurs opérations sont faites avec la plus grande publicité. L'expérience et d'un autre côté les résultats qu'ont offerts ces deux banques confirment tout ce que j'ai dit sur la gestion des dépôts publics. La banque de Hambourg a toujours cherché à conserver intacts ses dépôts; mais celle d'Amsterdam a été régie dans un sens tout opposé; de telle sorte que se trouvant obligée de mettre à jour l'état de sa caisse, lorsqu'en 1794 l'armée française était sur le point de s'emparer de cette capitale, on trouva un déficit de dix millions six cent vingt-quatre

Digitized by Google

mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf florins, qui avaient été prêtés par les directeurs, sans garantie et contre les réglemens de la banque, à des corporations tout-à-fait insolvables.

Les chefs de ces établissemens peuvent abuser de la confiance publique, même sans tirer de la caisse les dépôts qu'on leur a remis; ce qui arrive toutes les fois qu'ils inscrivent sur leurs livres un crédit en faveur de celui qui n'a pas fait de dépôt. Le crédité peut vendre à sa volonté le crédit dont on l'a fait jouir et en réaliser le montant en argent : de cette opération, il résultera que les livres de la banque présenteront en inscriptions une somme plus considérable que celle qui existe en caisse; en d'autres termes, elle devra plus qu'elle ne pourra payer. Même sans que le crédité vende son crédit, le résultat sera toujours le même; car, si par hasard les actionnaires venaient à réclamer leurs dépôts, ils supporteraient une perte égale à la valeur du crédit frauduleusement consenti. Dans ce cas, le faux créancier, comme le véritable, recevraient un dividende proportionnel, à moins que la fraude ne fût éventée. Toute opération susceptible d'altérer le crédit est plus dangereuse pour une banque de dépôt que pour un simple particulier; car celui-ci du moins connaît l'époque de ses échéances, et peut par conséquent balancer ses

Digitized by Google

dettes par ses créances, en disposant par anticipation sur ses débiteurs, tandis que ce que doit une banque étant toujours payable à vue, elle ignore le moment où on viendra en réclamer le remboursement, et elle ne peut y satisfaire, comme le simple particulier, par des valeurs de portefeuille. Il faut absolument qu'elle solde, si elle ne veut pas détruire son crédit, en espèces ou bien en lingots du même titre que ceux qu'elle a reçus en dépôt.

Le bénéfice que font les banques de dépôt, dont les frais sont peu considérables toutes les fois qu'elles ne s'écartent pas de l'objet de leur institution, provient d'un droit très modique qu'elles perçoivent sur le transport des crédits, et sur le retrait des dépôts, lorsqu'ils sont en lingots, et d'un faible intérêt prélevé sur les prêts qu'elle fait contre le nantissement de lingots. La banque de Hambourg, par exemple, reçoit les lingots d'argent à raison de quatre cent quarante-deux shellings le marc, et les livre pour quatre cent quarante-quatre, c'est-à-dire qu'elle prélève un droit de demi pour cent. Ce qui est encore plus avantageux pour les banques publiques de dépôt, c'est qu'elles jouissent d'un grand crédit, ou, ce qui revient au même, elles sont considérées comme très riches, et sont réputées n'entreprendre que des opérations sûres. Voici quel est

Digitized by Google

le bénéfice indirect qu'en général le pays retire de ces établissemens : le numéraire national y acquiert une valeur déterminée et invariable; et dans les transactions les négocians sont débarrassés du soin de compter, de peser et de transporter l'argent, opérations qui entraînent toujours des lenteurs ou des mécomptes, et qui finissent par user le métal. En outre, au moyen de ces établissemens la circulation devient plus rapide quoiqu'avec une moins grande quantité de numéraire.

Outre les banques exclusivement consacrées à recevoir des dépôts, il y a des banques mixtes : telles sont les compagnies particulières des banquiers de Londres, qui se chargent de recevoir en dépôt l'argent des négocians, d'encaisser et de payer leurs effets, et d'affecter une partie des dépôts qu'on leur a confiés à des spéculations commerciales; c'est au moyen de cet ensemble d'opérations que ces banquiers font leurs bénéfices et couvrent les frais de leur établissement. La Grande-Bretagne est le seul pays d'Europe où il y ait de semblables banques particulières, créées et administrées par une société d'actionnaires, ou par un seul capitaliste, et qui existent sous la protection générale des lois, sans jouir d'aucun privilége particulier.

Les grandes maisons de commerce de Londres

Digitized by Google

ont un compte ouvert dans l'une de ces banques; et au lieu de conserver chez elles leur argent, elles le déposent dans ces établissemens. Le banquier, sur le bon du négociant, effectue les paiemens que celui-ci serait obligé de faire : en un mot, il est son caissier; et en cette qualité il conserve l'argent de ses commettans, reçoit et paie pour leur compte, sans exiger de commission. En agissant ainsi, le négociant ne court pas le risque de voir ses capitaux enlevés par le vol ou consumés dans un incendie; car ces compagnies assurent son dépôt contre tous ces accidens; il s'affranchit en outre du soin de faire par lui-même ses recouvremens et ses paiemens, et évite toute espèce d'erreurs et de pertes. Le banquier, pour s'indemniser des pertes et des risques qu'il court, exige que les négocians aient toujours chez lui, en dépôt, une somme déterminée, suivant le plus ou moins d'affaires qu'ils font. Il consacre une partie de cette réserve aux paiemens qu'il aura à faire pour le compte des déposans, et emploie l'autre, soit à l'escompte des effets publics, soit à celui des valeurs de particulier, soit enfin à toute autre entreprise mercantile plus ou moins hasardeuse.

Les profits de ces banques particulières proviennent de la différence qui existe entre les frais de leurs établissemens et les utilités qu'ils retirent de cette partie de fonds déposés qu'ils peu-

Digitized by Google

vent consacrer à des entreprises productives. « Jamais, dit Ricardo, de semblables établisse-« mens ne pourraient se soutenir, si le banquier « n'avait d'autres profits que ceux qu'il retire de « l'emploi de son propre capital; car il ne com-« mence réellement à avoir des bénéfices qu'alors « qu'il emploie le capital des autres.» En effet, ces banques mixtes ne pourraient pas exister si elles étaient obligées de conserver comme un capital mort tout l'argent qui leur est confié; car n'exigeant aucune prime pour l'assurance du dépôt ni pour les soins que réclament les paiemens et les encaissemens qu'elles font pour le compte de tiers, elles ne peuvent retrouver leurs frais d'établissement et leurs profits que sur les utilités qu'elles retirent de l'emploi d'une partie du capital qu'on leur a confié. Il est bien entendu que je ne parle ici que des banques particulières qui n'émettent point de billets, car celles qui en émettent retirent la plus grande partie de leurs bénéfices de la circulation de leur papier, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant. En position de payer et d'encaisser tous les jours pour plusieurs personnes, ces établissemens mixtes peuvent parer à tous leurs besoins, quoiqu'ils n'aient en caisse qu'une somme bien moins considérable que celle que seraient forcés d'avoir dans la leur les déposans, s'ils étaient obligés

Digitized by Google

d'effectuer par eux-mêmes leurs paiemens et leurs encaissemens. Ces établissemens rendent donc productif un capital qui, sans leur intervention, serait resté stérile.

Ces banquiers, au moyen des transports de crédit, sans avoir en caisse une somme d'argent aussi considérable que celle que seraient obligés de garder leurs commettans, contribuent à rendre moins forte la somme du capital improductif qu'il faut dans tout commerce pour subvenir aux dépenses journalières. A Londres, chaque banquier envoie tous les jours non fériés, dans une maison de liquidation appelée *clearing house*, un commis avec les lettres de change qu'il a sur ses confrères, et les échange contre celles que ceux-ci ont sur lui : par ce moyen, il ne paie en numéraire que la différence qui existe entre le montant de ses lettres à payer et de celles à recevoir. Thornton rapporte que le nombre de banquiers qu'il y avait à Londres s'élevait, en 1780, à soixante-dix, et que le montant des sommes qu'ils avaient à payer chaque jour était de quatre à cinq millions sterling; ce qui fait, pour l'année, environ un milliard cinq cents millions sterling; et cependant cette prodigieuse circulation ne s'opérait qu'avec douze ou treize millions qui circulaient dans Londres. Mac Culloch assure qu'au moyen des transports de cré-

Digitized by Google

dit qui se réalisent au bureau de liquidation, on effectue tous les jours avec deux ou trois cent mille livres en papier ou espèces des paiemens qui s'élèvent à plusieurs millions.

De tout ce que nous venons de dire il résulte que des compagnies particulières de banquiers sont utiles à la société, parce qu'elles favorisent beaucoup l'industrie en simplifiant les échanges et en économisant le transport du numéraire. On voit aussi que ces entreprises sont utiles à ceux qui les forment, car ils retirent de grandes utilités de cette partie du capital, qui sans eux resterait improductive. On voit enfin que ces établissemens sont utiles aux négocians, qui confiant entre les mains des banquiers la même somme qu'ils seraient obligés d'avoir dans leurs caisses, se trouvent ainsi affranchis du soin d'encaisser leurs crédits et de payer leurs dettes, et sont exempts de toutes les pertes et de toutes les erreurs inhérentes à ces opérations : d'où il résulte une grande économie dans les frais de la production commerciale.

Digitized by Google

CHAPITRE XII.

Des banques d'escompte ou de circulation qui émettent des billets de crédit.

Outre les banques dont j'ai parlé dans le chapitre précédent, il en existe d'autres qu'on appelle banques d'escompte ou de circulation, dont les principaux profits proviennent de l'intérêt qu'elles exigent pour le papier ou les billets qu'elles créent et qui tiennent lieu d'espèces. Les négociations ordinaires de ces banques se réduisent à escompter des lettres de change avec leurs propres billets : c'est-à-dire à payer, avant leur échéance, le montant de ces lettres de change par des billets de leur création, et en exigeant un intérêt proportionné à l'éloignement du terme auquel les lettres doivent être payées.

Dans toute l'Europe, les banques de circulation sont des établissemens publics formés par le gouvernement, et leurs opérations ainsi que leur administration sont réglées par des statuts que celui-ci leur donne. Il n'y a qu'une seule banque de cette espèce dans chaque royaume; en Angle-

Digitized by Google

terre seulement, outre la banque publique qui est appelée banque nationale et qui est établie à Londres, il en existe dans les provinces plusieurs autres formées, chacune d'elles, par une société particulière d'actionnaires [1]. La différence essentielle qui existe entre les banques publiques de circulation et les banques particulières consiste en ce que les gouvernemens, dans leurs momens de détresse, ont été dans l'usage de recourir aux capitaux de la banque publique; et s'il arrive qu'ils ne puissent, dans la suite, rembourser à celle-ci les avances qu'elle leur a faites, ils lui accordent le honteux privilége de cesser le paiement de ses billets. L'établissement d'une banque de dépôt a pour objet principal l'intérêt des négocians qui y déposent leurs fonds et celui du pays dont elle accrédite la monnaie. Une banque mixte consulte les intérêts des banquiers et des négocians avec les fonds desquels elle fait ses spéculations de commerce; et une banque d'escompte n'a d'autre intérêt que celui des capitalistes qui ont concouru à faire les fonds nécessaires pour son établissement.

---

[1] NOTE DU TRADUCTEUR. En France, outre la banque nationale créée par Napoléon sur les débris de l'ancienne caisse des comptes courans, il existe trois autres banques départementales, qui émettent des billets de crédit; ce sont les banques de Lyon, de Bordeaux et de Rouen.

Digitized by Google

Les billets de crédit des banques de circulation sont des mandats payables à vue par la banque même qui les a émis ; tant que le porteur a confiance en leur prompt remboursement, ils sont volontairement reçus dans les transactions pour argent comptant, de même qu'on admet les lettres de change acceptées par une maison de commerce accréditée. Toutefois, quoique les uns et les autres, c'est-à-dire les billets de crédit et les lettres de change, soient des promesses par écrit dont la valeur ne dépend que de la certitude morale qu'on a de pouvoir les échanger pour de l'argent; cependant les billets de banque diffèrent des lettres de change en ce que celles-ci sont régulièrement payables à terme fixe et sont toujours endossées en faveur d'un porteur déterminé, lequel peut seul en réclamer le paiement, tandis que tout porteur de billets de banque peut, sans endossement et à chaque instant du jour, se présenter à la banque et se faire rembourser la valeur de ses billets. Ces deux circonstances accréditent mieux ses billets ; elles aplanissent pour eux les difficultés de la circulation et rendent leur retour à la banque moins fréquent. Dans ses négociations, la banque ne fait qu'échanger papier pour papier; en sorte que tout son artifice, pour obtenir un intérêt, con-

Digitized by Google

siste à donner des billets payables à vue contre des lettres payables à époque fixe. C'est là ce qui fait qu'elle emprunte sans intérêt une richesse réelle, qui est l'argent des lettres de change au jour de leur échéance, tandis qu'elle prête avec intérêt une richesse fictive qui est le papier ou les billets qu'elle fournit en échange des lettres.

Une banque d'escompte sachant que le détenteur de ses billets peut en réclamer à toute heure le remboursement les émet pour une valeur égale à l'argent comptant; aussi, exige-t-elle le même intérêt que si c'était de l'argent qu'elle eût donné. Mais, pour que le possesseur des billets ait l'assurance de pouvoir les échanger à l'instant même et sans la moindre difficulté, circonstances indispensables pour que les billets aient à ses yeux le même prix que l'argent, il est nécessaire que la banque tienne en tout temps sa caisse ouverte, et qu'elle rembourse en espèces tous ceux qui se présentent. Une seule fois qu'il lui arriverait de ne pouvoir réaliser ses billets, elle perdrait son crédit, et la valeur de son papier cesserait d'être au pair avec l'argent; dès-lors, ses billets loin de concourir au succès de l'établissement, lui seraient à charge, puisque, pour les rembourser, il faudrait que celui-ci donnât une valeur plus grande que celle qu'il aurait reçue.

Digitized by Google

Le moyen ordinaire de faire circuler l'argent, c'est de l'acheter ou de le vendre; or il est très facile à ceux qui ont des capitaux dans une banque de dépôt de vendre leur argent ou leurs inscriptions, parce que, comme nous l'avons vu, celles-ci ont plus de valeur que la monnaie courante, et que les commerçans, pour ne point perdre dans leurs opérations de change avec les pays étrangers, sont obligés d'acheter de la monnaie de banque s'ils n'en ont pas; mais comme rien n'oblige à acheter les billets ou la monnaie fictive d'une banque, de préférence à la monnaie courante, l'une et l'autre étant d'égale valeur, l'établissement se trouve dans la nécessité de recourir à un autre moyen que ceux que l'on emploie communément pour faire circuler le papier que l'on a créé. Ce moyen consiste à le prêter avec intérêt sur hypothèque certaine, et la banque y parvient en escomptant avec ses billets de bonnes lettres de change. Le porteur d'une lettre payable, par exemple, à trois mois de vue, et qui a besoin d'en toucher promptement le montant, tâche de la vendre, et accepte avec plaisir en paiement, moins l'escompte, des billets de banque au lieu d'argent. Les autres négocians, qui d'un jour à l'autre ont aussi leurs lettres à faire escompter, admettent, dans leur propre intérêt, pour solde de leur crédit auprès de celui qui a

Digitized by Google

vendu la première lettre, les billets que celui-ci a reçus pour elle ; le fabricant à son tour ne fait pas plus de difficulté pour recevoir ces mêmes billets du commerçant qui lui achète ses produits, parce qu'il est sûr que le négociant à qui il achète les matières premières qu'il manufacture les recevra pareillement de lui, et c'est ainsi que la circulation des billets de banque s'établit dans tout le pays.

Celui qui a vendu la lettre n'a fait qu'échanger papier pour papier, avec cette différence que le papier qu'il a donné ne peut être transformé en argent que dans un délai déterminé ; car si ce papier était payable à vue, le vendeur n'aurait pas été obligé de le faire escompter et de perdre le montant de l'escompte; tandis que le papier qu'il a reçu pouvait se réaliser en argent un instant après que la banque a livré ses billets; mais comme celui qui les recevait était sûr qu'avec eux il pouvait faire tout aussi bien ses paiemens et ses achats, il n'a pas dû songer à en demander le remboursement immédiat; et la banque, calculant que la propriété qu'elle a vendue [1] ne lui sera pas ré-

[1] Lorsque la Banque escompte une lettre de change, elle vend une propriété, qui est l'argent que représente la lettre; mais, au lieu de livrer l'argent vendu, elle ne donne que le signe représentatif, le billet.

Digitized by Google

clamée, n'hésite pas à prêter à une autre cette même propriété, et néanmoins elle perçoit du premier l'intérêt, non de l'argent qu'elle a donné, car en réalité elle n'en a point donné, mais l'intérêt de l'argent que le vendeur de la lettre est maître de réclamer dès l'instant qu'il a cédé sa lettre.

Si les banques de circulation s'en tenaient à escompter les lettres de change avec l'argent que les actionnaires ont avancé pour former leur établissement, les escomptes ou les avances qu'elles pourraient faire se borneraient au capital qu'elles auraient en caisse. Alors leurs négociations se réduiraient à celles d'un capitaliste qui escompte les lettres à denier comptant; mais ce qui caractérise ces établissemens, c'est que, non seulement ils escomptent les lettres avec leur capital métallique; mais ils créent aussi un capital fictif ou représentatif d'un capital réel, et font par ce moyen beaucoup plus d'escomptes qu'ils ne pourraient en faire s'ils n'employaient que leur propre argent. Ils mettent ainsi en circulation un papier qui remplace la monnaie réelle, et dont la valeur lui est égale, tant que le public veut bien admettre les billets.

Comme une banque d'escompte ne retirerait aucun avantage de la création de ses billets, si elle devait conserver en caisse une somme d'argent suffisante pour racheter tous ceux qu'elle aurait mis dans la circulation; comme, d'un autre côté,

Digitized by Google

ses billets sont toujours payables à vue, et peuvent revenir immédiatement à la banque pour être remboursés; enfin, comme la banque perdrait son crédit dès l'instant qu'elle se refuserait à payer un seul de ses billets dont on viendrait réclamer le remboursement, il faut que les directeurs de pareils établissemens soient très prudens dans leurs négociations, afin de les concilier avec toutes ces obligations, qui sont en quelque sorte contradictoires. Leur talent consiste à bien calculer les circonstances ou les nécessités du marché, pour que les billets ne reviennent point immédiatement à la caisse, et pour ne pas manquer de fournir à celle-ci de quoi satisfaire aux demandes journalières de remboursement. Bien que tous les billets de banque soient payables à vue, beaucoup de ceux qui les reçoivent ne sont point pressés de les transformer en espèces, parce qu'ils s'en servent pour faire leurs gros paiemens; aussi ces billets restent souvent des mois et des années dans la circulation, tant que la banque continue à jouir de la confiance publique; aussi n'est-elle pas dans la nécessité d'avoir en caisse une quantité d'argent égale au montant des billets mis en circulation. Si, par exemple, elle a émis pour une valeur de trois millions de piastres en billets, et que dans l'intervalle de chaque échéance il n'en re-

Digitized by Google

vienne à la banque que pour la valeur d'un million, avec ce capital en espèces elle pourra faire face à toutes les demandes, car le montant des lettres de change qu'elle a en portefeuille, et dont les termes sont échelonnés, renouvellera continuellement le million de piastres dont elle doit être fournie à toute heure pour rembourser les billets qui viendront à se présenter. Tant que le flux et le reflux entre l'émission des billets et la rentrée de l'argent se nivelleront dans cette proportion, l'établissement prospèrera et conservera son crédit; mais si ce niveau vient à s'altérer, soit parce que l'émission des billets aura été trop considérable, soit par une interruption dans la rentrée des fonds, soit enfin parce que ceux-ci auront reçu une toute autre destination, ce qui, dans des circonstances ordinaires, ne peut provenir que d'un abus de confiance de la part des directeurs, l'établissement se ruinera, et entraînera avec lui la ruine de beaucoup d'individus qui contribuaient efficacement aux progrès de l'industrie, et dont les services ne sauraient être remplacés qu'après bien des années.

L'excédant des billets émis sur la quantité d'argent existant en caisse, lorsque les directeurs d'une banque n'ont point abusé de leurs moyens, se trouve garanti, non seulement par cet argent, mais encore par de bonnes lettres de change,

Digitized by Google

payables à courtes échéances, et par des métaux précieux en barre, qui sont les deux seules hypothèques qu'une banque bien dirigée doive exiger pour prêter son papier. Ces deux hypothèques doivent, par elles-mêmes, et sans le secours de l'argent qui est en caisse, suffire au paiement de tous les billets qui sont en circulation, quelle qu'en soit la quantité, puisque, en prêtant cette quantité de billets, la banque a reçu en échange des valeurs plus considérables. C'est pour cette raison que si elle a beaucoup de billets en circulation, elle doit avoir aussi en sa possession beaucoup d'hypothèques, pour assurer leur remboursement aux détenteurs des billets. Supposons que la banque ait émis des billets pour la valeur de trois millions de piastres, et qu'elle n'ait dans ses coffres qu'un seul million en espèces; eh bien! les trois millions formant la somme des billets mis en circulation, et dont les détenteurs peuvent réclamer le montant, sont assurés par un peu plus de quatre millions de valeurs, puisqu'ils se trouvent représentés d'abord par le million de piastres existant en caisse, et ensuite par les trois millions que doivent produire les lettres de change achetées par la banque, et auxquels il faut ajouter le montant de l'escompte qu'a retenu la banque lorsqu'elle a acheté les lettres de change.

Digitized by Google

L'écueil le plus à craindre pour une banque d'escompte, c'est une émission trop considérable de papier; car il est presque inévitable que parmi les hypothèques qu'elle accepte, il n'y en ait pas un certain nombre qui viennent à faillir, ainsi que cela arriva à la banque d'Écosse, connue sous le nom de *Ayr-bank*, laquelle, escomptant toutes les lettres qui se présentaient, causa ainsi immédiatement sa propre ruine. Néanmoins, si toutes les hypothèques étaient sûres, encore que l'émission d'une trop grande quantité de papier dût avoir des inconvéniens d'une autre espèce, les porteurs de billets ne seraient exposés à aucun risque matériel. En effet, le plus grand malheur qui pourrait leur arriver, si, par des circonstances extraordinaires, on venait à réclamer tout-à-coup le remboursement de tous les billets, ce serait de se voir rembourser en bonnes lettres de change, ou avec de l'or ou de l'argent en barre, au lieu d'être remboursés en numéraire. Mais ces deux hypothèques pourraient en peu de temps être converties en monnaie courante, seule chose qui puisse convenir au porteur d'un billet qui en réclame le remboursement. Toutefois, la banque qui se bornerait à cesser ses escomptes, ou, ce qui revient au même, à arrêter toute émission de nouveaux billets, pourrait en très peu de

Digitized by Google

jours rembourser tous ceux qu'elle aurait déjà émis, puisque dans cet intervalle arriveraient les échéances des lettres qu'elle aurait en portefeuille, et que leur montant ne pourrait manquer de suffire au rachat de tout son papier. Si les débiteurs qui ont à payer leurs lettres à la banque sont en état de le faire, ces lettres forment alors une hypothèque qui vaut autant que du numéraire, puisqu'ils les paieront ou avec de l'argent ou avec des billets; s'ils paient avec de l'argent, la banque reçoit de quoi échanger son papier, et si c'est avec ses billets, celle-ci n'a dès-lors aucun remboursement à faire.

Qu'on n'aille pas croire, malgré cela, que pour assurer le remboursement des billets, il suffise d'avoir des hypothèques qui soient sûres et valables; il faut en outre qu'elles soient de nature à être promptement transformées en espèces; car à quoi servirait, par exemple, pour le remboursement urgent du jour, que la banque, pour assurer son papier, eût pris une hypothèque de vingt ans sur le revenu d'excellens biens-fonds, lors même qu'ils auraient une valeur double comparativement à celle des billets qu'on aurait prêtés sur ces biens? Pour qu'une banque puisse parvenir en toute occasion à payer son papier, il faut donc qu'elle ne prête jamais sans hypothèques; que parmi celles-ci, elle n'admette

Digitized by Google

que celles dont la valeur peut être transformée en argent dans le plus court délai possible, et qu'elle garde en caisse et en espèces un tiers de la valeur totale des billets qu'elle tient en circulation. Un établissement qui ne s'écartera pas de ces principes n'aura jamais rien à craindre des demandes en remboursement.

Ce qui vient d'être dit, prouve évidemment combien sont futiles et chimériques les projets de ceux qui proposent aux gouvernemens d'établir des banques de circulation pour venir au secours des entreprises agricoles, pour élever de nouvelles fabriques ou améliorer celles qui existent, pour multiplier les fonds du commerce, ouvrir des canaux, construire des routes; en un mot, pour féconder l'industrie. La préoccupation qui porte à croire que les banques d'escompte peuvent donner du mouvement au travail productif résulte de ce que l'on confond le crédit avec la richesse. On voit les banques créer un signe monétaire auquel, à cause du crédit dont elles jouissent, on attribue une valeur égale à celle de l'argent; et de là les faiseurs de projets infèrent que ces établissemens ont la faculté de créer des fonds réels inépuisables, et s'imaginent que ce capital fictif est la cause du crédit, tandis qu'il n'en est que l'effet. Le crédit n'est autre chose que la facilité qu'on a de pou-

Digitized by Google

voir emprunter; or on ne saurait ni emprunter, ni prêter ce qui n'existe pas : le crédit ne crée point de nouvelle richesse; il dispose de celle qui existe, en la faisant passer des mains des uns dans celles des autres. Les banques de circulation ne peuvent fournir des fonds pour des entreprises de la nature de celles dont je viens de parler, parce qu'aucune d'elles ne peut se réaliser s'il n'existe pas des capitaux fixes et des fonds permanens qui, une fois employés, ne peuvent plus être dégagés, tandis que la nature des billets de pure confiance est d'être remboursables, c'est-à-dire d'avoir une valeur exigible à toute heure. Le crédit d'une banque ne va point jusqu'à pouvoir disposer du capital qu'elle emprunte, elle n'en dispose que pour un espace de temps très court et très incertain; car elle est obligée de le rendre immédiatement au propriétaire qui le réclame : par conséquent, une entreprise qui emploie tous les fonds qu'elle emprunte, sans pouvoir les dégager à volonté, ne saurait offrir une hypothèque capable de garantir le paiement des billets de banque.

On ne peut, pour la même raison, admettre comme hypothèque, en échange des billets de crédit, les lettres de change que les commerçans appellent improprement *papier de circulation* ou *moyen de faire de l'argent à l'aide de la circula-*

Digitized by Google

tion, lettres qu'on ne paie jamais qu'avec d'autres lettres tirées par quelqu'un qui n'est point créancier sur un débiteur également supposé. C'est un moyen à l'aide duquel on parvient à faire des emprunts perpétuels, puisque le premier qui fait escompter la lettre profite de l'argent qu'il a reçu en échange, jusqu'à ce que le terme de l'échéance approche ; alors il en délivre une seconde qu'il fait également escompter pour payer la première, et ainsi des autres. Une banque qui a recours à un pareil expédient donne par-là un signe certain de sa mauvaise situation ; c'est le prélude d'une banqueroute prochaine, car la vente de ces lettres ne produit aucune valeur qui puisse servir à rembourser définitivement les billets qu'elle a donnés contre ces lettres lorsqu'elle les a escomptées. En outre, de pareilles lettres font mettre dans la circulation plus de billets que n'en demande la place, et ceux-ci par conséquent se présentent bientôt à la caisse pour être remboursés, ce qui cause un préjudice grave à l'établissement.

Pareil inconvénient a lieu lorsqu'une banque fait au gouvernement des avances dans lesquelles elle ne doit jamais rentrer, ou dont elle ne stipule le recouvrement que pour des termes très éloignés. Les directeurs pourront bien prêter à

Digitized by Google

un gouvernement, avec le consentement des actionnaires, le capital de la banque, sans que personne ait des remboursemens à répéter; mais s'ils émettent des billets qui ne se paient pas, la banque ne pourra éviter sa ruine, ainsi qu'il arriva à celle de France en 1785, et à celle d'Angleterre en 1797. Lorsque celle-ci fut autorisée, par une loi, à suspendre le paiement de ses billets, leur circulation fut forcée; dès-lors ils cessèrent d'être des billets de confiance et devinrent papier-monnaie, c'est-à-dire signe représentatif sans valeur réelle. Cette transition, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, plonge les nations dans un abîme de malheurs. Dans ce cas, la banque ne prête point un bien qui lui soit propre; le bien qu'elle prête est celui des derniers porteurs de ses billets, que, par ses promesses, elle avait engagés à se dessaisir d'un bien réel pour un fictif : en effet, les billets de crédit sont les promesses ou les stipulations écrites les plus authentiques qui puissent se faire dans une société civilisée, et dont l'inobservation ne peut jamais être justifiée.

Après avoir considéré la nature des billets de confiance et celle des négociations auxquelles se livrent les établissemens qui les émettent, je démontrerai l'influence qu'ils exercent sur la production de la richesse du pays. On ne peut nier

Digitized by Google

qu'au moyen des billets qu'elles mettent en circulation, les banques d'escompte ne disposent d'un nouveau capital qui, quoiqu'il ne leur appartienne pas, leur permet de faire au commerce des avances sans lesquelles celui-ci tiendrait des valeurs considérables en dehors de la circulation et qui seraient par conséquent tout-à-fait stériles; on ne peut nier non plus que ces établissemens ne procurent aux actionnaires des avantages proportionnels et qu'ils ne contribuent en quelque sorte à modérer et à contenir l'intérêt de l'argent, ainsi qu'à le régler et le rendre uniforme. Mais, quelque importans que paraissent tous ces avantages que l'ignorance et l'intérêt personnel ont partout grossis, ils sont toujours accompagnés de tant de risques et d'inconvéniens, que malheureusement il n'existe pas une nation en Europe où les banques d'escompte qui émettent du papier n'aient causé plus de pertes que de profits à l'industrie du pays. Outre les accidens auxquels les exposent l'imprudence et la mauvaise foi des directeurs, il y a tant d'autres causes qui concourent à empêcher ces établissemens d'avoir un résultat heureux, qu'à peine est-il possible à la prudence humaine de les prévenir.

Il est vrai qu'au moyen de son papier, une banque dispose d'un capital nouveau; mais

Digitized by Google

c'est un capital qui appartient aux porteurs des billets qui représentent ce capital, et ces porteurs ont le droit de le réclamer à toute heure. Eh bien! quand même l'instrument des échanges ne se composât que de papier, et qu'il ne restât plus d'argent dans la circulation, le capital national ne s'accroîtrait que de l'équivalent du numéraire nécessaire aux besoins du marché et dont la somme ne forme guère qu'une très petite partie des capitaux productifs d'une nation. Si une banque émettait des billets pour une somme plus grande que celle nécessaire aux besoins du marché, comme le surplus ne pourrait sortir du pays, car ces sortes de billets sont sans valeur à l'étranger, il ferait immédiatement retour à la banque où le porteur en exigerait le remboursement. Mais comme les billets de crédit ne peuvent jamais entièrement remplacer le numéraire dans un pays, puisqu'alors ne pouvant être remboursés ils seraient regardés comme papier-monnaie, une banque bien dirigée se trouve dans la nécessité d'avoir en numéraire le tiers de la valeur de ses billets; il suit de là que ces billets ne remplacent tout au plus que les deux tiers de l'argent. Les comptes publiés par la banque de Londres en 1797, pour motiver la suspension du remboursement de ses billets, mon-

Digitized by Google

trèrent de combien peu d'importance est pour le commerce et pour le pays cet avantage qu'on exagère tant. On a su par eux que la banque de la nation la plus commerçante du monde n'escomptait annuellement, avec son papier, que trois millions sterling de lettres de change; en sorte que les avances qu'elle avait faites au gouvernement dépassaient de beaucoup les billets que le trésor pouvait mettre en circulation. Il résulta de là que dès que la banque les émettait, ils revenaient à la caisse pour être remboursés, ce qui la mit dans la nécessité d'en suspendre le paiement. Si on compare la totalité des lettres que, d'après ce témoignage irrécusable, la banque d'Angleterre escompte annuellement, avec celle des lettres qui sont payées journellement à Londres, on se convaincra de son peu d'importance, puisque la totalité des lettres de change escomptées par la banque dans le courant d'une année excède à peine la moitié des lettres payées dans un jour.

Quoiqu'il soit évident que les banques de circulation qui émettent du papier facilitent aux commerçans le moyen de faire escompter leurs lettres de change; avantage immense, puisqu'il accélère la circulation des richesses; il ne faut pas croire cependant que les lettres ne s'escomp-

Digitized by Google

teraient pas avec une égale facilité quand bien même la banque ne jouirait pas de plus de considération que n'en doit avoir une compagnie industrielle, quelle qu'elle soit. Pour obtenir non seulement le même avantage, mais encore un autre non moins important, il suffirait que l'on permît l'établissement des banques particulières à l'instar de celles de Londres, qui non seulement escomptent argent comptant toutes les lettres sûres qu'on leur présente, mais encore économisent considérablement l'emploi du numéraire par leurs transferts de crédits, ce que ne peut faire une banque publique, puisqu'on ne peut pas tirer sur elle des lettres de change.

Comme les signes représentatifs de l'argent en tiennent lieu, plus ils abonderont, plus la valeur du numéraire devra diminuer; aussi une banque d'escompte porte préjudice au pays non seulement lorsqu'elle émet plus de billets qu'elle n'en peut rembourser, mais encore lorsqu'elle en émet plus que n'en nécessitent les besoins du marché; et l'expérience démontre que jamais un établissement de ce genre n'a manqué d'émettre plus de billets que n'en demande la circulation. Une quantité de billets plus grande que celle nécessaire aux besoins du marché diminue infailliblement la valeur de la somme totale du numéraire, ou, ce

Digitized by Google

qui revient au même, augmente à proportion le prix des autres articles de richesse; et les maux que cause la dépréciation de la mesure commune des valeurs méritent la plus grande considération. Cette baisse dans la valeur du numéraire empire le sort de la classe laborieuse, qui n'a d'autre patrimoine que le montant de ses salaires, et dès ce moment elle ne peut acheter la même quantité d'objets qu'elle consommait auparavant. Comme dans tous les pays le prix de la journée du travailleur est presque aussi réduit que possible, ou tend à le devenir, toute diminution dans la valeur du numéraire plonge une grande partie des journaliers ou des artisans dans la misère et paralyse l'industrie. L'expérience fait voir que partout où le sort de cette classe est malheureux, il n'y a ni activité, ni industrie, ni intelligence dans les travaux, ni force nationale, ni sûreté pour la tranquillité publique. La misère de la classe laborieuse amène sa dégradation, et ce vice porte un coup mortel à l'industrie et à l'activité; or, comme les billets déterminent une diminution dans la valeur de la monnaie, les pertes que causent les banques d'escompte en les émettant, abstraction faite de tous les autres inconvéniens dont je viens de parler, ne sauraient être compensées par les avantages que leurs partisans affirment

Digitized by Google

qu'elles produisent, en admettant que ces avantages ne soient point exagérés.

Le numéraire peut être augmenté d'une manière aussi effective et aussi réelle avec du papier qu'avec de l'argent; et lorsqu'il s'établit des banques qui mettent en circulation un signe représentatif du numéraire, elles partagent par cela même avec le souverain le pouvoir de frapper monnaie, puisqu'elles fabriquent ce qui en tient lieu. La multiplicité des billets peut causer une dépréciation telle dans la monnaie, que le gouvernement ne trouvera plus de quoi s'indemniser des frais de la fabrication. La banque d'Angleterre, pour avoir mis en circulation une quantité excessive de billets, se vit, pendant plusieurs années de suite, dans la nécessité de faire battre de la monnaie d'or (la seule avec laquelle il lui fût permis de payer son papier) pour la somme de huit cent cinquante mille livres sterling. Elle achetait l'once d'or en barre à raison de quatre livres sterling en billets, et la cédait, après l'avoir fait monnayer, à raison de trois livres dix-sept shellings dix pences et demi, de sorte que les billets de banque n'avaient point une valeur égale au métal monnayé, et celui-ci avait une valeur moindre que le métal en barre. Ainsi la banque, outre les frais de fabrication payés par le gouvernement qui venait à son secours, perdait encore de deux et

Digitized by Google

demi à trois pour cent sur l'or en barre qu'elle était obligée d'acheter, pour le transformer en monnaie, et en rembourser ensuite les porteurs de ses billets. Eh bien! malgré l'énorme quantité d'or monnayé qu'elle fabriquait, la rareté de ce métal ne s'en faisait pas moins sentir. En effet, la valeur de l'or en barre étant supérieure à celle de l'or monnayé, et, d'un autre côté, les billets rendant inutile le numéraire en métal, il arrivait qu'aussitôt que la banque avait remboursé en numéraire métallique le porteur de ses billets, des spéculateurs le retiraient de la circulation, et le fondaient pour le revendre encore en barre à la banque elle-même, ce qui était pour eux un trafic qui leur donnait de grands profits.

Les billets de banque concourent puissamment à faire sortir d'un pays le numéraire réel; quand on ne connaît d'autre instrument d'échange que le papier, la mesure universelle des valeurs est alors plus incertaine, et les effets en sont très préjudiciables à toutes les classes de la société. Les gouvernemens prohibèrent l'exportation de l'argent, et en même temps ils établirent des banques de circulation, qui loin d'être un moyen de concentrer l'argent dans le pays, ont au contraire pour effet naturel et nécessaire de l'en faire sortir. De pareilles contradictions et de semblables anomalies ne seront pas rares, tant

Digitized by Google

que les vrais principes de l'économie politique ne seront pas plus généralement répandus.

L'histoire de toutes les banques d'escompte qui ont émis des billets, à partir de celle de Saint-Georges à Gênes, établie en 1407, et qui est la plus ancienne de cette espèce, jusqu'à celle de Vienne, qui est de la date la plus récente, n'offre que des résultats calamiteux pour le commerce, les actionnaires et le pays en général. Dans toute cette nomenclature, il serait impossible d'en désigner une seule qui n'ait point fait banqueroute, qui n'ait point ruiné les entrepreneurs et leurs créanciers, et qui n'ait paralysé plus ou moins l'industrie du pays par les oscillations qu'un numéraire factice occasionne dans le prix de la mesure commune des valeurs. Encore que tout le numéraire d'une nation pût être remplacé par des billets de banque, les bénéfices que retirerait la société de cette substitution seraient de trop peu d'importance. D'un autre côté, les intérêts les plus précieux de la société ne tarderaient pas à être compromis, car il est peu probable que, pour une cause ou pour une autre, ces établissemens ne se voient point un jour obligés de suspendre le paiement de leurs billets, qui ensuite se transformeront sans doute en papier-monnaie dont je vais parler dans le chapitre suivant.

Digitized by Google

CHAPITRE XIII.

Du papier-monnaie.

Indépendamment des lettres de change et des billets de crédit, il existe une autre espèce d'obligations écrites qu'on appelle papier-monnaie, et qui demandent un examen approfondi, tant à cause de la grande influence qu'elles ont sur toutes les stipulations et sur la production de la richesse qu'à cause des nombreux sophismes à l'aide desquels on a prétendu défendre la convenance de ce désastreux instrument d'échange.

Tant que la circulation des billets d'un gouvernement ou d'une banque demeure libre et volontaire, ces billets n'ont d'autre caractère que celui de simples mandats ou promesses de pure confiance; mais dès que la loi déclare que la nation sera obligée de les accepter dans tous les paiemens pour leur valeur nominale, comme s'ils étaient de l'argent, ils changent dès-lors de nature; et par le seul fait de la loi qui en rend la circulation forcée, ils sont convertis en papier-monnaie. En effet, la seule différence essentielle

Digitized by Google

qu'il y ait entre ce papier et les autres billets ou promesses écrites, consiste en ce que la circulation de l'un est forcée, tandis que celle des autres est purement volontaire; mais cette seule différence suffit pour produire les effets les plus opposés.

Tout billet ou promesse écrite dont la circulation est l'œuvre de la force au lieu d'être celle de la volonté spontanée et absolue de celui qui l'accepte, doit être considéré comme un moyen d'échange très pernicieux, quoi qu'on fasse pour en garantir le remboursement à une époque déterminée. Le fait même par lequel la loi oblige les individus à accepter du papier comme un équivalent de l'argent, dénote combien sont urgentes les nécessités du gouvernement, et combien le remboursement de ses obligations est douteux. Lorsque les gouvernemens remboursent le papier-monnaie avec de la monnaie de cuivre ou de billon, comme cela arrive en Autriche, en Russie et en Suède, monnaie à laquelle la même loi qui oblige à l'accepter donne une valeur supérieure à sa valeur intrinsèque, le remboursement n'en est pas moins illusoire, puisque cette monnaie de bas aloi, quoique d'une matière plus précieuse que le papier, par cela seul que la loi lui confère une valeur nominale supérieure à sa valeur réelle, n'en est pas moins, ainsi que le pa-

Digitized by Google

pier, un signe représentatif de la monnaie vraie et de bon aloi. Dans cette trompeuse opération, on ne fait que donner un objet dont la valeur intrinsèque est inférieure à celle qu'il représente, en échange d'un signe qui n'a point de valeur intrinsèque; aussi le remboursement de la valeur promise n'a-t-il pas lieu.

Le papier-monnaie n'ayant de valeur intrinsèque ni par lui-même ni par sa fabrication n'est ni une marchandise, ni une véritable monnaie, ni un numéraire légal, comme on le prétend généralement; il n'est par rapport au numéraire qu'un simple signe représentatif, une obligation écrite par laquelle le gouvernement promet de payer la somme qu'il représente. La valeur qu'on donne au papier-monnaie, il ne la tient pas de lui-même, elle ne lui vient pas non plus, comme l'affirment plusieurs auteurs, de la loi qui oblige à l'accepter; elle ne provient que de la plus ou moins grande confiance qu'on a en son remboursement. La loi pourra disposer que les créanciers admettront dans le paiement de leurs créances le papier-monnaie comme s'il était de l'argent; et cette circonstance pourra quelquefois, si l'on veut, lui donner accidentellement de la valeur; mais ce sera toujours une valeur dépréciée et passagère. Jamais la loi ne pourra obliger les particuliers à vendre

Digitized by Google

leurs produits et à en recevoir pour prix une promesse qui, dans leur pensée, ne doit point s'accomplir. L'autorité pourra exiger quelquefois qu'on échange les produits alors existants pour du papier-monnaie discrédité, mais, par cela même que la loi ne peut donner de la valeur au papier, on cessera dès ce moment de produire dans le but de vendre, comme il arriva en France lorsqu'on obligea, sous peine de mort, les producteurs à échanger leurs marchandises contre des *assignats;* cette mesure eut pour résultat de paralyser la production, de tarir les approvisionnemens des marchés, et de mettre ceux même qui avaient fait une loi aussi injuste, et aussi contraire à l'objet qu'ils s'étaient proposé, dans la nécessité de la révoquer immédiatement, car elle détruisait toutes les industries. Si la *loi* et non la *confiance* donnait de la valeur au papier-monnaie, jamais il ne perdrait de sa valeur nominale, et le papier des différens gouvernemens aurait toujours la même valeur quelle que fût leur inexactitude à accomplir leurs promesses, et quels que fussent les moyens qu'ils emploieraient pour les réaliser. Les gouvernemens eux-mêmes qui émettent du papier-monnaie, sachant fort bien que ce n'est point la loi qui peut produire le miracle de changer la nature des choses ou de donner au papier une valeur égale à celle de

Digitized by Google

l'or ou de l'argent, mais plutôt persuadés que la valeur du papier-monnaie dépend de la confiance qu'on aura de son remboursement en argent de bon aloi, le mettent en circulation sous la forme de billets de confiance; aussi ne le présentent-ils pas comme une marchandise qui a une valeur propre ni comme une monnaie légale, mais bien comme un signe représentatif et temporaire de l'argent réel contre lequel ils offrent de l'échanger à une époque plus ou moins rapprochée.

Say, dans ses notes sur l'ouvrage de Storch, soutient que « le papier-monnaie est une marchan-« dise qui a *une valeur propre directe*, et qui ne « donne aucune espèce de droit à celui qui le re-« çoit d'en réclamer le remboursement. » Il serait difficile de présenter, sur une matière de si haute importance, une proposition plus erronée et surtout plus dangereuse. Si le papier-monnaie avait *une valeur propre directe*, les gouvernemens n'éprouveraient jamais de besoins d'argent, puisqu'ils tiendraient toujours en leur pouvoir le moyen de produire une marchandise capable, par la valeur qu'ils lui assigneraient, de satisfaire à tous leurs besoins. Si personne n'avait le droit de réclamer le remboursement du papier-monnaie, le gouvernement ne serait à aucune époque soumis à l'obligation de le rembourser. Say appuie son erreur sur le sophisme sui-

Digitized by Google

vant. « Lorsque l'Angleterre, dit-il, avait en circu-
« lation trente millions sterling de papier-mon-
« naie, au lieu de trente millions sterling en or
« qu'elle ne possédait pas, elle était aussi riche
« qu'auparavant : l'unique différence qu'il y avait,
« c'est que *sa monnaie, ayant la même valeur,*
« était d'une *autre matière.* Il est certain que ce
« papier n'avait aucune valeur hors de l'Angle-
« terre; mais il n'est pas nécessaire que la richesse
« ait une valeur égale dans toutes les parties du
« monde, car il est beaucoup de marchandises
« qui n'ont de la valeur qu'en certains pays. »

Je ne m'attacherai pas à discuter si l'Angleterre était aussi riche, quand elle avait en circulation trente millions de livres sterling en papier, que lorsqu'elle possédait la même somme en or : cette circonstance importe peu à la question que nous examinons. Une nation peut être très riche avec peu d'argent, et ne l'être pas avec de grands trésors ; mais les trente millions de livres sterling en papier n'étaient pas une richesse, parce qu'ils n'étaient pas une monnaie réelle, et parce que, même en Angleterre, ils n'avaient pas une valeur propre; ils n'étaient simplement qu'un signe représentatif d'une somme égale d'argent, et une preuve pour les détenteurs que le gouvernement devait rembourser une valeur égale en monnaie d'or, tandis que les trente

Digitized by Google

millions de livres sterling en or qu'elle possédait antérieurement étaient une marchandise réelle, une vraie richesse. Si parfois le papier était reçu pour toute sa valeur nominale, ainsi que l'affirme Say dans une autre partie de son ouvrage; et si dans d'autres circonstances il perdait, par rapport à la monnaie réelle, vingt-sept pour cent, ce n'est que parce qu'il n'avait pas une valeur propre, qu'il n'était pas une monnaie réelle, mais seulement le représentant; car cette perte n'avait lieu que lorsque le public n'avait pas une confiance complète dans son remboursement. Si le papier a une valeur propre, et si sa matière n'est point à considérer, pourquoi le même auteur affirme-t-il qu'une monnaie de papier *doit être évaluée d'après le dernier terme de la monnaie altérée?* N'est-ce pas parce que le papier-monnaie n'avait pas de valeur propre, qu'avant la paix continentale cent livres sterling, en papier-monnaie, n'avaient cours, en Angleterre, que pour soixante-trois livres sterling quatre shellings neuf deniers, en numéraire? Si le papier-monnaie est une marchandise équivalente à la valeur nominale, ou, ce qui revient au même, s'il a une valeur propre, pourquoi Say dit-il, dans une autre note à l'ouvrage de Storch, que si les billets de la banque d'Angleterre avaient conservé autant de valeur que l'or, on n'eût pas vu Pitt forcé,

Digitized by Google

en 1797, d'autoriser cette compagnie à ne pas satisfaire à ses engagemens, ou, en d'autres termes, à faire banqueroute? Si le papier-monnaie avait une valeur directe, le détenteur serait payé en le recevant, comme l'est effectivement celui qui, en échange d'un autre article de richesse, reçoit de la monnaie d'or ou d'argent. Enfin, s'il était certain que celui qui reçoit le papier-monnaie n'a pas droit à en réclamer le remboursement, sur quels principes de justice auraient été basés les fréquens débats du parlement qui ont eu pour but de forcer le gouvernement à retirer le papier-monnaie, et à mettre en circulation la valeur qu'il représentait? Si le détenteur du papier-monnaie n'était pas fondé à en réclamer le remboursement, celui qui l'a émis ne serait pas non plus obligé de le payer, car l'une de ces deux obligations ne peut pas exister sans l'autre.

Mac Culloch a eu sur le papier-monnaie une opinion tout aussi erronée que celle que je viens de combattre, quoique à la vérité moins dangereuse. « Le manque de confiance, dit-il, n'influe « absolument en rien sur la valeur du papier-mon- « naie; les billets de crédit, payables à vue ou « à époque fixe, quoiqu'ils ne doivent pas être « considérés comme papier-monnaie, en rem- « plissent toutes les fonctions, tant qu'ils sont « dans la circulation. La valeur de ces billets pro-

Digitized by Google

« vient seulement de la confiance que l'on a que « ceux qui les ont tirés pourront les payer. Une « fois cette confiance perdue, leur circulation « cesse entièrement; mais il est impossible que « les mêmes vicissitudes se présentent pour le pa- « pier-monnaie, pour ce papier considéré comme « numéraire légal, et qui ne peut être converti « en or ou en argent à la volonté du porteur, ou « à époque déterminée : en sorte que sa valeur ne « provient pas de la confiance qu'on a dans son « remboursement, mais bien de ce qu'il est un « numéraire légal et absolument nécessaire pour « la circulation. »

Si le papier-monnaie n'avait de valeur, ainsi que l'affirme Mac Culloch, que parce qu'il est reconnu comme numéraire légal, et parce qu'il faut nécessairement un intermédiaire dans la circulation, cette valeur ne diminuerait pas par rapport à l'or et à l'argent monnayés, lorsque la quantité du papier augmente; car, que son émission soit restreinte ou indéfinie, il conserve toujours ces deux mêmes propriétés. Cependant lorsqu'une grande quantité de papier circule, sa valeur diminue par rapport à la monnaie métallique, et lorsque la circulation en est restreinte, sa valeur augmente; ainsi donc l'assertion de cet auteur est erronée. D'ailleurs, elle est en contradiction avec le fonds de

Digitized by Google

sa doctrine sur cette matière; car il dit que, *pour prévenir toute altération dans la valeur du numéraire, altération toujours préjudiciable, il faut que le papier-monnaie puisse être échangé contre l'or et l'argent.* S'il arrive parfois que le papier-monnaie n'a de valeur que parce que la loi rend sa circulation forcée, il n'en faut attribuer la cause qu'à des circonstances qui sont tout aussi extraordinaires que lorsqu'un voleur de grand chemin exige pour une pomme une somme de cent francs.

La fausseté du raisonnement de Mac Culloch ressort encore mieux si on la rapproche de la proposition pleine de force et de vérité contenue au paragraphe précédent, dans laquelle l'auteur soutient que la valeur du papier-monnaie est toujours en proportion de la quantité qui circule. Pour corroborer cette opinion, il ajoute encore : que la valeur du papier émis en différentes occasions par le gouvernement russe, dont la somme totale s'élevait à cinq cent soixante-dix-sept millions de roubles, diminuait à mesure que la mise en circulation augmentait, à tel point qu'elle perdait cent pour cent; mais aussitôt que le gouvernement, en 1815, commença à retirer de la circulation une partie du papier émis, et qu'il en eut remboursé une quantité considérable, sa valeur augmentait à mesure qu'il y avait moins de papier

Digitized by Google

en circulation. Ces documens, qui sont conformes à tous ceux que présente l'histoire du papier-monnaie chez les différentes nations du globe [1],

[1] En Espagne, les bons royaux créés par Charles III, tant qu'ils n'excédèrent pas la somme de vingt-sept millions quatre cent trente-cinq mille deux cent soixante-quinze piastres fortes, montant de leur création, étaient échangés à Madrid contre de la monnaie de bon aloi, avec une prime d'un pour cent; à Barcelonne et à Cadix cette prime était même plus élevée. Mais depuis, à chaque nouvelle émission effectuée par Charles IV, leur valeur alla diminuant, jusqu'au point de perdre soixante-quinze pour cent.

Tant que les billets de la Banque d'Angleterre purent être échangés à la volonté du porteur contre de l'argent, ils conservèrent pendant plus d'un siècle toute leur valeur nominale; ce ne fut que quelque temps avant la cessation de la guerre de l'indépendance des colonies anglaises qu'ils perdirent un pour cent. Mais durant la guerre continentale, une loi ayant autorisé la Banque à ne pas rembourser ses billets, et l'émission en ayant été plus considérable qu'antérieurement, ils perdirent vingt-sept pour cent.

Les billets de la Banque de France, depuis 1716 jusqu'en 1719, tant que Law en eut la direction, ne perdirent rien de leur valeur nominale, parce que Law eut soin de ne pas émettre une quantité de billets plus considérable que celle que la Banque pouvait rembourser. Mais depuis 1719, époque où la Banque passa sous la direction du gouvernement, la circulation de ses billets ayant été forcée, et leur nombre ayant excédé les besoins du marché, leur valeur diminua à mesure que leur nombre s'accroissait, à tel point qu'elle devint tout-à-fait nulle.

Digitized by Google

démontrent avec la plus grande évidence que la valeur du papier-monnaie dépend seulement du plus ou moins de confiance que l'on a dans son remboursement. En effet, il n'est personne qui ne comprenne que plus on augmente la quantité du papier-monnaie, plus son remboursement devient difficile, et partant plus la confiance diminue.

Mais ce qui prouve mieux encore, que la valeur du papier-monnaie dépend seulement de la confiance qu'on a dans son remboursement ; c'est que quand on établit une caisse où chaque individu peut, sans éprouver aucun obstacle, ni aucune perte, échanger le papier qu'il possède contre de l'argent de bon aloi, quelque grande que soit la quantité émise de papier, sa valeur, encore qu'elle diminue par rapport aux autres marchandises, est toujours égale à celle de l'argent monnayé. Mac Culloch lui-même s'éloigne bien peu, dans le paragraphe suivant, de notre opinion. « La valeur d'un papier-monnaie, « dit-il, convertible à la volonté du porteur en « une quantité déterminée et fixe d'or et d'ar- « gent, ne peut jamais être considérablement « éloignée de la valeur de ces métaux. » Ainsi donc les variations qu'éprouve la valeur nominale du papier-monnaie proviennent du plus ou moins de confiance qu'inspire son remboursement.

Digitized by Google

Il résulte de tout ce que je viens de dire, que quoique le papier-monnaie conserve sa valeur, alors même que celui qui l'a émis ne le rembourse pas à l'échéance, cette circonstance n'infirme pas la proposition que j'ai avancée. Les habitans du pays peuvent espérer d'en voir tôt ou tard opérer le remboursement; et, suivant que cette espérance est plus ou moins fondée, la valeur du papier-monnaie sera plus ou moins élevée; en sorte qu'elle sera réduite à zéro, du moment où il n'y aura plus aucun espoir d'en être remboursé, ce qui n'arriverait pas si la valeur du papier-monnaie était indépendante de la confiance qu'inspire son remboursement.

A présent que nous savons ce que l'on doit entendre par papier-monnaie, et quelle est la cause de sa valeur et de sa dépréciation, il nous reste à connaître quels sont ses effets sur la production de la richesse, sur les finances de l'état, sur la justice, et enfin sur la morale publique, considérations de la plus haute importance. Alors même que les porteurs eussent la même confiance dans le remboursement du papier-monnaie que dans celui des billets de crédit à échéance fixe, cependant comme ce système entraîne tant de graves inconvéniens, il n'y a qu'une nécessité urgente qui puisse en justifier l'adoption. Le papier-monnaie peut conserver toute sa valeur nomi-

Digitized by Google

nale par rapport au numéraire métallique, sans que pour cela il la conserve par rapport aux autres marchandises. Pour qu'il conserve sa valeur nominale, par rapport au numéraire métallique, il suffit que l'on ait une confiance entière dans son remboursement; mais pour que le papier conserve sa valeur nominale par rapport aux autres marchandises, il ne suffit pas que le porteur ait la certitude de pouvoir l'échanger contre la somme d'argent qu'il représente, il faut encore qu'une somme d'argent égale à celle de la valeur nominale du papier émis ait été retirée de la circulation. Si, par exemple, dans un pays où il y aurait cinquante millions de francs métalliques en circulation, le gouvernement faisait une émission de vingt-cinq millions de francs en papier, les soixante-quinze millions représentant la totalité du numéraire en circulation n'auraient pas plus de valeur que n'en avaient les cinquante millions. Si avant l'émission, dans les années moyennes, on pouvait acheter un kilogramme de pain pour quarante centimes et une aune de drap pour dix francs, aussitôt que le papier-monnaie aurait été jeté dans la circulation, le kilogramme de pain de même qualité vaudrait soixante centimes, et l'aune de drap de même qualité, et toujours obtenue avec le même travail, serait vendue à rai-

Digitized by Google

son de quinze francs ; le prix de tous les articles éprouverait la même hausse, ou plutôt la valeur de l'argent aurait, par l'effet de l'émission du papier-monnaie, diminué d'un tiers [1]. Aussi celui qui alors aurait employé cent francs en papier-monnaie, encore qu'il échangeât son papier contre une somme égale d'argent, ne recevrait qu'un tiers de la valeur qu'il aurait donnée ; et celui qui pour une créance de cent francs antérieure à l'émission du papier-monnaie recevrait après cette émission cent francs en argent ou en papier, ne toucherait réellement que soixante-quinze francs au lieu de cent francs qu'il aurait prêtés.

Il est certain que le papier-monnaie, que l'on ait ou non confiance en son remboursement, exclura bientôt de la circulation tout ou partie du numéraire métallique ; mais avant que cela arrive, la baisse qu'il déterminera sera une perte qui retombera tout entière sur les possesseurs des cinquante millions de francs qui étaient en circulation et sur les individus qui avaient quelques créances. Si le papier-monnaie conserve toute sa valeur nominale, il exclura de la circulation une quantité de numéraire égale à celle du papier émis ; car quelles que soient les lois restrictives que l'on fasse, il

[1] Voyez ce qui a été dit dans le chapitre VII de cette troisième partie.

Digitized by Google

ne peut y avoir constamment dans une nation plus d'argent que celui qui est nécessaire pour que sa valeur se maintienne au niveau de celle qu'il a dans les autres pays. Si le papier ne conserve pas toute sa valeur nominale, et que la loi oblige de le recevoir pour toute la valeur qu'il représente, on verra bientôt les habitans cacher ou exporter le numéraire. En effet, l'argent de bas aloi ou ce qui remplace une bonne monnaie éloigne toujours du marché l'argent d'un titre élevé; car personne ne paie en monnaie de bon aloi lorsqu'il existe dans la circulation une monnaie de qualité inférieure.

Nous devons conclure de ce qui précède, que toute émission de papier-monnaie, ayant pour effet de diminuer, proportionnellement à la quantité émise, la valeur de l'argent en circulation, devient une contribution tout-à-fait inégale, parce qu'elle retombe uniquement sur les possesseurs d'argent et de créances. En outre, la baisse que produit l'émission du papier sur la valeur de l'argent cause les plus grands préjudices aux classes laborieuses. Dans l'hypothèse que nous avons établie plus haut, comme la valeur de l'argent aurait diminué d'un tiers, le travailleur qui, avec un salaire d'un franc cinquante centimes, pouvait acheter tous les articles nécessaires à sa consommation, aussitôt après la circulation des vingt-cinq mil-

Digitized by Google

lions de papier-monnaie, quoique jouissant du même salaire, ne pourrait plus acheter que les deux tiers de ces mêmes articles, ce qui occasionnerait une grande mortalité parmi cette classe, et ferait diminuer la production de la richesse.

Lorsque tout le numéraire en circulation dans le pays ne se compose que de papier-monnaie, chaque nouvelle émission constitue un impôt qui se répartit presque aussi inégalement que le précédent, parce qu'il ne retombe que sur ceux qui avaient de l'argent thésaurisé, qui possédaient du papier déjà en circulation, qui avaient à encaisser des soldes de crédit, ainsi que sur ceux qui recevaient indifféremment le papier nouveau et l'ancien. Comme le prix du marché ne s'établit pas immédiatement, on attribue au numéraire une valeur plus considérable que celle qu'il doit avoir le lendemain; par conséquent, les détenteurs du papier ancien qui s'en sont défait, en font retomber la perte sur ceux qui le prennent. Quant aux travailleurs, toute nouvelle émission de papier-monnaie rend leur sort pire; car, toutes les fois que la quantité du numéraire réel ou fictif augmente, la valeur de l'instrument des échanges diminue; et comme les salaires ne s'élèvent pas immédiatement, les travailleurs ne peuvent pas acheter

Digitized by Google

la même quantité d'articles qu'ils achetaient avant l'émission du papier.

La qualité la plus essentielle et la plus appréciable de l'argent, comme moyen d'échange, c'est l'immuabilité de sa valeur; aussi tous les peuples civilisés ont-ils employé de préférence aux autres articles de richesse l'or et l'argent comme monnaie; et, sans aucun doute, ils auraient choisi un autre article, s'il s'en fût trouvé dont la valeur eût été moins sujette à des variations. Il faut donc, pour que l'industrie ne soit pas entravée dans sa marche progressive, que la valeur de l'article qui sert à déterminer celle des autres marchandises éprouve le moins possible d'oscillations. Encore que quelques économistes cherchent à démontrer que les métaux précieux sont une mesure imparfaite des valeurs, cependant, comme l'homme civilisé ne pourrait pas exister sans affecter une marchandise quelconque à cet objet, et comme il n'en est aucune de moins imparfaite que le numéraire d'or ou d'argent, dont la valeur n'éprouve pas de variation sensible d'un siècle à l'autre, ce serait susciter de grandes entraves à la société que de la priver de ce moyen d'échange. Lorsqu'à cette marchandise universelle on substitue un signe ou un numéraire factice, qui n'a d'autre valeur que celle qui dépend de la confiance publique, qui elle-même est exposée à mille évé-

Digitized by Google

nemens que les gouvernemens ne peuvent pas éviter, les calamités qu'entraîne ce système sont affreuses, parce que ce numéraire est exposé à des altérations soudaines et extraordinaires, dont la valeur intrinsèque des métaux précieux est affranchie.

La perte que cause à un pays la dépréciation de son numéraire ne doit pas être calculée d'après la quantité qui se trouve en circulation; car cette quantité se multiplie dans tous les échanges où la valeur idéale du numéraire est dénaturée. De même que par la rapide circulation du numéraire une nation paie des sommes bien supérieures à la valeur totale qu'elle en possède, de même cette circulation rapide, lors de la baisse du numéraire, cause au pays une perte bien supérieure à la somme totale du papier-monnaie. Aussi, quoique le numéraire d'un pays ne constitue ordinairement que la plus petite portion de sa fortune, la dépréciation du papier-monnaie détruit ses richesses les plus importantes. Tous les produits agricoles, multipliés et transformés par l'industrie manufacturière et commerciale, sont répartis entre les habitans au moyen du numéraire. Lorsque celui-ci est exposé à des altérations aussi fréquentes que celles du papier-monnaie, toute la richesse nationale se distribue d'après une mesure fausse : alors tous les rapports d'intérêt

Digitized by Google

pécuniaire s'altèrent; les contrats sont violés ou donnent naissance à une foule d'injustices; les moyens d'existence deviennent plus dispendieux; l'argent disparaît; les capitaux s'exportent, l'industrie s'éteint; la contrebande devient l'occupation principale du négociant; la misère s'accroît; les vols se multiplient; le trésor public souffre; tous les individus perdent, et, la fortune des particuliers diminuant, la nation voit s'évanouir sa prospérité et sa richesse. Tels sont les résultats déplorables, et malheureusement nécessaires, produits par la dépréciation du véritable instrument des échanges; ces résultats justifient l'expression qu'employèrent des magistrats qui, en 1690, chargés par le roi d'examiner les causes des calamités qui pesaient alors sur l'Espagne, déclarèrent : *sacrilége toute disposition fiscale qui aurait pour but d'altérer la valeur réelle des moyens ou instrumens d'échange.*

Lorsqu'il s'écoule un certain espace de temps, comme cela arrive, entre la stipulation du contrat et l'époque de son exécution, et que pendant cet intervalle la valeur du papier-monnaie baisse, alors la société tout entière se trouve lésée. La perte qu'éprouvent les particuliers n'est pas en raison directe de la quantité du papier-monnaie, mais bien en raison de la rapidité de sa circulation. En supposant que la quantité de papier-

Digitized by Google

monnaie existant soit de cent millions de francs, et la baisse de vingt-cinq pour cent, la perte éprouvée par la nation, si dans le cours d'une année chaque billet sert à effectuer cinquante ventes ou achats, ne sera point de vingt-cinq millions, mais bien de cinquante fois vingt-cinq millions; si la circulation est encore une fois plus rapide, la perte sera de cent fois vingt-cinq millions. Le chef de l'état, qui avait apprécié à une valeur fixe les impôts nécessaires pour couvrir les charges publiques; le propriétaire qui, en raison de la valeur actuelle du numéraire, avait affermé ses possessions; le laboureur, le fabricant et le commerçant qui, d'après ce même calcul, avaient vendu leurs produits pour en recevoir le montant à une époque déterminée; et enfin, l'employé qui comptait pour son salaire une valeur déterminée, sont tous lésés et trompés dans leurs calculs, lorsqu'ils reçoivent en paiement un papier qu'ils sont obligés d'accepter pour toute sa valeur nominale, et qui est loin de correspondre à celle de la monnaie qu'il représente. Et cependant celui qui paie avec ce papier ne retire aucun bénéfice de la perte qu'éprouvent les autres. Alors aucun équilibre ne peut être établi entre les recettes et les dépenses de l'état, entre la rente du propriétaire et le salaire de celui qui cultive la terre, et entre le prix que donne

Digitized by Google

l'acheteur et l'article dont se défait le vendeur.

Les effets du papier-monnaie sont si désastreux que, quoique les calamités produites par la hausse de sa valeur ne soient pas comparables à celles qu'occasionne sa baisse, elles sont cependant encore très importantes. Si le gouvernement a déterminé le montant des impôts et des salaires des employés, alors que la valeur du papier-monnaie était en baisse; et si, d'après les mêmes considérations, le propriétaire a affermé ses terres, le laboureur, le commerçant et le fabricant ont effectué la vente de leurs produits et de leurs marchandises, et qu'à l'époque du paiement la valeur du papier-monnaie augmente, tous ceux qui doivent payer se trouvent lésés, tandis que ceux qui doivent recevoir encaissent une valeur plus considérable que celle qui leur était due; et partant, le dommage éprouvé par les premiers est en proportion de la hausse du papier-monnaie. Voici la différence qui existe entre les malheurs qu'occasionne la hausse et ceux que détermine la baisse du papier-monnaie; par l'effet de la baisse, la société tout entière perd : dans le mouvement de hausse, il n'y a que ceux qui ont à payer qui perdent, tandis que ceux qui ont à recevoir gagnent; mais le résultat, dans l'un et l'autre cas, est souverainement nuisible à l'industrie

Digitized by Google

du pays, et renverse tous les principes de justice.

Après la paix de 1815, une crise semblable porta un coup bien funeste à l'industrie anglaise. Jusqu'à cette époque une once d'or ne valait pas moins de cinq livres sterling six shellings et quatre penny, en billets de banque, tandis que si le cours de ces billets eût été au pair, elle n'eût valu que trois livres sterling dix-sept shellings et dix penny et demi; ainsi cent livres sterling en billets de banque ne valaient en or que soixante-treize livres quatre shellings et neuf penny; en d'autres termes, le papier-monnaie perdait à peu de chose près vingt-sept pour cent. Une grande partie des baux à ferme alors existans avaient été stipulés dans le temps où le papier-monnaie était en baisse, et l'assiète des impôts avait été également établie d'après la même valeur. Les fermiers, à cause de la dépréciation de la monnaie en circulation, presque entièrement composée de billets de banque, n'avaient pas fait difficulté de s'engager à payer pendant un certain nombre d'années, pour leurs baux à ferme, une valeur proportionnée à la somme nominale du papier-monnaie. Tant qu'il fut au dessous de la valeur qu'il représentait, ils purent payer leur loyer, parce qu'ils vendaient leurs produits en échange d'une plus grande quantité de papier; mais lorsqu'après la paix, la

Digitized by Google

banque eut retiré de la circulation une grande partie de ses billets, leur valeur augmenta aussitôt, et le prix des marchandises baissa en proportion ; les fermiers, qui recevaient pour leurs produits une moins grande quantité de papier qu'auparavant, ne purent pas continuer à payer leurs fermages, parce que leurs contrats les obligeaient à payer en valeurs réelles des quantités stipulées en raison de valeurs nominales : en d'autres termes, ils étaient obligés de donner la même quantité de papier alors qu'il ne perdait rien de sa valeur nominale, comme lorsqu'il perdait vingt-sept pour cent, taux sur lequel ils avaient basé leurs contrats. Le locataire qui s'était engagé à donner pour un champ ou pour une maison cent livres sterling de loyer en papier-monnaie, quand cette somme ne représentait que soixante-treize livres sterling quatre shellings et neuf penny, était obligé de payer, lorsque le papier eut repris toute sa valeur, cent livres sterling en papier qui valaient exactement cent livres sterling en or. Les impôts et les traitemens des employés, qui avaient été fixés en raison de la valeur d'une monnaie dépréciée, furent payés en monnaie qui avait repris toute sa valeur ; aussi les employés du gouvernement jouirent-ils d'une augmentation de traitement de vingt-sept pour cent. Les contribuables, au contraire,

Digitized by Google

déjà grévés d'un poids énorme, par suite de l'accroissement de la dette publique, furent ceux sur qui tomba toute cette nouvelle charge. On ne pouvait recourir à aucun moyen légal pour faire cesser le mal produit par la hausse de la valeur du papier-monnaie, parce que sa véritable source était alors tout-à-fait inconnue. Les classes lésées ne parvenaient pas à découvrir la cause de leur infortune ; car, comme il n'y avait d'autre instrument des échanges que le papier, elles pensaient que sa valeur était inaltérable, et qu'il n'y avait que la valeur des marchandises qui avait pu varier. Erreur bien grande : la seule chose dont la valeur avait baissé pendant tout le temps de la guerre, et qui avait augmenté après la paix, c'était le papier-monnaie. Ces fluctuations eurent pour résultat d'entraîner la banqueroute de la plupart des fermiers, d'étendre la plaie du paupérisme, et de faire éprouver à l'agriculture des pertes incalculables.

Toute loi qui autorisera à payer en papier-monnaie des dettes contractées en argent, ou qui obligera à satisfaire en valeur réelle des engagemens stipulés sous l'influence de valeurs nominales, occasionnera toujours une multitude de banqueroutes et de nombreuses violations du droit de la propriété. Les stipulations et la bonne foi entre le gouvernement et les sujets, comme

Digitized by Google

entre les simples particuliers, ne sont pas moins violées lorsqu'on exige plus qu'il n'est dû, que quand on ne paie pas tout ce qui est dû. La plupart des injustices produites par l'altération de la valeur du numéraire pourraient être prévenues si la loi disposait que toutes les stipulations fussent accomplies, non d'après la valeur de l'argent à l'échéance, mais bien d'après celle qu'il avait lors de la rédaction du contrat. Telles étaient les sages dispositions de la loi romaine : *Valor monetæ considerandus, atque inspiciendus est à tempore contractûs, non autem à tempore solutionis.*

La circulation du papier-monnaie substitué à la monnaie métallique fait du commerçant un agioteur qui ne s'adonne qu'aux spéculations d'agio et de change, au lieu de se livrer à des entreprises mercantiles; aussi un tel système ruine le véritable commerce, parce qu'il détruit le crédit et qu'il bouleverse tous les calculs. Celui qui achète des produits étrangers croit, après leur vente, avoir réalisé un honnête bénéfice, tandis qu'au contraire il s'aperçoit, à l'époque du paiement, qu'il a éprouvé une perte qui provient directement de la baisse du change, occasionnée par la dépréciation du papier-monnaie, baisse que, du reste, il n'a pu prévoir. Ainsi, au lieu d'être possesseur d'un certain capital, il se

Digitized by Google

trouve débiteur, et souvent en état de faillite. Les capitaux qui favorisaient le développement de l'industrie disparaissent pour le capitaliste, si on le rembourse en papier-monnaie; aussi un semblable système d'emprunt, au lieu d'accroître ses profits, ne fait que le ruiner. Il ne reste plus qu'un seul moyen pour tirer parti de la richesse, c'est de la consommer; car il vaut encore mieux consommer ses produits que les livrer à crédit sans espoir d'en être remboursé, ou que les entasser pour les voir convertir en une valeur purement idéale. « Quand c'est la monnaie qui se « détériore, dit Say avec beaucoup de justesse, « on cherche à l'échanger, à s'en défaire par toutes « sortes de moyens. C'est en partie ce motif qui « fut cause de la prodigieuse circulation qui eut « lieu pendant que le discrédit des assignats allait « en croissant. Tout le monde était ingénieux à « trouver un emploi pour un papier-monnaie « dont la valeur s'évaporait d'heure en heure : on « ne le recevait que pour le placer; il semblait « qu'il brûlât quiconque le touchait. Dans ce « temps-là, des personnes qui n'avaient jamais fait « le commerce s'en mêlèrent; on fonda des ma- « nufactures; on bâtit, on répara des maisons, on « meubla ses appartemens; on n'avait regret à « aucune dépense, même pour ses plaisirs, jusqu'à « ce qu'enfin on eût achevé de consommer ou de

Digitized by Google

« placer, ou de perdre tout ce qu'on avait de va-
« leurs sous forme d'assignats. » L'opinion de Paine est conforme à celle de Say, quand il dit que le système du papier-monnaie donne d'abord quelque essor à l'industrie; mais qu'il paralyse bientôt la production, et occasionne de nombreuses injustices et une misère épouvantable.

La circulation du papier-monnaie équivaut à une banqueroute partielle ou totale; chaque jour on le voit diminuer de prix, sans qu'il soit au pouvoir de celui qui en a garanti toute la valeur nominale de le rendre meilleur; aussi le porteur qui n'a entre les mains qu'un gage très incertain de la valeur exprimée sur le papier-monnaie, et dans la crainte de le voir se détériorer pour peu qu'il le conserve dans son portefeuille, cherche à s'en défaire même avec perte, et en faisant perdre celui qui l'achète.

Alors même que la quantité de papier-monnaie existante soit en proportion des besoins de la circulation, elle produit tous les funestes effets que je viens de signaler; mais lorsqu'elle excède les besoins, on doit considérer la création du papier-monnaie comme le fléau le plus funeste qui puisse affliger une nation. Quelque puissans que soient les argumens que l'on a élevés contre ce déplorable système, il est très-difficile qu'un gouverne-

Digitized by Google

ment obéré renonce à faire usage d'un expédient qui lui procure des ressources immédiates. La nature même du papier et les embarras du moment entraînent les gouvernemens à recourir à cet expédient, et les rendent sourds aux conseils de la prudence et de la raison. Malheureusement on ne peut pas user de ce moyen sans en abuser; et le gouvernement le plus sage et le plus économe, dès qu'il a commencé à faire usage d'une fausse mesure des valeurs, devient aussitôt, par nécessité, dissipateur. La loi qui oblige d'accepter comme argent comptant le papier-monnaie déprécié dès l'époque de son émission, conspire contre la fortune publique et brise tous les liens sociaux; elle se rend complice du désordre, de la prodigalité, de la dilapidation, etc., vices qui empêchent la production de la richesse. La justice, l'humanité, la morale publique et la sûreté même de l'état, se trouvent gravement compromises toutes les fois que le gouvernement embrasse un système qui établit pour mesure des valeurs celle qui est la plus imparfaite de toutes celles que la mauvaise foi ou l'ignorance pouvait inventer. Alors le droit de propriété et toutes les stipulations dont l'exécution ne peut être déterminée que par une mesure universelle et fixe des valeurs, sont nécessairement violés.

En Espagne, depuis 1780 jusqu'à 1795, le gou-

Digitized by Google

vernement fit sept créations de *valès royaux* dont le total s'élevait à cent quinze millions vingt-sept mille deux cent cinquante piastres fortes (environ six cents millions de francs). Comme la valeur conventionnelle du numéraire dépend de la quantité mise en circulation, la somme des *valès* émis en si peu de temps, et qui excédait la quantité d'argent en circulation [1], aurait, sans le concours de deux circonstances que je vais signaler, causé une perte de plus de cinquante pour cent sur la valeur de la monnaie métallique. 1° Le haut intérêt attaché aux *valès* les faisait rechercher des étrangers, et empêchait qu'on ne les mît en circulation, parce que, sans sortir du portefeuille des détenteurs, ils leur procuraient de grands bénéfices; 2° comme chaque *valès* représentait une grosse somme d'argent, il était moins facile de les jeter dans la circulation que s'ils n'eussent représenté que de petites sommes. Cette prudente mesure empêcha

[1] Don Jéronimo Ustariz, dans son ouvrage publié en 1724, calcula que la quantité de tous les métaux précieux monnayés, ouvrés, ou en lingots, alors existant en Espagne, ne dépassait pas la somme de cent millions de piastres (cinq cent trente millions de francs). Bourgoing, à qui le ministre des finances Muzquiz communiqua tous les documens dont il avait besoin, porte à quatre-vingts millions de piastres fortes la somme de numéraire qui, en 1780, circulait en Espagne. On voit que ces deux supputations se rapprochent beaucoup.

Digitized by Google

que la dépréciation de la valeur de l'instrument des échanges ne devînt trop forte, et prévînt en outre la falsification du papier-monnaie. Ce crime s'est si souvent reproduit en Angleterre, parce que le papier-monnaie de ce pays, représentant des sommes d'argent très petites, circule dans les classes pauvres, chez lesquelles se trouvent ordinairement des individus qui, pressés par le besoin et alléchés par l'appât d'un gain considérable, ne craignent pas de se faire faux-monnayeurs.

Malgré cela, la création des *valès* occasionna une baisse considérable dans la valeur de l'argent en Espagne, parce que, du moment où leur valeur nominale commença à faiblir, les détenteurs s'empressèrent de s'en servir comme instrumens d'échange, toutes les fois que le montant du paiement qu'ils avaient à faire était égal à celui représenté par un *valès*. L'émission du papier-monnaie nuit toujours à l'industrie d'un pays, parce que, déterminant une baisse dans la valeur de l'argent, les produits de l'industrie deviennent nécessairement plus chers. Il s'ensuit de là que les marchandises nationales ne peuvent pas facilement, sur les marchés extérieurs, soutenir la concurrence des marchandises des pays qui sont tout aussi industrieux. Mais comme l'argent, chez la plupart des nations, n'est pas un pro-

Digitized by Google

duit indigène, ce mal était très passager; car il ne pouvait durer que tant que le papier-monnaie excluait de la circulation le numéraire existant antérieurement, tandis que le gouvernement espagnol avilissait une marchandise qui était l'un des principaux produits de la nation, circonstance qui rendait le système du papier-monnaie plus onéreux pour l'Espagne que pour tout autre pays. Quand bien même le papier-monnaie n'entraînât pas tous les inconvéniens que je viens de signaler, cette dernière circonstance suffirait pour faire considérer la création des *valès* comme la mesure la plus mal entendue que pût adopter le gouvernement espagnol; alors surtout que, dans cette occasion, rien ne l'empêchait d'avoir recours à d'autres expédiens. Le moyen le moins coûteux et le plus naturel que puisse employer un gouvernement, lorsque pour satisfaire aux besoins de l'état il exige de la nation des sommes considérables, c'est la contribution; et puis ensuite l'emprunt, qui, quoique beaucoup plus nuisible que la contribution, l'est moins cependant que le papier-monnaie.

Le gouvernement espagnol, au lieu de diminuer, dans son propre intérêt, la production de l'argent, qui était sa propriété presque exclusive, non seulement commit la faute d'émettre les *valès*, qui remplaçaient l'argent, mais encore d'as-

Digitized by Google

signer à ce papier-monnaie un intérêt de quatre pour cent[1]. En sorte que la nation entre les mains de laquelle se trouvaient les mines d'argent, et qui pouvait ainsi imposer à toute l'Europe une contribution sur la monnaie de ce métal, fut la seule qui payât des intérêts pour le service d'un numéraire idéal ou factice. Puisqu'un intérêt était attaché aux valès, leur circulation devait être volontaire, ou bien, puisqu'elle était forcée, ils ne devaient jouir d'aucun intérêt. Si l'on voulait que la prime ou l'intérêt fussent le mobile de leur circulation, la moindre apparence de contrainte ne pouvait que détruire la confiance. Si l'on voulait, au contraire, remplacer la confiance par la contrainte, l'intérêt, alors, était un sacrifice superflu.

Il faut croire que le comte de Cabarrus, auteur de ce projet, n'aurait pas commis la faute inconcevable de proposer un numéraire si coûteux, s'il n'eût pas confondu les inscriptions de la dette d'Angleterre avec le papier-monnaie. Cabarrus, voyant que les inscriptions de la dette d'Angleterre entraient dans la circulation et

---

[1] Dans le chapitre V de cette troisième partie, nous avons déjà démontré qu'il eût été de l'intérêt de l'Espagne de diminuer la production de l'argent.

Digitized by Google

monnaie est très avantageux, pourvu toutefois que le porteur puisse l'échanger contre des métaux précieux, et que la quantité de ce papier soit strictement bornée à ce qui est nécessaire pour la circulation. Avant d'entrer dans l'examen de ce projet je ferai remarquer que, par cela même que le porteur du papier pourrait l'échanger contre de l'argent, il cesserait d'être papier-monnaie, car celui qui le recevrait pourrait à son gré exiger de l'or ou de l'argent à la place du papier.

D'après ce plan, conçu par Ricardo, on voudrait que les billets des banques provinciales pussent être échangés contre les billets de la banque d'Angleterre, et ceux-ci contre des métaux précieux en lingots du même titre que les métaux de la monnaie courante; et que les banques de province ne pussent émettre du papier que pour l'équivalent des dépôts qu'elles auraient effectués entre les mains du gouvernement. Mac-Culloch ne diffère de cette opinion qu'en ce qu'il croit plus convenable de ne pas obliger la banque à échanger le papier contre des métaux précieux, à moins que ce ne soit pour des sommes considérables, contre des lingots, par exemple, de cinq cents onces. Mill veut que toutes les banques provinciales jouissent de la même prérogative que la banque d'Angleterre, c'est-à-dire qu'elles

Digitized by Google

puissent émettre telle quantité de papier qui leur conviendra; il voudrait aussi que personne ne fût obligé à le recevoir, quand bien même on pourrait l'échanger contre des lingots d'or ou d'argent.

Tous trois conviennent que, pour que le numéraire n'éprouve d'autres variation que celles auxquelles les métaux précieux sont sujets, il faut limiter la quantité de papier-monnaie d'après celle qui est purement indispensable pour la circulation. Mais ce terme important, encore qu'il paraisse facile à trouver, ne peut, à mon avis, être déterminé; d'où je conclus que ce système repose sur des bases fausses. Comme dans la circulation il y a toujours, et sans que cela puisse être autrement, tout le numéraire dont a besoin une nation, aucun signe monétaire ne peut être mis en circulation sans qu'aussitôt il n'y ait exubérance, à moins qu'une quantité d'argent égale à celle émise en papier ne soit aussitôt retirée de la circulation. Et alors même que ce retrait pût s'opérer, il y aurait encore une autre difficulté qui empêcherait la réalisation de ce système. Ricardo lui-même, en parlant d'une contribution sur l'argent, établit la proposition suivante : « Un état, « dit-il, peut remplacer l'argent par le papier-« monnaie, mais il ne s'ensuit pas de là qu'il « puisse diminuer la quantité de l'argent exis-

Digitized by Google

« tant, car la valeur du papier se règle d'après « l'argent qu'il y a dans le pays pour échanger le « papier. » D'après cette doctrine, tout système de papier-monnaie est essentiellement nuisible; parce que, si son adoption détermine la sortie d'une certaine quantité d'argent, le papier ne pourra plus dès-lors conserver sa valeur nominale, ce qui entraîne de graves embarras. Si au contraire la création du papier-monnaie n'occasionne pas la sortie du numéraire, comme il y aura dans la circulation plus d'argent qu'il n'en faut, la valeur de l'instrument des échanges diminuera, et le prix de la mesure commune des valeurs sera exposé à mille fluctuations. Ainsi donc, si la valeur de l'argent diminue toutes les fois que sa quantité augmente ou que l'on crée un signe monétaire, et si, pour que ce signe conserve toute sa valeur nominale, on doit retenir dans le pays tout l'argent qu'il y avait avant l'émission du papier, abstraction faite des inconvéniens sans nombre qu'entraîne l'adoption d'un numéraire factice, quels seront les avantages, quelle sera l'économie que retirera la société de ce système de papier-monnaie?

Mill, prenant en considération que tout accroissement du numéraire renchérit les marchandises et occasionne une perte à ceux qui, après l'augmentation, sont obligés de recevoir

Digitized by Google

une somme égale à celle qu'ils auraient reçue si la quantité du numéraire n'eût pas été augmentée, convient que les désordres qu'occasionne ce second résultat sont de la plus haute importance pour *la justice et le bonheur des hommes;* mais il ajoute qu'ils ne causent aucune diminution dans le capital national, parce que la perte qu'éprouvent quelques associés est remplacée par les profits que d'autres réalisent. En vérité, cette réponse ne peut satisfaire qui que ce soit qui s'intéresse à la justice et à l'humanité. D'ailleurs, il n'est pas du tout certain que la perte que supporte un individu soit compensée par les profits que fait un autre. Toutes les fois que la valeur de l'argent diminue soudainement; avant que les salaires augmentent, un grand nombre de travailleurs sont obligés de renoncer à leurs occupations parce qu'avec leurs salaires ils ne peuvent plus subvenir à leurs besoins. On voit d'après cela que les pertes des uns ne peuvent pas être balancées par les profits des autres, parce que, toutes les fois que le nombre des travailleurs diminue, le produit annuel est moindre, et partant les associés ont moins de richesses à se distribuer.

Mill soutient le système du papier-monnaie, parce que, dit-il, c'est un instrument de circulation beaucoup moins dispendieux que l'or et l'ar-

Digitized by Google

gent, et beaucoup plus facile à conserver et à transmettre que l'argent; parce qu'il est plus expéditif d'effectuer les paiemens en papier qu'avec des métaux précieux, puisqu'avec un billet de banque on peut compter et payer cent mille livres sterling dans moins de temps qu'on ne mettrait à en compter cent en argent, et parce que les pays peu avancés dans l'industrie possèdent une plus grande quantité d'argent que les pays les plus industrieux. Enfin il soutient le système du papier-monnaie parce qu'il considère l'instrument des échanges comme sans influence sur la production des richesses à laquelle concourent seulement la nourriture du travailleur, les instrumens et les machines qu'il emploie, et les matières brutes qu'il manufacture, et nullement le prix que l'on donne pour toutes ces choses; aussi cet auteur conclut-il, de tout ce qui précède, que plus la quantité d'argent convertie en alimens nécessaires au travailleur et en matières premières est considérable, plus doivent s'accroître les facultés productives du pays.

Si, d'une part, l'on tient compte de la longue durée de la monnaie d'or ou d'argent, et, de l'autre, des frais considérables de personnel qu'entraîne l'adoption du système du papier-monnaie; si, en outre, on évalue la quantité de métaux précieux nécessaire, d'après Mill et ses adhérens,

Digitized by Google

que doit toujours avoir en caisse celui qui émet du papier-monnaie, soit pour maintenir sa valeur nominale, soit pour rembourser les porteurs qui l'exigent, on se convaincra qu'un tel système enlève à l'industrie un grand nombre de bras, qu'il paralyse de grandes masses de capitaux, et que partant il est au moins problématique que le papier-monnaie soit un instrument d'échange moins coûteux que l'or et l'argent. D'ailleurs, quand bien même l'usage du papier-monnaie produisît l'économie qu'on lui attribue, cet avantage serait loin de balancer, ainsi que l'affirme Tooke avec raison, les graves inconvéniens auxquels donne toujours naissance l'emploi de ce défectueux instrument des échanges.

Il est incontestable que le papier-monnaie se transmet avec plus de facilité que la monnaie métallique, et que les paiemens qu'il sert à effectuer se font avec plus de rapidité. Mais cet avantage, insignifiant ainsi que tous ceux qu'on attribue à ce système, est bien loin de balancer les effets déplorables de la tentation continuelle qu'éprouvent les classes pauvres de contrefaire le papier-monnaie. Il est évident, comme le dit Mill, que le crime que constitue la contrefaçon du papier-monnaie est tout-à-fait identique à celui de la fabrication de la fausse monnaie : mais la tentation et les moyens qui portent à commettre ces

Digitized by Google

deux crimes ne sont pas les mêmes; et les nombreuses condamnations qui ont été prononcées en Angleterre contre ceux qui falsifiaient le papier-monnaie, depuis 1797, époque où les billets de banque commencèrent à être convertis en papier-monnaie, sont une preuve de cette vérité. D'après le témoignage de plusieurs auteurs, durant les vingt-cinq années qui suivirent cette époque cinq mille individus furent condamnés à la peine de mort, et un nombre bien plus considérable à la déportation à vie dans la Nouvelle-Galles-du-Sud, pour avoir fabriqué du papier-monnaie, tandis qu'avant cette époque le crime de faux-monnayage, au dire de Mac-Culloch, était à peine connu en Angleterre. Il est peu probable du reste que dans toute l'Europe, pendant le cours de plusieurs siècles, le nombre des faux-monnayeurs ait atteint un chiffre si élevé. Ce fait seul, qui afflige tant l'humanité, est la preuve la plus évidente de la corruption qu'occasionne le système du papier-monnaie; car la règle la plus sûre de l'injustice ou de l'inconvenance d'une loi, c'est le grand nombre de contrevenans.

Si, comme le dit Mill, et ce qui est incontestable, les pays arriérés possèdent une plus grande masse de numéraire que les pays industrieux, parce que, dans les premiers, la circulation y est moins rapide; ce fait, au lieu de justifier l'à-pro-

Digitized by Google

pos et la nécessité de la création d'un instrument factice des échanges, sert à prouver le contraire, ou du moins il atteste qu'un pays peut être très industrieux avec peu de numéraire, et que sans le concours dangereux d'un instrument fictif la rapidité de la circulation donne le même résultat que l'abondance du numéraire. Comme la valeur de la monnaie est égale à celle des articles pour lesquels on l'échange, si, avec celle qui circule dans un pays, on effectue mille achats par an, le résultat sera le même que si la totalité du numéraire était multipliée par mille, et qu'avec cette masse on n'effectuât, dans le même espace de temps, qu'un seul achat. D'un autre côté le papier-monnaie, au lieu de rendre la circulation plus rapide, l'entrave, parce que sa valeur est plus variable que celle de l'or et de l'argent; aussi celui qui a des marchandises à vendre attend-il que la valeur du papier diminue, tandis que le détenteur du papier attend pour acheter ces mêmes marchandises que la valeur du papier augmente : et pendant tout ce temps, les capitaux restant sans emploi, la circulation est ralentie et la production ne se réalise pas. Cette observation, dont on ne peut contester la justesse, prouve que le papier-monnaie, au lieu d'accroître le capital et la production, est un véritable obstacle pour les progrès de l'industrie, et

Digitized by Google

qu'il rend la circulation beaucoup plus difficile.

La dernière proposition de Mill est inconcevable ou tout-à-fait sophistique. S'il n'y a que les alimens du travailleur, les instrumens qu'il emploie et les matières brutes qu'il manufacture qui concourent à la production, et non pas l'argent, comment le papier-monnaie pourra-t-il accroître la production? Quelle qualité pourra-t-on attribuer au papier-monnaie pour la production, qui n'existe pas dans la monnaie métallique? Du reste, je suis loin de partager l'opinion de cet auteur, lorsqu' il soutient que l'argent n'est pas nécessaire à la production de la richesse. L'argent qui est retiré de la circulation ne peut jamais être productif; pour qu'il puisse être converti en alimens du travailleur, en instrumens nécessaires au travail, en matières propres à être manufacturées, il faut que l'or et l'argent monnayés continuent à circuler et à être instrumens d'échange. La monnaie d'or et d'argent, comme le dit Smith avec beaucoup de justesse, doit être comparée à un grand chemin qui, quoiqu'il ne produise ni blé ni fourrage, est plus productif que le terrain le mieux cultivé, parce qu'il sert à faire circuler les produits et à les conduire au marché. Alors qu'il a été reconnu que le travail de l'homme est le seul régulateur du prix de tous les produits, et que l'argent n'aurait jamais

Digitized by Google

été adopté comme marchandise universelle s'il n'avait une valeur propre, n'est-il pas absurde d'affirmer qu'il soit convenable de le remplacer par du papier qui n'a point de valeur intrinsèque? Prétendre avoir découvert dans le papier-monnaie un instrument économique et utile pour les échanges, c'est, dans mon opinion, une absurdité qui ne mérite pas de réponse.

Digitized by Google

CHAPITRE XIV.

De la circulation des richesses.

Après avoir examiné quels sont les différens instrumens qui facilitent les échanges des divers produits, je m'occuperai de l'influence des échanges, autrement dit de la circulation de la richesse, sur l'industrie et sur la prospérité des nations.

On doit entendre par circulation de la richesse, *le déplacement d'une marchandise des mains du producteur dans celles de l'acheteur, et son retour au premier, sous une autre forme, pour recevoir de nouvelles modifications et subir ensuite de nouveaux déplacemens.* On a donné à ce mouvement le nom de circulation, parce qu'il semble s'opérer dans un véritable cercle. Cette circulation n'ayant lieu qu'au moyen des échanges, la sortie d'une marchandise des mains d'un producteur suppose en même temps l'entrée d'une autre marchandise en la possession de ce même producteur. La totalité ou partie du capital qui a servi à la production d'une marchandise, tant que celle-ci n'est point livrée au consommateur, existe

Digitized by Google

dans cette marchandise; et tout le temps qu'elle circule, elle reçoit de nouvelles modifications pour activer de nouveaux travaux et de nouvelles productions.

Toute richesse, qu'elle se compose de numéraire ou de toute autre marchandise, entre en circulation du moment qu'elle cherche un acheteur; et elle circule toutes les fois qu'elle entre en la possession d'un nouvel agent de la production pour en recevoir une nouvelle forme, ou une utilité nouvelle, et être mise en vente. Aussi tout mouvement qui ne tendrait point à lui faire atteindre ce but, loin d'accélérer la circulation, la retarde et l'entrave.

Les articles de richesse sortent de la circulation lorsqu'ils sont livrés au consommateur, ou que, par un accident quelconque, ils sont détruits, ou lorsque celui qui les possède s'abstient de les vendre, ou lorsqu'il en exige un prix tel qu'il ne trouve point d'acheteur.

La circulation de la richesse est *intérieure* ou *extérieure*. Dans le premier cas elle ne sort point des limites du pays, et dans le second elle circule chez toutes les nations. Comme les produits d'un pays ne peuvent être exportés qu'autant qu'il existe des relations commerciales entre les différens états, la circulation de l'industrie agricole et manufacturière est purement inté-

Digitized by Google

rieure; il n'y a que la circulation du commerce qui puisse être extérieure.

Ceux qui ne s'occupent exclusivement que de la circulation des richesses sont les commerçans; pour atteindre ce but, ils doivent faire des avances de fonds pour le transport de ces richesses: voilà pourquoi la circulation entraîne des frais considérables, et augmente le prix des marchandises. Tant que ces frais n'excèdent pas ce qui est strictement nécessaire pour que les produits parviennent en bon état aux consommateurs, ils servent à la vraie circulation des richesses et augmentent le produit annuel d'une nation; mais lorsqu'ils vont au-delà, quelque accroissement de fortune qui en puisse résulter pour l'individu, ils ne contribuent aucunement à l'accroissement de la richesse nationale. Si un commerçant, par exemple, qui a envoyé une ou plusieurs espèces de marchandises sur le lieu de leur consommation les vendait à un autre commerçant, que ce dernier en fît la vente à un troisième, celui-ci à un quatrième, leur mouvement de circulation, quels que fussent les bénéfices que ces trois commerçans en obtinssent, n'augmenterait en rien la richesse nationale. Ce mouvement serait, au contraire, un obstacle aux progrès de cette richesse; car il n'aurait pour résultat que l'augmentation du prix des marchandises, et paralyserait, sans avantage

Digitized by Google

pour le pays, des fonds qui pourraient vivifier l'industrie. Cette circulation doit être préjudiciable ou aux commerçans qui ont acheté la marchandise de seconde main, s'ils n'en augmentent pas le prix, ou au consommateur, si le prix de la marchandise a été élevé. Il en est de même de la circulation de la monnaie, lorsqu'elle se réduit à l'échange d'une monnaie pour une autre; ce n'est plus alors qu'un jeu où la fortune de l'un des joueurs vient s'anéantir, sans que celui qui a bénéficié ait produit une nouvelle richesse ou une nouvelle utilité; car il ne fait qu'obtenir la possession d'un capital existant déjà en d'autres mains : aussi de tels échanges ne font qu'enlever à la production des capitaux engagés dans cet agiotage.

Le mouvement de la richesse, de même que celui du capital, peut être productif pour l'individu et être en même temps improductif pour la masse; ceci arrive toutes les fois que le premier retire un bénéfice sans qu'il ait donné à la marchandise une nouvelle utilité, ou qu'il ne l'a pas fait parvenir plus rapidement au consommateur. Tout retard ou échange intermédiaire, qui n'a point un de ces effets, augmente les frais de la circulation et nuit à la richesse nationale, parce qu'il fait renchérir en pure perte la marchandise, qu'il empêche un capital de produire

Digitized by Google

des intérêts, ou qu'il retarde la vente du produit et conséquemment la production.

La circulation est difficile dans les pays où l'on ne rencontre pas des commerçans toujours disposés à acheter les marchandises qui sont produites et à livrer leurs capitaux au producteur; dans ce cas, ce dernier est contraint de suspendre ses opérations, parce que les moyens d'entreprendre une nouvelle production lui manquent, et qu'il est obligé de courir les foires et les marchés pour y vendre lui-même ses produits. La circulation est lente partout où, à raison du peu de progrès des arts, les produits sont chers et imparfaits; partout où les contributions sont excessives, parce qu'elles mettent un nombre considérable d'individus hors d'état d'acheter les articles produits; partout où les impôts ne sont pas répartis en raison des moyens de chaque contribuable, parce qu'alors tous mettent leurs soins à dissimuler leur fortune; et partout où, en même temps que la vente des marchandises s'effectue, on exige le paiement de certains impôts, quelque faibles qu'ils soient, parce que leur perception gêne les transactions et retarde le cours des affaires. La circulation est difficile dans tous les pays où la loi détermine le prix de la marchandise, où elle accorde à des corporations ou à de simples particuliers certains priviléges dans les achats, où

Digitized by Google

l'on ne peut vendre qu'en des lieux et à des heures indiqués; entraves dont l'effet est de paralyser plus ou moins l'intérêt individuel, de priver les marchés de la concurrence, d'occasionner la cherté des prix, de ralentir la production, de gêner la consommation, la multiplication et la promptitude des échanges sans lesquels la circulation des richesses ne peut avoir lieu. La circulation est lente et incertaine dans tous les pays qui manquent de bonnes routes, de canaux, de rivières navigables, de ports de mer, des divers moyens qui rendent les transports faciles, et où les communications peuvent être interceptées par des voleurs ou gênées par les agens de l'administration. La circulation est lente dans les pays où la valeur du numéraire est mal réglée ou défectueuse, parce que ce numéraire, n'ayant point de valeur fixe réelle et reconnue, éprouve des altérations soudaines qui engagent le vendeur à attendre que le numéraire ait diminué de valeur, et l'acheteur, au contraire, que sa valeur ait augmenté. La circulation est arrêtée ou retardée toutes les fois que la tranquillité publique est troublée, que l'ordre social est en péril, ou que le pays est en proie à des maladies épidémiques. Dans de telles circonstances, les articles indispensables à la consommation générale sont seuls échangés; ceux qu'emploie la consommation productive ne

Digitized by Google

le sont jamais, ou du moins très rarement, parce qu'alors personne n'est assuré de recueillir les fruits de son travail. Enfin, les guerres, les séquestres, l'amortissement civil et ecclésiastique, les monopoles, les corporations d'artisans, les maîtrises, qui règlent l'apprentissage et l'exercice des diverses professions, et une foule de lois, réglemens ou dispositions, sont autant d'entraves apportées à la concurrence du travail et du capital, qui arrêtent ou retardent la marche progressive de l'industrie, paralysent ou anéantissent la circulation des richesses, qui est au corps social ce que la circulation du sang est au corps humain.

A mesure qu'une société fait des progrès dans la civilisation, la circulation de ses richesses y est plus rapide parce que les diverses branches de l'industrie se servent mutuellement d'appui; car aucune d'elles ne prend de développemens que par le mouvement réciproque des autres. Si l'agriculture ne procure point aux fabriques les matières premières, si l'agriculture et les fabriques ne fournissent point au commerce des articles à transporter, si le commerce ne s'occupe point du placement des matières brutes et fabriquées, la prospérité de toutes ces industries sera nécessairement impossible. Pour que le cultivateur puisse accroître la production agricole, il faut qu'il puisse livrer ses produits au fabricant qui les manuten-

Digitized by Google

tionne; s'il n'y a point d'industrie manufacturière, la production agricole, qui exige un travail ultérieur, manquera, parce qu'on n'aura pas demandé ses produits. Les fabricans, par la plus grande utilité qu'ils donnent à la matière brute, en font accroître la demande, qui, à son tour, et par son accroissement, active la production. Si les matières brutes ou fabriquées n'allaient point des mains du cultivateur et du fabricant dans celles du commerçant, la quantité de ces matières serait restreinte à celle strictement nécessaire à la consommation locale. Le commerce, en faisant passer les produits agricoles et les produits manufacturés du point où ils abondent à celui où ils manquent, vivifie l'industrie, augmente les produits, répand l'aisance, et évite au cultivateur et au fabricant des travaux qui les détourneraient des soins qu'ils doivent continuellement à la production; il les met encore à même, par le remboursement des capitaux qu'ils ont employés, de se livrer sans relâche à leurs occupations industrielles.

La circulation est d'autant plus productive que l'article passe plus rapidement des mains du producteur dans celles du consommateur, et que le capital qu'ont employé les agens de la production leur est plus tôt remboursé. Tout le temps, au contraire, qu'un produit reste en circulation, sa valeur augmente progressivement, en raison de l'intérêt

Digitized by Google

qu'acquiert le capital employé; il s'ensuit que plus la circulation est lente, plus s'accroît la somme de l'intérêt progressif; et cet accroissement, sans procurer de plus grands bénéfices au producteur, occasionne l'élévation du prix de la marchandise, au préjudice du consommateur. Supposons que deux fabricans d'un même article possèdent un capital égal; que l'un vende ses produits avec un bénéfice de vingt pour cent, mais qu'il doive attendre deux ans pour leur paiement définitif; et que l'autre reçoive le montant de ses marchandises par paiemens trimestriels, en réalisant un bénéfice de trois pour cent: ce dernier donnera du travail à huit ouvriers, tandis que l'autre n'en emploiera qu'un seul; il vendra ses produits dix-sept pour cent moins cher, et son capital lui rapportera un intérêt annuel de deux pour cent de plus qu'au premier, avantages qui proviennent de la plus grande rapidité de la circulation des richesses.

Lorsque l'on considère que l'industrie d'une nation ne peut faire de progrès qu'autant que la circulation de la richesse acquiert plus de rapidité, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'entraver la circulation de cette même richesse c'est arrêter également la marche de l'industrie. Aussi ne doit-on pas être étonné de l'état de décadence dans lequel, par suite des

Digitized by Google

entraves mises à la circulation de la richesse, l'Espagne est tombée dans l'espace d'un siècle, quoique la nature, en la dotant magnifiquement, semble l'avoir destinée à être un des pays les plus riches de l'Europe. Le système réglémentaire, système d'autant plus difficile à renverser qu'il flatte le plus l'amour propre de ceux qui exercent le pouvoir, puisqu'il donne à leurs dispositions une importance apparente; l'esprit du fisc, ou autrement dit la funeste et chimérique entreprise d'enrichir le trésor, en appauvrissant les peuples; et surtout l'absence de connaissances économiques, telles furent les principales causes de la décadence de l'industrie de l'Espagne, de la pénurie de ses finances, et du peu de soin que mettait le gouvernement à faire disparaître les innombrables obstacles apportés à la circulation des richesses. A quoi sert-il, par exemple, que la nature ait gratifié l'Espagne d'un grand nombre d'excellens ports de mer, si le système réglémentaire et l'esprit fiscal les ont tous tenus fermés, à l'exception d'un seul, jusqu'en 1788? Jusqu'alors on n'y laissa point entrer, au préjudice du trésor, du producteur et du consommateur, les innombrables produits que nous aurait donnés un commerce libre avec le Nouveau-Monde, qui nous appartenait presqu'en

Digitized by Google

entier. Quels avantages a-t-elle élevés de la possession pendant trois siècles des mines d'où ont été extraits les métaux précieux qui servaient à la fabrication de la monnaie mise en circulation sur tout le globe, si pendant une aussi longue période il n'a pas été terminé un seul canal propre à transporter les riches produits de ses provinces de l'intérieur, dont l'agriculture, par le manque de moyens de transport, est dans un état de délaissement difficile à décrire? Qui ne remarque de quelle utilité sont les marchés et les foires pour la circulation des richesses et pour le développement de l'industrie ? Cependant le système réglémentaire et l'esprit fiscal ont disposé que le peuple espagnol ne jouirait pas de cette liberté, comme si la société pouvait être en péril parce que les habitans de chaque district jouiraient de la liberté de se réunir sur les points qui leur paraîtraient les plus propres à l'échange des produits de leur travail, échange sans lequel l'industrie ne peut faire de progrès ! La faculté d'avoir un marché ne s'obtient qu'au prix de nombreuses vexations, ou n'est accordée qu'à la faveur ou à l'argent, et après de longs délais. Qui ne voit que l'établissement d'une fabrique qui doit être utile à son propriétaire doit l'être également à la société, et que chaque nouvelle fabrique ne sert pas seulement à créer de nouveaux pro-

Digitized by Google

duits, mais encore à augmenter l'échange des produits des fabriques déjà existantes, car le nombre des acheteurs augmente nécessairement? Cependant le système réglémentaire et l'esprit fiscal disposent que quelques-uns des établissemens industriels les plus utiles ne peuvent être formés sans autorisation royale, et qu'après un jugement contradictoire qui entraîne toujours des frais considérables. De telles entraves mises à la circulation des richesses devaient avoir nécessairement pour effet la ruine de l'industrie. Une bonne théorie, basée sur l'expérience des maux affreux qu'ont produits des dispositions si absurdes, adoptées à une époque où l'on n'avait en Europe aucune notion de la science qui a pour objet la fortune des nations, enseigne que le gouvernement doit s'empresser de détruire toutes les entraves qui paralysent la circulation sans laquelle l'industrie ne peut pas prospérer, ni la nation devenir puissante. Les gouvernemens ne doivent s'occuper qu'à lever les obstacles; tout le reste, ils doivent le laisser à l'intérêt privé.

FIN DU SECOND VOLUME.

LIBRARY UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

YC 78085

HB169
.F63
v.2
120046

Digitized by Google